

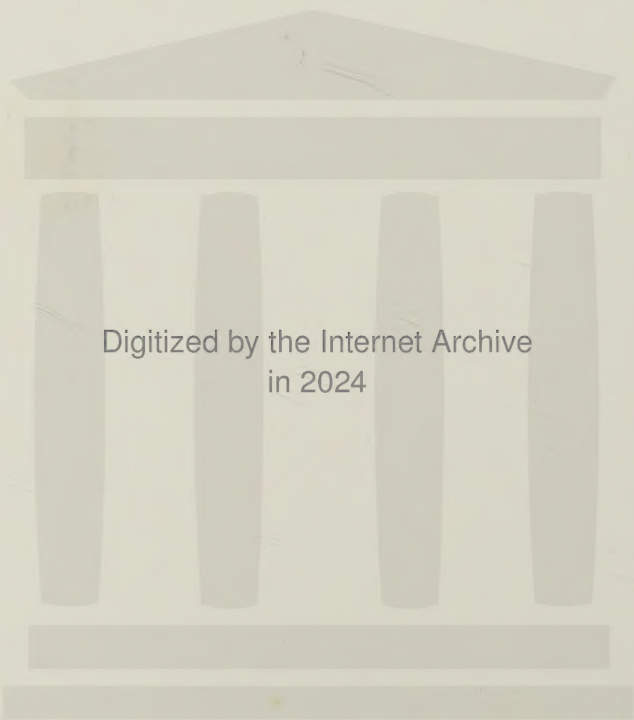
Pascal Berqué, Évelyne Foy
et Bruce Girard

La passion radio

23 expériences
de radio participative
et communautaire
à travers le
monde



SYROS



Digitized by the Internet Archive
in 2024

La passion radio

Vingt-trois expériences de radio participative
et communautaire à travers le monde

Collection des Ateliers du développement
dirigée par Michel Sauquet
avec la collaboration d'Élisabeth Paquot

La publication de cette collection constitue un programme commun des éditions Syros et de la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH), avec la collaboration du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET).

© Syros-Alternatives, 1993
9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris
ISBN : 2 867 38 887.2

Sous la direction
de Bruce Girard, Évelyne Foy (Amarc)
et Pascal Berqué (Gret)

La passion radio

Vingt-trois expériences de radio participative
et communautaire à travers le monde



SYROS

Table des matières

Introduction - Bruce Girard et Pascal Berqué	15
Première partie - LA COMMUNAUTÉ	29
1. Wawatay, un réseau radiophonique amérindien, Lavinia Mohr	31
2. La doyenne des radios communautaires déménage, Bill Thomas	49
3. Savoir innover, Évelyne Foy, Éric R. Loiseau, Richard Barrette, Louise Boivin	57
4. Le café de Radio Marconi, François Laureys	67
5. Radio Candip : une raison d'espérer, Pascal Berqué	77
Deuxième partie - LES CONFLITS	85
1. La tenace fleur d'izote, José Ignacio López Vigil	87
2. Comment se faire l'Écho... de Moscou, Serguei Korzoun	111
3. Un soleil pour libérer la parole, Joseph Georges et Isabelle Fortin	123
4. Zoom Black Magic Liberation Radio. Naissance de la microradio, Ron Sakolsky	137
5. Des femmes... à l'antenne, Tachi Arriola	147
Troisième partie - LE DÉVELOPPEMENT	157
1. Le dur apprentissage de l'autonomie, Pascal Berqué	159
2. La radio communautaire Mahaweli, M. J. R. David	169
3. Radios participatives, radios commerciales : des réponses plurielles, Eugénie Aw	179
4. Voix nouvelles, Eduardo Valenzuela	189
5. Radio Péninsule : radio et communauté sur la même longueur d'ondes, Barbara Losier	197

Quatrième partie - LA CULTURE 205

1. Radio Asé pléré an nou lité : une arme de libération,
Richard Château-Dégat 207
2. Une radio multiculturelle à Marseille,
Radio Gazelle 215
3. Les nouveaux sons de la radio coopérative de Vancouver,
Dorothy Kidd 221

Cinquième partie - LES PREMIERS PAS.....231

1. Une nouvelle vague : la naissance des radios de faible
puissance, *Arturo E. Bregaglio et Sergio Tagle* 233
2. De Radio Staline à Radio 1 : la première station
indépendante en Tchécoslovaquie, *Stanislav Perkner
et Barbara Kent*.....241
3. Radyo Womanwatch, *Anna Leah Sarabia* 249
4. Radio Mitidja : une année d'expérience et d'espoir,
Pascal Berqué et Amina Debbache.....257
5. Lorsqu'il n'y a pas de radio, *Edric Gorfinkel*.....261

Collaborateurs et collaboratrices

Tachi Arriola est membre du Collectif de radio féministe du Pérou. Elle travaille depuis plusieurs années dans le domaine de la communication populaire.

Eugénie Aw est présidente de l'Amarc. Journaliste sénégalaise, elle fait partie des fondatrices de l'Association des professionnelles africaines de la communication (Apac) et a été coordonnatrice des activités africaines de l'Amarc de 1990 à 1992.

Richard Barette est l'ancien directeur de la programmation francophone de Radio Centre-Ville, à Montréal.

Pascal Berqué est chargé d'études au service Échanges et Communication du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret) à Paris.

Louise Boivin a été directrice de la salle des nouvelles à la station montréalaise Radio Centre-Ville, où elle anime actuellement des ateliers de formation dans le cadre du programme Ondes de femmes.

Arturo E. Bregaglio est membre du Cecopal (Centro de comunicación popular y asesoramiento legal) et de Radio FM Sur à Córdoba, en Argentine.

Richard Chateau-Dégat est professeur. Il est également président de l'Association pour le développement de la communication à la base, organisme qui gère Radio Asé pléré an nou lité, en Martinique.

M. J. R. David a été réalisateur à la radio communautaire Mahaweli, au Sri Lanka. Il est diplômé de l'université des Philippines en communication et développement.

Amina Debbache est journaliste et ex-directrice de Radio Mitidja, la première radio régionale algérienne.

Isabelle Fortin est une ancienne journaliste de la station montréalaise Radio Centre-Ville. Elle vit actuellement en Haïti, où elle participe à la mise sur pied d'un réseau de radios rurales.

Évelyne Foy est la secrétaire générale de l'Amarc. Elle a travaillé plusieurs années avec les radios communautaires du Québec, dont Radio Centre-Ville.

Joseph Georges est l'ancien directeur de la programmation de Radio Soleil, à Port-au-Prince, et a déjà siégé au conseil d'administration de l'Amarc. Il travaille actuellement à la mise sur pied d'un réseau de radios communautaires rurales en Haïti.

Bruce Girard a travaillé dans le domaine de la radio communautaire en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Europe. Il est l'un des fondateurs de l'Amarc et a été rédacteur en chef du bulletin de l'association, InteRadio.

Edric Gorfinkel est le fondateur et le coordonnateur de Caset. Il a travaillé comme enseignant en Équateur, aux États-Unis et au Zimbabwe, où il a aussi été réalisateur et animateur à la radio et à la télévision.

Barbara Kent travaille pour Mediaconsult, un cabinet international de consultants ayant des bureaux dans l'ex-Tchécoslovaquie et aux États-Unis.

Dorothy Kidd travaille à Co-op Radio depuis 1980, à titre de bénévole et d'employée. Elle a fait de la recherche en communication populaire au Canada et en Inde, et termine actuellement son doctorat à l'université Simon Fraser de Vancouver.

Serguei Korzoun est directeur de l'information à la station radio-phonique l'Écho de Moscou. Il travaillait auparavant au service francophone de Radio Moscou internationale.

François Laureys est un ancien bénévole de Radio 100. Il est maintenant journaliste au réseau de la radio d'État.

Eric R. Loiseau réalise une émission de jazz à Radio Centre-Ville, Montréal.

Barbara Losier, présidente et fondatrice de Radio Péninsule, vice-présidente nord-américaine de l'Amarc depuis août 1992.

José Ignacio López Vigil a acquis une solide expérience en formation dans le domaine de la radio populaire en Amérique latine. Il a écrit plusieurs livres sur la radio, et occupe le poste de coordonnateur du bureau de l'Amarc en Amérique latine.

Lavinia Mohr a été directrice de Co-op Radio à Vancouver, et a pendant longtemps participé à la programmation de cette station. Elle fait partie des fondateurs de l'Amarc. Elle a quitté les États-Unis pour venir s'établir au Canada en 1975 et réside actuellement à Toronto, où elle travaille pour une agence de développement communautaire active dans une dizaine de pays.

Stanislav Perkner travaille pour Mediaconsult, un cabinet international de consultants ayant des bureaux dans l'ex-Tchécoslovaquie et aux États-Unis.

Ron Sakolsky s'est associé dès le début à la station WTRA/Zoom Black Magic Liberation Radio en animant une émission hebdomadaire de hip hop et de musique africaine et antillaise. Il enseigne à la Sangamon State University de Springfield et est membre de l'Union for Democratic Communications ainsi que du conseil d'administration national de l'Alliance for Cultural Democracy.

Anna Leah Sarabia est la fondatrice et la coordonnatrice de la Women's Media Circle de Manille, aux Philippines.

Sergio Tagle est membre du Cecopal (Centro de comunicación popular y asesoramiento legal) et de Radio FM Sur.

Bill Thomas est directeur des services de la programmation de Pacifica, à Los Angeles. Il a déjà siégé au conseil d'administration de l'Amarc.

Eduardo Valenzuela est anthropologue. Il a occupé le poste de directeur adjoint au service de la radio de l'Instituto Nacional Indigenista du Mexique et a déjà fait partie du conseil d'administration de l'Amarc.

Crédits

Traduction : Antoine Mondor, Idem Traduction, Montréal

Révision et adaptation des textes : Lise Papillon

Coordination :

pour l'Amarc : Évelyne Foy, Bruce Girard

pour le Gret : Pascal Berqué.

Nous remercions tous les auteurs et collaborateurs qui ont participé à la création de cet ouvrage.

Nous remercions également la station de radio communautaire CIBL à Montréal, à qui nous avons emprunté le slogan promotionnel *La passion radio*.

La publication de *La passion radio* a été rendue possible grâce à l'apport financier de la Fondation pour le progrès de l'homme, de l'Agence canadienne de développement international, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, et du secrétariat d'État du Canada que nous tenons à remercier.

Pour faciliter la lecture, le présent ouvrage a été rédigé en utilisant le masculin pour désigner les personnes.

La version française de *La passion radio* est adaptée des éditions anglaise et espagnole :

A Passion for radio : radio waves and community, Montréal/New York, Black Rose Books, 1992, sous la direction de Bruce Girard (Amarc)
Radio apasionados, Lima, Ciespal, 1992, sous la direction de Bruce Girard (Amarc).

L'Amarc

L'Amarc veut contribuer au développement du mouvement des radios de type communautaire dans le monde.

C'est une association de consultation, de coordination, de coopération, d'échange et de promotion pour les radios de type communautaire.

L'Amarc travaille à développer un réseau international, actif et décentralisé entre les artisans des radios communautaires.

L'Amarc définit la radio communautaire comme une radio à but non lucratif qui offre un service à la communauté qui l'a créée ou à laquelle elle s'adresse, tout en favorisant l'expression et la participation de celle-ci.

Ses membres croient en la nécessité d'instaurer un nouvel ordre mondial de l'information, fondé sur des relations plus justes et des échanges équitables entre les peuples. Ils reconnaissent le rôle fondamental et spécifique des femmes dans l'instauration de pratiques nouvelles de communication. Ils contribuent à l'expression des mouvements sociaux, culturels et politiques dans leur diversité, ainsi qu'à la promotion de toute initiative qui tend vers la paix, l'amitié entre les peuples, la démocratie et le développement.

Le siège social de l'Amarc est situé au 3575, boulevard St-Laurent, Montréal, Québec, Canada, H2X217.

Téléphone : (1) 514.982.0351. Télécopieur : (1) 514.849.7129.

Le bureau régional pour l'Amérique latine est situé au 2038, avenida Brasil, Lima, Pérou.

Téléphone et télécopieur : (51) 14.631.436.

En Afrique, l'Amarc collabore étroitement avec le Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (Cierro), BP 385, Ouagadougou, Burkina Faso.

Téléphone : (226) 30.66.86. Télécopieur : (226) 31.28.66.

Le Gret

Groupe de recherche et d'échanges technologiques

Le Gret est une association à but non lucratif, créée en 1976, et spécialisée dans la coopération technique avec les pays en voie de développement. Son activité s'exerce dans les domaines de l'assistance technique, des études, de la formation et de l'information technologique, et plus particulièrement au service des petits producteurs : paysans, artisans, petits entrepreneurs.

Le Gret rassemble et diffuse les informations utiles au développement : bilans d'expériences, procédés techniques, méthodes de travail et d'intervention, études de secteurs et de filières... Ses publications, simples d'accès, sont toutes fondées sur un travail de terrain, qu'il s'agisse de magazines, livres, émissions de radio ou d'audiovisuels. Ses ressources proviennent de contrats passés avec des organismes publics et privés, nationaux et internationaux.

Adresse : Gret, 213, rue La Fayette, 75010 Paris (France).

Téléphone : (1) 40.35.13.14. Télex : 212890 F.

Télécopie : (1) 40.35.08.39. & (1) 40.35.64.92

Introduction

par Bruce Girard (Amarc) et Pascal Berqué (Gret)

« La radio pourrait être le plus formidable appareil de communication qu'on puisse imaginer pour la vie publique [...] si elle savait non seulement émettre, mais recevoir, non seulement faire écouter l'auditeur, mais le faire parler, ne pas l'isoler, mais le mettre en relation avec les autres. »

Bertolt Brecht, 1930.

LA PASSION DE LA RADIO

C'est dans les années vingt, dans un monde où l'information était la chasse gardée d'une minorité urbaine et instruite ayant accès aux journaux et aux livres, qu'ont débuté les premières diffusions régulières d'émissions radiophoniques. A l'époque, beaucoup ont cru que la radio allait véritablement devenir le « formidable appareil de communication » envisagé par Brecht. Or, si elle a effectivement entraîné une modification radicale et souvent démocratique de la nature de la communication sociale, ses qualités spécifiques ont également été perverties. A peine plus de dix ans après l'implantation des premières stations, la propagande nazie exploitait sans vergogne cet outil de mobilisation des masses.

La radio s'est développée de diverses façons dans les différentes régions du monde. Aux États-Unis, compétitivité et mercantilisme faisaient loi. En Europe et dans ses colonies, toute l'autorité était centralisée entre les mains de l'État. Au Canada, une combinaison des modèles européen et américain donnait naissance à un système composé d'une part d'un important réseau d'État

national et, d'autre part, de radios commerciales locales livrées à la libre concurrence. L'Amérique latine, enfin, voyait surgir tous les types imaginables de radios : radios d'État, privées, universitaires, rurales, autochtones, rattachées à des Églises, à des syndicats, etc.

Avec le temps, les genres se sont confondus et ont évolué. La radio commerciale est apparue en Europe de l'Ouest, puis plus récemment en Europe de l'Est. La radio publique s'est intégrée au paysage médiatique des États-Unis. En Afrique, les monopoles radiophoniques de l'État cèdent enfin du terrain et vont devoir découvrir les vertus de la décentralisation et de la concurrence.

En cette fin de siècle, la radio est quelque peu éclipsée par la télévision. Les réseaux d'État et les entreprises médiatiques privées la négligent dans leurs plans et budgets. Enfin, au lieu de chercher à faire participer ses auditeurs, comme Brecht l'avait souhaité, la radio ne s'intéresse plus qu'aux façons d'élargir constamment son auditoire. Presque partout dans le monde, les stations optent pour des formules éprouvées. Elles choisissent d'être soit des radios conventionnelles et neutres, afin d'atteindre tout le monde en n'offensant personne, soit des radios à sensation, dans le but d'atteindre tout le monde en offensant tout le monde.

Mais alors, comment expliquer cette « passion de la radio » qui se développe encore et toujours à travers le monde et les cultures ? Cette passion réside dans un « troisième type » de radio, complémentaire et différente des radios publiques et commerciales. Selon les pays ces « radios passion » sont associatives, libres, indépendantes, populaires, autochtones, communautaires et dans tous les cas locales. Elles sont essentielles à la diversité de l'information et des opinions. Leur multiplicité est un gage de démocratie. Écoutons Umberto Eco : « Je me souviens qu'avec des amis, il y a quelques années, nous avons joué à imaginer un coup d'État. Tout de suite nous avons distribué les pouvoirs et les tâches. Moi j'avais pris la Radio parce qu'elle me paraissait le moyen le plus adéquat pour contrôler la situation. Aujourd'hui je ne serais plus aussi sûr de mon choix [...]. Quand les radios commencent à être dix ou quinze, ou bien huit cents, le martèlement d'un même slogan ne peut plus être réalisé sans le secours d'un organisme d'État unificateur'. » Quelle meilleure confirmation des vertus démocratiques du pluralisme radiophonique ? Loin du

1. Umberto Eco, « La marmelade radiophonique », in *Media Forum* n° 75, Milan, septembre 1981.

monopole étatique ou de la monoculture commerciale, les radios participatives sont autant de preuves de la vitalité démocratique d'un pays.

A travers le monde, avec une réserve pour l'Europe, ces radios répondent le plus souvent à l'appellation de radios communautaires. Elles se distinguent par leur engagement à favoriser la participation d'une communauté à l'ensemble de ses activités. Communauté de culture, communauté géographique, communauté linguistique, communauté d'intérêt. Alors que les auditeurs des radios commerciales ne peuvent participer que de façon limitée à la programmation des stations qu'ils écoutent — par exemple en prenant part aux tribunes téléphoniques, ou en demandant qu'on leur fasse entendre leur chanson préférée —, les auditeurs des radios communautaires ou participatives peuvent devenir réalisateurs et animateurs des émissions, membres du conseil d'administration et des comités d'évaluation, et même directeurs ou propriétaires de la station.

Du réseau radiophonique autochtone Wawatay, dans le Nord canadien, en passant par la radio révolutionnaire *Radio Venceremos*, au Salvador et par la *Radio rurale de Kayes*, au Mali, la radio alternative et communautaire joue un rôle essentiel pour les oubliés des médias commerciaux et des grands médias d'État. Des auditeurs conscients et engagés dans l'action associative, politique ou culturelle découvrent le potentiel de la radio en tant qu'outil de sensibilisation et d'intervention. Ces personnes font de la radio — de leur radio — un média qui leur permet non seulement d'écouter, mais aussi de s'exprimer.

Cette radio ne se limite pas seulement à la musique et aux bulletins de nouvelles complaisants ou aux communiqués officiels. L'important pour elle n'est pas tant qu'une émission soit « impeccable », mais plutôt qu'elle soit fondée sur une réelle participation. Le rôle d'une telle radio est de tenir compte des priorités que la communauté s'est fixées et de permettre à cette dernière d'en parler, de les remettre en question s'il le faut ou de les renforcer.

Jongler avec les intérêts de toute une communauté n'est pas chose facile, et la radio communautaire n'y arrive pas toujours. Lorsqu'elle y parvient, toutefois, ses émissions se démarquent par une passion que l'on observe rarement sur les ondes des médias commerciaux ou des grands médias d'État. Cette passion naît du désir de redonner un certain pouvoir aux auditeurs en leur fournissant les outils et les encouragements nécessaires pour qu'ils pren-

nent part non seulement aux activités de la radio, mais également aux processus sociaux, culturels et politiques qui influent sur leur vie quotidienne.

LES MULTIPLES VISAGES D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE ET PARTICIPATIVE

Cet ouvrage cherche à faire connaître un large éventail de projets et de réalisations dans le domaine de la radio communautaire. Notre but n'est toutefois pas de proposer un modèle à suivre au lecteur. Nous cherchons plutôt à fournir un outil utile à tous les radiodiffuseurs communautaires, actuels ou éventuels, qui cherchent à modifier les modèles de radiodiffusion existants ou à en créer de nouveaux afin de répondre le mieux possible aux besoins particuliers de leur communauté.

Cet objectif d'un partage international d'idées et d'expériences vécues est la motivation principale de l'Amarc depuis la première Assemblée mondiale des radiodiffuseurs communautaires, tenue en 1983.

L'utilisation de la radio comme instrument de changement culturel et politique est de plus en plus répandue. Il ne s'agit toutefois pas d'un phénomène nouveau. En effet, les premières radios communautaires et participatives ont fait leur apparition presque simultanément en Colombie et aux États-Unis, il y a de cela plus de quarante ans. Depuis, d'innombrables expériences ont été tentées pour faire de la radio un outil de changement efficace au service des communautés.

A cette fin, différentes approches ont été retenues. A certains endroits, on a choisi de mettre les ondes au service de l'enseignement conventionnel (cours d'alphabétisation, de mathématiques, etc.), ou encore de promouvoir des techniques agricoles adaptées au développement, selon la définition qu'en a élaborée le gouvernement central. Cette méthode a été fréquemment employée dans le tiers monde, particulièrement en Afrique et en Asie, et notamment par la radio communautaire *Mahaweli* du Sri Lanka (chapitre 2, troisième partie). Ailleurs, on a opté pour une approche plus politique en appuyant les initiatives organisationnelles et culturelles des communautés marginalisées, dans un souci d'établir une communication participative avec l'auditoire. *Radio Soleil* en Haïti (chapitre 3, deuxième partie) et *Zoom Black Magic Liberation*

Radio aux États-Unis (chapitre 4, deuxième partie) illustrent cette approche.

Conformément aux principes de base de la communication participative, la plupart des chapitres du présent ouvrage n'ont pas été rédigés par des observateurs neutres et impartiaux, mais par des personnes possédant une connaissance pratique de la radio communautaire et ayant participé de près ou de loin aux expériences radiophoniques qu'elles décrivent.

Les chapitres sont regroupés en cinq parties, correspondant à cinq grands thèmes : la communauté, les conflits, le développement, la culture et les premiers pas. Une brève description de ces thèmes est donnée en guise d'introduction de chacune des parties.

LA RADIO COMMUNAUTAIRE ET PARTICIPATIVE DANS LE MONDE

Quiconque s'intéresse à la radio communautaire doit tenir compte du contexte sociopolitique dans lequel elle évolue. Cela devient même impératif lorsque l'on compare des modèles issus de diverses régions. Les pages qui suivent offrent un survol d'expériences radiophoniques vécues dans différentes parties du monde, et soulignent quelques-uns des débats et des préoccupations de l'heure dans ces régions.

L'Afrique

En Afrique, huit habitants sur dix vivent à la campagne. Dans ce monde rural, où l'analphabétisme est dominant et les moyens d'information en langues nationales rares, l'engouement pour la radio est fort. D'autant plus fort que les services nationaux de télévision atteignent rarement ces régions rurales et que la presse, peu importante, se heurte à des difficultés de distribution et de langue. La radio, en revanche, est accessible partout et les récepteurs sont relativement peu coûteux, au contraire des téléviseurs. Feller et Lecomte rappellent combien « les villageois ont intégré la radio dans leur vie, mieux encore que la mobylette. Sans doute parce qu'elle se situe dans le prolongement de l'oralité. Ils l'écoutent dès leur réveil avant le lever du jour. Ils l'écoutent en marchant. Ils prennent leur appareil aux champs² ».

2. Bernard Lecomte et Bernard Feller, *Rencontres Media Nord-Sud* 1990, Genève, 1990.

Les radiodiffusions nationales africaines bénéficient depuis les indépendances nationales d'un monopole quasi absolu. Chaque pays dispose, en général, d'une station nationale avec une seule chaîne qui émet à partir de la capitale et des grands centres urbains. Dans les années soixante, les jeunes États africains sont en premier lieu confrontés à un double dilemme. Comment renforcer l'unité nationale en respectant des frontières artificiellement créées par le colonialisme et comment forger cette même unité nationale tout en étant en mesure de promouvoir l'intégration des différents groupes tribaux, ethniques et linguistiques de telle manière qu'ils se considèrent d'abord comme les citoyens d'un pays et ensuite seulement comme les membres de l'un ou l'autre groupe. En second lieu, ces pays assument une forte complexité linguistique. L'élite et l'administration favorisent le plus fréquemment la langue officielle (français, anglais ou portugais) ou la langue nationale dominante (swahili, wolof...). Or Feller et Lecomte soulignent combien les paysans « veulent que la radio leur parle de leurs problèmes dans leur langue. Mais le multilinguisme est un véritable casse-tête pour les professionnels des radios africaines. Que faire lorsque l'on dispose d'une seule chaîne et qu'il faut y placer une dizaine, voire une vingtaine de tranches linguistiques différentes ? Finalement la radio est aussi pour les villageois une sourde qui s'adresse à des muets³ ».

Comprenant leur intérêt à disposer d'un outil de dialogue avec le monde rural et d'appui au développement, de nombreux pays ont créé à partir de 1966 des réseaux de radios rurales. C'est l'époque des radio-clubs du Niger, de *Radio Disoo*, la radio éducative rurale du Sénégal, de la radio rurale de Haute-Volta (Burkina Faso). Ces radios rurales traitent de tous les domaines de la vie rurale (santé, hygiène, techniques agricoles...). Les émissions se font en langue nationale et s'appuient sur l'écoute collective et les clubs d'écoute.

Au fil des années ces radios héritent fréquemment des soucis financiers et administratifs des institutions qui les dirigent. Peu à peu la réduction des financements conduit à une diminution des moyens de déplacement indispensables à la rencontre du monde rural. Les animations villageoises avec chants, contes, jeux, musique qui ont fait les riches heures de la radio rurale se réduisent à une peau de chagrin. Les journalistes de ces radios sont alors amenés à produire de plus en plus d'émissions « en

3. Id., *Ibid.*

conserve », c'est-à-dire uniquement en studio. Pour les paysans la radio devient un outil de communication à sens unique dont l'animateur, le plus souvent à la capitale, lui est étranger.

La radio rurale des années quatre-vingt est obligée de se décentraliser en intégrant mieux la participation populaire et en développant son autonomie financière. Plus proche de son public, elle va bénéficier des possibilités de développement de radios régionales et locales et se faire participative. John Madjri remarque avec acuité que « la décentralisation et la déconcentration de la radiodiffusion, l'émergence de multiples stations FM dans nos villes et l'installation de radios locales dans les campagnes sont des données nouvelles qui renforcent l'"appel par la radio". L'accès des citoyens à la radio devient plus fréquent. Et peu de personnes résistent à la "magie du poste transistor". Sommes-nous en train de faire le passage d'une radio de consommation à une radio de communication en un temps où l'histoire africaine semble s'accélérer et où les mutations sociopolitiques embrasent tous les registres⁴ ? » Question riche de développements pour la radio communautaire et participative.

Les temps changent en Afrique et la démocratisation politique est enfin à l'ordre du jour. Ces changements s'accompagnent d'un certain assouplissement des politiques de communication, à la suite de quoi des initiatives dans le domaine de la radio, locale et associative en milieu rural et urbain prennent forme à travers le continent.

Au chapitre 3, troisième partie, *Radios participatives, radios commerciales : des réponses plurielles pour l'Afrique*, Eugénie Aw traite de la portée générale de ces changements et décrit comment certaines communautés ont déjà su tirer profit des nouvelles politiques. Dans *Le dur apprentissage de l'autonomie* (chapitre 1, troisième partie), Pascal Berqué étudie plus en détail une de ces expériences et nous décrit l'évolution de Radio Kayes, une station rurale régionale du Mali. Il se penche également sur *Radio Candip : une raison d'espérer* (chapitre 5, première partie), une radio participative zaïroise diffusant depuis une quinzaine d'années en marge du monopole de la radiodiffusion zaïroise et au service des populations de la région de l'Ituri. En Algérie avec Amina Debbache, *Radio Mitidja* (chapitre 4, cinquième partie) nous donne un aperçu des difficultés et des promesses d'une nouvelle voix radiophonique confrontée à trente années de monopole.

4. John Madjri, « Radiodiffusions africaines, quelle contribution au changement social ? » in *Construire ensemble*, Bobo Dioulasso, janvier-février, 1992.

En Afrique du Sud également, les bouleversements politiques s'accompagnent de changements fondamentaux dans le domaine de la radiodiffusion. Pendant quinze ans, l'État a monopolisé les ondes de ce pays par l'intermédiaire de la South African Broadcasting Corporation, sans autre concurrent que la station de l'ANC, *Radio Freedom*, diffusant sur ondes courtes à partir de pays voisins. Aujourd'hui, un vaste mouvement de radio communautaire souhaite prendre l'antenne. Dans *Lorsqu'il n'y a pas de radio* (chapitre 5, cinquième partie), Edric Gorfinkel retrace l'évolution d'un organisme qui a débuté avec un « journal parlant » et finira avec rien de moins qu'une station de radio communautaire.

L'Asie

En Asie comme en Afrique, la radiodiffusion a été marquée par les modèles de gestion étatique et centralisée implantés par les anciennes nations colonisatrices. Conçue comme un outil de propagande gouvernementale, la radiodiffusion asiatique n'a jamais prévu de mécanismes qui permettent aux auditeurs de réagir ou d'exprimer leurs frustrations et leurs aspirations.

L'Afrique et l'Asie ont un deuxième point en commun : l'importance de la radio par rapport aux autres médias. En fait, la radio occupe une place prédominante partout dans le tiers monde. Une étude mondiale effectuée par l'Unesco en 1989 indiquait l'existence de 160 postes de radio en moyenne par millier d'habitants dans les pays en voie de développement, alors qu'on n'y comptait que 39 téléviseurs par millier d'habitants. En comparaison, les statistiques pour les pays dits développés étaient de 472 téléviseurs et de 988 postes de radio par millier d'habitants⁵.

La plupart des systèmes de radiodiffusion d'Asie ont mis plus de temps que ceux d'Afrique à se débarrasser de l'empreinte coloniale. Quelques mesures ont toutefois été prises dans ce sens, et les participants d'un séminaire sur la radio communautaire tenu en Malaisie en 1990 ont décrit la radiodiffusion sur leur continent comme étant « dans un état d'effervescence ».

La radio communautaire *Mahaweli* du Sri Lanka, présentée au chapitre 2, troisième partie, a contribué à cet « état d'effervescence » ainsi qu'à la prise de conscience grandissante des possibilités

5. Unesco, *World Communication Report*, Presses universitaires de France, 1989, p. 149-156.

qui s'offrent aux radios locales et nationales. *Mahaweli* est gérée comme un service du réseau national de radiodiffusion et non comme une radio communautaire autonome, mais elle constitue néanmoins un important pas en avant ainsi qu'un modèle déjà repris par d'autres pays du continent.

En 1991, le Vietnam a entrepris un programme d'envergure en décidant de mettre sur pied plusieurs stations communautaires locales. Ces stations sont gérées par des représentants des communautés et jouissent d'un degré d'autonomie relativement élevé.

Les Philippines se démarquent des autres pays d'Asie par un système de radiodiffusion fortement influencé par la tradition commerciale des États-Unis. En plus d'un secteur privé et d'un réseau d'État, le pays compte plusieurs réalisations dans le domaine de la radio rurale, fruits du travail d'universités et de diverses institutions.

Le manque de radios communautaires autonomes aux Philippines a été compensé en partie par l'habileté dont certains groupes de production ont fait preuve en obtenant du temps d'antenne sur les ondes des radios publiques et commerciales. *Radyo Womanwatch* (chapitre 3, cinquième partie) en témoigne.

La radiodiffusion demeure un monopole d'État dans la plupart des pays d'Asie. Seul l'avenir nous dira si les organisations nationales de radiodiffusion accepteront de partager les ondes avec des groupes communautaires, et si les stations locales disposeront d'une réelle autonomie en matière de gestion interne et de programmation. Or en Asie également la radio se révélerait être un outil de communication de premier ordre pour le développement. Comme le remarque Michael Laflin : « Si l'on demande à des promoteurs du développement, en Afrique ou en Asie, de citer cinq stratégies ou technologies de communication, croyez-vous que la radio locale soit sur leur liste ? Très certainement pas. Les mass media sont un symbole de l'état du développement national tout comme l'est une compagnie aérienne. Un pays doté de la télévision est donc considéré comme plus avancé qu'un pays qui ne compte que la radio. Et pourtant, comparée aux services de vulgarisation, la radio locale est encore le moyen le moins onéreux d'informer, de mobiliser et de faire participer les populations au développement économique et social de leur région⁶. »

6. Michael Laflin, « Radio locale : questions ardues », in *Development Communication Report*, n° 58, USA, 1987.

L'Australie

Aucun chapitre du présent ouvrage n'est consacré à l'Australie. Précisons cependant que le pays compte plus d'une centaine de stations communautaires déjà en ondes et quelque cinquante groupes en attente d'une licence. Ensemble, ces stations desservent pratiquement tout le territoire australien, des grands centres urbains jusqu'aux localités les plus reculées.

En vertu de leur licence, quelques-unes de ces stations, essentiellement urbaines, ont le mandat de diffuser une programmation spécialisée : émissions à destination des Aborigènes, musique classique, émissions à caractère éducatif, etc. La majorité des stations, toutefois, ont pour mandat d'offrir une vaste gamme de services communautaires et doivent accorder une attention particulière aux groupes de leur communauté qui sont moins bien servis par les radios nationales et privées. On pense entre autres aux minorités ethniques et aborigènes, aux femmes, ainsi qu'aux personnes âgées et aux jeunes sans emploi.

Les radios communautaires australiennes tirent leur financement de trois sources principales : le soutien direct des communautés, qui prend la forme de cotisations, d'abonnements et de dons (40 %) ; le *sponsorship*, terme qui désigne là-bas une forme très limitée de publicité (30 %) ; et diverses subventions gouvernementales versées dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et locaux.

L'Europe

Les monopoles d'État européens ont tenu bon jusque dans les années soixante-dix, c'est-à-dire jusqu'à ce que la vague des « radios libres » balaye l'Europe de l'Ouest. A son apogée, ce mouvement comptait des milliers de stations pirates défiant les monopoles d'État. Au milieu des années quatre-vingt, pourtant, seule une poignée de radios libres étaient toujours actives. Ironiquement victime de sa propre réussite, le mouvement s'est effondré devant les puissants réseaux de radiodiffusion privés qui occupèrent complètement la place que le mouvement avait arrachée aux monopoles d'État. En règle générale, on ne trouvait plus de radios libres que dans les pays où l'État refusait fermement d'abdiquer son monopole. *Radio 100* (chapitre 4, première partie), à Amsterdam, constitue donc une exception à la règle, puisque la station a conservé son « statut » de

station pirate malgré l'existence aux Pays-Bas d'un important mouvement en faveur de la radio communautaire.

A la suite du déclin des stations pirates, la radio communautaire est devenue très en demande. A tel point qu'elle existe aujourd'hui légalement, sous une forme ou sous une autre, dans presque tous les pays d'Europe de l'Ouest. Les formules retenues diffèrent énormément selon les pays, et même selon les stations. *Radio Gazelle* (chapitre 2, quatrième partie), en France, n'est qu'un exemple parmi d'autres. En Europe de l'Est, la situation, fort différente d'un pays à l'autre, est en constante évolution. La station clandestine *Radio Solidarność* a connu un bref moment de gloire lorsque Solidarité était encore un syndicat interdit en Pologne. Mais lorsque les murs et les gouvernements se sont effondrés, une tendance s'est dessinée en faveur de la radio commerciale à grande échelle, appartenant majoritairement aux grands groupes de communication d'Europe de l'Ouest.

Malgré l'habitude des monopoles d'État et l'omniprésence des capitaux étrangers — ou peut-être à cause de ces facteurs — on note en Europe de l'Est un intérêt marqué pour les modèles alternatifs de radiodiffusion. *Radio 1* (chapitre 2, cinquième partie), en ex-Tchécoslovaquie, offre une alternative culturelle à la jeunesse de Prague, et *l'Écho de Moscou* (chapitre 2, deuxième partie), une alternative politique en Russie.

L'Amérique latine

On dit souvent que c'est en Amérique latine que la radio communautaire a fait ses premiers pas il y a presque cinquante ans. Depuis des années, cette région abrite pêle-mêle des radios d'État, privées, commerciales, universitaires, religieuses, syndicales et autochtones, ce qui en fait la région la plus dynamique et la plus diversifiée au monde en matière de radiodiffusion.

Ces dix dernières années, on a remarqué une utilisation accrue de la radio par les groupes populaires latino-américains. Certains de ces groupes, tel le Collectif de radio féministe du Pérou (chapitre 5, deuxième partie), produisent des émissions qu'ils font diffuser sur les ondes de stations commerciales. D'autres utilisent les *bocinas*, de simples haut-parleurs installés dans des bidonvilles, afin de permettre aux gens qui y vivent de prendre la parole. En Argentine, des milliers de minuscules stations sont apparues, si petites qu'elles échappent aux lois sur les télécommunications (chapitre 3, quatrième partie).

D'autres groupes ont adopté des modèles qu'ils qualifient d'« éducatifs », mais n'offrent pas d'enseignement en tant que tel. Ces radiodiffuseurs ont abandonné les méthodes classiques de l'école radiophonique et ont redécouvert l'immense potentiel didactique de la participation populaire. La station *Radio Soleil*, en Haïti, a emprunté cette voie pendant de nombreuses années (chapitre 3, deuxième partie), et *Radio Asé pléré an nou lité*, en Martinique, la suit toujours (chapitre 1, quatrième partie).

Les peuples autochtones ont leurs propres radios un peu partout en Amérique latine. Ces stations diffusent en langues autochtones et constituent un important lieu d'intervention culturelle et politique. Le chapitre 4, troisième partie, *Voix nouvelles*, jette un regard sur les façons dont ces stations se sont structurées au Mexique afin de s'adapter à la diversité des traditions et des conditions de vie de leurs auditeurs.

Dans de nombreux pays, les stations clandestines de la guérilla ont joué un rôle actif au sein des mouvements de libération nationale. Au Salvador, *Radio Venceremos* a participé à la lutte du peuple salvadorien pendant onze ans avant d'obtenir un statut légal à la suite de la signature, en février 1992, d'un accord de paix entre le Front Farabundo Martí de libération nationale et le gouvernement du pays (chapitre 1, deuxième partie).

Parmi les centaines d'exemples que l'on pourrait encore citer, mentionnons les stations syndicales de Bolivie, les stations paysannes d'Équateur, une station gérée par et pour les femmes au Chili, les quelque trois cents stations populaires de l'Église catholique et, enfin, la poignée de stations communautaires du Nicaragua qui tentent courageusement de survivre dans un environnement pour le moins hostile.

L'Amérique du Nord

La radio communautaire a connu des débuts plutôt discrets en Amérique du Nord. L'histoire commence en 1949, lorsqu'un pacifiste californien obtient une licence pour une station FM... à une époque où la plupart des gens ne possèdent pas de récepteur FM. Connue sous le nom de KPFA, la station existe toujours, mais elle compte aujourd'hui des centaines de milliers d'auditeurs dans la région de San Francisco et dispose d'un budget annuel de un million de dollars (chapitre 2, première partie).

KPFA n'est pas vraiment représentative de la radio communautaire nord-américaine. En fait, on trouve presque autant de

modèles de radio communautaire en Amérique du Nord qu'en Amérique latine. Il est donc difficile d'imaginer que l'une des trois cents stations du Canada et des États-Unis puisse résumer toutes les autres. Quelques constantes peuvent toutefois être dégagées. On remarque par exemple que les radios communautaires urbaines sont assez souvent « engagées » sur le plan culturel ou politique, et qu'elles desservent des communautés marginalisées en raison de leur langue, de leur race, de leurs intérêts culturels ou de leur allégeance politique. La station *Co-op Radio* de Vancouver illustre cette réalité (chapitre 3, quatrième partie). Les stations rurales, quant à elles, reflètent davantage les intérêts de la majorité des membres de leur communauté. Mais il faut toutefois savoir que la grande part de la population d'une région éloignée s'intéresse souvent à tout autre chose qu'aux images et aux idées « grand public » véhiculées par les réseaux qui diffusent leurs émissions à partir des grands centres.

Dans les régions isolées du Nord canadien, plus d'une centaine de communautés autochtones, dont certaines ne comptent qu'une poignée d'habitants, se sont dotées de stations qui leur servent aussi de système téléphonique, de bureau de poste, de lieu de rencontre et d'école. Diffusées en langues autochtones, les émissions de ces stations sont animées par des bénévoles et visent à distraire et à informer une population qui peut se trouver coupée du reste du monde pendant des semaines en raison des tempêtes hivernales. Malgré l'importance des services qu'elles rendent aux autochtones, ces stations souffrent d'un manque criant de financement : leur budget annuel dépasse rarement les dix milles dollars us. Les stations du réseau *Wawatay*, décrites au chapitre 1, première partie, sont tout à fait représentatives de ce type de stations.

Au Québec, province où l'Amarc a son siège social et où elle a tenu sa première assemblée en 1983, il existe quarante-cinq stations de radio communautaire autochtones et vingt-trois non autochtones. En règle générale, les premières citées se retrouvent plus au sud que les secondes et desservent des populations plus importantes. Cependant, encore une fois, aucune d'elles ne peut être qualifiée de typique. De genres très diversifiés, elles vont de *Radio Centre-Ville* (chapitre 3, première partie), une station montréalaise qui s'adresse en sept langues à un public composé principalement d'immigrants habitant le centre-ville, à C1FM, au service d'une population francophone peu nombreuse, éparpillée aux Iles-de-la-Madeleine dans le golfe du Saint-Laurent.

La radio pirate est un phénomène de peu d'ampleur mais tout de même persistant en Amérique du Nord. Elle connaît actuellement un certain regain, alors que des membres de la communauté noire et des groupes de lutte contre la pauvreté défient le système et mettent sur pied des stations de quartier à faible puissance émettrice (chapitre 4, deuxième partie).

La déréglementation qui a eu lieu au Canada et aux États-Unis a accru la liberté d'action des radiodiffuseurs commerciaux. Ces derniers diffusent moins de nouvelles et d'émissions d'information qu'auparavant, et font moins de productions locales. Ils se cantonnent dans les « formats » musicaux conventionnels, garants de bons revenus publicitaires. Au Canada, la société d'État CBC/Radio-Canada, traditionnellement la principale source d'émissions de qualité, souffre des compressions budgétaires qu'on lui impose. Pour la radio communautaire d'Amérique du Nord, le défi demeure celui de servir, au sein de la population, ceux et celles dont les intérêts culturels et politiques ne sont pas reflétés par les stations commerciales et publiques.

Les radiodiffuseurs communautaires cherchent à rendre les ondes accessibles à tous et à toutes. Ils tentent de faire de la radio un média au service des gens. Le présent ouvrage vous propose un voyage au cœur des ondes alternatives, en compagnie de guides venus des quatre coins du monde. Il offre aussi au lecteur l'occasion de remonter aux sources d'une passion : celle de la radio.

PREMIÈRE PARTIE

La communauté

Les stations de radio communautaires se distinguent avant tout par la relation privilégiée qui les lie à leur communauté.

Bien sûr, la plupart des stations de radio, communautaires ou non, font en quelque sorte « partie » de la vie de leurs auditeurs : elles les tiennent au courant des événements, leur présentent de la musique et reflètent leur culture.

Toutefois, peu de stations conventionnelles permettent à leurs auditeurs de participer à leur programmation, que ce soit en demandant qu'une chanson donnée soit diffusée ou en émettant leur opinion sur un sujet fixé par la station dans le cadre d'une tribune téléphonique.

La radio communautaire, en revanche, cherche non seulement à participer à la vie de la communauté, mais également à permettre à cette communauté de participer à la vie de la station. Cette interaction communautaire peut, entre autres, prendre la forme d'une collaboration à la programmation, à la gestion, à la direction ou au financement de la station. La communauté peut même être propriétaire de cette dernière.

Chacune des stations de radio dont il est question dans cette première partie a adopté une approche particulière en vue de permettre et de favoriser une collaboration active de la communauté à l'une ou à plusieurs de ses activités.

1. *Wawatay, un réseau radiophonique amérindien*

Lavinia Mohr

En pleine forêt boréale à mille cinq cents kilomètres au nord-ouest de Toronto, le village cri de Sandy Lake est l'une des trente communautés dotées d'une station de radio communautaire reliée au réseau radiophonique Wawatay (Wawatay Radio Network, ou WRN).

L'hiver, une route de glace serpente pendant cinq semaines à travers les étendues blanches à partir de Ghost Point sur les rives de Sandy Lake. Des camions chargés d'essence et de matériaux de construction en provenance du Sud sillonnent cette route, qui franchit tour à tour des douzaines de lacs gelés du Bouclier canadien. Dès la fonte des glaces, le village n'est plus accessible que par la voie des airs. Il en est de même de la plupart de la quarantaine d'autres villages, composant la nation Nishnawbe Aski. Privés de contacts entre eux pendant le reste de l'année, les Amérindiens profitent de la route de glace pour rendre visite aux membres de leur famille.

Les villages de la nation Nishnawbe Aski sont dispersés à travers une région d'une superficie à peu près égale à celle de la France. Elle constitue l'habitat ancestral d'environ vingt mille Amérindiens parlant l'oji et le cri. Certains ont conservé le mode de vie traditionnel fondé sur la chasse et la pêche. Cependant, les politiques paternalistes pratiquées par le gouvernement au fil des ans

ont fait en sorte que la survie de la majorité d'entre eux dépend aujourd'hui de l'État. Le gouvernement dépense en effet des millions de dollars en paiements d'aide sociale, et presque rien pour le développement économique de cette région éloignée.

DES « JOURNÉES DU TRAITÉ » À LA SOCIÉTÉ DE COMMUNICATIONS WAWATAY

Avec ses mille cinq cents habitants, Sandy Lake est l'une des communautés les plus importantes. Durant l'été, les « journées du traité » se déroulent parmi les troncs équarris de Ghost Point. A cette occasion, des représentants du ministère des Affaires indiennes visitent chaque année le village, histoire d'honorer les obligations qui leur incombent en vertu des traités. Arrivant par avion et non, comme auparavant, après un périple de dix jours en canoë, ils remettent à chaque habitant au cours d'un festin tenu pour l'occasion un billet de cinq dollars. Ils viennent ainsi depuis 1910, année où le clan Sucker céda 31 000 kilomètres carrés de terres en échange d'un paiement initial de 970 dollars et de la promesse que le roi, « aussi longtemps que couleraient les rivières », fournirait de la farine, du bacon, du thé, des balles, de la poudre, du matériel de pêche et une école aux habitants d'une réserve qui prit plus tard la forme d'une bande de 44 kilomètres carrés le long des rives du lac.

La première visite de représentants du gouvernement canadien sur les terres du clan Sucker remonte à 1909. Cette année-là, des officiers de police s'y rendirent pour s'emparer du chef Jack Fiddler, « celui qui se tient debout dans le ciel du Sud ». Fiddler fut accusé de meurtre pour avoir, comme le lui imposait son devoir de chef, mis fin à l'agonie d'un malade incurable. Bien loin de la forêt, dans un pénitencier de la gendarmerie royale du Nord-Ouest, Jack Fiddler, cet ancien chef d'un peuple qui n'avait jamais renoncé à sa souveraineté sur ses terres ancestrales, échappa à ses gardiens et se suicida plutôt que de se soumettre à la justice de l'homme blanc. Son frère, qui avait été arrêté avec lui, succomba plus tard à la tuberculose au pénitencier de Stony Mountain, trois jours avant qu'un décret de pardon émanant du gouvernement fédéral ne parvienne à l'établissement. Abasourdi, le peuple de Jack Fiddler ne tarda pas à céder ses terres aux représentants du « grand père blanc ».

Soixante ans plus tard, le petit-fils de Jack Fiddler, le chef Thomas Fiddler, fonda la société de communications autochtone

Wawatay, établie dans la petite ville de Sioux Lookout. L'un de ses frères de clan, James Fiddler, fonda pour sa part la station de radio communautaire de Sandy Lake, avant d'être également emporté par la tuberculose. Il avait vingt-huit ans.

La station de radio James Fiddler Memorial occupe un bâtiment rudimentaire en bois d'un seul étage, situé légèrement en aval de l'infirmierie de Sandy Lake. A l'avant, un tas de bois, destiné au gros poêle qui assure le chauffage des sept pièces du bâtiment. Comme dans presque toutes les constructions de Sandy Lake, à l'exception de l'infirmierie et de l'école, il n'y a pas d'eau courante. A l'extérieur, à l'arrière, une antenne parabolique scrute le ciel en silence, captant le signal de tv Ontario, qui diffuse aussi celui du réseau radiophonique Wawatay à partir de Sioux Lookout, à des centaines de kilomètres au sud. Tout à côté, le petit pylône de l'émetteur de la Canadian Broadcasting Corporation (cbc), qui diffuse le signal de la radio nationale de langue anglaise ainsi que celui de la radio communautaire. D'une puissance de 100 watts, l'émetteur couvre plus que le territoire de la réserve. En vertu d'une entente, le signal de la cbc est interrompu à certaines heures du jour pour céder la place à celui de la station locale. Comme sur les ondes des autres stations de radio communautaires du territoire Nishnawbe Aski, les émissions sont diffusées en langues autochtones crie ou oji-crie, langues de la vie quotidienne de la plupart des habitants.

A quelques heures d'avion plus au sud, dans la ville de Sioux Lookout, les douzaines d'employés de la société de communications autochtone Wawatay s'affairent dans un bâtiment baptisé Thomas Fiddler Memorial Building. Abritant bureaux et studio, l'édifice doit son nom au fondateur de la société, le vieux chef de Sandy Lake. La société Wawatay dessert le territoire de la nation Nishnawbe Aski par un réseau de télévision, par un système de radios de piste destiné aux chasseurs en expédition, par un service de traduction téléphonique et par un journal. Elle assure également l'exploitation du réseau radiophonique Wawatay (wrn), dont les émissions sont diffusées par les stations de radio communautaire. De tous ces services de communication, aucun ne fait davantage partie intégrante de la vie quotidienne des habitants que les stations locales de radio communautaire reliées par le réseau. Aucun événement communautaire important ne leur échappe.

L'idée de la société Wawatay naquit lorsque les chefs du Nord décidèrent qu'il fallait faire quelque chose pour permettre la modernisation des télécommunications sur leur territoire. Mike

Hunter de Peawanuck travaille au parc de Polar Bear sur la côte ouest de la baie d'Hudson. Membre de longue date du conseil d'administration de la société Wawatay, il explique :

« Je crois que c'était en 1972. J'étais membre du conseil de bande. Il y avait une importante réunion des chefs à Big Trout Lake. A l'époque, les communications étaient purement et simplement inexistantes. Il n'y avait que le système de radio HF de Bell Canada. Il s'agissait en fait d'un système de radiocommunication à haute fréquence, tout à fait inadéquat. »

Dans la plupart des réserves, le seul poste de radio HF appartenait au magasin privé de la Compagnie de la baie d'Hudson. Pour faire parvenir un message à une réserve voisine, un chef devait utiliser le poste du magasin. Le message était acheminé au sud comme un télégramme sur une distance de 2 300 kilomètres, la réponse suivant ensuite le même parcours vers le nord.

« Alors, l'ensemble des chefs prirent la décision suivante : "Dotons-nous de notre propre système de communications. Avec une licence, nous pourrions bénéficier d'un système de radiocommunication HF utilisant une fréquence qui nous sera propre et communiquer ainsi les uns avec les autres." C'est ainsi que tout a commencé. »

LE RÉSEAU « AURORES BORÉALES »

Le gouvernement canadien fournit les fonds nécessaires à la réalisation d'un projet expérimental destiné à permettre l'établissement d'un réseau de radiodiffusion à haute fréquence reliant les réserves. La société de communications autochtone Wawatay fut fondée pour prendre en charge l'exploitation du réseau.

Bill Morris, réalisateur du réseau radiophonique Wawatay, rappelle l'origine du nom du réseau :

« C'est à Mason Koostachin, de Fort Severn, que l'on doit le nom de Wawatay. "Alors, comment allons-nous appeler cette société ?" dit-il. Personne ne souffla mot. Il dit alors : "Nous l'appellerons Wawatay." Quel beau nom ! Ce mot signifie en effet "aurores boréales". Tous les soirs, nous scruterions le ciel clair du nord de l'Ontario, couvert d'aurores boréales... »

Au début de son existence, la société Wawatay entreprit la publication d'un journal. Puis elle s'attacha à fournir un système de radiocommunication utilisant des postes de radio HF portatifs, aussi appelés unités de piste. La société possède et entretient toujours aujourd'hui un grand nombre de ces postes, qu'elle loue

durant la saison aux chasseurs qui partent en expédition pour des périodes prolongées. Les trappeurs et leurs familles s'en servent pour communiquer avec les unités HF de la base et avec les autres trappeurs. En temps normal, ces postes servent à maintenir le contact avec parents et amis, à partager les événements de la vie quotidienne et à échanger de l'information sur la température et les déplacements des espèces migratoires. Mais le système d'unités de piste est avant tout destiné à être utilisé en cas d'urgence. Il a d'ailleurs permis de sauver bien des vies.

Peu de temps après la mise sur pied du système d'unités de piste, la société Wawatay s'attaqua à la création d'une radio communautaire. Le terrain avait été préparé par une station expérimentale mise sur pied en 1973 avec l'aide financière du gouvernement à Big Trout Lake, la plus importante communauté du territoire. Dès que les autres villages avaient eu vent de l'existence de cette station, ils avaient manifesté le désir d'en posséder une eux aussi. Dès lors, l'idée de radio communautaire avait connu une immense popularité. Garnet Angeconeb explique :

« CFTL de Big Trout Lake était la première station de radio communautaire à voir le jour sur le territoire Nishnawbe Aski. Ce fut un vif succès. La population prit réellement conscience de l'importance d'une radio communautaire dans un environnement où les communications sont limitées.

« A l'époque, les membres de la communauté n'avaient pas le téléphone. La radio servait donc de moyen de communication à l'intérieur du village. Les gens s'en servaient pour transmettre leurs messages. Les chefs de la communauté pouvaient utiliser les ondes pour parler à la population de certaines questions, de divers problèmes. Les gens pouvaient enfin savoir ce qui se passait. Cela permit d'instaurer le dialogue au sein de la communauté. »

Depuis, le village s'est doté de téléphones modernes ainsi que d'un service de télévision très rudimentaire. Mais les radios communautaires établies sur l'ensemble du territoire ont conservé leur rôle vital, au centre de la vie communautaire.

UNE DEMANDE RÉELLE DE RADIO LOCALE

Au cours des années soixante-dix, la société d'État Canadian Broadcasting Corporation (CBC) mit sur pied un programme destiné à permettre la diffusion des émissions de son service de radio-diffusion national dans toutes les communautés du Canada comp-

tant au moins 500 habitants. L'expérience de Big Trout Lake avait permis de démontrer l'existence, au sein de la population, d'une réelle demande pour une radio locale dans le nord de l'Ontario. La CBC accepta donc de permettre à la communauté l'accès à ses émetteurs répéteurs tous les jours, pendant certaines heures. Des studios de radiodiffusion très rudimentaires furent installés à cette fin. Toutefois, seuls quelques villages du territoire de la nation Nishnawbe Aski purent bénéficier de ce programme. Sandy Lake était de ceux-là.

La plupart des villages ne comptaient pas assez d'habitants pour bénéficier du répéteur de la CBC et de la station de radio communautaire associée. Ils durent donc mettre sur pied des radios communautaires par leurs propres moyens, ce qu'ils firent avec l'aide de la société Wawatay.

Bien qu'étant l'une des communautés les plus récentes et les plus petites, Muskrat Dam fut le premier village du territoire à installer une station de radio communautaire exploitée, contrairement à celle de Sandy Lake, sans l'aide du répéteur de la CBC. Des membres de la famille de Bill Morris, réalisateur du réseau radiophonique Wawatay, habitaient alors Muskrat Dam, cette communauté d'environ deux cents habitants fondée en 1966 sur l'emplacement d'un camp de pêche. Ils voulaient conserver un mode de vie plus traditionnel que celui du village d'où ils venaient. Bill se souvient avoir aidé son grand-père à construire des cabanes durant les vacances d'été, loin de l'école et de la grande ville du Sud. Il évoque la vie à l'intérieur de la station alors qu'il en était le directeur, avant de devenir un réalisateur du réseau :

« Les membres du conseil de bande sont venus me voir et m'ont demandé : "Crois-tu que tu serais capable de travailler à la radio ?" J'ai répondu : "Si mon état de santé me le permet, bien sûr. Je suis prêt à travailler ou à faire du bénévolat. Je ferai de mon mieux."

« J'ai donc commencé à travailler. Là-bas, il n'y avait pas d'électricité. En fait, il y en avait, mais pas pour le chauffage. Il n'y avait qu'une génératrice, qui ne servait qu'à assurer l'éclairage. Pour chauffer le bâtiment, nous utilisions des poêles à bois. J'avais beaucoup d'aide, surtout en hiver. Je sortais pour aller chercher du bois. Les autres aussi sortaient pour fendre le bois et chauffer le bâtiment. Tout ça bénévolement, sans être payés.

« Comment s'y prenait-on pour amasser l'argent nécessaire ? Il suffisait d'organiser des activités de financement. Comme des parties

de bingo à la radio. On monnayait aussi les demandes spéciales. Quand quelqu'un voulait que l'on fasse tourner une chanson en particulier, il devait verser 25 cents. Avec le bingo, je réussissais à amasser environ 30 dollars par soir, parfois seulement 50 par semaine.

« De toute façon, ces 50 dollars suffisaient pour maintenir la radio à flot. Je pouvais acheter vingt-trois litres d'essence, à un dollar le litre environ. Comme il fallait aller chercher le bois de chauffage à environ 10 kilomètres de la communauté, une moto-neige et une scie mécanique étaient nécessaires. Il fallait également faire des appels téléphoniques. Il y avait un téléphone public, qui me permettait de communiquer avec la Wawatay ou d'appeler ailleurs.

« A cette époque, je connaissais des gens à Winnipeg. Je me procurais les disques là-bas. Je leur téléphonais : "Pouvez-vous m'envoyer certains disques ?" Ils me les expédiaient et je leur envoyais l'argent.

« Le matin, je procédais à l'ouverture de la station aux environs de 6 h 30, particulièrement en hiver, histoire de chauffer l'endroit. La diffusion commençait vers 7 heures. Les auditeurs aiment écouter la radio de 7 heures à 9 heures. Ils veulent que les émissions commencent tôt le matin, à l'heure où les enfants vont à l'école. Habituellement, je leur disais : "OK, vous tous. Les enfants devraient se préparer. Il est presque 9 heures. Et il fait très froid." A 9 heures, je fermais la station, puis la rouvrais de 11 heures à 13 heures. De midi à 13 heures, je faisais habituellement appel à des bénévoles. J'ouvrais de nouveau à 16 heures, jusque vers 22 heures. Le soir aussi, je faisais souvent appel à des bénévoles. Je me rendais parfois à la station une heure ou deux pendant la soirée.

« Les bénévoles faisaient tourner leurs propres disques. Chacun achetait les siens. Ils faisaient jouer le type de musique qu'ils voulaient. Il y avait des disques à la station, mais ils faisaient aussi jouer les leurs, leur musique. Ils racontaient aussi des histoires. Les vieux aussi. Ils venaient et c'était parti.

« Ou alors, ils transmettaient les messages des gens qui téléphonaient de l'extérieur de la communauté, qui disaient : "Voici un message pour telle ou telle personne..." Il fallait alors appeler à Round Lake, peut-être à Bearskin Lake ou à Sachigo, à Kasabonika ou à Big Trout Lake. Les gens téléphonaient, particulièrement le soir.

« Nous avons un conseil d'administration, dont les membres me donnaient des directives. Ils étaient environ sept. Ils me disaient ce que je devais faire et établissaient l'horaire.

« Les jeunes venaient de 16 heures à 17 heures. Ils faisaient jouer de la musique rock. La plupart avaient entre neuf et quatorze ans. La plupart du temps, je les surveillais et leur expliquait le fonctionnement de l'équipement. Puis, habituellement, quelqu'un venait de 17 heures à 18 heures. De 18 heures à 19 heures, j'avais souvent recours aux services d'une personne qui possédait une unité de piste chez elle, un poste de radio HF. Cette personne s'adressait aux autres communautés à partir de son domicile. Elle prenait l'antenne à 18 heures et disait : "Voilà ce que l'on raconte aujourd'hui dans la communauté x..." C'est ainsi que nous étions au courant de ce qui se passait dans les autres communautés. Tout cela, c'était avant la création du réseau radiophonique Wawatay.

« La nuit, j'avais l'habitude d'écouter la station anglophone de Winnipeg. Juste avant le début des émissions, j'enregistrais les informations. Je savais ce qui se passait, qui jouait au hockey à Sioux, et je l'écrivais en cri. Puis j'annonçais : "Voici ce qui se passe à Winnipeg."

« J'écoutais même la météo sur la station de Winnipeg, qui n'est pas très éloignée de Muskrat Dam. En fait, je ne sais pas à quelle distance se trouve Winnipeg, mais tout de même. Si les conditions météorologiques étaient vraiment mauvaises à Winnipeg, je savais qu'il en serait de même chez nous vingt-quatre heures plus tard. C'est le temps qu'il faut. Alors, je prédisais le temps qu'il ferait. À l'époque, je parlais souvent de M. Trudeau, le Premier ministre d'alors. Je disais : "Il fait un froid de canard ici. Pendant que M. Trudeau est en vacances dans les Antilles, nous, on gèle ici. Et, croyez-moi, il fait froid." Les auditeurs adoraient cela. »

DES ÉMETTEURS DE TROIS QUARTS DE WATT

La société Wawatay de Sioux Lookout aida Muskrat Dam à obtenir l'équipement nécessaire à la mise sur pied de la station de radio. Elle envoya un technicien pour en effectuer l'installation. La communauté amassa 2 000 dollars à cette fin. La société était parvenue à la conclusion que l'équipement idéal consistait en un petit émetteur FM fait à la main. Le technicien George Daigle de la société Wawatay raconte :

« L'émetteur avait été conçu à Ottawa par E. E. Stevens, un ingénieur en électronique. Il avait commencé à construire ces petits émetteurs pour radios FM. Leur puissance de trois quarts de watt était amplement suffisante pour une petite communauté.

C'était tout simplement fantastique. Imaginez : une radio FM ! C'était parfait. L'antenne était fabriquée à partir de tuyaux de plomberie en cuivre.

« Stevens fabrique ces émetteurs depuis je ne sais trop combien de temps, peut-être douze ans. Il les expédie partout. Il doit y en avoir aux quatre coins du monde, même en Amérique du Sud.

« Ils sont vraiment uniques. Ils ne sont munis d'aucun dispositif de réglage. Vous augmentez le volume jusqu'à ce qu'une distorsion commence à se produire. Vous réduisez ensuite le volume un tout petit peu, et voilà votre réglage. C'est tout. L'émetteur comprend un interrupteur à trois positions, qui permet de vérifier si l'antenne fonctionne bien ainsi que de surveiller le signal qui parvient à l'émetteur, le signal émis et le signal réfléchi. On sait ainsi tout ce qu'il faut savoir sur l'antenne. Clic, clic, clic, et le tour est joué. C'est tout. »

La société Wawatay commanda vingt-cinq de ces émetteurs et, en 1977, installa le premier à Muskrat Dam, contrevenant ainsi aux règlements du CRTC, l'organisme canadien responsable de la réglementation en matière de radiodiffusion. L'ancien directeur adjoint de la société Wawatay, Garnet Angeconeb, raconte :

« Au début, nous avons éprouvé certaines difficultés à nous conformer aux règlements gouvernementaux, l'émetteur n'étant pas conforme aux normes. Le CRTC refusait d'autoriser son emploi. Malgré tout, nous avons continué à l'utiliser, tout simplement parce que c'était ce qu'il fallait faire, ce qui nous semblait logique dans le Nord. Nous ne risquions ni d'interrompre, ni de ne brouiller une autre fréquence.

Finalement, le CRTC céda et accorda à la société Wawatay une licence d'utilisation pour chacun des vingt-cinq émetteurs. Une à une, les communautés du Nord amassèrent les sommes nécessaires à l'achat de l'équipement et la société dépêcha un technicien pour procéder à son installation. George Daigle se souvient :

« Qu'il fait froid quand on attend que le poêle à bois se réchauffe. Je me rappelle, entre autres, une communauté où je m'étais rendu, il y a peut-être huit ans. Comme ses membres ne disposaient d'absolument aucun endroit pour m'héberger durant la nuit, ils m'avaient installé dans une cabane en bois. J'ai dû y passer la nuit. C'était l'automne, il neigeait légèrement. Quelle nuit ! Il y avait un petit poêle à bois dans un coin, mais la neige entraînait par les murs ajourés. Pour ne pas dormir sur le sol couvert de neige, j'ai dû passer la nuit sur un tas de bois. Jamais je n'ai vécu dans des conditions plus difficiles dans le Nord.

« Parfois, j'habitais une maison cédée par un membre de la communauté à la bande. Cette dernière construisait une nouvelle maison pour le donateur et l'y logeait. L'ancienne maison était conservée pour les visiteurs. Il n'y avait ni eau courante, ni éclairage. Il n'y avait qu'un lit, qui se résumait parfois à un simple matelas mousse sur une planche. Ni couverture, ni draps : juste un lit. Il fallait apporter son propre sac de couchage. La plupart de ces maisons ne disposaient d'aucun système de chauffage. Les membres de la communauté fournissaient le bois, allumaient le feu et apportaient de l'eau. Il n'y avait pas non plus de restaurant : il fallait donc apporter sa propre nourriture.

« Ne sachant pas les difficultés qui se présenteraient, je prenais les dispositions qui s'imposaient pour demeurer sur place pendant une semaine.

« Il me fallait une journée pour trouver où me loger, planifier le travail, rassembler la main-d'œuvre nécessaire, déterminer le lieu d'installation de la station et y amener l'équipement. Les déplacements étaient ardues, en raison de l'absence de véhicules. Il fallait donc traîner tout l'équipement. La plupart du temps, je ne comptais pas le premier jour.

« Le jour suivant, il fallait installer la station de radio. Étant donné le type d'équipement, l'installation se faisait relativement rapidement. Environ une demi-journée suffisait.

« Dans le cas des dernières stations, nous avons même installé l'antenne au sommet du pylône de *TV Ontario*, avec l'autorisation de celle-ci. Il suffisait d'escalader le pylône, de planter un tuyau au sommet, d'y fixer l'antenne et de redescendre. C'est tout ! Il n'y avait qu'à brancher l'antenne sur l'émetteur. Pas de réglage, rien d'autre à faire. La diffusion pouvait commencer, sans autre forme de procès.

« Puis, il fallait apprendre à tous le fonctionnement de l'équipement. Rapidement, les membres de la communauté arrivaient à se débrouiller seuls. Normalement, c'est Kenina (*Kakekayash*, la directrice du réseau radiophonique *Wawatay*), qui remplissait les papiers nécessaires à l'accréditation.

« Ensuite, je demeurais sur place pendant quelques jours. J'examinais le poste HF, procédant à certains réglages au besoin. Je réglais ou remplaçais l'antenne. Je restais au sein de la communauté, ne m'éloignant pas. Je me disais que le lendemain, le surlendemain, ils auraient des questions à poser. Pas le jour même. Je préférais demeurer en retrait, observer. Ils ne me demandaient

rien. Mais dès qu'ils voyaient que je me préparais à partir, ils se mettaient à me bombarder de questions. J'ai vite compris. J'ai pris l'habitude de demeurer sur place deux ou trois jours. A mesure qu'ils se familiarisaient avec le fonctionnement de l'équipement, ils commençaient à me questionner. Alors, je pouvais leur répondre.

« S'ils éprouvaient des difficultés, j'étais là. Il y avait toujours des difficultés potentielles. Il suffisait de les laisser faire pendant quelques jours, histoire de laisser les difficultés surgir.

« Puis, je leur expliquais : "Vous faites bien ceci, vous faites mal cela." Enfin, je les quittais, et les écoutais à la maison. Une chose est sûre : il ne leur fallait pas longtemps pour apprendre, pour voler de leurs propres ailes.

« En l'absence de pylône de tv Ontario, nous allions dans le bois, couper un tronc d'arbre. Nous percions un trou à l'extrémité du tronc, y plantions l'antenne et plantions le tronc dans le sol. Nous avions toujours des antennes supplémentaires. En effet, si le tronc s'écrasait, c'en était fini de l'antenne ! C'est arrivé quelque-fois. J'apportais toujours deux antennes. J'ai toujours des antennes supplémentaires, parce qu'il arrive que la foudre les frappe et les mette en pièces.

« Dans une communauté, je me souviens, il devait y avoir cinquante personnes à la fois qui me regardaient travailler. Dès que j'ai dit : "Ça y est, l'installation est terminée, la diffusion peut commencer", tout le monde a disparu. C'était très drôle. Je suppose qu'ils se sont précipités chez eux pour écouter la radio. Ils étaient déjà prêts. Ils avaient un poste de radio FM. Pendant que je travaillais, des gens me surveillaient sans cesse de leur fenêtre. C'était une sensation formidable, celle de leur apporter une chose qu'ils n'avaient jamais eue, quelque chose qu'ils désiraient vraiment. »

Selon Garnet Angecone :

« Dans une communauté amérindienne de la nation Nishnawbe Aski, la radio communautaire fait partie de l'infrastructure globale, comme les routes dans les villes du Sud. Dans le Nord, la radio communautaire jouit d'un statut différent, en raison de l'isolement des communautés. Il n'existe aucun autre moyen d'échanger de l'information de nature locale. La radio communautaire est la seule station radiophonique locale. Elle devient donc partie intégrante de la communauté. »

SI QUELQU'UN EST PERDU DANS LES BOIS...

La station de radio James Fiddler Memorial de Sandy Lake illustre bien cet état de fait. Sa direction est assurée par la société de communications Wendomowin (« Informer la population »), présidée par Abel Fiddler. Selon ce dernier :

« Les membres de notre communauté sont très proches les uns des autres. Nous ne sommes pas comme les Blancs, nous nous soucions beaucoup les uns des autres. Par exemple, en cas d'urgence à l'infirmerie, une foule de gens s'y précipitent. Dans le Sud, tout le monde s'en fiche, reste chez soi. Ici, tout le monde est là. Si quelqu'un est perdu dans les bois, les membres de la communauté apportent des postes de radio portatifs à batterie. Lorsque la personne égarée est retrouvée, ceux et celles qui arpentent les bois à sa recherche l'apprennent par la radio et reviennent. »

Menashi Meekis est un jeune homme qui assume la direction de la station de radio de Sandy Lake, une tâche difficile en raison du manque chronique de ressources financières. Il souligne un autre élément qui fait de la station un outil de communication indispensable au sein de la société.

« La plupart des habitants de la communauté ont des liens de parenté. Si quelqu'un meurt, un des membres du conseil de bande m'appelle et je n'ai pas le choix : je dois prendre l'antenne. Quelquefois, en pareil cas, la diffusion se poursuit toute la nuit. Parfois, je dois me rendre à la station à 4 ou 5 heures du matin. Nous faisons tourner de la musique gospel jusqu'à ce que tout le monde soit au courant du décès. Si quelqu'un regarde la télévision, il se met aussitôt à l'écoute de la radio communautaire. Comme nous avons une antenne de télé pirate, il suffit de fermer l'émetteur. Lorsque l'image du téléviseur disparaît, les gens se demandent ce qui se passe et allument la radio. Entre-temps, les membres du conseil de bande font le tour de la communauté, disant aux gens d'allumer la radio et les informant de ce qui s'est passé. Une fois que tous ont été avisés, le conseil de bande s'adresse à la population par l'intermédiaire de la radio. C'est pourquoi nous devons commencer à diffuser tôt, pour que les gens puissent allumer leur poste de radio avant que le conseil de bande s'adresse à eux pour les informer de ce qui s'est passé. Comme on le voit, les membres de la communauté sont très proches les uns des autres. »

La station de radio fait partie intégrante de la vie quotidienne. Chaque jour, de la musique destinée à chaque groupe d'âge est

diffusée. Après les heures de classe, on diffuse de la musique pour les jeunes. Au milieu de la matinée, c'est le tour des aînés et, les dimanches après-midi, celui des religieux. Toute la journée, à la fin des pièces musicales, la radio diffuse les messages transmis par téléphone. Tous ces messages ont leur importance. Par exemple, une veuve âgée peut téléphoner pour dire à l'un de ses petits-fils d'aller couper du bois pour elle. On peut aussi annoncer que tel endroit n'a plus d'essence à vendre mais que tel autre en a, ou que l'avion de Sioux Lookout est arrivé. On peut aussi avertir une personne que ses cousins arrivent ce soir par la route de glace de Weagamow, mais qu'elle doit les rencontrer à mi-chemin avec un bidon d'essence car leur réserve de carburant est insuffisante. Il existe une foule de messages possibles : « La maman de Jennifer cherche sa fille », « La personne qui a pris la valise grise de Bill à l'aéroport est priée de la lui retourner », « Un médecin sera présent à l'infirmerie aujourd'hui et les personnes suivantes ont rendez-vous avec lui », « Les médicaments pour la clinique médicale sont arrivés aujourd'hui par avion ; les personnes concernées sont priées de passer les prendre », etc.

L'école, la police, les pompiers, la commission contre l'abus de drogue et d'alcool, les clubs récréatifs, l'équipe de base-ball féminine et les nombreuses Églises ont tous droit à une case horaire fixe d'une heure. Parfois, ces organismes ont à traiter de questions importantes, d'autres fois leurs membres ne font que parler et font tourner de la musique pour faire passer le temps entre les messages importants reçus à la station et diffusés. D'autres cases horaires sont réservées aux membres de la communauté, parfois par groupe de deux, qui souhaitent faire tourner leur musique favorite pour divertir les habitants de Sandy Lake.

LE BINGO RADIOPHONIQUE

Il y a aussi, tous les jeudis soirs, l'indispensable bingo radiophonique. Toute la journée, les gens se rendent à la station pour acheter leurs cartes en vue de la partie du soir. Pendant ce temps, les membres du conseil parcourent la communauté afin de vendre des cartes à ceux et celles qui ne peuvent se rendre à la station. Le bingo est un loisir très populaire et le meilleur moyen de financer la station. Le maître de cérémonie annonce les numéros à la radio et les gagnants doivent téléphoner à la station dès qu'ils « ont un bingo », c'est-à-dire dès que leur carte est remplie. L'argent

recueilli sert à acquitter les factures d'électricité, de téléphone et d'essence, ainsi que d'autres frais. Parfois, il est aussi consacré à l'achat d'un ticket d'avion pour permettre à l'équipe de hockey locale de se rendre aux éliminatoires de la ligue autochtone à Sioux Lookout, ou à un membre de la bande d'assister aux funérailles d'un parent dans un autre village.

Les gagnants viennent chercher leurs prix en argent à la station. Ils en dépensent souvent une bonne partie sur place en billets Nevada, des billets de loterie grâce auxquels on peut gagner instantanément. En vertu d'un décret du conseil de bande, la station de radio possède le monopole de ce populaire jeu de hasard. L'argent amassé lors de ces ventes de billets aide la station à poursuivre ses activités.

Les émissions du réseau radiophonique Wawatay sont diffusées quelques heures par jour dans les villages de la nation Nishnawbe Aski par les stations de radio communautaire. Les émissions parviennent en direct des studios du réseau à Sioux Lookout, par le signal satellite de tv Ontario. Au fil des ans, la société Wawatay s'est révélée experte en négociations avec des institutions du Sud comme tv Ontario, le réseau public de télévision éducative de l'Ontario. Alors que tv Ontario procédait à l'installation d'une antenne parabolique dans chaque village pour permettre la diffusion de ses émissions dans les régions éloignées du Nord, le réseau Wawatay a obtenu le droit de se connecter à ce système de diffusion. Un simple système de commutation permet ensuite, lorsqu'il y a lieu, de transmettre par satellite le signal du réseau Wawatay à l'ensemble des émetteurs de la radio communautaire.

Kenina Kakekayash de la réserve de Round Lake dirige le réseau radiophonique. Elle a commencé à travailler pour la société Wawatay en tant qu'interprète au sein de son service de traduction téléphonique. Les membres de ce service servent d'interprètes entre les personnes appelant du Nord et les standardistes de la compagnie de téléphone. Plus tard, Kenina s'est vu confier la tâche d'aller de village en village pour promouvoir l'idée de la mise sur pied du réseau radiophonique auprès des chefs autochtones. Elle se souvient de l'enthousiasme qui l'animait alors.

« Nous devons rencontrer les chefs de bande, les informer, savoir ce qu'ils pensaient du projet, nous assurer qu'ils étaient prêts à l'appuyer. Ils l'étaient. Tout le monde était emballé. Ils étaient si contents. Ils disaient : "Il est temps que l'on crée ce réseau. Nous allons enfin pouvoir écouter les informations." J'ai

beaucoup voyagé. Au début, c'était vraiment difficile, en raison du langage technique qu'il fallait traduire dans notre langue autochtone. Avec le temps, c'est devenu plus facile. »

Le réseau prit des mesures pour permettre aux villages qui ne disposaient pas de leur propre station de radio communautaire d'en mettre une sur pied. Ces villages ne pouvaient profiter du réseau sans une station locale. Kenina travailla avec de nombreuses communautés pour leur permettre de commencer à diffuser. Malgré tout, certaines communautés sont encore aujourd'hui privées de station. Le directeur adjoint Lawrence Martin tient à ce que toutes les communautés profitent du réseau. Il croit que cela est susceptible de constituer un nouveau défi pour la société Wawatay : « Ce sera fort intéressant, car ces communautés sont surtout situées dans la partie sud. Leur langue est davantage menacée que celle des habitants du Nord. » Toutefois, en 1990, le projet de la société consistant à étendre le réseau à l'ensemble du territoire s'est vu sérieusement retardé en raison d'importantes réductions du financement public des sociétés de communication autochtones.

MIEUX COMPRENDRE LE MONDE EXTÉRIEUR

95 % de la programmation quotidienne du réseau WRN est en cri ou en oji-cri, les deux langues parlées par les membres de la nation Nishnawbe Aski. Plusieurs réalisateurs du Nord établis dans les communautés montent des reportages que le personnel du réseau de Sioux Lookout et de Moose Factory utilise de concert avec son propre matériel. Les installations de Sioux Lookout assument la réalisation des émissions en oji-cri, tandis que celles en langue crie sont produites à Moose Factory, sur la côte ouest de la baie d'Hudson. Les émissions mettent l'accent sur les informations internationales, nationales et régionales, sur la culture et les traditions, sur les enfants et les adolescents, ainsi que sur des questions d'importance comme les gouvernements autochtones, le système d'éducation et le taux de suicide extrêmement élevé chez les jeunes. La météo, les anniversaires et les sports (dont le hockey, qui suscite une véritable passion dans le Nord) ne sont pas en reste.

Garnet Angeconebe croit que le réseau WRN aide les membres de la nation Nishnawbe Aski à mieux comprendre les forces du monde extérieur qui influencent leur vie.

« J'ai l'impression d'assister à un véritable processus éducatif. Les membres de la communauté ne font pas qu'en apprendre davantage sur les questions amérindiennes. Ils ont aussi l'occasion de se familiariser avec le processus politique, fédéral comme provincial. Ils commencent à comprendre pourquoi les choses sont comme elles sont. Laissez-moi vous donner un exemple. Nous savons tous que les Amérindiens, comme tous les autres peuples, consomment de l'énergie. Ils utilisent du pétrole, de l'essence, pour faire fonctionner leurs machines, leurs motoneiges ou leurs moteurs, peu importe. Cette essence leur parvient par avion, le seul moyen possible dans la plupart des communautés. Or, le coût de l'essence est extrêmement élevé dans le Nord. Chaque fois que les prix montent, les habitants blâment soit la compagnie aérienne, soit le magasin local. Bien sûr, ces derniers doivent réaliser des bénéfices. Mais l'augmentation du prix de l'essence ne dépend pas que d'eux. Les politiques de l'Alberta peuvent aussi influencer le prix du carburant, comme celles des pays du Moyen-Orient. Les prix n'augmentent pas qu'à l'échelle locale, mais aussi dans d'autres parties du pays, du monde. Le réseau permet de faire prendre conscience de tout ce processus aux Amérindiens, qui en viennent à s'intéresser non seulement à ce qui se passe à l'échelle locale ou régionale, mais aussi à l'échelle nationale et même internationale. »

Des cinquante-trois langues autochtones encore utilisées au Canada, seules quelques-unes sont considérées par les dirigeants canadiens comme ayant quelque chance de survie. Parmi celles-ci, le cri. Les autochtones du nord de l'Ontario jugent leurs radios communautaires essentielles à la survie de leur langue. Garnet Angeconeb explique :

« Le principe directeur qui sous-tend tout le mouvement de la radio communautaire repose sur la langue. C'est sur la langue, la culture que repose son succès. Les émissions du réseau radiophonique Wawatay étant dans la langue des habitants, tous peuvent en comprendre le contenu, des plus jeunes aux aînés. Le réseau peut même permettre aux gens de renforcer leur langue, leur culture et leur identité. Et cela est d'une réelle importance. De nombreux membres du réseau estiment depuis toujours qu'il est important que les autochtones fassent tout pour préserver leur langue, qu'ils la conservent. Si les autochtones perdent leur langue, ils ne pourront la retrouver nulle part ailleurs, leur culture non plus. Leur situation est très différente de celle, par exemple,

des immigrants italiens installés au Canada. Ces derniers peuvent toujours rentrer dans leur pays natal pour retrouver leur langue, leur culture. Les autochtones canadiens ne le peuvent pas : le berceau de leur culture, de leur langue est ici. La perte de leur langue, de leur culture serait irrémédiable. Elles n'existent qu'au Canada. La société Wawatay a toujours estimé qu'elle devait tout mettre en œuvre pour renforcer les langues autochtones et les garder vivantes.

« Les gens captent la télévision par des antennes paraboliques. Il suffit d'entrer dans les salons des habitations des communautés nordiques pour se rendre compte que la programmation offerte aux gens n'a aucun rapport avec leur réalité. Les jeunes sont assis devant des comédies de situation, des films à la Rambo. Le défi qui consiste à garder notre langue vivante ne relève pas de l'imagination. C'est maintenant qu'il se présente à nous, c'est maintenant qu'il faut le relever. Lorsque j'étais directeur adjoint de la société Wawatay, la partie la plus frustrante de mon travail consistait à convaincre les décideurs du Sud, ceux d'Ottawa ou de Toronto par exemple, du caractère unique du mode de vie des habitants du nord de l'Ontario. Les communautés amérindiennes de cette partie du Canada sont distinctes. Elles sont d'une grande richesse, non pas financière, mais culturelle et linguistique. Cette richesse, nous devons la préserver. »

Les entretiens sur lesquels ce chapitre est fondé se sont déroulés en 1989. Un an plus tard, les montants versés par le gouvernement du Canada aux organismes de communication autochtones assurant la diffusion d'émissions ou de journaux ont fait l'objet de réductions draconiennes, vraisemblablement dans le but de bâillonner ces organismes. A travers le Canada, vingt et un de ces organismes ont dû réduire leur personnel ou leurs activités, lorsqu'ils n'ont pas tout simplement disparu. La capacité de la société Wawatay d'assurer la maintenance technique des stations de radio communautaires et des unités de piste de la nation Nishnawbe Aski est sérieusement mise en péril, comme l'est d'ailleurs l'existence du réseau lui-même.

2. La doyenne des radios communautaires déménage

Bill Thomas

Située à Berkeley, en Californie, KPFA est la doyenne des stations de radio communautaires américaines. Sa fondation, qui remonte aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, fut l'œuvre d'un groupe de pacifistes, la fondation Pacifica. Dégoûtés par la façon dont la radio avait été utilisée pour attiser les passions soulevées par la guerre, les membres de la fondation entendaient, avec enthousiasme, faire de leur station un outil de promotion de la paix et du développement. Les débuts de KPFA en tant que station commerciale connurent un succès mitigé : très populaire auprès des Américains las de la guerre, le pacifisme l'était beaucoup moins auprès du gouvernement et des entreprises, annonceurs potentiels. A la recherche d'un moyen de financement efficace, les fondateurs de KPFA décidèrent alors de demander aux auditeurs de « souscrire » à la station, comme l'on souscrit à un magazine ou à un journal. Ce

fut un succès. De nos jours, la plus grande partie des revenus de la station proviennent de dons effectués par l'auditoire. La plupart des sommes recueillies le sont dans le cadre de « marathons » en direct : pendant que l'on diffuse la crème des émissions, on invite les auditeurs à appuyer financièrement la station. En plus d'avoir été la première station de radio communautaire à voir le jour aux États-Unis, KPFA est également l'une des plus importantes. Elle n'accepte aucune publicité, pas même sous forme de commandite limitée. Malgré tout, grâce aux dons de ses auditeurs et à quelques autres sources de revenus, elle dispose d'un budget annuel de plus de un million de dollars.

LE REFUS DU RÊVE AMÉRICAIN ?

L'histoire de KPFA regorge d'anecdotes. La station a vu défiler un grand nombre de personnages hauts en couleur, réalisateurs d'une foule d'émissions extraordinaires. Des échanges passionnants ont eu lieu avec la communauté, et les conflits avec les autorités n'ont pas manqué. Enfin, la Commission fédérale des communications (FCC) et d'autres organismes gouvernementaux ont, à diverses reprises, tenté de retirer à la station sa licence de diffusion. Mais l'anecdote la plus intéressante a sans doute trait au déménagement de KPFA, excellente illustration des questions auxquelles est aujourd'hui confrontée la radio communautaire aux États-Unis.

Au fil des ans, les radios communautaires commanditées par leurs auditeurs ont acquis l'image de stations désordonnées disposant d'un budget très limité, peuplées de bénévoles travaillant dans des studios délabrés avec du matériel ne tenant qu'à un fil. D'excellentes émissions ont été réalisées dans ces conditions mais, sur le plan financier, les radios communautaires ont toujours été sur la touche. Un grand nombre se sont fait un point d'honneur de cette situation financière précaire, y voyant un refus du rêve américain.

Une visite des anciens locaux de KPFA aurait suffi à convaincre même les plus sceptiques que l'objectif de la station n'était pas de rouler sur l'or. Les tapis étaient usés, les planchers craquaient, l'ameublement tombait en ruine, les magnétophones de la salle des nouvelles semblaient sortis d'un autre âge et les systèmes de chauffage, de climatisation et de plomberie fonctionnaient à peine. Il en allait ainsi non seulement dans les locaux de KPFA, mais aussi dans ceux de toutes les radios communautaires américaines.

Illustration de cette situation : en 1985, au cours d'une conférence de la Fédération nationale des diffuseurs communautaires (NFCB), on assista à un étrange débat : le remplacement d'un vieux fauteuil mettait-il en péril l'atmosphère qui devait régner dans toute radio communautaire digne de ce nom ?...

Dans ce contexte, on comprendra le choc que causa à de nombreuses personnes l'installation de KPFA dans un nouveau bâtiment construit spécialement pour la station. Rempli de meubles neufs dont la plupart avaient été construits sur mesure, il comportait aussi des studios neufs, entièrement équipés. KPFA était-elle toujours une radio communautaire ? Comment une station qui arrivait tout juste à boucler son budget pouvait-elle s'offrir un tel palace ?

DU DON À L'HÉRITAGE

L'origine de toute cette histoire : le décès d'une auditrice de longue date de KPFA. Comme de nombreux autres auditeurs, elle avait régulièrement effectué de son vivant de petits dons à la station. Normalement, son décès n'aurait dû être remarqué que par quelques membres de KPFA. Son guide mensuel de la programmation aurait été retourné à la station par le service des postes et, après un certain temps, son nom aurait été rayé de la liste des membres en raison de l'interruption de ses dons. Un grand nombre des mécènes originaux de KPFA se font vieux et la nouvelle du décès de l'un d'eux ne surprend guère. Le cas de cette femme fut cependant différent : dérogeant aux pratiques habituelles, elle légua sa maison à la station.

Cette maison, bien que modeste, avait une valeur considérable. Elle était en effet située dans la région de la baie de San Francisco, où le prix des maisons est très élevé. En d'autres temps, le produit de la vente de la maison aurait été versé au budget d'exploitation de la station. Mais KPFA était justement à la recherche de nouveaux locaux qui lui appartiendraient...

En effet, le propriétaire de l'édifice qui abritait KPFA venait lui aussi de mourir. Pendant des années, il n'avait exigé de la station qu'un loyer très peu élevé. Les nouveaux propriétaires, en revanche, avaient imposé des augmentations de loyer sans merci. Les lieux n'avaient jamais été idéaux pour une station de radio, mais leur prix de location peu élevé constituait jusqu'alors une véritable aubaine. La station commençait donc à songer à déménager, mais, à Berkeley, les locaux de qualité à bas prix sont rares. L'argent provenant de la vente

de la maison léguée tombait pile : il permettrait de constituer un fonds destiné à doter KPFA d'un nouveau toit.

Le projet était ambitieux, pouvant nécessiter jusqu'à trois millions de dollars. La plupart des membres de KPFA jugeaient cet objectif impossible à atteindre, entre autres parce que l'argent devait provenir des donateurs habituels qui assumaient déjà les coûts d'exploitation de la station.

KPFA demanda donc à des consultants sympathisants de déterminer s'il était possible d'espérer amasser l'argent manquant. Surprise : la réponse fut oui. Les consultants en vinrent en effet à la conclusion qu'un certain nombre de personnes étaient prêtes à consentir des dons à la station pour qu'elle se dote de son propre bâtiment. Certaines étaient même prêtes à verser de très grosses sommes, ajoutant qu'elles l'auraient fait depuis longtemps, mais que personne ne le leur avait demandé. Les consultants avaient ajouté : « Des milliers de dollars ? » « Pour KPFA, certainement », leur avait-on répondu.

Patricia Scott, la directrice de KPFA, joua un rôle clé dans l'avancement du projet. Un témoin prétend que c'est en partie parce que madame Scott est afro-américaine :

« Un grand nombre des progressistes blancs de KPFA sont convaincus que, pour qu'une station puisse prétendre à l'authenticité, les chaises doivent être usées à la corde et le bras mobile du magnétophone doit être maintenu en place par un élastique. Pat pensait différemment. Elle ne voyait pas pourquoi la communauté ne pourrait pas disposer des meilleures installations possible : les multinationales ne devraient pas être les seules à disposer de matériel décent. »

D'autres prétendent que le fait que madame Scott soit noire n'a rien à voir. Selon eux, « elle possède simplement de grandes qualités de leader et souhaite voir la station progresser ».

Leader exceptionnelle ou non, madame Scott était, elle aussi, bien intimidée. A l'inauguration du nouveau bâtiment, elle déclara : « Un matin, pour la première fois de ma vie, j'ai dû aller demander 40 000 dollars. Je m'étais exercée pendant des heures devant le miroir. Lorsqu'on m'a répondu "oui", j'en suis presque tombée à la renverse. »

KPFA EST-ELLE ENCORE UNE RADIO COMMUNAUTAIRE ?

A l'inauguration du bâtiment, la station avait amassé 2 272 015 dollars, dont la plupart provenaient de particuliers. Un

demi-million de dollars provenait de fondations sans but lucratif et environ 95 000 dollars d'un programme gouvernemental.

Ce jour-là, le personnel de KPFA fit découvrir avec fierté aux visiteurs les magnifiques tables incrustées de bois, les bureaux fabriqués sur mesure, les abat-jour de verre teinté et les divers éléments de décoration en fer forgé, tous réalisés bénévolement par des artisans locaux. On diffusa entre autres, au cours de l'émission d'ouverture, une pièce musicale spéciale intitulée *Homage to Pacifica*, de l'important compositeur américain Lou Harrison.

Le bâtiment, qui abrite désormais KPFA, est desservi par un réseau informatique. Son aménagement intérieur est l'œuvre d'architectes amis de la station, qui ont présenté à celle-ci une facture bien inférieure à la valeur des travaux. Il est conçu pour faciliter les relations entre les travailleurs de la station et se veut invitant pour les visiteurs. Enfin, les nouveaux studios sont d'une qualité de loin supérieure à celle des anciens, tout comme le matériel qui comprend maintenant un étonnant synthétiseur, le Yamaha « Disk-Klavier ».

KPFA n'est pas la première station de radio communautaire américaine à recueillir de l'argent pour déménager dans des locaux de meilleure qualité. Mais, en raison de sa réputation, de l'importance de la somme recueillie et du contraste frappant entre les nouveaux et les anciens locaux, le déménagement de la station a suscité un débat sur ce que doit être la radio communautaire et sur la place qu'elle doit occuper au sein de la communauté.

De nombreuses personnes, parmi lesquelles des auditeurs, des bénévoles et du personnel rémunéré, soutiennent que KPFA n'a manqué à aucun de ses principes : la station refuse tout don provenant d'organismes à but lucratif, favorise la liberté d'expression et la discussion politique, diffuse de la musique rejetée par les stations commerciales et, de toutes les stations de la ville, est la plus ouverte à la population. Ces personnes prétendent que le nouveau bâtiment illustre bien que le fait de tenir à ses principes et de servir sa communauté amène éventuellement une récompense. Selon elles, la façon dont les gens, des progressistes bien connus de l'homme de la rue, ont contribué à la campagne et ont aidé à la construction même du bâtiment en est la preuve. Ces personnes soutiennent enfin que KPFA a démontré sans aucun doute qu'elle est bel et bien un organisme communautaire auquel la population tient. Elle a été soutenue comme une radio communautaire doit l'être.

Mais il y a aussi des dissidents, qui se demandent si KPFA, qui a toujours prétendu être la voix des pauvres et des moins bien nantis, ne se dissocie pas d'eux. Les gens qui se rendront à la station auront-ils l'impression de pénétrer dans le siège social d'une grande entreprise ? Ne seront-ils pas mal à l'aise, ne s'exprimeront-ils pas différemment à l'antenne ?

AU-DELÀ DU DÉMÉNAGEMENT, UN DÉBAT DE FOND

La discussion déborde largement la question de la qualité des installations. Si le déménagement de KPFA constitue un événement symbolique pour la radio communautaire américaine, c'est, entre autres, parce qu'il survient au moment où fait rage un important débat entre les membres des radios communautaires au sujet de l'orientation de leurs stations. Ce débat porte sur la recherche d'un auditoire, les moyens de financement et l'importante question de la programmation.

Certaines personnes doutent de l'efficacité des approches traditionnelles adoptées par la radio communautaire. Selon elles, si la radio communautaire souhaite remplir sa mission et jouer un rôle important au sein de la communauté, ces approches doivent être modifiées. Les ondes sont peut-être accessibles aux divers groupes de la population, mais les émissions ne sont pas accessibles à tous les auditeurs. Les émissions politiques ou culturelles qui ne parviennent pas à atteindre les gens devraient être repensées. La programmation disparate composée d'un grand nombre d'émissions spécialisées destinées chacune à un auditoire différent sème la confusion chez les auditeurs. Les stations doivent prêter une plus grande attention à la qualité de la réalisation, sous peine de voir leur auditoire s'effriter. C'est non seulement le matériel, mais aussi la programmation qui doit faire peau neuve. Si la réalisation d'émissions locales a du bon, il importe aussi de participer aux émissions réalisées à l'échelle nationale, en raison de leur meilleure qualité sonore. Enfin, afin d'évaluer leur rendement, les stations devraient avoir recours aux données disponibles auprès d'entreprises professionnelles de mesure de l'auditoire, données auparavant réservées aux stations commerciales.

Un article de la revue *Current* illustre un autre aspect du débat. Son auteur se demande en effet si, « à vouloir gagner des auditeurs, la radio communautaire ne risque pas de perdre son âme ». Les tenants de cette position soutiennent que les études profes-

sionnelles portant sur l'auditoire ne conviennent pas à la radio communautaire en raison de leur caractère commercial. Selon eux, si la programmation actuelle peut sembler un véritable fouillis, elle reflète aussi la diversité et la richesse de la communauté. Ils estiment donc que les nouvelles approches proposées sacrifient les idéaux de la radio communautaire à la course aux auditeurs et aux revenus.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le débat se soit concentré sur le superbe immeuble neuf de KPFA. Malgré tout, la station n'a pas hésité : elle a recueilli l'argent nécessaire, fait construire son bâtiment et s'y est installée. Elle mène des études sur son auditoire et est en train de revoir en profondeur sa programmation. Le temps seul permettra de connaître les effets de ces changements sur la station et sur ses auditeurs.

3. *Savoir innover*

Ce chapitre est réalisé à partir de contributions rédigées par des amis de Radio Centre-Ville : Évelyne Foy, Eric R. Loiseau, Richard Barette et Louise Boivin.

Nous aimerions vous emmener avec nous dans les dédales d'une radio pas toute simple, avec une histoire aussi riche et mouvementée que sa vie actuelle. Le voyage débutera par des anecdotes sur les débuts de la station, et se poursuivra par une réflexion plus théorique sur les principes qui sous-tendent ses structures de participation. En fin de parcours, nous jetterons un regard à la place qu'y occupent les femmes.

LA STATION

Radio Centre-Ville, Montréal, radio communautaire et polyglotte, diffuse en sept langues depuis près de vingt ans. Sept groupes ethniques s'y côtoient quotidiennement pour réaliser des émissions radiophoniques très diversifiées. Ces équipes œuvrent à créer un projet collectif communautaire et interculturel à l'image d'une société de plus en plus métissée. Les communautés hispanophone, grecque, portugaise, chinoise, haïtienne, anglophone et francophone y sont réunies quotidiennement. D'autres communautés culturelles — des Asiatiques du Sud-Est, des Philippins, des Africains, des Irlandais, des Arabes — sont aussi présentes à l'anten-

ne. Radio Centre-Ville contribue, à sa manière, à la cohabitation des individus et des différentes cultures au sein de la société québécoise. Plus de trois cents bénévoles au total réalisent et animent toutes les productions de la station.

LA VILLE

Première ville du Québec par sa population, deuxième au Canada, Montréal, avec son million d'habitants (trois millions en incluant la banlieue) est une grande ville cosmopolite où vivent et se croisent des gens de cultures fort diverses.

Les francophones y sont majoritaires. Les anglophones représentent 15 % de la population et les autres communautés ethniques 15 % également, mais ce dernier pourcentage est en nette progression. Les francophones constituent par ailleurs 80 % des six millions et demi d'habitants que compte le Québec. Il faut noter, toutefois, que le Québec est un minuscule îlot francophone au sein de l'océan anglophone nord-américain, et a donc toujours dû se battre pour protéger et promouvoir une langue et une culture distinctes.

D'OÙ EST VENUE L'IDÉE DE CRÉER CETTE STATION ?

Durant les années soixante et soixante-dix, un vaste mouvement de changement social fit son apparition au Québec. Ce mouvement donna naissance à des regroupements de toutes sortes : garderies populaires, centres de femmes, maisons de jeunes et comités de citoyens, sans oublier les nombreux groupes militant pour l'indépendance du Québec face au Canada. Ce mouvement engendra également plusieurs organes de communication d'un type nouveau : journaux de quartier, réseau de presse alternatif, télévision communautaire et groupes de production vidéo. Les radios communautaires allaient faire partie de ce nouveau réseau d'information populaire. C'est dans ce contexte que Radio Centre-Ville fut créée en 1972, première station d'un mouvement qui allait se répandre dans tout le Québec.

Daniel Lavoie, l'un des pionniers francophones de la radio communautaire au Québec, se rappelle :

« Nous n'étions pas nombreux. La lutte sociale était très importante à Montréal à l'époque : exigences d'une meilleure qualité de vie, rénovation urbaine, lutte contre la démolition de logements à prix modique. Je travaillais pour ma part avec des gens qui se bat-

taient contre la construction d'une autoroute devant relier l'est et l'ouest de la ville ; une vaste infrastructure, qui allait entraîner la démolition de plusieurs quartiers du centre-ville. Il y avait aussi les *draft-dodgers*, les objecteurs de conscience américains refusant la guerre du Vietnam et venus se réfugier au Canada. Kevin Cohalen, un des fondateurs de Radio Centre-Ville, était l'un d'entre eux ; il avait probablement ramené l'idée d'une radio alternative des États-Unis, où ce type de radio existait depuis 1946 je crois, en Californie, mais n'était pas connu ici. Hyman Glustein, l'autre fondateur de Radio Centre-Ville, venait du milieu étudiant de Sir George Williams, aujourd'hui l'université Concordia.

« Dès le départ, et répondant à nos principes, il s'est agi d'une radio multiethnique diffusant beaucoup de jazz, un genre musical qui nous réunit facilement. L'idéologie était évidemment plutôt de gauche. Nous ne voulions pas refaire une radio *straight*, conforme au modèle dominant. Cependant, il ne s'agissait pas non plus de radio communautaire dans le sens strict du terme — c'est-à-dire d'une station gérée par un conseil d'administration élu par une communauté donnée — mais plutôt d'une radio "alternative" ou "contre-culturelle" qui prenait la défense des citoyens. Une radio qui ne visait pas à faire de l'argent ou des affaires, et qui diffusait de l'information populaire, contrairement à tout l'appareil d'information habituel. Les structures démocratiques n'étaient pas une priorité : un petit groupe de non-élus pouvait diriger la station et faire ce que bon lui semblait. Ce dernier point allait d'ailleurs donner lieu, par la suite, à de joyeuses et moins joyeuses prises de bec... jusqu'à menacer la survie même de la station.

« Au début, nous diffusions nos émissions par câbles avec du matériel usagé : des pièces du type "surplus de l'armée" qui n'avaient pas dû coûter très cher, une vieille console comme on en voit dans les films de guerre, des tourne-disques, de très lourds micros en métal... et ça marchait ! C'était l'époque héroïque. Nous travaillions des heures et des heures, nous étions toujours là, mais c'était extraordinairement plaisant. La majorité des émissions étaient en français — un autre de nos principes, celui de respecter la proportion de francophones dans la population.

« Après une dure bataille pour l'obtention d'un permis de diffusion, Radio Centre-Ville est passée sur les ondes FM le 27 février 1975, avec une puissance de diffusion de 7,2 watts.

« La radio s'implantait et grandissait lentement — mais sûrement ! Toutefois, comme chacun sait, grandir ne va pas sans peine.

La première crise de croissance eut lieu en 1977, lorsqu'un groupe de militants exigea que la radio devienne participative, qu'elle réponde aux normes du CRTC¹ et qu'elle fonctionne avec un conseil d'administration élu par une assemblée générale. Le fait que le groupe en question était soutenu par des militants marxistes "orthodoxes" ne plaisait pas du tout aux dirigeants de la station, qui craignaient de la voir devenir une sorte d'officine de propagande. La station, qui à cette époque fermait ses portes pendant deux semaines durant les vacances d'été, se tut cette année-là pendant deux mois afin d'essayer de régler le problème. En fin de compte le principe de l'assemblée générale fut accepté, notamment parce qu'il était exigé par la loi. »

D'autres crises ont succédé à la première, comme dans toute organisation populaire et démocratique, mais la radio a toujours réussi à les traverser. Jean-Louis Legault raconte :

« Il n'est pas facile de faire marcher une entreprise comme celle-là. Nous n'avions pas d'expérience, il s'agissait de quelque chose de nouveau, nous ne connaissions aucun précédent. En revanche, il y a les bons côtés : le plaisir des réussites, la solidarité, etc. Un de mes plus beaux souvenirs demeure la célébration du cinquième anniversaire sur bande FM, en novembre 1980 : une grande fête multiethnique de trois jours, qui avait rassemblé douze cents personnes autour de spectacles de toutes sortes, de présentations de films, de danses populaires... Ou bien l'émission qu'animait Benoît Fauteux, *Au cœur du samedi soir*, diffusée en direct des bars et présentant du jazz, du théâtre improvisé, des variétés. »

UNE RADIO INTERCULTURELLE

La programmation de Radio Centre-Ville reflète la mosaïque culturelle de la ville où elle est enracinée. Elle se compose d'émissions produites, réalisées et animées par les membres des communautés culturelles qui s'expriment dans leur langue, et qui participent ainsi à la vie active de la société québécoise en diffusant leur propre culture et en faisant connaître à leurs compatriotes

1. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est l'instance fédérale chargée de la réglementation des médias électroniques. Les règlements du CRTC stipulent qu'une radio communautaire doit « être possédée et contrôlée par un organisme sans but lucratif dont la structure permet aux membres de la collectivité en général d'y adhérer et de participer à sa gestion, à son exploitation et à sa programmation ».

l'actualité et la culture québécoises et canadiennes. L'auditoire bénéficie d'une information dans sa langue sur le nouveau milieu social où il doit s'intégrer, tout en conservant ses acquis culturels originels.

La communication entre les groupes ethniques nouvellement arrivés et les groupes culturels établis depuis longtemps favorise, à bien des égards, la compréhension mutuelle des habitudes, des mœurs et des courants de pensée sociaux ou philosophiques. Elle permet, de toute évidence, une cohabitation plus harmonieuse des individus, malgré leurs différences.

Radio Centre-Ville jouit d'un lien privilégié avec un auditoire aux origines diverses et rarement bien desservi par les autres médias. La station sert de catalyseur entre les communautés et le tissu urbain culturel et social, lui-même imprégné de la présence de ces communautés.

D'abord et avant tout un lieu de diffusion radiophonique, Radio Centre-Ville est également un lieu de rencontres, d'échange d'idées, de partage culturel. La radio contribue à propager les nouveaux courants culturels, tels la musique ethno-pop. Elle accueille les bénévoles désireux de mettre la main à la pâte et leur offre de la formation en réalisation radiophonique. Elle sert aussi de tribune aux organismes communautaires et culturels qui en font la demande.

Ce qui fait la richesse de Radio Centre-Ville ce sont aussi les événements spéciaux qu'elle transmet sur ses ondes ou qu'elle organise elle-même. Les liens qu'elle entretient avec les pays d'origine de ses membres lui permettent de couvrir les événements historiques de manière toute spéciale. La couverture de ce qui se passe en Haïti, par exemple, bénéficie grandement de la participation de journalistes bénévoles de ce pays. A certaines occasions, notamment lors d'élections au Chili ou au Salvador, la station peut décider d'envoyer sur place un correspondant qui diffusera en direct des reportages en espagnol et en français. Elle peut aussi organiser des transmissions simultanées avec des stations amies d'autres pays. Parmi les émissions de solidarité, citons les émissions spéciales sur la question palestinienne, les émissions réalisées hebdomadairement derrière les murs d'un pénitencier avec la participation des détenus, les émissions de solidarité avec les radios salvadoriennes Radio Venceremos et Radio Farabundo Martí, et d'autres encore pour la collecte de fonds à la suite de catastrophes naturelles au Chili ou en Colombie. Autant

d'exemples qui reflètent la variété du tissu humain et culturel de Radio Centre-Ville.

UNE RADIO PARTICIPATIVE

Quelles sont les formes concrètes de la participation à Radio Centre-Ville ? Richard Barette, ex-directeur de la programmation francophone et collaborateur de longue date de la station, nous fait part de ses réflexions sur la question².

« L'invention et l'expérimentation d'un nouveau mode de gestion des activités, différent de celui de l'organisation pyramidale, sont certes une tâche ardue, puisqu'elles exigent l'apprentissage d'autres modalités de fonctionnement. Les meilleures intentions achoppent le plus souvent sur les difficultés de mise en œuvre d'un véritable mode de fonctionnement collectif qui soit durable, fondé sur une réelle participation à la prise de décisions, sur le partage des responsabilités et sur la conduite à terme des projets. Voulons-nous d'une société qui utilise les techniques de communication pour renforcer la rigidité, l'autorité, le modèle culturel dominant, ou au contraire voulons nous accroître la liberté, la responsabilité, la convivialité ?

« Radio Centre-Ville se veut, par définition, un outil de communication au service des individus et des groupes afin de promouvoir la convivialité, la qualité de vie, la créativité, la démocratie locale et l'identité culturelle. Elle se veut une réponse à la difficulté de s'identifier, de communiquer, de participer à la prise de décisions. Elle veut aussi répondre aux besoins particuliers de son auditoire cible, c'est-à-dire les couches populaires, les nouveaux arrivants au pays et les organisations de défense des intérêts des citoyens. Pour atteindre ses objectifs, Radio Centre-Ville doit donc compter sur le concours de l'auditoire, afin de ne pas se couper des réalités et des besoins de son milieu. Pour ce faire, elle s'est donné une structure de fonctionnement qui, dans la pratique, prend la forme de ce que nous appelons la gestion participative.

« La participation à Radio Centre-Ville a ses particularismes du fait de la nature même de la station : communautaire, mais aussi et surtout multilingue et multiethnique. Dans cette optique, la

2. Extraits d'un texte de Richard Barette publié dans le *Guide de la radio communautaire au Québec*, Montréal, Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec, 1984, 284 p.

participation à Radio Centre-Ville se fait en fonction de l'identification à l'une des sept équipes de production. Le système participatif de gestion s'articule autour de ces sept équipes autonomes.

Structure

1) L'assemblée générale est formée des membres de chacune des équipes de production³, qui sont aussi membres en bonne et due forme de la station.

2) Les membres individuels sont ceux qui acceptent les principes de Radio Centre-Ville et qui y ont été actifs pendant une période de trois mois au cours des six mois précédant la date de la demande du statut de membre. Ils doivent appartenir à l'une des sept équipes de production de Radio Centre-Ville et démontrer leur capacité de travailler en équipe.

3) Les organismes membres, en plus d'avoir les mêmes obligations que les membres individuels, doivent produire au moins trente minutes de temps d'antenne par mois durant les mois précédant la demande d'adhésion.

4) Le comité d'accueil-adhésion, formé de quatre membres de la station, organise régulièrement des sessions d'accueil inter-équipes pour les nouveaux bénévoles. Il accorde le statut de membre et peut le retirer sur recommandation d'une équipe de production.

5) Le conseil d'administration est composé de quinze membres de la station, dont huit sont élus par l'assemblée générale. Les sept sièges qui restent sont occupés par des membres nommés par chacune des sept équipes de production. Ces nominations doivent être ratifiées par l'assemblée générale.

6) Le comité d'embauche est formé de trois délégués du conseil d'administration et fait des recommandations au conseil en ce qui a trait à l'embauche de salariés par la station. Il s'occupe également de tout ce qui concerne les relations de travail à Radio Centre-Ville.

7) Les équipes de production sont les unités de base chargées de réaliser chaque semaine un certain nombre d'heures d'antenne, selon ce qui a été défini par la station. Les équipes de production sont responsables :

- de l'organisation de leur travail ;
- du contenu de leurs émissions ;
- de l'évaluation et du choix des projets d'émissions qui leur sont soumis ;
- de l'élection de leur candidat au conseil d'administration ;
- de la vente de publicité pour leurs émissions.

8) Le comité de production inter-équipes est formé d'un représentant nommé par chacune des équipes de production. Il s'occupe :

- de production, réalisation, promotion et mise en ondes ;
- d'émissions ou projets spéciaux d'intérêt inter-équipes ;
- de projets d'importance pour une ou plusieurs équipes de production, avec la collaboration et l'approbation des responsables de la programmation et de la promotion de cette équipe ou de ces équipes.

3. Les équipes de production correspondent aux sept groupes linguistiques qui diffusent dans leur langue.

« Participer à la gestion de Radio Centre-Ville, c'est perdre la possibilité de rester à l'abri et de critiquer confortablement ceux et celles qui dirigent, ceux et celles qui sont sur le devant de la scène. Participer c'est s'engager personnellement à exprimer son opinion, à subir les contraintes du groupe et à supporter les décisions qui sont prises.

« Dans plusieurs organisations du même type, on entend souvent des questions du genre : Qui décide ? Où est le pouvoir ? Qui dois-je appuyer ? Qui a raison ? Qui sera tenu responsable d'un échec ? On n'impose pas sans préparation un pareil mode de gestion à des personnes non initiées : la gestion participative exige un certain apprentissage de la part de tous les individus.

« Pour que la population cible et les groupes cibles participent à la production et à la réalisation des émissions radiophoniques, il ne suffit pas de le vouloir. Il faut que ces personnes prennent en main leur outil de communication, participent à sa gestion et aux prises de décisions, et dirigent de ce fait l'ensemble du processus de production de la station. »

UN DISCOURS : QUELLES PRATIQUES ?

Cette vision théorique de la participation s'actualise forcément par des réussites et des échecs. Comment décroïsonner une station de radio qui abrite, tout compte fait, sept stations correspondant aux sept équipes de production ? Comment établir la communication recherchée entre ces groupes aux cultures et aux façons de faire si différentes et éviter que chaque équipe ne devienne un ghetto ? Comment inscrire dans les débats de la société québécoise les préoccupations des nouveaux arrivants et comment faire participer ceux-ci à ces débats ? Comment éviter que les émissions ne baignent toutes dans la nostalgie du pays d'origine et le folklore ? Comment refléter les préoccupations des communautés culturelles arrivées récemment au Québec et développer un véritable projet interculturel ? Comment susciter l'intérêt des jeunes ? Comment s'assurer que les femmes prennent part à ces débats ?

Un projet, *Ondes de femmes*, vient précisément de se concrétiser. Il apparaît comme une tentative de décroïsonnement de la radio, un pas vers une action véritablement interculturelle.

ONDES DE FEMMES

Louise Boivin, ancienne directrice de la salle des nouvelles de Radio Centre-Ville, anime des ateliers de formation dans le cadre du programme de formation et de réalisation *Ondes de femmes*. Voici comment elle décrit son travail :

« *Ondes de femmes* a été imaginé parce que nous constatons une faible représentation des femmes et des groupes de femmes au sein des équipes de production de Radio Centre-Ville. Parfois, une représentation égale des femmes masque en réalité une reproduction des rôles traditionnels dans les équipes. Les femmes y sont réduites à répondre au téléphone, à mettre de l'ordre dans les locaux ou à rédiger les procès-verbaux. Peu de femmes sont animatrices, réalisatrices et techniciennes. Les femmes immigrantes sont doublement touchées par ces conditions difficiles.

« Une radio qui se veut alternative et communautaire doit privilégier une représentation et une participation égales des femmes et de leurs organisations dans sa programmation et dans ses structures. Notre déclaration de principes affirme clairement que nous appuyons l'action collective comme moyen de transformer la société en faveur des secteurs marginalisés dont les femmes, malheureusement, font trop souvent partie.

« Les membres d'une centaine de groupes de femmes et d'organisations communautaires et ethniques ont été invités à participer au programme *Ondes de femmes*. La réaction fut tellement positive que, deux mois plus tard, une cinquantaine de femmes se répartissaient la réalisation de vingt semaines d'émissions en français, en espagnol, en créole et en chinois. Des sessions intensives de formation sont organisées et un encadrement est offert pour les premières émissions. Les liens entre les femmes sont maintenus par des rencontres périodiques et un feuillet d'information circule entre elles. Les organisations participantes représentent des femmes de toutes les régions du monde. Plusieurs communautés qui n'étaient pas représentées à Radio Centre-Ville ou ne comprenaient pas de femmes au sein de leur équipe de production participent à *Ondes de femmes*. Les thèmes abordés dans les émissions sont librement choisis par les participantes et touchent autant les droits des femmes en général que des problèmes plus précis, tels la violence conjugale, le travail, le choc culturel et l'intégration. »

La crise économique, l'évolution vers une société de plus en plus interculturelle et le désengagement de l'État des programmes

sociaux sont des phénomènes qui nous obligent, plus que jamais, à reconnaître la solidarité comme une facette essentielle de nos communautés. La radio communautaire a encore sa raison d'être. Pour reprendre les termes d'un document de Radio Centre-Ville : « Il nous faut retourner dans les quartiers ; il faut que la radio aille vers les gens. Les ressources des groupes sont réduites et le travail est énorme. La radio doit faciliter leur travail de communication. Il faut favoriser l'échange entre les cultures. » Radio Centre-Ville, forte de ses vingt ans, a encore de nombreux défis à relever.

4. *Le café de Radio Marconi*

François Laureys

Il existe à Amsterdam plus de cinq mille bars et cafés, des plus sombres aux plus éclairés. On y trouve de tout, des petits bistrots de quartier sympathiques aux clubs les plus huppés, des bars punk aux espaces avant-gardistes, des bars gay aux boîtes de nuit lugubres. Pourtant, aucun de ces endroits ne se compare au Radioproeflokaal Marconi : le café des amateurs de Radio Marconi. Comme son nom l'indique, le Marconi est bien plus qu'un simple café : c'est le cœur de la radio libre de la capitale des Pays-Bas.

Le Radioproeflokaal Marconi est situé dans une vieille école donnant sur un petit canal, un peu à l'extérieur du centre-ville et à quelques pas de Radio 100, une station de radio communautaire pirate fondée en 1980. Au début de l'existence du Marconi, je m'y rendais presque tous les jours, histoire de bavarder avec le personnel de Radio 100 ou avec les auditeurs qui s'y retrouvaient.

Il y a deux ans, je suis passé aux médias « établis », devenant journaliste pour la radio provinciale. Depuis, mes visites au café se sont faites plus rares. Je n'avais pas mis les pieds au Marconi depuis longtemps lorsque, le 15 mai 1991, j'appris qu'une descente de police venait d'y avoir lieu. A mon arrivée sur place, tout était déjà terminé. « Nous savions que cela finirait par arriver : la dernière descente remontait à sept ans », me dit une vieille connaissance de la station. « Quelle pagaille ils ont semée. Nous ne nous atten-

dions pas à ce qu'ils frappent si fort. » Le désordre régnait partout : les parquets étaient jonchés de verre brisé et les murs qui séparaient le café et le studio étaient démolis.

« Il est 18 heures et la main de fer brûle d'envie de dévaster les endroits pourris de la société. Les troupes avancent, investissant Bilderdijkstraat (la rue du studio de Radio 100) et les environs. Comme tous les mercredis soir à pareille heure, on discute vie théâtrale sur Radio 100. L'émission *Playrol* tire à sa fin lorsque la sonnette retentit : ce doit être l'émission de blues ! L'animatrice de l'émission de théâtre ouvre la porte sans se méfier : elle est immédiatement submergée par une horde de défenseurs de l'ordre public, en tenue d'apparat. Les bons chiens de la sécurité fondent sur le repère de la radio pirate. Le hall de l'immeuble résonne sous les bottes des soldats, à la recherche de conspirateurs. Entre-temps, le café des amateurs de Radio Marconi est envahi par une vermine qui n'a d'ouïe que pour les ordres de ses supérieurs... Protestant, les clients du café sont poussés à l'extérieur, alors que la confrérie bleue commence à dévaster l'immeuble à la recherche de réseaux criminels. Carnets de rendez-vous, listes d'achats, fichiers informatiques et lecteurs de disques constituent un butin de choix. La rafle commence. Ailleurs dans la ville, six personnes sont arrachées de la table où elles dînaient, accusées d'être les leaders de la conspiration fomentée par la radio, et jetées en cellule. Tout ce qui peut émettre un son disparaît dans des remises minables. Sous les casquettes de la police secrète, un rictus sardonique se dessine. »

Dans le cadre de la descente, le matériel du studio, l'émetteur et l'antenne avaient été confisqués. Plusieurs personnes avaient été arrêtées. Quant au café de la radio, il avait été entièrement démolé. Pourtant, étrangement, personne ne semblait découragé ou défait. Un sentiment de rage dominait. Rob, un bénévole membre de l'équipe de la station, commentait ainsi la situation :

« Nous nous en sortirons. Attendez, vous verrez : avec l'aide de nos auditeurs et en organisant quelques événements au profit de la station, nous pourrions reprendre nos activités d'ici trois semaines. Ce qui m'inquiète surtout, c'est qu'ils ont arrêté plusieurs personnes. Nous n'avons pas de leaders. Nous sommes un organisme populaire, où chacun a droit à une voix en ce qui concerne les décisions touchant la radio. On dirait qu'ils cherchent des boucs émissaires... ou peut-être veulent-ils intimider les quatre-vingt-dix-sept autres membres de l'équipe de Radio 100. Je ne sais pas. Il faut attendre de voir ce qu'ils vont faire maintenant. »

Deux jours plus tard, Rob était arrêté à son tour. Son pressentiment était juste. Cette fois, les autorités semblaient déterminées à en finir avec la radio pirate.

QUATRE SEMAINES POUR RÉÉMETTRE

Au moins depuis 1980 et jusqu'à ces événements, Radio 100 diffusait illégalement sur la bande FM sans être trop embêtée par les autorités. De temps à autre, la police se présentait et confisquait l'émetteur. Mais cela faisait partie du jeu... Avec un petit effort supplémentaire, on obtenait en quelques jours un nouvel émetteur, et la diffusion reprenait. Cette fois cependant, l'avertissement semblait clair : en ce qui « les » concernait Radio 100 devait se taire.

Au cours des premières semaines qui suivirent la descente, il devint clair que les autorités avaient, cette fois, longuement planifié leur coup. En effet, au cours des six mois qui avaient précédé la descente, une importante équipe d'agents secrets s'était livrée à une filature des membres de l'équipe de Radio 100 et à l'écoute électronique de leurs conversations téléphoniques. Ils avaient également écouté attentivement leurs émissions. Le café Marconi avait fait l'objet d'une surveillance constante. La boîte aux lettres de Radio 100 avait été pillée et le courrier lu. Les comptes en banque du Marconi et de Radio 100 avaient été examinés et une liste des donateurs réguliers dressée. Bref, une enquête à faire pâlir de jalousie n'importe quel membre de la mafia. Cent cinquante policiers et quatre officiers avaient participé à la descente, cent cinquante gardiens de la paix demeurant prêts à intervenir, au cas où.

On était en présence d'une véritable enquête criminelle : Radio 100 ne pouvait donc être qu'une organisation criminelle. Comme on pouvait s'y attendre, les membres de Radio 100 qui avaient été arrêtés pendant et après la descente furent accusés « d'être membres d'une organisation vouée à la commission de crimes ». Mais quels crimes ? Bien que la loi néerlandaise stipule que la diffusion illégale est une infraction, celle-ci n'entraîne qu'une simple amende dans la plupart des cas. Malgré cela, la police soutenait que « cette bande d'anarchistes » s'était transformée en une « organisation d'envergure ». Anarchistes ? Organisation ?

Dix jours plus tard, les accusations étaient abandonnées et les membres de l'équipe emprisonnés étaient relâchés.

Entre-temps, plusieurs événements importants avaient été organisés dans tout Amsterdam au profit de Radio 100. Plus de

deux mille personnes y avaient participé. Les partis de gauche locaux, nationaux et européens avaient protesté contre la descente de police. Des centaines d'auditeurs avaient soutenu la station par leurs dons. Un communiqué de Radio 100 résumait ainsi la situation :

« Ce silence assourdissant exige un son nouveau. L'appel à la libération sociale des ondes résonne dans l'univers local. Ils ne peuvent pas faire ça ! Les auditeurs, sidérés, tentent de syntoniser quelque chose, en proie à un véritable manque. Mais les membres et les fidèles de Radio 100 travaillent fébrilement. Des vagues d'énergie déferlent sur la ville. Des bicyclettes chargées de disques compacts affluent. Le compte en banque de la station grossit de minute en minute. Tout le monde met la main à la pâte. Les membres de Radio 100 sont de retour au travail. »

Effectivement, quatre semaines après la descente, Radio 100 recommençait à émettre. Comme si rien ne s'était passé.

LA VOIX DU MOUVEMENT DES SQUATTERS

Radio 100 est un peu un anachronisme. Entre 1979 et 1985, il existait en effet à Amsterdam des dizaines de station FM pirates. L'objectif de la plupart d'entre elles étant d'ordre commercial, elles diffusaient de la musique populaire et beaucoup de publicité. Mais, dès 1983, les autorités ont commencé à se soucier de ces stations illégales. Un an plus tard, la plupart d'entre elles avaient fermé leurs portes. En 1985, il ne restait qu'une seule survivante : Radio 100. Certaines anciennes stations pirates avaient réussi à obtenir des licences leur permettant de diffuser conformément aux conditions fixées par le gouvernement, mais Radio 100 avait refusé toute licence. Réclamant son droit à la liberté d'expression, elle avait refusé de se plier aux règles devant accompagner la légalisation. Aujourd'hui, Radio 100 est la seule station pirate d'Amsterdam assurant une diffusion quotidienne régulière.

Les origines de la station remontent à la tumultueuse année 1980. Le mouvement des squatters d'Amsterdam commençait alors à se structurer et à se rebeller contre les expulsions. La pénurie de logements, fruit de la spéculation, et le chômage avaient forcé des milliers de jeunes gens à s'installer illégalement dans des immeubles abandonnés, ce qui avait entraîné de nombreux affrontements violents entre policiers et squatters. A l'époque, la station était d'abord un moyen d'action. Voix du mouvement des

squatters, elle attaquait les politiques de logement du gouvernement local et mobilisait les tranches militantes de la population de la ville. Au cours des émeutes, elle diffusait de l'information sur les mouvements des forces policières et indiquait aux manifestants comment éviter les barrages routiers et les arrestations.

Au cours des années qui suivirent, la situation s'apaisa, en partie grâce aux efforts accomplis par la municipalité pour légaliser l'occupation des immeubles par les squatters. Parallèlement, le ton de la station se fit moins dur. Radio 100 commença à mettre davantage l'accent sur la vie musicale et culturelle. On assista également, au sein de la station, à un réexamen des possibilités offertes par la radio. Pourquoi seul un petit groupe de personnes aurait-il le pouvoir d'exploiter cette station ? Comment faire participer les auditeurs aux émissions voire même à leur production autrement que par téléphone ? C'est à ce moment que jaillit l'idée d'un café des amateurs de radio.

De 1982 à 1987, Ingrid a été membre de l'équipe de Radio 100.

Elle se souvient :

« A la fin de 1984, nous en sommes venus à nous demander à quoi cela servait de continuer comme nous le faisons. D'une part, nous ne voulions pas être légalisés. D'autre part, nous étions la dernière radio pirate active et savions que, pour survivre, nous devons gagner la sympathie et l'appui d'un large auditoire. Bref, le dilemme classique : notre illégalité nous forçait à fonctionner plus ou moins secrètement, rendant ainsi difficile pour nous l'établissement de véritables contacts avec les auditeurs ou avec les organismes sociaux et culturels n'appartenant pas au mouvement des squatters. C'est alors que nous avons eu cette idée d'un café de la radio, d'un endroit situé à proximité de notre studio de radiodiffusion. Là, les gens pourraient nous rencontrer en toute légalité. Le café de la radio serait un peu la "porte ouverte sur notre radio illégale". Nous étions déterminés à rendre notre station "visible", à échapper à l'obligation de demeurer dans l'anonymat. "Radio libre" était alors notre mot d'ordre. Amener les autres, les auditeurs, à participer à la radio. Nous en avons assez de nous cacher. Nous voulions que la radio en vienne à faire partie du quotidien du plus grand nombre possible de personnes !

« Nous avons finalement déniché cette vieille école, près de notre studio. Les squatters qui l'occupaient acceptèrent notre proposition de transformer deux immenses classes du rez-de-chaussée en un café de la radio. Nous nous sommes mis au travail. Nous n'avions pas d'argent, mais les auditeurs et les donateurs nous ont

fourni la plupart des choses dont nous avons besoin. Nous avons construit une espèce de gros mur de verre entre les deux pièces, créant un côté bar et un côté studio. Notre objectif : que les gens puissent "voir" la radio en train de se faire. Après avoir sué sang et eau pendant deux mois, nous avons finalement ouvert "notre Marconi". Pour l'occasion, nous avons organisé une sorte de conférence de presse pendant laquelle nous avons révélé à la presse l'emplacement de notre antenne de diffusion. »

Je m'en souviens. En fouillant dans mes archives, je tombe sur le communiqué de presse du 9 juin 1985 :

« En ce qui nous concerne, nous en avons assez de l'illégalité dans laquelle on nous enferme, ainsi que de l'anonymat forcé qui l'accompagne. Nous exigeons le droit à la libre communication ! Nous entendons désormais agir comme une radio ouverte. Tous ont droit de connaître notre position. Que signifie pour nous la radio libre ?

— La possibilité pour chaque auditeur de participer activement à la vie de la radio.

— Un endroit public, accessible à tous, comportant des installations de radiodiffusion : le café de la radio.

— La possibilité pour des personnes, des groupes et des organisations de s'exprimer et de se faire connaître par l'intermédiaire des ondes.

— L'absence de structures hiérarchiques à l'intérieur de la station. Chaque membre dispose d'une voix égale en ce qui concerne toutes les questions touchant la radio. Les assemblées générales sont publiques.

« (...) Nous demandons l'octroi d'une fréquence sur laquelle nous pouvons diffuser sans être inquiétés. Nous entendons commencer à diffuser, que cette demande soit acceptée ou non. »

Toute une déclaration pour une simple radio pirate...

Ingrid :

« Pas une radio pirate ordinaire. Nous sommes une radio libre : non commerciale, démocratique, progressiste... En fait, nous nous sentions investis d'un droit. Tout ce que nous demandions, c'était une fréquence ! Nous ne voulions pas devenir une station professionnelle ou commerciale ! Juste une radio faite pour et par ses auditeurs ! Nous voulions conquérir un vaste auditoire appartenant aux diverses communautés de la ville. Nous voulions créer un véritable mélange des cultures, dont Radio 100 serait le catalyseur. Mais pas question de nous mettre à genoux pour obtenir la per-

mission ! Si cela ne pouvait se faire légalement, tant pis : nous continuerions d'agir dans l'illégalité. »

Depuis, Radio 100 a réussi à devenir cet étrange mélange de groupes et de cultures. A son écoute, on peut tomber sur une émission indienne, suivie d'une heure de musique punk, de deux heures de musique africaine et d'une émission de théâtre. Qui plus est, Radio 100 s'en tient fermement à ce concept. On peut, entre autres, lire ce qui suit dans un communiqué publié après la descente de 1991 :

« Nous sommes aujourd'hui plus vivants que jamais. Nous ne sommes pas des criminels, mais une organisation criminelle fondée sur l'insatisfaction. Les conquérants des tympans, l'onde de choc des ondes. Nous ne refusons rien et diffusons tout. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent plaire à tout prix. Pourtant, notre message passe. Nous sommes toujours les guerriers des ondes ; l'autre offensive commence. Nous participons à la conspiration des révolutionnaires de palais, des Indiens Blackfoot d'Amérique du Nord, des vendeurs de journaux, des tenanciers de bar, des fraudeurs fiscaux, du prince Willem Alexander, des cavaliers noirs, des punks cybernétiques, des femmes au foyer, des trafiquants de drogue, des superhéros, des fous d'informatique, des jongleurs, des déserteurs, des aventuriers politiques et de tant d'autres marginaux de génie. Radio 100 a une solide longueur d'avance sur les idées et les techniques de 1992. Partout, les terribles échos de notre silence s'apprêtent à résonner. »

À L'ABRI DES PRESSIONS COMMERCIALES ET POLITIQUES

On reconnaît bien là Radio 100. Je ne crois pas que le qualificatif de « radio communautaire » convienne vraiment à ce type de radio. Les personnes qu'elle attire sont plutôt du genre à appartenir à des « mouvements » : parfois très concrets, comme l'était le mouvement des squatters, d'autres fois plus diffus, moins perceptibles, mais toujours présents sous la façade d'Amsterdam. L'expression « radio libre » convient mieux à Radio 100 : la station est en effet le reflet des membres de son équipe et de ses auditeurs. Elle est à l'abri des pressions commerciales ou politiques, concevant sa programmation comme elle l'entend. A Radio 100 règnent à la fois libre pensée et libre choix. La station est l'un des pivots autour desquels s'articulent les divers courants de la contre-culture d'Amsterdam.

Mais, au moment de l'ouverture du café de la radio, Ingrid entendait bien que la radio échappe à cet univers de la contre-culture et s'ouvre à un auditoire plus vaste :

« Certaines personnes et moi trouvions l'atmosphère de ce "milieu" étouffante. Nous ne reflétions pas suffisamment les points de vue, les événements étrangers à notre perception marginale. Je sentais vraiment que, pour parvenir à changer des choses au sein de Radio 100, nous devions élargir nos horizons. C'était, je le croyais, ce à quoi pouvait servir le Marconi. Pourtant, nous ne sommes jamais parvenus à atteindre cet objectif. Au début, nous avons tenté de créer dans le café une atmosphère "neutre", d'attirer les gens ordinaires et non seulement les activistes, les squatters et les punks. Mais il est vite devenu clair que le Marconi attirait particulièrement les marginaux. Peut-être parce que nos prix étaient très bas... Parfois, l'endroit avait carrément l'air d'un zoo humain. On y trouvait des clochards alcooliques, des excentriques, quelques touristes et quelques membres de l'équipe. Bref, une foule pas toujours très stimulante, même si l'on s'amusait bien parfois. Plus tard, j'ai compris qu'un bon nombre souhaitaient que les choses restent ainsi. Ils estimaient que le Marconi devait être un endroit pour les personnes comme nous. Rien de plus facile : il suffisait de faire tourner sans arrêt de la musique punk à tue-tête ! Selon moi, l'expérience fut un échec, même si ce genre d'endroit peut présenter une certaine utilité pour une catégorie particulière de personnes. »

Quelque peu déçue, Ingrid quitta la station en 1987 et commença à travailler comme journaliste pour la radio locale et régionale légale.

Rob entra à Radio 100 à peu près au moment du départ d'Ingrid. Il n'est pas d'accord avec l'opinion de celle-ci concernant l'évolution du café de la radio :

« Je crois que le Marconi est devenu l'un des lieux de rencontre des marginaux d'Amsterdam. Regardez qui s'y trouve. Ces types, là-bas, sont des Marocains. Ils viennent ici boire du thé presque tous les jours. Cet autre groupe est de Radio Scorpion en Belgique. Ils nous rendent visite. Ceux-là, accoudés au bar, vous les connaissez : ce sont des membres de l'équipe de Radio 100. Il y a des gens qui vivent carrément ici. Dehors, au soleil, la bande habituelle d'acrobates et de clowns. Ils s'entraînent dans le vieux gymnase de l'école. Une foule relativement internationale, non ? Selon moi, le Marconi est important pour Radio 100. C'est en effet le seul

endroit où les membres de l'équipe peuvent se rencontrer. Notre studio est situé dans un autre immeuble et il est trop petit. Heureusement, le café n'est qu'à quelques pas de la station. La plupart des membres de Radio 100 viennent donc ici avant ou après leur émission, histoire de parler ou de rire un peu. Le Marconi sert aussi à la tenue de nos assemblées générales, chaque mardi soir. Tous les membres de Radio 100 peuvent y assister, sans obligation de leur part. La plupart du temps, une vingtaine de nos cent collaborateurs s'y présentent. Cependant, à la suite d'événements extraordinaires comme la descente de police, tout le monde assiste à l'assemblée. Parfois, c'est tout un spectacle ! Au cours des assemblées ordinaires, nous discutons des affaires courantes de la station, des difficultés techniques, de la situation financière, de la programmation, etc. Nous travaillons aussi à des projets destinés à être réalisés à court terme. Nous pouvons ainsi organiser un événement au profit de la station, préparer une diffusion en direct à partir d'un autre endroit de la ville ou étudier les possibilités de collaboration avec les groupes vidéo et informatiques. Il arrive que nous ayons des idées complètement folles ! Ceux et celles qui ont des idées de nouvelles émissions peuvent aussi en faire part au cours de l'assemblée. En général, si les idées ou les concepts sont originaux, une période d'essai d'un mois est accordée et l'émission peut débiter sans tarder.

Enfin et surtout, le Marconi constitue une source de revenus pour la station. Bien sûr, il ne génère pas d'énormes bénéfices : les prix sont en effet très bas et le personnel du café est constitué de bénévoles... Certains oublient de faire payer les clients, d'autres se trompent en comptant la monnaie ou servent de trop grosses portions. Parfois même, l'argent s'évanouit, purement et simplement. Mais nous réussissons toujours à verser un peu d'argent à la station ! Vous savez, quand j'ai appris la nouvelle de la descente au café et à la station, j'ai d'abord cru que c'était la fin. Aujourd'hui, je crois plutôt que cette descente nous a donné un nouveau souffle. Nous en étions venus à travailler un peu trop en automates. Maintenant que nous avons pu voir, encore une fois, combien de personnes étaient prêtes à nous appuyer dans les moments difficiles, combien d'énergie nous pouvions déployer en peu de temps et combien de gens nous pouvions mobiliser, je crois que nous sommes prêts pour une autre décennie ! »

5. Radio Candip : une raison d'espérer

Pascal Berqué

« Le 1^{er} mars 1992 Radio Candip aura 15 ans. Nous ne voulons pas laisser passer ce jour d'une manière inaperçue. La radio veut le fêter avec tous ses auditeurs. Pas une fête exubérante, mais une réflexion sur la vie et la survie de la radio. Nous vous proposons ce jour-là une campagne sur la participation à la radio. La participation est un mot clé pour Radio Candip. La participation des auditeurs, sous toutes ses formes, est la nourriture de la radio. Elle se réalise par le courrier et les cassettes. C'est en participant que la population devient effectivement propriétaire de sa radio et en fait un instrument de progrès¹. » Après quatre années de silence, *Inforadio*, le bulletin de Radio Candip, reprend du service pour témoigner de la longévité de la station. Quinze ans déjà que Radio Candip propose, loin de toute agitation médiatique, ses programmes et informations au service des populations rurales. A l'heure des radios locales et régionales, il convient de se pencher sur un des rares modèles africains favorisant une approche participative par l'intermédiaire de la radio.

Le Candip est un Centre d'animation et de diffusion pédagogique créé au sein de l'isp, l'Institut supérieur pédagogique, de Bunia, ville du nord-est du Zaïre, l'une des régions les plus peuplées. Suite aux émissions de radio scolaire diffusées de 1969 à

1. *Inforadio*, bulletin de Radio Candip, janvier 1992.

1972 par l'inspection scolaire du diocèse de Bunia, le Candip est autorisé en 1976 à s'équiper d'un émetteur radio. Rapidement, le cadre des émissions éducatives va s'élargir à l'animation socioculturelle en direction des populations de la région. Ce glissement progressif vers le social et la participation des populations ne se fera pas sans remarques et avertissements des autorités, mais l'intérêt populaire est tel qu'il est impossible de freiner la diffusion de cet outil de communication privilégié.

L'objectif de la radio est de contribuer au développement économique, social et humain des populations rurales. On espère notamment les inciter à participer pleinement aux émissions afin de transformer leur écoute passive en dialogue et échange. Radio Candip réussit à vivre en marge du monopole de l'Office zaïrois de radiodiffusion et de télévision (OZRT) grâce à la couverture pédagogique de l'ISP. Mais l'OZRT, dont la station régionale de Radio Bukavu est difficilement audible à Bunia et aux alentours, est également intéressée à la survie de Radio Candip parce qu'elle diffuse quotidiennement deux de ses bulletins nationaux d'information.

Radio Candip connaît un rapide succès en diffusant des émissions variées en huit langues nationales et locales. La radio devient le seul moyen d'information des populations de la région de l'Ituri, l'une des plus peuplées du Zaïre. Cette radio au ton différent bénéficie jusqu'en 1990 de l'appui technique et humain de la coopération belge, tout en étant intégralement zaïroise depuis 1987. Cette année-là se conjuguent une réduction du personnel, qui passe de soixante à moins de quarante personnes (avec l'imprimerie), et une reprise en main « politique ». On cherche à réaffirmer le caractère scolaire de Radio Candip au détriment de ses objectifs de développement. La participation des populations n'est pas toujours pleinement appréciée par les autorités en place. Radio Candip voit son autonomie se réduire. Après les succès de la période 1984-1986, 1987-1990 est durement vécue. Mais en 1992, deux ans après l'arrivée d'une nouvelle équipe, on est en droit d'être à nouveau optimiste.

La spécificité de Radio Candip tient à sa volonté « d'expérimenter, et de créer en expérimentant, une radio qui s'adresse à la population rurale et qui soit au service de cette population ». En fait, la radio est conçue comme un instrument supplémentaire aux mains de la population afin de l'appuyer dans son développement économique, humain et social. Miroir de la vie rurale, la radio diffuse l'expérience des uns pour que les autres en profitent. Cette

participation des auditeurs n'est pas restée un concept vide de sens. Bien au contraire elle s'est concrétisée par les radio-clubs, les mini-studios et les centres d'alphabétisation.

DES RADIO-CLUBS TRÈS POPULAIRES

Très rapidement, les responsables de Radio Candip ont favorisé la mise en place de radio-clubs au sein des villages de la région. Un radio-club est un groupe de personnes qui se réunissent pour écouter ensemble la radio, pour discuter du contenu des émissions et pour passer à l'action. Les radio-clubs naissent souvent là où l'on a connu d'anciens mouvements sociaux ou de jeunesse. Néanmoins, Candip insiste sur la nécessité d'une présence diversifiée des différents acteurs sociaux, des organismes de développement et des autorités locales.

Les radio-clubs envoient à la radio des rapports d'écoute, des témoignages d'auditeurs et des questions. En février 1987, Radio Candip regroupait 749 radio-clubs pour six groupes linguistiques : nandé, lendu, alur, swahili, lugbara et lingala.

L'écoute dans les radio-clubs est active. On y compare le message de la radio avec la situation du village, ce qui permet de déterminer les besoins et les projets en respectant le principe de l'autosuffisance. De multiples réalisations ont vu le jour : aménagement de sources d'eau potable, développement des arbres fruitiers et du maraîchage, construction de dispensaires. Les témoignages radiodiffusés sont autant d'expériences à partager qui servent aux uns et aux autres. Au cours de leurs tournées, les animateurs vérifient les réalisations et peuvent apprécier l'évolution des comportements au contact de la radio. Mais il est impossible de rendre visite à tous les radio-clubs. Lors de sa meilleure période, le Candip rencontrait en moyenne, chaque année, cent vingt-cinq radio-clubs.

Ces radio-clubs connaissent des hauts et des bas où alternent activité intense et crises. Parmi les principaux facteurs d'échec on mentionne la méfiance ou l'hostilité des autorités locales, le manque de réalisme dans l'élaboration des projets, la mutation du responsable, le manque de suivi des réalisations et tout simplement la jalousie entre membres.

Au bout du compte les radio-clubs dynamisent les relations entre Candip et son auditoire en prolongeant le message social de la radio, mais il leur manque ce qui est propre à la radio : la parole et, plus exactement, le témoignage radiophonique.

LES MINI-STUDIOS OU LA RADIO À L'ÉCOUTE DE SES AUDITEURS

En 1983, des mini-studios sont implantés afin de renforcer, par des enregistrements sonores, la participation de la population à la radio. Un mini-studio est « un radio-club qui marche très bien et qui, par sa position géographique centrale par rapport aux autres radio-clubs, dispose d'un magnétophone à cassette avec lequel ses membres enregistrent des éléments sonores expédiés à Bunia pour enrichir les émissions participatives² ».

Dans un pays de tradition orale, il est important que la population, essentiellement analphabète, puisse parler directement et à sa manière à la radio. Les idées, les émotions et les sentiments sont mieux exprimés par la voix que par le texte lu d'une lettre d'auditeur à laquelle il manquera le rythme et l'intonation.

L'installation d'un mini-studio ne s'effectue qu'en fonction de conditions précises. Le radio-club doit notamment avoir fait ses preuves durant plusieurs années par des réalisations pour le développement et par un courrier régulier. En outre il doit fournir les piles et s'engager à envoyer un minimum de cassettes par an. Chaque mini-studio équipé d'un magnétophone à cassette par Candip se trouve confronté à de nouvelles questions. Enregistrer qui, quoi, comment ?

Le mini-studio renforce la radio, véritable outil de dialogue entre autorités et villageois. Les témoignages qu'il recueille sont une source d'information renouvelée sur la vie quotidienne des villages. De nombreux témoignages écrits gagneraient à être confiés au micro. Ainsi un médecin traditionnel, à partir du cas d'un enfant malade, indique comment il doit combattre des croyances et coutumes afin de faire progresser la santé. Une mère explique comment elle a guéri son fils de la maladie du kwashiorkor³ en utilisant du soja. Elle raconte son expérience au micro du mini-studio comme elle le ferait à ses amies, en employant les mêmes mots et détails.

La radio permet de mettre l'expérience des uns au service des autres. Elle est difficilement faite pour les théories, les généralités et les abstractions. Un exemple vécu touche les auditeurs et porte à

2. Jan Pickery, *Dix ans de Radio Candip au service des populations rurales (1977-1987)*, manuscrit non publié, 1987.

3. Maladie due à une consommation insuffisante de protéines et de calories. Elle aboutit à une malnutrition protéino-calorique et reste presque toujours l'apanage des enfants.

l'imitation et à l'action. Pour cela il faut être au plus près du terrain, comme le sont les mini-studios.

Les cassettes qu'ils adressent à Radio Candip comportent différents styles d'enregistrements. Le débat-palabre organise des débats suivant la méthode « voir-juger-agir » à propos des problèmes prioritaires du village. Les interventions principales sont envoyées à Candip qui en fait un montage tout en complétant le sujet. Les mini-studios répondent également régulièrement à des questions d'enquêtes de Candip. En outre, chaque année, la radio définit soixante sujets d'émission dans le cadre des programmes Développement et Femme-famille. Les thèmes sont fort variés : soja, arbres fruitiers, tribalisme, érosion, nutrition, femme et commerce, allaitement, hygiène des enfants, revenus de la famille... Les mini-studios sont conviés à en choisir un qui les concerne et à envoyer leurs points de vue et commentaires. Autre occasion d'enregistrement : l'actualité villageoise à travers ses événements marquants.

Ces différentes interventions ne doivent pas s'appuyer que sur les interviews, commentaires et reportages. Il est essentiel pour les mini-studios de mettre en valeur les contes, chants, devinettes et sketches qui se prêtent si bien à l'art radiophonique. Chaque groupe linguistique de la radio dispose hebdomadairement de cinq émissions de trente minutes alimentées, en partie ou totalement, par les courriers des radio-clubs et les enregistrements des mini-studios.

En 1991, il existait au total 148 mini-studios se répartissant en 62 mini-studios scolaires, déposés dans les écoles, et 86 mini-studios dénommés socioculturels créés au sein des radio-clubs villageois. Après trois années de crise, les mini-studios socioculturels reprennent leurs envois de cassettes. 138 ont été envoyées à Radio Candip en 1991 contre 78 en 1990. Mais 40 % de ces mini-studios n'ont rien envoyé en 1991. Les raisons de cette faible production sont multiples : coût des piles, pannes des enregistreurs, manque de cassettes, vols, lenteurs de l'acheminement... Toutefois, une reprise est perceptible grâce, notamment, à une nouvelle équipe dirigeante. En 1992, les mini-studios les plus persévérants expérimentent des systèmes de piles rechargeables par l'énergie solaire.

Tout compte fait, les mini-studios existants permettent d'atteindre 90 % des radio-clubs. Ainsi les 9 mini-studios kinanda sont en contact avec 264 radio-clubs sur 299 et les 8 mini-studios lingala touchent la totalité des 32 radio-clubs de leur région linguis-

tique. Depuis 1986, Candip organise tous les deux ans une session de formation et d'évaluation pour les responsables des mini-studios.

Au micro des mini-studios, la population s'exprime d'une manière authentique, selon ses traditions et coutumes, selon sa propre culture et dans sa langue. Elle s'ouvre également à des horizons plus larges par les questions et échanges qu'elle provoque. Pour un radio-club, devenir un mini-studio est une consécration.

DES CENTRES D'ALPHABÉTISATION « CONSCIENTISANTE »

Vers 1984, des radio-clubs créent des centres d'alphabétisation et font appel à Radio Candip pour les appuyer. En 1992 près de trois cents centres fonctionnent et permettent à l'équipe de la radio d'être en contact avec environ douze mille personnes. Dans ces centres on apprend bien évidemment à lire, écrire et compter. Mais on en profite également pour acquérir des connaissances dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de la démocratie. L'alphabétisation technique et fonctionnelle ménage de cette manière une place à l'« alphabétisation conscientisante ». Les membres de chaque centre d'alphabétisation réfléchissent aux conditions de vie et à la crise économique et morale du Zaïre. Des brochures reprennent les thèmes d'étude et de débat dans le cadre de la post-alphabétisation. Ces centres, qui correspondent pour la plupart à des radio-clubs et à certains mini-studios, sont soutenus par des organisations non gouvernementales (ONG), ils forment un nouveau lien avec Radio Candip.

Ils permettent, de nouveau, d'organiser régulièrement les sessions de formation des mini-studios. Radio Candip garde de cette manière un contact suivi avec ses auditeurs actifs mais confrontés à une pauvreté croissante. Comme le souligne le père Pickery, responsable à Radio Candip des relations avec les ONG, la dégradation de la situation est telle qu'« elle conduit plusieurs personnes à vendre les cassettes et les récepteurs radio afin d'acheter des médicaments pour les enfants ». Alors que, en 1984-1986, Radio Candip est à son optimum, on arrête la distribution des postes radio auprès des radio-clubs. En 1992 Il faut la reprendre. Trois cents transistors seront répartis à la fin de l'année entre les mini-studios et les centres d'alphabétisation. Mais il reste à lutter contre les vols des cassettes produites par les mini-studios ruraux lors de leur acheminement vers Bunia. Ces disparitions se font au détriment de l'information populaire.

ÉMETTRE AU MILIEU DE LA TOURMENTE ÉCONOMIQUE

Après quinze années d'existence Radio Candip émet encore malgré les tourmentes de la vie économique zaïroise et l'arrêt de la coopération belge. L'Institut supérieur pédagogique (ISP) de Bunia, dont elle dépend, a connu une année scolaire blanche (1991-1992) avec des grèves et un absentéisme général, sauf pour le personnel de la radio qui s'est acquitté de sa tâche. Le courrier ne fonctionne quasiment plus. Quant aux routes, elles sont mauvaises. En outre, Radio Candip ne dispose d'aucun budget d'activité. L'État zaïrois ne rémunère que les salaires du personnel, confronté en 1992 à une inflation de 4 333 %. L'isolement accentue les difficultés de la gestion quotidienne. Comment obtenir des fongibles, des pièces de rechange, de la documentation quand rien ne fonctionne réellement dans le pays ? Néanmoins cette radio au service de la population poursuit son action et propose plus de soixante-quinze heures d'émissions hebdomadaires en huit langues. Quelles leçons en retirer ?

L'autofinancement intégral de la radio est impossible. Radio Candip recueille environ un huitième de ses revenus par l'intermédiaire des communiqués et annonces payantes et les salaires des personnels sont pris en charge par l'État zaïrois. Dès lors les budgets d'activité sont obtenus par l'appui des ONG et des organismes internationaux, à l'exemple de la collaboration suivie durant plusieurs années avec un projet agricole régional de la Banque mondiale.

A présent Radio Candip fonctionne essentiellement grâce à l'appui d'ONG, notamment catholiques. Enthousiastes pour le travail social réalisé par Radio Candip, riche de ses quinze années d'expérience pédagogique, administrative, technique et participative, ces ONG soutiennent l'action de la radio. Par ce biais, elles contribuent au fonctionnement de Radio Candip en bandes magnétiques, véhicule, essence et primes diverses qui permettent de maintenir les salaires des animateurs et techniciens au minimum vital. Mais il ne faut pas se le cacher, le découragement est souvent présent. Il est difficile d'exiger un engagement total pour un travail qui ne procure qu'un salaire de misère.

Le fil qui relie Radio Candip au monde est ténu mais il existe, et le virus de la radio, seul moyen d'information des populations rurales, est vivace. Mais la radio n'est qu'un moyen et non une fin en soi. Moyen au service du développement humain et social.

Comme le souligne le père Pickery : « On travaille pour le développement avec ceux qui le veulent et le jour où il n'y aura plus besoin de radio nous arrêterons. » Rendez-vous au *xxi^e* siècle !

PLUS LOIN QUE NOTRE PETIT VILLAGE...

Lors de son séjour annuel en Belgique, le père Pickery, seul expatrié encore présent, mobilise les ONG dont l'appui est essentiel alors que le Zaïre est coupé de la coopération internationale. Mais cette aide ne pourra se poursuivre que si l'indépendance financière de Radio Candip est assurée. Pour cela il est envisagé de créer une association locale de soutien à la radio, association destinée à recevoir les fonds des ONG. C'est seulement à cette condition que l'on pourra continuer les émissions et surtout renouveler les émetteurs qui accusent fortement le poids des années et de multiples réparations. Il le faut pour des auditeurs qui tiennent à leur radio, comme en témoignait un ancien il y a quelques années : « Dans le temps, nous pensions que nous vivions dans une situation inchangeable. (...) Grâce à la radio, nous avons constaté que ce n'est pas le cas. Qui aurait cru, il y a une dizaine d'années, qu'une personne âgée pouvait apprendre à lire et à écrire ? La radio nous a fait voir et comprendre ce qui se passe chez les voisins, ailleurs dans le pays et dans le monde, plus loin que notre petit village. Nous comprenons que beaucoup de choses peuvent et doivent changer chez nous, et que nous pouvons le faire en comptant sur nos propres forces. Avant, nous n'avions pas l'intention de nous exprimer. A présent nous avons appris à parler, à dire ce que nous pensons. La radio nous a mis sur cette nouvelle route en demandant notre participation aux émissions dans notre langue. »

DEUXIÈME PARTIE

Les conflits

En période de conflits sociaux, les organismes qui revendiquent des changements voient leur accès aux médias restreint. La censure imposée par le gouvernement, les menaces exercées par celui-ci, les assassinats de journalistes auxquels on assiste parfois et l'hostilité des médias eux-mêmes face au changement favorisent ensemble le musellement des voix discordantes qui pourraient s'élever au sein de l'opinion publique.

La radio constitue un moyen de contourner ce blocus de l'information. En effet, elle permet d'atteindre un grand nombre de gens à peu de frais et est donc à la portée des mouvements sociaux. Très souple, la radio est également en mesure de franchir les frontières sociales, physiques et politiques plus facilement que les autres médias.

Elle permet, entre autres, de transcender plus facilement les classes sociales, étant accessible aux gens quel que soit leur degré d'instruction, qu'ils sachent lire ou non. Cette propriété de la radio revêt une importance particulière dans des contextes comme ceux qui prévalent dans les villes américaines et en Haïti.

De plus, les ondes permettent d'assurer une communication instantanée malgré les distances. Comme elles ignorent les frontières politiques, elles échappent à la férule des gouvernements.

Cette deuxième partie se penche sur la manière dont cinq mouvements sociaux engagés dans des conflits variés ont su utiliser la radio pour promouvoir la cause qui leur tenait à cœur, qu'il s'agisse de libération nationale ou de droits des femmes.

1. La tenace fleur d'izote¹

José Ignacio López Vigil

Qui n'a pas entendu parler de Radio Venceremos, la voix officielle du FMLN, le Front Farabundo Martí de libération nationale ? Cette radio guérilla, dont le nom signifie « nous vaincrons », a fait front avec le peuple salvadorien, se faisant le porte-parole de sa lutte durant onze interminables années de guerre. Tout un record pour une radio pirate. Dans un pays aussi petit que le Salvador (21 000 km²) et face à une armée équipée par les États-Unis de l'armement le plus récent, le travail de résistance de Radio Venceremos peut, à juste titre, être qualifié d'exploit exceptionnel.

Dans son ouvrage intitulé *Les mille et une histoires de Radio Venceremos*², José Ignacio López Vigil raconte l'histoire des bénévoles de Radio Venceremos : les premières émissions diffusées depuis des bunkers sous une pluie de bombes de 250 kg, les enregistrements de reportages au front, les tours joués aux techniciens de radio américains et la descente de l'hélicoptère qui transportait Monterrosa, ce Rambo de l'armée salvadorienne qui emportait comme un trophée ce qu'il croyait être un émetteur de Venceremos, mais qui n'était en fait qu'un boîtier contenant huit bâtons de dynamite. L'ouvrage de Vigil contient en fait des douzaines d'anecdotes

1. *Izote* : nom espagnol de la fleur du yucca gloriosa. Fleur nationale du Salvador, elle est comestible et entre dans la préparation de nombreux plats traditionnels.

2. *Las mil y una historia de Radio Venceremos*, UCA Editores, San Salvador, 1991.

racontées par des gens de radio qui ont travaillé en tenant d'une main le microphone, de l'autre le fusil.

Le présent chapitre se compose d'extraits de ce livre. Son but : expliquer comment Radio Venceremos, dans un moment décisif, a réussi à forcer l'adversaire à négocier, menant ainsi à la récente signature des accords de paix. Fondé sur d'authentiques conversations avec des guérilleros du FMLN, le texte contient bien sûr quelques expressions colorées : ni les guérilleros ni les soldats ne se soucient des bons usages de la langue.

Le contenu du présent chapitre s'est révélé prophétique. En effet, le paragraphe final reproduit les propos d'un des fondateurs de Venceremos : rêveur, il évoque le jour où il pourra mener ouvertement des entrevues dans les quartiers ouvriers de la capitale. Or, depuis, il en a eu la possibilité. En effet, le 16 janvier 1992, à la suite de l'accord de paix intervenu entre le FMLN et le gouvernement de l'Arena³, les *compañeros* ont pu installer leur émetteur sur le toit de la cathédrale Métropolitaine de San Salvador. Santiago⁴, le légendaire animateur de radio de la guérilla, a ainsi pu réaliser une émission en direct de la place Cívica, au milieu des bruits de la foule innombrable célébrant la victoire du peuple. Les Salvadoriens avaient gagné la paix, et Venceremos était enfin devenue une radio légale, après tant d'années passées à diffuser son message de liberté depuis les montagnes du Morazán.

Manolo⁵ nous fait part des nouvelles :

— Les commandants du FMLN ont décidé de lancer une offensive, la plus importante de la guerre.

— Quand ?

— Bientôt.

Après presque dix ans de guerre, les raisons ne manquent pas de vouloir y mettre fin. Le pays est épuisé, en ruines. Le peuple veut la paix. Nous aussi. Nous ne voulons pas passer notre vie à jouer les guérilleros ou à vivre dans les collines. Le monde change et la solution des conflits passe de plus en plus par la négociation. Mais Duarte⁶ et, surtout, le haut commandement de l'armée

3. Arena : Alianza Republicana Nacionalista, le gouvernement de droite actuellement au pouvoir au Salvador.

4. Santiago : premier présentateur et fondateur de Radio Venceremos.

5. Manolo, en fait le capitaine Ramon Emilio Mena Sandoval, s'est joint aux guérilleros à la suite de la prise des baraquements de Santa Ana au cours de la première offensive majeure de la guérilla le 10 janvier 1981.

6. José Napoleón Duarte, démocrate-chrétien, ancien président du Salvador.

n'accepteront de négocier que si nous exerçons sur eux une pression militaire. C'est le seul langage qu'ils comprennent.

— Nous allons porter la guerre dans les villes, a poursuivi Manolo. Nous allons nous servir de toute l'expérience que nous avons acquise au fil des ans, de toutes les armes disponibles, de tous les hommes, de toute notre force. Tous ensemble, nous libérerons le Salvador. Ils devront comprendre ou périr.

C'était vers le mois de septembre 1988. Venceremos nous avait confié la tâche de mener une campagne destinée à préparer mentalement nos soldats à mener une offensive sans retraite. Nous avons donc formé une commission de propagande et commencé à nous creuser la cervelle pour trouver un slogan.

— « Pour la justice sociale et la démocratie, unissons-nous pour combattre les oppresseurs jusqu'à la victoire finale ! » a suggéré quelqu'un, dont je ne dévoilerai pas le nom.

— C'est trop long. Avant d'avoir fini de lancer ton slogan, tu recevras une bombe en pleine gueule.

— « Écrasons le fascisme criminel ! » a dit quelqu'un d'autre, dont je ne dévoilerai pas non plus le nom.

— Trop solennel.

— « Bâtissons la paix ! »

— Trop froid. Pensez au slogan des Nicaraguayens : « Tous dans la rue ! » Il leur ressemble. Essayons de trouver quelque chose qui ait une saveur salvadorienne.

— Salvadorienne ? a répondu Santiago, écoutez cela : « Foutons le doigt de l'unité au cul de l'ennemi ! » On ne peut pas trouver plus salvadorien que cela.

Cette blague nous a bien fait rire, mais nous n'avions toujours pas de slogan. Finalement, Maravilla a dit :

— Que dit un officier lorsqu'il donne l'ordre d'attaquer ?

— « Jusqu'au bout ! »

— Eh bien, c'est le meilleur slogan : « Jusqu'au bout ! »

— Est-ce que ça ne sonne pas trop militaire ?

— Pas tant que cela. En plus, c'est érotique, comme dans « Aller jusqu'au bout » !

— « Jusqu'au bout », et ensuite ?

— « Jusqu'au bout », un point c'est tout ! C'est clair, non ? Nous voulons mettre un point final à toute cette affaire.

L'amour et la guerre : c'était cela, « jusqu'au bout ! ». Les préparatifs ont commencé dans une atmosphère fiévreuse : entraînement des commandos urbains, formation de détachements insur-

rectionnels, concentration des opérations sur les divers fronts. A la station, nous attisons le feu.

— Quand ? voulions-nous savoir.

— Bientôt.

Tout était prêt : matériel, organisation et plan de l'offensive. Mais il fallait encore déterminer le moment propice, politiquement parlant. Nous allions frapper un grand coup : il fallait que la population sente que le FMLN avait épuisé tous les moyens pacifiques de convaincre le gouvernement.

A l'approche des élections, le haut commandement du FMLN, dans un geste aussi inattendu qu'audacieux, a fait savoir qu'il était prêt à présenter des candidats aux élections, pourvu qu'elles se déroulent honnêtement, qu'elles soient placées sous surveillance internationale et qu'elles n'aient pas lieu avant octobre afin de lui donner le temps de mener sa campagne dans les mêmes conditions que les autres partis politiques.

Cette proposition était d'une logique telle que même les Américains l'ont acceptée. Mais pas l'Arena. Après avoir d'abord hésité, Duarte refusa la proposition du FMLN en invoquant l'« ordre constitutionnel ». Devant cette attitude et étant donné le nombre de comédies électorales auxquelles on avait assisté par le passé, nous avons invité la population à s'abstenir de voter.

Répondant à notre appel, 62 % de la population s'est abstenue de voter aux élections du 19 mars. Mais, le système électoral ne tenant pas compte des abstentions, la présidence est allée à Alfredo Cristiani : candidat de l'Arena, il avait obtenu un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, soit 17 % des votes des Salvadoriens en âge de voter !

— Et l'offensive, c'est pour quand ? demandaient nos commandants.

— Alors, quand ?

A Radio Venceremos, nous continuions à réchauffer l'atmosphère, mais nous devenions impatients. Les commandants du FMLN ont alors pris une nouvelle initiative devant mener à un règlement pacifique :

— Cristiani ne dit-il pas que son gouvernement est démocratique ? Alors asseyons-nous et discutons.

Effectivement, en septembre, des discussions ont eu lieu à Mexico au cours d'une rencontre au sommet. Malheureusement, l'Arena y avait délégué une commission de second ordre, sans pouvoir décisionnel.

Seul résultat de cette rencontre : la décision d'en tenir une autre, cette fois en octobre, à San José, au Costa Rica. Or, cette rencontre s'est déroulée encore plus mal que la précédente. Cachés au premier étage de l'immeuble où avaient lieu les pourparlers, des officiers militaires jouaient les espions. La commission gouvernementale ne pouvait dire ou signer quoi que ce soit sans les consulter d'abord.

Quelques jours plus tard, une bombe a explosé au bâtiment de la Fenastras⁷, tuant Elizabeth Febe, leader de l'UNTS⁸, ainsi que dix autres dirigeants syndicaux. Les perquisitions et les emprisonnements se sont multipliés, et la répression paramilitaire du mouvement populaire s'est accentuée. Il était évident que Cristiani n'avait nullement l'intention de négocier.

— Ils nous ont dit : « Soyez prêts pour le 11 novembre. » Ces bâtards vont voir de quel bois le FMLN se chauffe !

L'offensive devait être lancée dans les cinq plus importantes villes du pays : San Salvador, Santa Ana, San Miguel, Zacatecoluca et Usulután. Une foule d'opérations militaires de moindre envergure devaient être menées contre d'autres cibles.

SOUS TERRE, TAPIS DERRIÈRE NOS MICROPHONES...

Pendant l'offensive, Radio Venceremos devait continuer à émettre clandestinement depuis le Morazán, à partir d'une station souterraine. Seul un petit nombre d'entre nous resteraient sur place, pratiquement sans protection. En effet, comme la guerre devait faire rage dans le Sud, personne ne se soucierait de nous, pas même les vautours.

Enfin, le 11 novembre est arrivé. Nous avons vérifié les connexions et inspecté pour la énième fois l'ensemble du système d'émission et audio, afin d'être absolument certains que tout irait bien. Le soleil s'est couché. Nous étions sous terre, tapis derrière nos microphones, éclairés par de petites ampoules. Toutes les radios militaires étaient allumés. Quelques minutes avant 20 heures, Atilio⁹ nous a appelés :

7. Fenastras : Federación Nacional Sindical de Trabajadores Salvadoreños (la Fédération nationale syndicale des travailleurs salvadoriens).

8. UNTS : Unión Nacional de Trabajadores Salvadoreños (l'Union nationale des travailleurs salvadoriens).

9. Atilio : commandant Joaquín Villalobos, secrétaire général du Partido de la Revolución Salvadoreña (le Parti révolutionnaire salvadorien).

— Ça y est, nous a-t-il dit. Plus question de revenir en arrière maintenant.

— Des ordres ? lui avons-nous demandé.

— Si vous savez prier, faites-le.

Ce qui s'est passé ensuite, il faut l'avoir vu pour le croire. Le samedi, 11 novembre, dans le district de Colonia Zacamil, on célébrait un mariage. La mariée était vêtue de blanc et le marié portait veston et cravate. Il y avait aussi le garçon et la demoiselle d'honneur, les invités, les musiciens. Bref, tout était normal, à une exception près : toutes les personnes présentes étaient en fait des commandos urbains. Les armes étaient cachées dans des paquets-cadeaux. Le mariage n'était qu'une mise en scène destinée à réunir tous ces gens, à distribuer les armes et à s'emparer d'un secteur de la ville.

Pendant ce temps, à Mejicanos, une joute de football se déroulait. Il y avait là les onze joueurs de chaque équipe, les arbitres, les spectateurs, les vendeuses de glace concassée, et l'autobus par lequel tout ce beau monde était venu et devait repartir. On était en fait en présence d'un mouvement de troupe déguisé, destiné à s'emparer de ce secteur.

A Colonia Metrópoli, il était 17 heures. Des couples commençaient à arriver à une maison. Des jeunes hommes et des jeunes femmes, bras dessus, bras dessous, riaient et s'écartaient pour laisser passer les voitures qui partaient et revenaient, remplies de fusils. Ces armes n'avaient pas encore été huilées : elles sortaient tout juste des endroits où on les cachait depuis des mois. Dans la maison, quarante-six jeunes gens de différents quartiers s'étaient rassemblés. Il y avait des étudiants, des membres de syndicats, toutes sortes de gens. Trois d'entre eux seulement avaient fait l'expérience du combat : les autres n'avaient jamais touché un pistolet de leur vie. Ils avaient été préparés à coups de séances de formation, d'émissions de radio et de dépliants mais ne s'étaient jamais battus à main armée. A 18 heures, on a commencé à leur distribuer les armes, leur indiquant sommairement comment s'en servir.

Un véhicule de la police nationale est arrivé et s'est garé face à la maison, de l'autre côté de la rue. Les policiers sont descendus, ont commencé à patrouiller la rue.

— La police ! s'est exclamé l'un des jeunes hommes. Quelqu'un nous a vendus, ou alors nous jouons vraiment de malchance.

Quand la police a frappé à la porte, le commandant Choco, en charge du groupe, est allé répondre avec le sourire.

— Bonsoir, a dit le policier.

— Bonsoir, a répondu Choco.

— Pardon, mon ami, pourriez-vous nous donner un peu d'eau ?

— Bien sûr, un instant.

A l'intérieur, dans la pièce voisine, quarante-six commandos urbains huilaient les fusils entassés. Un voisin avait-il remarqué quelque chose ? Y avait-il un informateur ? Contre toute attente, les policiers ont bu et sont sortis sans même jeter un œil autour d'eux. Peut-être soupçonnaient-ils quelque chose et ne voulaient-ils pas s'engager dans une bataille juste au moment où leur quart de travail allait prendre fin ?

A 20 heures, Choco a rassemblé tous les nouveaux combattants :

— C'est l'heure, les gars. Tous dans la rue !

La porte s'est ouverte et le groupe de guérilleros s'est précipité à l'extérieur pour s'emparer du secteur, chacun portant un fusil tout neuf. Ils allaient vers leur premier affrontement avec les policiers ; le camion était toujours garé à quelques pâtés de maisons.

C'est à ce moment que tout s'est déchaîné, que le plus important affrontement en dix ans de guerre a commencé. Des milliers d'hommes et de femmes ont envahi les rues de San Salvador. Ils ont ouvert le feu dans les quartiers nord, ont creusé des tranchées, construit des barricades et complètement déconcerté l'armée qui, sentant que quelque chose allait se produire, avait préparé à Guazapa une importante opération destinée à empêcher nos troupes de pénétrer dans la ville.

Mais nous étions déjà à l'intérieur. Le FMLN livrait bataille à Colonia Zacamil, Mejicanos, Ciudad Delgado, Cuscatancingo, Soyapango et Ayutuxtepeque. Les guérilleros attaquaient la capitale du pays !

A San Salvador, l'offensive a commencé par l'attaque simultanée de cinquante positions ennemies, incluant le quartier général de l'armée et même la résidence de Cristiani. Pourtant, Radio Venceremos demeurait à peu près muette. Nous nous sommes contentés de déclarer que nous avions été informés de « quelques attaques », ici et là. Nous ne voulions pas mettre le feu aux poudres, utiliser le mot « offensive » avant de connaître l'évolution de la situation. Ainsi, si quelque chose tournait mal et qu'on réussissait à expulser nos troupes de San Salvador la nuit même, la déception serait moins grande.

Mais d'autres stations s'agitaient. A 20 h 15, Radio KF a sonné l'alarme :

« Édition spéciale ! D'importants combats se déroulent dans la partie nord de la capitale. Pratiquement tous les quartiers ouvriers sont le théâtre d'une des plus violentes offensives du FMLN à ce jour... Nous avons également reçu des informations de Zacatecoluca, où les guérilleros ont aussi frappé... »

Le haut commandement des forces armées ne croyait pas non plus qu'il ne s'agissait que de petites escarmouches. Exactement deux heures après le début de l'attaque, Ponce¹⁰ a décrété publiquement l'état de siège et a établi un réseau d'urgence national de radio et de télévision.

Le dimanche 12 novembre à 6 heures, nous avons commencé à diffuser comme le soir précédent, en demeurant très discrets. Peu de temps après, Atilio nous a donné le feu vert :

— Les carottes sont cuites, a-t-il dit. Commencez à utiliser le mot « offensive ».

Tout le monde parlait maintenant de la « grande offensive du FMLN ». Jusque-là, les guérilleros avaient toujours attaqué pendant la nuit et s'étaient retirés avant l'aube, mais cette fois, c'était différent : le soleil était haut dans le ciel et, pourtant, les nôtres étaient toujours là, dans les rues de San Salvador, de Zacatecoluca, d'Usulután, du centre de San Miguel...

Les commandos urbains qui avaient ouvert le feu à l'intérieur des villes avaient maintenant été rejoints par la vraie force militaire du FMLN : les colonnes de paysans qui avaient profité du désordre qui s'était instauré dans l'armée pour pénétrer dans les villes. Les combats faisaient rage à travers tout le pays. C'est alors que Venceremos a ouvert les vannes.

Nous disposions de trois emplacements dotés de tout le matériel radio nécessaire pour recevoir sans délai des renseignements militaires de tous nos postes de commandement. Facundo, Carmelo et Dimas nous tenaient au courant des événements. De tous les coins du pays, des douzaines de techniciens de radio nous informaient du déroulement des combats à l'aide de radios mobiles, les fameuses Spilsbury. Ils transmettaient leurs signaux à l'un de nos trois emplacements de réception, suffisamment éloignés les uns des autres pour éviter le brouillage. Il y avait un technicien à chaque emplacement. Près de lui, un messenger, un garçon avec des ailes aux pieds.

10. Colonel René Emilio Ponce, chef de l'état-major.

Devant les techniciens, des papiers prêts à être remplis, posés sur des carbones. Chaque nouvelle était consignée en trois exemplaires. Dès qu'une information radio lui parvenait, le technicien l'écrivait le plus rapidement possible, conservait un exemplaire et remettait les deux autres au messenger.

Puis le garçon, comme une fusée, s'élançait vers le studio souterrain. Avant de sauter dans le trou, il remettait un exemplaire de la nouvelle à la fille assise à l'entrée, qui classait les rapports dans quatorze chemises, une pour chaque province du Salvador. A bout de souffle, le garçon atteignait enfin le fond de l'abri, d'où nous diffusions. Là, Santiago saisissait le papier que lui tendait le messenger et activait immédiatement le microphone :

« Il y a quelques minutes, à 10 h 35, nos forces ont détruit un char d'assaut à l'intersection de... »

Nous disposions aussi d'un quatrième emplacement, l'« emplacement spécial », destiné à assurer les communications avec les autres pays. Je ne dévoilerai ni où il se trouvait ni comment il fonctionnait. Tout ce que je peux dire, c'est que les militaires n'auraient jamais pu imaginer où il se trouvait. Nous avions installé Maravilla dans un bureau muni de téléphones, d'ordinateurs et de toute la quincaillerie moderne. Dès que le jour pointait, Maravilla nous appelait directement :

— Ici « Souris ». Je viens de recevoir un éditorial du *New York Times* par télécopieur. Je vous le traduit.

C'était tout simplement incroyable ! A 6 heures, l'un des nôtres achetait le journal à New York. A 6 h 05, il transmettait l'article par télécopieur au bureau de Maravilla. A 6 h 10, Maravilla nous le traduisait sur une fréquence secrète et, moins d'un quart d'heure plus tard, nous en discussions sur les ondes de Venceremos.

Dans notre abri souterrain du Morazán, nous arrivions à obtenir les opinions de la presse américaine plus rapidement qu'un Américain assis dans son bureau à Manhattan ! Nous recevions également des informations de la presse espagnole et de la presse allemande. Par satellite, nous captions toutes les émissions d'informations télévisées importantes du monde. Comme nous nous attendions à ce que le gouvernement décrète l'état d'urgence et censure l'information, Maravilla passait son temps devant la télé étrangère grâce à son antenne parabolique. Plus tard, il nous prêtait ses yeux.

« Marvin, je vois les troupes du bataillon Atlcatl. Elles sont regroupées autour des quartiers généraux de l'armée. Les soldats

portent des uniformes de camouflage et leurs visages sont peints. On voit qu'ils sont très nerveux, qu'ils ne savent pas dans quelle direction pointer leurs fusils... »

Maravilla nous décrivait dans les moindres détails tout ce qu'il voyait et entendait sur NBC ou CBS : nous en informions les auditeurs comme si nous étions en plein San Salvador. C'est ainsi que fonctionnait notre fantastique réseau.

MÊME LES SOURDS ÉCOUTAIENT LA STATION !

Le lundi, nous avons commencé à diffuser sans interruption de 6 heures à 23 heures. Comme nous n'étions que quatre animateurs, c'était un marathon épuisant. Nos quarts de travail, de six et de huit heures, laissaient Santiago aphone et déliaient la langue de Leti. De mon côté, j'avais les nerfs à vif pendant qu'Herbert, le petit nouveau de Venceremos, improvisait avec de plus en plus de facilité.

Nous devons sans cesse improviser, sur-le-champ. Les informations arrivaient et il fallait les commenter immédiatement. Santiago et moi parlions en oubliant le micro, comme si l'auditoire était devant nous.

D'autres fois, nous défiions les membres de la haute société, les sommant par leur nom d'abandonner leur maison. Un après-midi, Santiago a commencé à s'adresser à William Walker, ambassadeur américain au Salvador et homonyme de ce salaud du siècle dernier¹¹ :

« N'avez-vous pas honte, M. Walker ?... A quelle école avez-vous appris la diplomatie ? »

Nous avons tant insulté l'ambassadeur, et celui-ci en était si retourné, que le ministère des Affaires étrangères des États-Unis a fait parvenir un message au FMLN par l'intermédiaire de notre commission politico-diplomatique :

— Faisons un échange. Cessez d'insulter notre personnel et nous cesserons de vous qualifier de « terroristes ».

Marché conclu ! Le lendemain, nous avons demandé à Santiago de tenir sa langue et, effectivement, ils ont cessé de nous traiter de terroristes. Venceremos les inquiétait, avec raison : même les sourds écoutaient la station.

11. Au XIX^e siècle, un Américain nommé William Walker envahit l'Amérique centrale à la tête d'une armée de mercenaires, se déclarant président du Nicaragua avant d'être expulsé de la région.

Au cours de nos dix années d'existence, jamais nous n'avons eu autant d'auditeurs. Des gens m'ont raconté que, à Metrocentro¹², Radio Venceremos était diffusée à tue-tête dans les magasins. Nous étions écoutés sans interruption par la classe moyenne, la presse, l'ennemi, les Américains et même la station Cadena Cuscatlán, sur laquelle devaient se brancher toutes les stations du pays. Santiago annonçait que nous nous étions emparés de tel ou tel endroit et, quelques minutes plus tard, le commentateur de Cuscatlán le niait féroceement.

Nous avons essayé de nouvelles formules d'émissions, ce qui a augmenté le nombre de nos auditeurs : bulletin de nouvelles toutes les heures, sketches, dialogues comiques, et refrains fondés sur des airs connus, comme cette petite rumba de Mariá Cristina :

Freddy Cristiani ne peut gouverner

Car j'ai éteint

J'ai éteint toutes ses lumières.

Unissons-nous

Sabotons, gagnons vite.

Jusqu'au bout, un point c'est tout !

Je ne vous parlerai pas de ce que les gens racontaient : je préfère vous dire ce qu'ils ont fait. Dans la nuit du 11, lorsque les guérilleros sont arrivés, les gens sont sortis pour les appuyer, encore un peu effrayés. Le jour suivant, ils étaient de plus en plus nombreux. Le quatrième jour, tous s'affairaient à nourrir les guérilleros et à leur remettre des vêtements.

Les gens étaient heureux. On nous avait dit que ceux qui se battaient étaient des étrangers : des Nicaraguayens, des Cubains, des Vietnamiens et d'autres sortis d'on ne sait où. Nous étions curieux de voir à quoi ils ressemblaient. C'est normal, non ? Lorsque les gens voyaient arriver ces prétendus étrangers, ils étaient surpris : c'étaient en fait de vieux amis ou des membres de la famille qu'ils n'avaient pas vus depuis des années. Tout le monde s'embrassait.

— D'où viens-tu mon neveu ?

— Mon beau-frère, je te croyais mort !

Seul le docteur, un gros type blanc, ressemblait à un étranger à nos yeux. Les autres étaient de vrais Indiens, comme nous. Vous comprenez ce que je veux dire ?

12. Metrocentro est un grand centre commercial de San Salvador.

Il existe une anecdote concernant ce médecin de la guérilla. Les habitants des quartiers environnants, qui n'avaient pas d'argent pour les soins de santé, ont commencé à traîner aux alentours lorsqu'ils ont appris qu'un médecin et une infirmière étaient là.

— Qu'est-ce qu'elle a la petite, Madame ?

— Une forte fièvre, docteur. Vous savez, elle n'a pas fermé l'œil de la nuit.

— Venez par ici.

Le médecin a emmené l'enfant dans le petit abri qui avait été construit pour servir d'hôpital. Lorsque l'enfant est sortie, une autre petite fille attendait. C'est ainsi que le médecin de la guérilla a commencé à traiter tous les malades de la région. Certains étaient atteints de diarrhée, d'autres de troubles nerveux, d'autres encore d'épilepsie. Bref, ils souffraient de tant de maux que le pauvre médecin ne pouvait même plus prendre soin de ses compagnons blessés tant il était occupé à soigner les gens du quartier. Reconnaissants, ces derniers ont commencé à lui apporter du café, des tortillas, des souliers. Comme personne n'avait d'argent, on donnait au médecin ce que l'on avait.

— Non, Madame, gardez la nourriture pour votre fils, sinon il devra revenir me voir bientôt. Vous savez ce qu'il a ? Il a faim.

Les gens ont commencé à se sentir à l'aise avec les guérilleros.

— Avec ces soldats, on peut parler, disaient-ils. On peut fumer avec eux, les inviter à notre table. Ils ne sont pas comme ces autres soldats qui nous font peur juste à nous regarder : on ne sait jamais ce qu'ils ont derrière la tête.

C'est ainsi que mes voisins parlaient. Dans mon quartier, nous étions heureux d'aller acheter des choses pour les soldats, dans les magasins et les supermarchés. Nous leur donnions de la canne à sucre et d'autres choses pour leur permettre de subsister.

Mais, ce que nous souhaitions surtout, c'était qu'ils ne nous quittent pas. Pourtant, en raison de l'évolution de la situation, c'est nous qui avons dû les quitter. Lorsque les gens ont entendu parler des opérations menées par l'aviation militaire à Soyapango et à Zacamil ainsi que des bombardements dirigés contre les secteurs résidentiels, ils sont partis en toute hâte, emportant tout ce qu'ils pouvaient. Les gens pleuraient en emportant leurs petits sacs et disaient, se retournant vers les guérilleros restés derrière :

— Ces pauvres enfants, Dieu nous pardonne, mais nous devons partir.

Les avions se dirigeaient déjà vers nous.

LIZOTE REPOUSSE TOUJOURS

Le mercredi 15 novembre, nous étions sur le point d'écraser l'armée, de gagner la guerre. Les quartiers ouvriers étaient devenus de véritables places fortes du FMLN. Chaque bâtiment était devenu un fort. C'est alors que l'armée est entrée, ses troupes massées derrière des chars d'assaut. Elle a essayé de reprendre du terrain et de nous forcer à épuiser notre matériel. Elle n'y est pas arrivée. Au contraire, de plus en plus de gens se joignaient à nous. L'armée s'est repliée si rapidement que, le mercredi soir, craignant une insurrection générale, le haut commandement a tenu une réunion d'urgence à ses quartiers généraux.

Nous savons aujourd'hui que c'est au cours de cette réunion que les trente plus hauts gradés de l'armée ont décidé d'augmenter l'intensité des combats, peu importe le prix politique du génocide qui s'ensuivrait.

— C'est eux ou c'est nous, a déclaré un des colonels.

Ils ont alors décidé de se servir de l'aviation militaire contre la population civile : les hélicoptères utiliseraient des fusils mitrailleurs contre les quartiers ouvriers.

Enfin, ils ont aussi décidé de se livrer à une nuit des longs couteaux : cette nuit-là et jusqu'au petit matin, ceux qu'ils considéraient comme les cerveaux de la subversion seraient assassinés. En tête de liste, les jésuites de l'Université d'Amérique centrale (UCA¹³).

On raconte que, lorsque la réunion a pris fin, les officiers militaires ont prié main dans la main pour le succès de leurs crimes. Parmi eux, quelques Américains, conseillers de la CIA.

Le jeudi 16 novembre, j'étais encore à moitié endormi lorsque j'ai capté les informations.

— Ils ont tué Ellacuría¹⁴, confirmait Ana Lidia.

— C'est impossible, ai-je dit.

Santiago s'éveillait et se préparait à commencer à diffuser. A l'annonce de la nouvelle, une expression terrible est apparue sur son visage.

— C'est vrai. Ils ont aussi assassiné Segundo Montes, Martín Baró et...

13. UCA : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, San Salvador.

14. P. Ignacio Ellacuría, recteur de l'UCA.

Santiago s'est emparé du micro. Il a commencé à parler. Depuis janvier 1981, date de la première offensive, jamais je ne l'avais vu si indigné, si triste.

« Ici, au Morazán, pour faire de la soupe destinée aux guérilleros, les filles qui travaillent aux cuisines vont cueillir l'*izote*. Elles coupent son cœur et le plongent dans une casserole. Mais l'*izote* est douée d'un incroyable instinct de survie : elle se reproduit dès qu'on la coupe. Un mois plus tard, elle pointe ses tiges. Même coupée à la racine, l'*izote* repousse toujours. Tenace, elle refleurit, continue à vivre.

« Ignacio Ellacuría est comme l'*izote*. Martín Baró, Segundo Montes, Amando, Juan Ramón et Joaquín López aussi. Tous tenaces : par-delà la mort, ils continuent d'exister.

« En effet, Cristiani a oublié une chose : avant leur assassinat, ces enseignants ont eu le temps de transmettre leurs connaissances à des milliers et des milliers de jeunes gens, leur inculquant les valeurs chrétiennes compatibles avec les principes révolutionnaires. Ces prêtres n'étaient pas les cerveaux de la subversion, mais bien une partie de notre conscience nationale, conscience critique et scientifique qui cherche à remonter aux racines du conflit et, fouillant notre histoire, à trouver un moyen d'en venir à la paix, à la réconciliation nationale.

« Bientôt, les Salvadoriens brandiront la fleur d'*izote*, notre emblème national. Le peuple tiendra au bout de son poing levé ce symbole de la ferme volonté de paix qui coulait dans les veines des jésuites assassinés. Le jour de la victoire, qui approche à grands pas, les gens viendront des quatre coins de la nation pour envahir les places de la ville.

« Au bout de leur poing, ils brandiront la fleur d'*izote*, en mémoire d'Ignacio Ellacuría et des soixante-dix mille Salvadoriens qui sont morts. Comme un raz-de-marée, comme une rivière pendant la saison des pluies, ils envahiront les places du pays en hommage à nos frères morts pour la paix, nés en Espagne mais plus salvadoriens que leurs assassins, cette bande de criminels apatrides.

« Le jour de la victoire, les mères des morts, leurs frères, leurs sœurs et leurs enfants seront là. Cette lutte a fait soixante-dix mille martyrs. Des millions d'autres Salvadoriens ont été victimes de la barbarie : ceux d'entre nous qui ont perdu un frère, une sœur, un ami, Ignacio Ellacuría, Mgr Romero. En leur nom, marchons vers la paix !

Santiago, le 19 novembre 1989, jour de l'enterrement des jésuites.

Ils ont bombardé les villes. A San Miguel, les canons de 105 mm de la troisième brigade étaient pointés sur les secteurs dont les habitants avaient pris part à l'insurrection. Le colonel Vargas a donné l'ordre d'ouvrir le feu. Les petites maisons de bois ont volé en éclats, frappées par les obus tirés aveuglément. Ensuite, on a pu voir des enfants morts, des cadavres, des membres humains enfouis sous les décombres. Puis, les hélicoptères ont complété le massacre.

Ils ont bombardé sans discernement la population civile. Ils ont réduit en cendres les quartiers ouvriers de San Salvador, nous forçant à quitter nos positions pour en occuper d'autres. Durant la nuit, nous sommes partis et nous sommes installés à Colonia Escalón¹⁵.

— Nous allons voir s'ils vont bombarder ces gentils petits riches ! a dit Chico¹⁶ en établissant son poste de commandement dans l'une des plus grandes villas appartenant à l'oligarchie.

C'est à partir de cette villa que la prise du Sheraton a été dirigée. Nous avons en effet décidé d'attaquer l'énorme hôtel parce que c'était l'immeuble le plus élevé du quartier. Mais nous ne savions pas qui se trouvait à l'intérieur : nul autre que le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Joao Baena Soares. Il s'était rendu au Salvador pour se renseigner sur la guerre : il a fini par la vivre !

La prise du Sheraton s'est presque transformée en comédie. Au dernier étage, une douzaine de bérets verts américains s'étaient barricadés derrière des matelas, terrorisés par ces guérilleros qui s'étaient infiltrés dans l'hôtel. Au rez-de-chaussée, des soldats de l'armée gardaient l'œil sur les bouches d'égout pour barrer la retraite aux guérilleros. Coincés au milieu, nous livrions concurrence à quelques soldats : qui pourrait le mieux protéger Baena Soares ?

Après plusieurs heures de grande tension, les négociations ont commencé. L'évêque Rosa Chávez est venu parafer les ententes. Le secrétaire général de l'OEA a quitté l'hôtel sans une égratignure. Puis ce fut le tour des nôtres et des soldats de l'armée.

Les derniers à se retirer de l'hôtel : ces peureux d'Américains. Ils sont sortis en secret par la porte de derrière en se couvrant le visage et en arborant de petits drapeaux blancs, au cas où. Ils semblaient horrifiés par toute cette histoire, qui ne pouvait s'être

15. Colonia Escalón est le quartier le plus riche de San Salvador.

16. Chico : commandant Claudio Rabindranath Armijo, membre de la Commission politique du PRS et de l'état-major du front du centre. « Modesto Ramírez »

déroulée que dans un de ces pays violents soutenus par leur Pentagone.

De retour au Morazán, nous avons pu commencer à diffuser les nouvelles comme si nous étions en direct : l'occupation du Sheraton ainsi que la prise d'Escalón et des autres quartiers huppés, que l'armée des riches avait naturellement décidé de ne pas bombarder. Maravilla était les yeux de Venceremos, nous étions sa voix.

Nous étions en mesure de transmettre les nouvelles dès que des événements survenaient grâce à notre réseau de techniciens de radio militaire établis dans les autres villes où les combats faisaient rage avec autant de férocité que dans la capitale. Nous nous sommes raccordés à notre station sœur, Farabundo Martí, pour informer le monde entier de la plus importante opération militaire jamais menée par un mouvement de guérilla latino-américain.

Après quatorze jours d'offensive, nous avons commencé à nous retirer de San Salvador et des autres villes. Les attaques impitoyables de l'aviation militaire ont beaucoup pesé dans notre décision. Si nous avions eu des missiles, les choses auraient été différentes. Mais, à l'époque, nous n'en avions pas.

Nous avons dû expliquer l'ordre de retrait à nos compagnons d'arme : ils ne voulaient pas abandonner leurs positions. Pourtant, il n'y avait guère d'utilité à demeurer dans les tranchées des quartiers bombardés, déjà évacués par les civils. De toute façon, nous avons remporté la bataille principale : nous avons réussi à infléchir le cours d'une guerre qui, de toute évidence, s'enlisait dans une impasse.

— On se reverra à San Salvador !

Avant cette offensive, personne n'aurait parié sur nous. Les importantes batailles que nous avons livrées dans la campagne étaient passées inaperçues aux yeux des habitants de la ville. En interrompant les transports ou en faisant sauter les pylônes électriques, nous avons bien sûr touché l'ensemble de la population, mais être victime de sabotage et entendre siffler les balles sont deux choses bien différentes.

La population de San Salvador n'avait pas vraiment vécu la guerre. Elle ne l'avait pas vue et avait été soumise à une importante propagande. Peu à peu, par leurs médias, nos ennemis lui avaient farci la tête de mensonges, lui cachant des choses, en inventant d'autres. A force de dépeindre le FMLN comme une force affaiblie, ils ont fini par croire à leurs propres mensonges : « Ce ne sont qu'une poignée de guérilleros vivant le long de la frontière

hondurienne. Ils désertent, ils n'ont pas d'armes, personne ne les soutient... »

C'est pour cela que les négociations n'avançaient pas. Personne ne veut négocier avec un adversaire mourant. L'ennemi se disait : « Les guérilleros se meurent ? Gagnons du temps jusqu'à ce qu'ils disparaissent d'eux-mêmes. »

Que s'est-il passé au cours des pourparlers de Mexico et de San José ? De simples échanges de propos vides de sens. Cristiani n'a envoyé ses commissions que dans un but : gagner du temps et améliorer l'image de son gouvernement auprès de la communauté internationale. Les pourparlers ont aussi aidé le Congrès américain à justifier l'envoi d'une aide militaire supplémentaire qui contribuerait, du moins l'espérait-il, à venir à bout des dernières poches de résistance de la guérilla. Les Américains, eux aussi, croyaient en avoir bientôt fini avec nous.

Mais l'offensive de novembre est venue changer les choses. Qui nous aurait cru capables d'assiéger la capitale pendant presque un mois ? Comment l'oligarchie de Colonia Escalón aurait-elle pu imaginer assister à des affrontements militaires dans son propre quartier ?

Maintenant c'est chose faite : ils ont respiré l'odeur de la poudre, entendu les explosions. Même leurs grands-mères ne croient plus que nous ne sommes qu'une poignée de guérilleros réfugiés dans les collines. Nous avons porté la guerre dans les villes, au cœur même de la nation.

Nous avons perdu 401 vies. Nous avons lu les noms des morts un à un sur les ondes de Venceremos, en commençant par le commandant Dimas Rodríguez. La plupart d'entre eux étaient des hommes et des femmes qui venaient de joindre nos rangs et n'avaient que peu d'expérience du combat.

Si la structure militaire du FMLN est demeurée intacte, l'armée, de son côté, a subi sa pire défaite depuis le début de la guerre. Selon des données confirmées, elle a perdu près de 3 000 hommes. En plus, 3 000 soldats et recrues ont déserté durant l'offensive. En janvier, alors que des rumeurs circulaient au sujet d'une seconde offensive, 1 300 autres soldats ont déserté.

Nous nous sommes renforcés. Nous comptons maintenant plus de commandos urbains que jamais auparavant, plus de chefs d'unité. Des centaines de jeunes gens se sont joints à nous et des milliers de citoyens attendent dans leur maison ou leur appartement, entraînés et prêts à répondre à l'appel.

Pour nous, la victoire politique était encore plus importante que la victoire militaire. L'offensive a forcé l'armée fasciste des dirigeants à retirer son masque : en désespoir de cause, cette dernière s'est livrée sans scrupules à l'assassinat des jésuites et au bombardement des populations civiles, sous les yeux des journalistes internationaux et des représentants de l'ONU et de l'OEA.

Enfin, et par-dessus tout, l'offensive a forcé l'ennemi à négocier. C'était notre but : effacer ce sourire narquois du visage de Cristiani et, surtout, forcer les représentants américains à s'asseoir à la table de négociation. Leur rôle dans cette affaire est déterminant : ce sont eux qui dirigent le cirque. Même Thurman¹⁷ a reconnu que l'armée salvadorienne ne pouvait « battre le FMLN ». Au moins, ils ont compris cela.

A San José, lorsque nous avons évoqué la purge des forces armées, Larios¹⁸ nous avait ri au nez. Or, la purge est maintenant le principal point à l'ordre du jour des négociations. Lorsque nous avons abordé la question de la réforme des systèmes agraire et judiciaire, ils ne nous avaient même pas écoutés. Maintenant, Cristiani lui-même parle de négociations. Bien. Par notre action militaire, nous avons permis que la guerre se règle autrement que par les armes. C'est là le plus grand succès de l'offensive.

Parfois, comme si elle était saisie de folie, l'élite au pouvoir perd tout sens de la réalité et replonge dans son monde imaginaire. L'invasion du Panama et la défaite électorale des sandinistes au Nicaragua l'encouragent. Elle accueille avec enthousiasme la chute des régimes d'Europe de l'Est. Elle confond pommes et oranges, et rêve d'une solution rapide du problème salvadorien, fondée sur la répression.

La mule ne comprend qu'un seul langage : celui du fouet. Si l'offensive de novembre se révèle insuffisante, nous en préparerons trois autres. Nous devons hélas continuer à brandir la menace d'une nouvelle offensive afin d'assurer la poursuite des négociations.

Venceremos fait partie des points à l'ordre du jour des négociations. Ils veulent que nous retournions à la vie civile ? Nous le ferons, mais seulement avec tout notre système de communication. C'est-à-dire en conservant les moyens de prendre part au débat public.

Ils veulent que nous présentions des candidats à des élections réellement libres ? Dans ce cas, nous exigeons la garantie de pou-

17. Général Maxwell Thurman : ancien chef du us Southern Command, dont les quartiers généraux sont à Panama.

18. Général Humberto Larios : ministre de la Défense.

voir communiquer librement notre pensée. En d'autres termes, une station cachée dans les collines ne répond plus à nos besoins. Venceremos est depuis trop longtemps une radio guérilla. La situation politique actuelle du pays, l'évolution de la guerre et le nouvel ordre mondial font en sorte que Venceremos doit devenir une station légale, pouvoir exister au grand jour.

Nous devons pouvoir diffuser des émissions sans bourdonnements en obtenant une licence de diffusion. Finies les antennes de fils barbelés. Nous avons le droit d'exprimer nos points de vue en public et d'utiliser la radio à cette fin, sur un pied d'égalité avec les autres forces politiques du pays.

L'heure est venue pour le FMLN et sa station de radio d'exister publiquement, légalement, et de lutter ainsi pour le pouvoir. Ce que nous proposons : que Radio Venceremos s'établisse à San Salvador et que ses portes soient grandes ouvertes au public. Ce n'est pas du délire. C'est plutôt une demande normale dans un pays où les citoyens en armes ont gagné, par leur lutte, le droit à la démocratie !

Qu'allons-nous faire à San Salvador ? Notre objectif n'est pas de transplanter notre style de programmation pro-guérilla dans la capitale. Afin de relever ce nouveau défi, nous devons modifier en profondeur notre style et notre façon de communiquer.

En toute franchise, il serait faux de prétendre que, au cours des dernières années, Radio Venceremos a été la championne des indices d'écoute. Pour être écouté, il ne suffit pas de dire la vérité : encore faut-il être entendu. Techniquement, la station était difficile à capter et ses ondes souffraient d'un brouillage important. De plus, sa programmation n'était pas des meilleures.

Mais il est également vrai que le message de Venceremos dépasse son contenu. Ce qui compte d'abord, c'est qu'une telle station existe. Et, si elle existe, c'est qu'elle est forte, qu'elle bénéficie de l'appui du peuple.

Lors du lancement de la première grande opération contre le Morazán, l'objectif était de résister, de montrer que le FMLN défendait un territoire sous notre contrôle. Le premier message politique de la station consistait à faire savoir à nos amis et à l'ennemi que nous étions là. Nous hurlions, nous disions n'importe quoi, mais nous étions là. Et nous diffusions sous les tirs de mortier.

En d'innombrables occasions, nous avons continué à diffuser depuis notre studio clandestin, sous la pluie, les soldats à nos portes, les hélicoptères au-dessus de nos têtes. Nulle part dans le

monde une station de radio n'a fait part d'une aussi grande détermination à diffuser. Pouvez-vous imaginer ce que représente le fait d'assurer l'existence d'une telle station pendant dix ans dans un petit pays comme le nôtre, aux prises avec une guerre généralisée ?

Le nombre de fois où nous avons dû interrompre nos émissions se compte sur les doigts de la main ; bien souvent d'ailleurs, nous le décidions de notre plein gré. Lorsque la station s'est tue, en 1984, nous avons dû envoyer des messages à tous les fronts de la guérilla pour éviter qu'ils ne soient démoralisés par notre silence.

APPRENDRE À PARLER DE LA VIE QUOTIDIENNE DES GENS

Maintenant, nous en sommes à une nouvelle étape. Le défi actuel ne se borne plus à résister, mais à faire concurrence aux autres stations. Quel est notre message ? Qu'allons-nous dire ? Comment arriver à atteindre tout le monde : les guérilleros et les non-guérilleros, les paysans et les citadins, nos militants et les autres, ceux qui ne sont pas convaincus, surtout ceux qui ne sont pas convaincus ?

Il est temps de changer, de changer tout : il nous faut augmenter notre puissance de diffusion, améliorer notre signal, élargir notre vision des choses. Ce qui est fait est fait. Avons-nous agi pour le mieux ou non ? Une chose est sûre du moins : les choses étaient alors différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui, nous en étions à une étape différente de la guerre. A quoi aurait servi de diffuser des chansons de Madonna lorsque nous avancions à l'assaut de Cacahuatique ? Aujourd'hui, enfin, le vent a tourné.

Mais par où commencer ? C'est très bien de faire tourner du rock and roll et de la musique pop, mais nous devons faire plus que cela. Pour occuper une position concurrentielle en ville, nous devons aborder des thèmes urbains, parler des sujets qui touchent les citadins. La guerre a fait de nous une station unidimensionnelle. Nous nous sommes mis des œillères, nous ne parlons que des côtés politique et économique des choses ainsi que des grands problèmes qui touchent les travailleurs.

Mais chaque travailleur a aussi une famille, aime le football et va prendre un verre avec ses copains. Il se soucie davantage de celui qui rôde autour de sa femme lorsqu'il se rend aux réunions syndicales que du syndicat lui-même.

Nous devons parler de ces choses, de la vie quotidienne des gens. Nous devons parler du prix du lait, de la victoire de l'équipe de Firpo sur celle d'Alianza. Nous devons concevoir une program-

mation plus proche des auditeurs salvadoriens, plus captivante pour eux. L'émission *La Tencha* est un exemple en la matière. Son ton et son humour à connotations sexuelles sont très appréciés des Salvadoriens. Il y a quelques jours, Atilio m'a demandé :

- Quoi de neuf ? Comment les *Renatos*¹⁹ se tirent-ils d'affaire ?
- Très bien. *La Tencha* a fait un tabac.
- Comment est la réception en ville ?
- L'émission est captée, sur les fronts aussi.
- Donnez-leur tout l'appui possible. Vous comprenez ce que je veux dire ? En plus de l'émission, il y a la question de l'unité.

Comme les temps changent ! Roque Dalton serait heureux d'apprendre que les types de la Resistencia Nacional réalisent l'une des émissions les plus populaires de Venceremos. J'y réfléchissais justement lorsque je me suis assis pour causer avec Fermán Cienfuegos²⁰.

- Félicitations pour *La Tencha*, lui ai-je dit.
- Vraiment ?
- Vraiment.
- Je leur ai dit de ne pas trop politiser l'émission, qu'il était préférable de s'en tenir davantage à la vie de tous les jours. Petit train va loin, tu ne crois pas ?

« J'ai la ferme conviction qu'on ne peut imposer la vérité. Nous devons éviter toute forme d'endoctrinement qui réduit la vérité à une poignée de slogans ou qui cache, qui manipule l'information. Quelquefois, par facilité, pour gagner du temps ou par impatience, nous avons opté, à tort, pour, le raccourci de l'endoctrinement.

« Mais le chemin le plus révolutionnaire qui mène à la vérité passe par le partage, l'explication et la découverte de cette vérité par la participation. C'est un chemin long et difficile, mais c'est le chemin à suivre. On ne peut triompher en imposant la vérité, en endoctrinant les gens. On ne triomphe que lorsqu'on réussit à convaincre. »

Fermán Cienfuegos, *Propagande, démocratie et révolution*, juillet 1989.

DONNER LA PAROLE À LA DÉMOCRATIE

Qui pourra s'exprimer sur les ondes de Venceremos ? Tous, sauf les morts. Si nous entendons adopter un modèle pluraliste, il faut aller jusqu'au bout. Nous voulons que, dans notre pays, le débat

19. Renatos : surnom des membres du RN (Resistencia Nacional/Résistance nationale), l'une des cinq organisations politiques et militaires qui constituaient le FMLN.

20. Fermán Cienfuegos : leader de la Resistencia Nacional.

prévale sur la stupidité de la censure. Nous voulons donner la parole à la démocratie, lui tendre le micro.

Il faut que, à San Salvador, Radio Venceremos constitue la meilleure tribune qui soit, la plus ouverte à toutes les classes sociales, à toutes les opinions politiques : de droite, de gauche et du centre. Les auditeurs doivent pouvoir écouter, puis tirer leurs propres conclusions. Si les autres argumentent mieux que nous, ils nous forceront à approfondir nos analyses, à formuler mieux et avec plus de créativité le projet du FMLN. Ce pluralisme politique et idéologique ne doit pas être influencé par la mode ni, encore moins, par les pressions extérieures, qu'elles viennent de nos ennemis ou de sympathisants des pays amis.

Nous croyons en ce pluralisme. Nous y croyons parce que nous avons ouvert les yeux, que nous avons vu ce qui s'est passé au Salvador. Les artisans de cette révolution sont des chrétiens et des marxistes, des socio-démocrates et des démocrates-chrétiens. Tous ont fait des sacrifices, ont relevé la tête et ont pris les armes. Tous ont pris part à la lutte active, pas seulement les guérilleros.

« Dans un modèle révolutionnaire, la liberté d'expression est évidemment nécessaire au maintien de l'équilibre social interne. Le contexte actuel exige la présence d'une force politique capable de se livrer à des débats, d'éduquer la masse et de lui apprendre à réfléchir ainsi qu'à défendre ses projets à long terme. Cela ne peut se faire sans opposition ou sans se renseigner sur les plans de l'adversaire.

« Ce débat nous force à étudier, à approfondir l'analyse de notre position révolutionnaire si nous voulons la préserver du dogmatisme idéologique et de la paralysie. Il est essentiel d'assurer un journalisme professionnel, critique et indépendant, et de mettre un terme à la mainmise exclusive de l'oligarchie sur les médias de masse, sans toutefois violer la liberté d'expression. »

Joaquín Villalobos, *Perspectives de victoire et projet révolutionnaire*, mars 1989.

Radio Venceremos est née en pleine guerre. Pendant dix années, la station a soutenu la lutte héroïque du peuple salvadorien. Le matériel dont nous disposions a servi à informer, à susciter des débats, à forger une orientation politique. Ayant permis de camoufler huit bâtons de dynamite, il a même servi d'arme stratégique. Aujourd'hui, ce matériel est devenu un enjeu à la table de négociation.

Au moment de la parution de ce livre, nous serons probablement établis à San Salvador. Une telle ouverture démocratique est inévitable. Pour gagner le droit à la légalité, nous avons dû agir en hors-la-loi. Comme les Salvadoriens eux-mêmes, notre station ne pouvait exercer ses droits et faire entendre sa voix que dans un seul endroit : les montagnes. Je me vois déjà mener des entrevues à Colonia Zacamil, enregistrant librement dans les lieux publics et tendant le micro aux habitants des quartiers ouvriers. Ces habitants qui, auparavant, devaient compter sur la seule voix de Mgr Romero pour s'exprimer pourront bientôt le faire par eux-mêmes. Prêtons l'oreille à ceux qui attendent cette occasion depuis des années, voire même depuis des siècles...

2. Comment se faire l'Écho... de Moscou

Serguei Korzoun

Si l'on m'avait dit, il y a un an à peine, que les personnalités les plus marquantes du monde de la politique, de la diplomatie, de l'économie, de la science et de la culture viendraient s'installer au premier appel devant le micro de notre studio microscopique en plein centre de Moscou, j'aurais beaucoup ri. Les beaux rêves, je n'y crois pas du tout.

Aujourd'hui je ne ris pas tellement, puisque j'en connais le prix. Il n'est pas en roubles ou en dollars, mais en journées surchargées pour toute notre équipe d'une vingtaine de personnes, en nuits blanches passées dans de dures réflexions quant au sort de la radiodiffusion libre dans notre pays, et de notre petite radio en particulier. Comment se faire l'« écho de Moscou », un écho libre dans un pays qui ne l'est pas tellement, avec des gens qui ne le sont pas trop ?

La notoriété et l'intérêt presque mondiaux dont l'Écho de Moscou jouit actuellement sont sans doute liés aux événements qui ont eu lieu à Moscou en août 1991. Événements que certains qualifient de « coup d'État » ou de « putsch », d'autres de « révolution », d'autres encore, les plus nombreux d'ailleurs, de « continuation du bordel éternel ». Du 19 au 21 août 1991, l'Écho

de Moscou, quatre fois coupée de son émetteur, a quand même été l'unique radio de la ville à suivre en direct les péripéties de ce « coup de théâtre » qui paraît avoir entraîné de profonds changements dans notre pays, l'ancienne URSS. Je reviendrai plus loin à ces trois jours, après un petit détour par les routes sinueuses de la radio indépendante à Moscou.

DÉVELOPPEMENT DE LA RADIO INDÉPENDANTE À MOSCOU

Au moment où j'écris ces lignes, aucune loi ne régit encore la distribution des fréquences d'émission pour la radio et la télévision en Russie. Cette loi est prévue pour 1992. Et en 1990 — année où l'idée de notre radio a commencé à prendre forme — la domination de la télédiffusion et de la radiodiffusion par l'État soviétique était totale.

Les premières hirondelles annonçant la venue du printemps de la radio indépendante en URSS arrivèrent le 30 avril 1990.

Deux radios sont apparues ce jour-là presque simultanément sur les ondes de Moscou, diffusant sur des fréquences concédées par la toute-puissante Gostéléradio (le comité d'État de l'URSS pour la radio et la télévision). Toutes les deux étaient des stations musicales et commerciales, à participation française, et initialement très dépendantes des structures de l'État. Europa Plus existe toujours, étend ses programmes et se porte bien, tandis que Nostalgie Moscou a dû se redéfinir récemment en quête d'un deuxième souffle. Fin 1991, le nombre de radios musicales captées à Moscou approche déjà la dizaine.

Le 1^{er} août 1990, une loi de l'URSS sur la presse et les médias entrait en vigueur. Elle ne disait pas grand-chose des médias électroniques, mais avait au moins le mérite de ne pas entraver leur apparition et leur développement. Le 22 août, la première radio indépendante « généraliste » — c'est-à-dire non simplement musicale — commençait ses émissions. Il s'agissait de l'Écho de Moscou. Son décollage aurait été impossible sans l'appui de ses fondateurs. La revue *Ogonyok* avait fourni l'argent de départ ; l'Association Radio avait offert l'émetteur en ondes moyennes, l'antenne, la fréquence, les lignes de transmission et le local ; la municipalité (le Soviet de Moscou) nous avait accordé son appui et son aide (surtout morale), et la faculté de journalisme de l'université de Moscou avait contribué par son concours moral et des promesses d'aide de tous genres. A peine né, l'enfant fut jeté sans

tambour ni trompette dans l'eau profonde de l'insécurité politique et financière. « Apprends à nager tout seul », semblaient dire les fondateurs, ce qui correspondait on ne peut mieux aux désirs les plus ardents de l'équipe venue s'installer dans un studio pour le moins rudimentaire. Nous avions tout un boulot à faire. Alors, quelle importance si aux yeux de n'importe quel professionnel de la radio nos pièces d'équipement pouvaient passer pour des pièces de musée ?

DE RADIO MOSCOU INTERNATIONALE À L'ÉCHO DE MOSCOU

D'une certaine façon, c'est toute la radio-télévision soviétique qui aurait pu passer pour un musée en 1989, mais un musée privé, chasse gardée des apparatchiks. Serguei Bountman et moi savions qu'il existait d'autres façons de faire. Nous avons travaillé tous les deux pendant plus de dix ans au service francophone de Radio Moscou internationale, une petite partie de l'éléphantesque Gos-téléradio. La perestroïka de Gorbatchev nous avait permis de voyager un peu, de nous rendre en France à plusieurs reprises et de mieux connaître le paysage radiophonique de ce pays. J'ai même eu l'occasion de travailler à la radio parisienne Kiss-FM pendant une vingtaine de jours en compagnie d'un groupe de journalistes soviétiques. En rentrant, nous nous étions évidemment sentis un peu à l'étroit dans notre « musée », où la sortie de chaque émission dépendait de la signature d'un millier de chefs. Et le plus grand souci de ces chefs était d'éviter les faux pas politiques qui auraient pu leur faire perdre leur poste dans la hiérarchie du Parti communiste et de l'État. Or, c'est bien connu, la meilleure façon de ne pas faire de faux pas est de ne pas marcher du tout.

Avec d'autres journalistes, nous avons essayé de changer quelque chose en proposant des émissions nouvelles pour Radio Moscou internationale. Mais l'inertie de la machine de la radio d'État était telle, même en pleine perestroïka, que tout ce qu'il y avait de nouveau semblait dans la mer des commentaires officiels interminables que nous appelions des « briques » dans notre jargon.

À l'époque, j'ai mis beaucoup d'efforts à chercher le moyen d'obtenir une fréquence et un émetteur ainsi que du financement pour une radio telle que je la concevais, mais jusqu'en 1990 ce fut en vain. En avril 1990, la chance m'a souri. Un ami est venu me proposer de devenir rédacteur en chef d'une radio dont les bases techniques et financières semblaient jetées. Tout de suite j'ai fixé ren-

dez-vous avec les gens de qui provenait cette initiative. C'était pour la plupart des professionnels de la transmission du son, qui n'avaient toutefois aucune notion des programmes radiophoniques. Après leur avoir parlé, j'ai accepté leur offre sans hésiter.

Qu'avais-je à perdre ? Une situation plus ou moins confortable, il est vrai, dans une grande radio d'État disposant d'une infrastructure très développée, mais inapte à s'émouvoir. Je perdais ainsi presque tout de la sécurité de l'emploi, ce qui n'est pas une mince chose, croyez-moi, dans un pays où la société est tout et l'individu, rien du tout. Et je perdais aussi les quelques dizaines d'auditeurs francophones de mes émissions. Fallait-il vraiment le regretter ?

LA LIBERTÉ, ON S'Y HABITUE VITE

Qu'avais-je à gagner ? Eh bien, je ne le savais pas au juste, mais peut-être au moins la liberté d'action et de parole. Et je l'ai eue. Le sentiment de liberté s'émousse un peu au fil des mois, mais je me rappelle encore la deuxième journée d'antenne, quand j'ai parlé comme ça, simplement, au téléphone et en direct, avec des gens qui ont voulu composer le numéro du studio et nous dire quelque chose, à moi et aux autres auditeurs. Ce fut la première de ce genre d'émissions, et je me sentais pousser des ailes. Au début, les auditeurs ne croyaient pas, ne voulaient pas croire que tout se passait en direct, même en s'entendant parler dans leurs postes de radio. D'aucuns parmi eux allaient jusqu'à supposer que nous travaillions pour le KGB et que nos franches discussions étaient enregistrées au profit des services secrets. Tels ont été les premiers pas vers la libération. De part et d'autre, nous avons tenté ensuite, avec nos auditeurs, d'explorer le vaste espace de liberté qui s'offrait à nous.

La liberté, on s'y habitue vite. En revanche, le sentiment de responsabilité devient, lui, de plus en plus pesant. Loin de s'améliorer radicalement, la situation dans le domaine des médias libres en Russie sembla ensuite se renverser. Après une ouverture notable, on put noter des tentatives de plus en plus insistantes pour serrer la vis aux médias dont les publications ou les émissions ne correspondaient pas exactement aux attentes du nouveau pouvoir. L'autorité du pouvoir de la Russie fraîchement souveraine semblait remplacer le « bras de fer » de l'ancienne URSS. Le pouvoir aspire toujours au monopole... Et dans une situation où tout ne dépend pas de toi, la responsabilité ressentie face aux gens qui

t'ont suivi, toi et ta radio récalcitrante, est peut-être la chose la plus difficile à supporter.

Faut-il grand-chose pour faire une radio ? Un émetteur, un micro, un tourne-disques, des gens qui ont quelque chose à dire... La réalité de la radio dans notre pays est beaucoup plus complexe. Pour lancer une station, il faut au bas mot deux mille huit cent quarante-huit accords de mille trois cent vingt-trois organisations et institutions. Et je ne plaisante pas. Les émetteurs, par exemple, ne sont pas vendus, mais « accordés » ou « distribués », tout comme les fréquences d'émission. Et l'attribution des fréquences ne dépend pas de l'application d'une loi, mais de la bonne ou de la mauvaise volonté des fonctionnaires des télécommunications. Une liaison par câble entre le studio et l'émetteur est inadéquate pour diffuser en stéréo sur la bande FM, mais les relais hertziens ne sont pas autorisés à Moscou, « pour des raisons de sécurité ». Louer un local qui réponde aux exigences d'une station de radio représente tout un défi à Moscou, et utiliser un studio d'État est risqué, dans la mesure où on peut vous en interdire l'accès à tout moment. Cela nous est d'ailleurs déjà arrivé, lorsque la Gostéléradio a rompu sans préavis un contrat qu'elle avait conclu avec nous.

Il est à présent temps d'aborder la question du financement. Les fondateurs ont versé une première cotisation à la station dans un geste qui frôlait la bienfaisance, sans espérer en avoir pour leur argent, même dans l'avenir. Un geste de bonne volonté, de soutien à la démocratie. Du point de vue politique et journalistique, l'Écho de Moscou a toutes les allures d'une radio libre, mais elle se finance comme une radio commerciale. La publicité nous sert de carburant, même si nos émissions sont d'un esprit plutôt non commercial. Ces derniers mois nous avons même réalisé un profit suffisant pour poursuivre notre développement sans faire d'emprunt.

Conscients des méfaits de la publicité, nous nous guidons quand même sur les radios généralistes privées. Nos journalistes détiennent 40 % des actions de la station, le reste allant aux fondateurs, et le prestige déjà gagné nous permet d'envisager l'avenir avec optimisme. Nous sommes assez forts et vigilants pour ne pas être avalés par les capitalistes domestiques ou étrangers, et si la réforme économique annoncée va bien, si le marché publicitaire se forme en Russie, nous serons en bonne position sur la ligne de départ. Pour ce qui est d'autres sources de financement, nous envisageons la possibilité de vendre des émissions à d'autres stations et espérons tirer profit de la vente de publications (notre pre-

mier livre vient de paraître). D'autres activités rentables sont également prévues, mais cela concerne surtout la direction de la station. En tant que journalistes, nous nous engageons avant tout à peaufiner nos émissions et à ne pas devenir de simples supports de la publicité.

Notre programmation originale et éclectique reflète le désir des journalistes de l'Écho de Moscou de concurrencer les radios nationales généralistes sur tous les terrains, dans toutes les tranches d'âge. Un sondage réalisé récemment auprès de la population de Moscou concluait que 7 % de l'auditoire nous est fidèle (plus de 12 % parmi les gens à instruction supérieure) et que 21 % nous écoute périodiquement. L'indice d'écoute le plus élevé est observé le matin — jusqu'à trois millions d'auditeurs.

En principe, tous les sujets ont droit de cité chez nous : politique, économie, affaires, sports, culture, divertissement, lectures et spectacles sonores. Mais le gros des efforts est consacré à l'information. L'actualité sous formes de flashes, journaux et magazines n'occupe qu'un dixième de notre temps d'antenne, mais jusqu'à deux tiers de nos effectifs. Agences de presse, envoyés et correspondants spéciaux, contacts personnels dans différentes sphères — tout le monde est mis à profit pour que soit diffusée une information objective. Ça demande beaucoup d'habileté et d'argent, mais c'est rentable à long terme. L'ambition de devenir une source d'information rapide et fiable reste l'une des grandes motivations de nos journalistes.

L'ÉCHO D'UNE ATTAQUE ARMÉE

Dans la nuit du 13 janvier 1991, l'animateur Serguei Bountman s'est fait réveiller par le coup de téléphone d'un ami de Vilnius qui l'appelait pour lui dire que des coups de feu résonnaient dans la ville. A l'époque, nous ne prenions l'antenne que trois heures par jour, en soirée. Toutefois, réunis à l'aube dans le studio et ayant appris la nouvelle de l'attaque de l'armée et du KGB contre le bâtiment de la radio-télévision lituanienne, nous avons décidé ce jour-là de brancher l'émetteur bien avant l'heure.

Nous nous rendions parfaitement compte que notre voix se ferait seule l'écho de cette attaque armée. Nous avons eu, presque par hasard, deux correspondants sur place à Vilnius. C'était dimanche — et les quotidiens ne paraissent pas le dimanche et le lundi. Comme nous nous y attendions, la radio et la télévision

d'État ne soufflaient mot de l'événement. Sans nous, le coup pouvait passer inaperçu du grand public. Nous avons préféré parler ce jour-là, du matin au soir. Et nous avons été entendus. Non seulement par nos 300 000 auditeurs quotidiens, mais par quelques millions de Moscovites qui tournaient les boutons de leur poste de radio en quête d'une information objective.

Ainsi nous avons fourbi nos armes dans l'information tout en nous attirant la sympathie de l'intelligentsia moscovite. Avant ces événements, nous devions expliquer en long et en large qui nous étions chaque fois que nous voulions inviter quelqu'un à prendre part à une de nos émissions. Après le 13 janvier, il suffisait de dire « Écho de Moscou » pour entendre un « oui, d'accord ». Parfois aussi un « non », mais beaucoup plus rarement. Quelques semaines plus tard nous avons augmenté nos heures d'antenne quotidiennes à huit et avons maintenu ce rythme en attendant l'arrivée de l'équipement technique qui nous permettrait d'émettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

AOÛT 1991

Rien d'étonnant si le premier média à être fermé le jour de la tentative de coup d'État à Moscou — le 19 août 1991 — fut l'Écho de Moscou.

Ce matin-là, à 6 h 20, j'entrais dans le bâtiment qui abrite les locaux de la rédaction et le studio, à deux pas du Kremlin. J'allais remplacer un animateur tombé malade. C'est seulement en entrant que j'ai entendu l'annonce faite à la radio nationale de la maladie du président Gorbatchev et de l'état d'exception introduit, disait-on, « dans certaines régions du pays ». J'ai tout de suite pensé : « Cette fois, on ne nous laissera pas parler, la leçon de Vilnius a dû être assimilée... » Je me trompais un peu, puisque deux minutes plus tard les techniciens de l'émetteur m'assuraient que nous serions en ondes à 7 heures, comme d'habitude. Puis je me suis demandé : « Mais qu'est-ce qu'ils mijotent? Ce coup d'État va sans doute porter le coup de grâce au communisme en URSS, car il ne peut pas réussir ! » Là-dessus, je ne me trompais pas. Finalement, je me suis dit que tout le programme prévu initialement pour la journée devait sauter. Rien n'était plus actuel. Il fallait tout changer.

Après avoir fait alerter toute l'équipe, j'ai essayé d'avoir au téléphone quelques personnalités politiques capables d'analyser la

situation devant notre micro. J'ai choisi pour support musical quelques titres de rock « social » soviétique, intéressants pas tant pour leur musique que pour leurs textes anti-totalitaires.

A 7 heures pile j'occupais ma place devant la console et le micro et j'entrais en ondes avec quelque chose comme : « Mauvaise matinée aujourd'hui, et si vous venez seulement de vous réveiller, nous allons vous expliquer pourquoi. » Nous avons diffusé l'information officielle, et aussi les dépêches de nos correspondants sur les mouvements de troupes dans la ville. J'attendais des invités. A 7 h 45, un groupe de personnes apparaît effectivement dans le studio. Le visage d'une d'entre elles me paraît très familier ; profitant de la pause-musique, je me lève pour leur serrer la main et les inviter au micro d'en face. Quelques secondes plus tard, je réalise que le visage familier appartient à un responsable des services des télécommunications (leurs locaux sont juste à côté). Les autres personnes se présentent comme des officiers du KGB !

— C'est bien ici que se fait l'émission ? me demande l'un d'eux.

— Bien oui, si étrange que cela puisse paraître, répondis-je en regardant autour de moi — notre équipement vétuste pouvait induire en erreur n'importe qui.

— Il faut terminer l'émission.

— Pourquoi donc ?

— L'état d'exception, vous connaissez.

— Montrez-moi les papiers qui vous habilitent à nous fermer.

— Mais vous savez qu'à l'annonce de l'État d'exception, tous les médias passent sous contrôle.

— Attendez, rétorquai-je, j'ai le texte officiel devant les yeux. Il dit que l'état d'exception est introduit « dans certaines régions du pays ». La ville de Moscou n'est pas mentionnée.

— Mais cela va de soi. Il faut terminer.

— Non, je ne peux pas. En l'absence de papiers correspondants, je ne ferai rien.

Le KGBiste continuait d'insister, mais sans entreprendre quoi que ce soit qui puisse vraiment arrêter l'émission dans le studio. Son équipe — cinq ou six individus, tous petits de taille, vêtus en civil — n'avait pas du tout l'air d'un commando. Je pensais déjà à un malentendu quelconque et continuais l'émission, prêt à donner la parole au véritable invité qui venait d'arriver... lorsqu'un de nos journalistes fit son entrée pour nous annoncer que le récepteur de contrôle s'était tu — le signal radio ne passait plus. J'ai regardé ma montre. Il était 7 h 58.

Ils nous avaient eus en déconnectant le studio de l'émetteur. L'émission était coupée. Mais le vrai boulot ne faisait que commencer. Ayant probablement jugé leur travail accompli, les officiers du KGB disparurent sans laisser de traces, mais les techniciens dont dépendait la connexion refusèrent net de nous brancher sur l'antenne, arguant des prétendues défaillances techniques. Le départ des gars du KGB nous laissait tout de même une marge de manœuvre et l'espoir de pouvoir nous rebrancher par la suite...

Nous allions vivre trois jours d'un travail exténuant. Exténuant, mais aussi très facile et fructueux. Le fait est qu'aucun des canaux d'information n'a été coupé par les putschistes : les téléphones sonnaient sans arrêt, le télécopieur ne s'arrêtait plus, et toutes les agences ont donné le meilleur d'elles-mêmes pour fonctionner en régime d'urgence. Une véritable aubaine pour les journalistes ! Le premier jour, coupés de notre antenne, nous avons nous-mêmes fait office d'agence de presse en transmettant le condensé des nouvelles vers d'autres médias, y compris des radios étrangères dont la BBC et Radio Liberty. Parallèlement, nous menions une vraie bataille pour nos propres ondes. Le deuxième jour du putsch — le 20 août — nous avons réussi à reprendre nos émissions grâce au soutien d'une partie des techniciens. Il était 13 h 40 exactement. Je m'en souviens très bien, car jamais auparavant je n'avais ressenti un tel afflux de forces. J'occupais toujours ma place d'animateur et les trois premières heures se déroulèrent sans le moindre accroc. Informations des agences, musique, invitées en studio, appels téléphoniques en direct du parlement de la Russie, assailli et hérissé de barricades — tout se succédait à un rythme fou. Nos auditeurs nous téléphonaient et nous apportaient des gâteaux, du café et des cigarettes pour nous aider à tenir le coup...

Ce soir-là, le journal télévisé diffusa une nouvelle officielle : un décret des putschistes imposait la fermeture à plusieurs médias. L'Écho de Moscou était mentionné à part comme « la radio qui ne contribue pas à stabiliser la situation ». Nous aurions bien aimé suivre une nouvelle fermeture en direct, mais cette fois ils se contentèrent de débrancher notre émetteur. En mobilisant tous nos amis, nous avons réussi à nous rebrancher une heure plus tard. La troisième déconnexion nous a frappés à une heure du matin — au moment le plus tendu de la situation. Nous avons à peine eu le temps d'informer nos auditeurs des premières effusions de sang dans les rues de Moscou...

La nouvelle de ces actes de violence et le fait d'être fermés à un moment aussi crucial nous ont vraiment démoralisés. De plus, grâce à l'information qui nous parvenait toujours, nous savions que les choses n'allaient pas bien à proximité du parlement de Russie et qu'une attaque directe se préparait. Autre mauvaise nouvelle : une radio inconnue, utilisant le nom « Écho de Moscou », diffusait de la désinformation sur notre fréquence ! Dans le désordre qui régnait cette nuit-là, nous n'avons pas pris le temps d'enregistrer ces émissions. Mais il ne fait aucun doute qu'il s'agissait d'un jeu radiophonique des services secrets qui préparaient l'assaut à leur manière. La question de savoir qui a fait cela reste d'ailleurs sans réponse officielle. Le KGB a répondu à toutes les autres questions de la commission d'enquête, mais pas à celle-là. Et l'espoir d'obtenir un jour une réponse s'amenuise, étant donné la réorganisation des services secrets...

Vers les 3 heures du matin, nous avons reçu le coup de téléphone d'un responsable des télécommunications, opposé au putsch, qui nous demandait si nous étions prêts à reprendre l'antenne. Ma réponse ne pouvait être que « oui, certes ». Nos techniciens se sont donc arrangés pour connecter notre petit studio d'appoint à l'émetteur situé à une dizaine de kilomètres par une simple ligne téléphonique... et ça a marché ! Au point que, ne comprenant pas comment il se faisait qu'une radio déconnectée continue d'émettre, les putschistes ont envoyé un véritable commando du KGB à l'endroit où se trouvait notre émetteur pour en finir une fois pour toutes avec nous. Mais nous étions déjà le 21 août, et quelques heures plus tard la défaite des putschistes devenait évidente pour tout le monde. De leur propre initiative les techniciens ont rebranché tout ce qu'ils pouvaient, en utilisant l'émetteur de réserve.

Autre initiative remarquable : apprenant le mutisme de notre émetteur, des militaires d'un détachement des environs de Moscou en avaient chargé un semblable dans un véhicule afin de nous l'apporter ! C'est en route vers Moscou qu'ils nous ont entendu reprendre l'antenne, et ont donc décidé de rebrousser chemin. Chapeau !

Un mois plus tard, les journalistes qui venaient nous interroger étaient plus nombreux que ceux de notre propre salle de rédaction. Tombant de fatigue, las de répondre aux mêmes questions, nous n'avons toutefois renvoyé aucun d'entre eux. Cette publicité gratuite constituait une occasion de nous faire connaître de par le

monde, ce qui n'est pas peu pour une radio « commerciale » pauvre comme une souris.

ÉCHOS DU FUTUR

Nous savons maintenant que l'avenir de l'Écho de Moscou est entre les mains de ses journalistes, et nous nous en réjouissons. Il est désormais acquis que nous pouvons fonctionner comme une radio commerciale sans abandonner nos idéaux journalistiques pour autant. Dans l'après-putsch, le monopole de la Radio-Télévision d'État de l'URSS a disparu définitivement avec la disparition de l'URSS elle-même. Mais un nouveau monopole cherche à le remplacer - celui de la Radio-Télévision d'État de la Russie. Elle s'accapare les meilleures fréquences, les émetteurs les plus puissants, et utilise la publicité à plein pour gonfler les salaires de ses journalistes. Bref, il s'agit d'une concurrence déloyale qui prend de l'ampleur, et où l'État détient les meilleurs atouts. D'autre part les radios privées musicales, souvent créées avec la participation de l'État, poussent comme des champignons et profitent pleinement des facilités que leur offrent les hautes autorités. Pour le moment, l'Écho de Moscou tient le coup. Le dernier sondage nous donne la deuxième place à Moscou, à deux pas d'Europa Plus. Les autres radios sont loin derrière.

En ne voulant pas dépendre des gros entrepreneurs, nous avons perdu un peu de temps pour nous rééquiper. Mais nous avons finalement réussi à obtenir un studio très bien équipé grâce à une contribution de la fondation américaine Soros. Ce sera un problème de moins pour l'avenir. Avec le consentement de nos fondateurs, nous avons décidé d'investir 40 % des revenus de la station dans la rédaction. Le financement de la radio est assuré par la publicité, laquelle nous a permis, depuis le putsch, de réaliser un chiffre d'affaires mensuel d'un million de roubles. Le rouble n'est toutefois pas une devise forte. Sa chute libre nous inquiète, et nous plaçons nos espoirs dans la réforme économique entamée en Russie.

Jusqu'à maintenant, aucune des nouvelles radios n'a osé nous tenir tête dans notre domaine — celui de l'information sérieuse. Nous disposons maintenant d'un vaste réseau de contacts et de correspondants, à l'intérieur du pays et dans les anciennes républiques de l'URSS, et comptons constituer bientôt un réseau international. A Moscou nous jouissons d'une forme de monopole de

l'information puisque la radio d'État, bien que mieux équipée, n'accorde pas autant de soin que nous à la rapidité et à la forme. Même si cette position risque de nous gêner, notre plus grand désir est de ne pas succomber à la tentation de nous détendre, même un peu.

L'avenir ne s'annonce pas rose pour nous et nous le savons. Les nouvelles autorités nous regardent de plus en plus souvent d'un mauvais œil. Mais cela ne nous empêche pas de ramasser dans nos studios toutes les minorités possibles, de rigoler quand nous en avons envie, et de jurer entre nos dents en faisant marcher notre matériel à coups de pied tout en faisant bonne figure devant les auditeurs.

Tous les jours nous reprenons le chemin de l'Écho de Moscou. Ce n'est plus seulement une passion — c'est devenu une drogue. Pas de celles qui tuent, mais de celles qui revigorent, qui font se lever et marcher les fous que nous sommes. Seul un fou peut croire se faire l'Écho... de Moscou.

3. *Un soleil pour libérer la parole*

Joseph Georges, et Isabelle Fortin

En 1978, Haïti vivait encore sous la dictature de Jean-Claude Duvalier. C'était le règne de la répression, et toute opposition au régime était immédiatement tuée dans l'œuf. Duvalier, qui avait succédé à son père quelques années plus tôt, allait se déclarer lui-même « président à vie » quelques années plus tard. L'opinion publique internationale avait toutefois obligé le gouvernement à une certaine souplesse, et quelques radios et journaux tentaient tant bien que mal de faire état de la répression.

A la même époque, l'Église catholique procédait à la réévaluation de son rôle en Amérique latine. Lors d'un congrès tenu à Medellín, en Colombie, les évêques catholiques avaient évoqué la nécessité pour leur Église de prendre part à la lutte des peuples d'Amérique latine et des Antilles, et avaient reconnu l'importance des médias dans les combats contre la répression politique.

C'est dans ce contexte que la Conférence épiscopale d'Haïti fonda Radio Soleil, afin de pouvoir travailler avec le peuple, contre la répression et pour la promotion des droits de la personne.

RADIO SOLEIL ET LA DICTATURE

La première confrontation de Radio Soleil avec la dictature a lieu en 1980, au moment où des journalistes d'une station commerciale relativement progressiste, Radio Haïti Inter, sont arrêtés par le gouvernement. Les journalistes en question avaient commencé à diffuser en créole¹ des nouvelles qui critiquaient le régime Duvalier. Jean Dominique, le directeur de la station, ainsi que des membres de son personnel sont expulsés du pays. Dans un geste de solidarité, Radio Soleil dénonce ces événements qui, selon elle, démontrent une fois de plus que les droits de la personne sont bafoués en Haïti et qu'il faut continuer à travailler pour mettre fin à la dictature. Le peuple vit la situation comme une défaite, mais Radio Soleil l'encourage à ne pas désespérer.

Radio Soleil se retrouve à nouveau aux premiers rangs de la résistance lorsqu'elle participe à la libération de Gérard Duclerville, un animateur catholique séquestré en 1982 par le gouvernement. Au début de cette affaire, les autorités avaient refusé d'avouer publiquement la détention de Duclerville. Radio Soleil avait alors fait une série de reportages, en spécifiant chaque fois : « Aujourd'hui 17 novembre, Gérard Duclerville, arrêté tel jour, n'a pas été relâché ; aujourd'hui 18 novembre, Gérard Duclerville, arrêté tel jour, n'a pas été relâché. » Ceci jusqu'à sa remise en liberté, en février 1983. Cette expérience avait provoqué une chaîne de solidarité nationale. Des écoliers, des professeurs, des prêtres et des représentants d'organisations paysannes et de quartiers s'étaient mobilisés pour la première fois. Vers la fin de la campagne, la Conférence épiscopale avait même fait de la libération de Duclerville une condition préalable à la visite du pape Jean-Paul II, prévue pour le mois de mars.

Outre la libération de Duclerville, la visite du pape nous donne une occasion supplémentaire de nous prononcer contre la dictature. « Il faut que quelque chose change en Haïti », avait déclaré Jean-Paul II à la cathédrale de Port-au-Prince. Pendant cinq ans, cette déclaration nous a servi de thème, et nous avons cherché à identifier ce « quelque chose » qui devait changer. Nos émissions se sont penchées sur la justice — ou l'absence de justice. Nous avons

1. Bien que le créole soit la langue que les Haïtiens utilisent quotidiennement, la plupart des radios choisissaient à l'époque de ne diffuser leurs émissions qu'en français, une langue que seule une petite élite maîtrisait. Cette façon de faire avait pour effet d'exclure des ondes radiophoniques la voix de la plupart des Haïtiens.

parlé des privilèges énormes dont jouissait la classe qui possédait toutes les terres et qui allait à l'école. Nous avons parlé des « tontons macoutes² », et des services de santé inadéquats. Chaque fois qu'un membre du gouvernement affirmait que le régime était démocratique, nous le prenions au mot et faisons apparaître en ondes les contradictions de son affirmation.

LA DÉRISION COMME ARME RADIOPHONIQUE

Ces premières expériences permettent à l'équipe de Radio Soleil et au peuple haïtien de prendre conscience du réel pouvoir de la radio. Toutefois, ce n'est qu'en 1985, lorsque Jean-Claude Duvalier annonce la tenue d'un référendum pour demander au peuple de choisir entre une forme de dictature et une autre, que nous commençons à utiliser pleinement ce pouvoir. En réponse à l'annonce du référendum, nous décidons de diffuser une série de sketches. Cette série s'est par la suite avérée l'une de nos campagnes les plus efficaces et les plus populaires. La diffusion du premier sketch fait scandale dans le pays. Tout le monde en parle. Les auditeurs nous demandent de le repasser, ce que nous acceptons de faire, trois fois par jour.

L'émission s'appelle *Garanti la loi*. L'idée de l'équipe de réalisation est de mettre en scène un groupe de personnages : un paysan, une paysanne, quelques fils de paysans et un griot (un vieillard ayant une certaine expérience de la vie). Ces personnages se rencontrent chaque matin sous un arbre et parlent de leurs problèmes. Le paysan commence toujours par dire qu'il a très faim et qu'il n'a pas trouvé à manger ; qu'il est allé à l'hôpital et qu'il n'y avait pas de médecin ; que le dispensaire est très loin et qu'il faut beaucoup de temps pour y arriver. Un beau jour, ce paysan rencontre en cours de route un autre paysan qui lui raconte que quelque chose est sur le point de se passer dans le pays. Le premier demande au second :

— Mais qu'est-ce qui va se passer ?

Et l'autre lui répond :

— Vous n'êtes pas au courant du référent l'homme ?

Le premier paysan ne comprend pas du tout de quoi il s'agit :

— Référent ? Référent l'homme ? interroge-t-il.

2. On nomme « tontons macoutes » les membres de la milice privée formée sous la dictature des Duvalier.

Nous mettions en scène beaucoup de choses pour nous moquer de la terminologie du référendum. Au bout du compte, le paysan ne comprenait jamais ce que cela voulait dire. L'occasion de choisir entre telle forme ou telle autre forme de présidence à vie n'avait pour lui aucun sens.

Dans un des sketches, la paysanne pose des questions sur la démocratie :

— Est-ce qu'elle va venir dans un avion ?

Elle regarde le ciel et ne voit rien. Elle regarde sur terre et ne voit toujours rien. La démocratie ? On n'a jamais rien vu de tel en Haïti. Nous ridiculisions toute la philosophie politique du gouvernement. Un jour, le griot commence à parler de la Constitution, et tout le monde est étonné :

— Qu'est-ce que ça veut dire, la Constitution ? Il y a quelque chose comme ça ? Ah oui ! Je ne savais pas qu'il y avait une Constitution et que le nom du président y figurait en tant que président à vie !

Et le paysan de demander s'il est normal que le nom du président apparaisse dans la Constitution. Le griot répond que non.

Il y avait aussi le personnage d'un étranger, un « mon blanc » comme on les surnomme familièrement en Haïti. Le « mon blanc » rapportait l'expérience d'autres pays et faisait remarquer aux gens que la situation politique de leur pays n'était pas normale.

LA RÉACTION DE L'ÉTAT

Un jour, les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Information convoquent le directeur de la radio. Le ministre des Affaires étrangères s'adresse au directeur et lui dit : « Directeur, j'écoute vos sketches tous les matins, je les trouve formidables, ils sont très intéressants. J'aimerais participer. Est-ce qu'il y aurait moyen de vous donner un enregistrement ? »

Le ministre nous fournit une cassette, et exige qu'elle soit intégrée dans l'émission. Un peu plus tard, nous tenons une réunion pour réfléchir à l'utilisation de cette cassette. Nous décidons de commencer le sketch comme d'habitude, avec le paysan. Celui-ci raconte que dans sa région, il n'y a pas de voiture ni d'ambulance, alors qu'à Port-au-Prince il a vu plusieurs voitures dans les cours des ministères, des voitures munies de haut-parleurs qui faisaient du bruit et diffusaient de la propagande. Une sorte de critique naïve d'un paysan qui ne comprend rien à rien. Pendant qu'il raconte son histoire, un

des jeunes dans le sketch ouvre sa radio et invite les autres à écouter ce qui semble être une déclaration gouvernementale. Tous se mettent à écouter, et c'est à ce moment que nous faisons passer la cassette du gouvernement. Ensuite, les personnages du sketch critiquent ce qu'ils ont entendu à la radio, en soulignant les contradictions. La sanction-censure gouvernementale ne tarde pas. Quelques jours après la diffusion de cette émission, l'électricité et le téléphone de la station sont coupés et nos émissions brouillées.

Heureusement, notre technicien a réussi à déjouer le système de brouillage et nous avons pu nous arranger avec un voisin pour l'électricité. Cela nous a permis de continuer à travailler et à diffuser *Garanti la loi* trois fois par jour. Puis nous avons commencé à recevoir des centaines de lettres qui nous parvenaient des provinces et nous donnaient l'opinion des gens sur le référendum. Ils étaient tous contre.

Le jour du référendum, nous avons diffusé les reportages de nos correspondants clandestins présents dans différents bureaux de vote du pays. En notant le numéro des plaques minéralogiques, ils arrivaient à suivre les autobus qui sortaient des quartiers populaires, bourrés d'électeurs payés par le gouvernement. Les autobus allaient de bureau de vote en bureau de vote, et leurs passagers votaient plusieurs fois. Nous avons clandestinement enregistré quelques témoignages :

— Moi, j'ai voté vingt fois.

— Moi, j'ai voté cent fois.

— Pourquoi as-tu voté « oui » ?

— Je n'ai pas choisi, on m'a donné le bulletin de vote ainsi.

A d'autres endroits, les gens descendaient des montagnes pour aller voter et découvraient les urnes déjà remplies. Toujours grâce à nos correspondants, nous avons pu enregistrer les témoignages de ces personnes également. Dans tout le pays, ceux qui étaient allés voter avaient été payés pour le faire, et nous avions des enregistrements pour le prouver :

— Dérélus, donne-moi mon dollar, j'ai déjà voté !

Quand le gouvernement a constaté que tout le monde savait que le référendum était une fraude, et que nous en diffusions la nouvelle, il a fermé notre radio. Nous étions alors reliés par téléphone à deux stations de province, ce qui nous a permis de continuer à diffuser nos émissions à l'extérieur de Port-au-Prince pendant un certain temps. Mais les autorités s'en sont vite rendu compte et ont coupé notre ligne téléphonique. Refusant de nous avouer vaincus, nous avons

envoyé des cassettes aux stations de province tous les jours, par autobus.

Le jour du référendum, nous avons appris à temps par les gens du quartier que le directeur de la station avait été arrêté et frappé par des militaires, et qu'il devait être expulsé le jour-même³. Sans tarder, nous avons entrepris des démarches auprès des ambassades et de la nonciature pour leur demander d'intervenir, et d'empêcher l'expulsion. Le directeur a été libéré dans la journée, et nous avons diffusé une édition spéciale de *Garanti la loi* pour l'occasion. Dans cette émission, le paysan frappait le « mon blanc » (joué par le directeur) de la même façon que les militaires avaient frappé le directeur. Le « mon blanc » a alors crié et raconté ce qui lui était arrivé dans la journée, mais de manière comique. Le paysan a ensuite raconté que, pour la première fois de sa vie, il était monté dans un autobus climatisé, qu'il avait voté cent fois, et qu'on l'avait même payé pour ça. Deux jours plus tard, notre directeur était expulsé du pays.

LES PRESSIONS SE MULTIPLIENT

De novembre 1985 à décembre 1985, nous avons reçu la visite de quinze hauts dignitaires du gouvernement, dont quatre ministres d'État. A la dernière de ces visites, les ministres nous ont déclaré : « Maintenant, nous sommes les propriétaires de Radio Soleil. Vous allez exécuter nos ordres. Dans cette bataille vous allez perdre, parce que nous avons les armes et que l'Église n'en a pas. »

Chaque fois que nous recevions ce genre de visite, nous en informions nos auditeurs. Ça irritait les ministres. Le jour de leur dernière visite, nous avons rapporté leurs propos en ondes, comme d'habitude. Cette fois, cependant, cela nous a valu des appels de responsables religieux nous demandant de nous taire, car ils avaient reçu des menaces des autorités. Nous n'avons plus eu le droit de diffuser de nouvelles, mais avons continué à diffuser une sélection de musiques engagées. Cela irritait tout autant les autorités, qui voulaient émettre un décret interdisant les musiques à contenu de protestation. Le 4 décembre, les militaires ont débarqué et ont endommagé du matériel au site de l'émetteur et à la station, nous obligeant à quitter l'antenne.

3. A cette époque, le directeur de la station était un prêtre belge.

Ce jour-là, revenant d'un voyage à l'étranger, je me suis fait dire par les militaires qu'ils étaient maintenant propriétaires de la radio et que je ne pouvais pas rester. Ils ont fouillé ma valise et y ont trouvé des journaux catholiques. J'avais beau les assurer que ces journaux étaient inoffensifs, ils m'ont répondu qu'ils venaient du Canada, de la Yougoslavie. « Jean-Claude n'a pas de relations avec ces pays-là. Ce sont des pays communistes ! Vous êtes sous le coup d'une arrestation ! »

Finalement, après avoir mangé, les militaires m'ont dit que j'avais l'air d'un type sérieux et que je pouvais revenir à la radio si j'en avais envie. Nous avons pu nous remettre au travail, même si nous ne pouvions prendre l'antenne. Nous donnions à manger aux militaires trois fois par jour, et eux regardaient la télévision au lieu de surveiller la station.

Dans les derniers jours de décembre 1985, des pressions populaires et internationales ont demandé la réouverture de Radio Soleil. Je me souviens qu'à l'époque le chanteur religieux John Littleton était en Haïti pour une série de concerts. A chacun des concerts, le présentateur remerciait les différentes radios qui avaient fait la promotion de cet événement. Chaque fois qu'il mentionnait Radio Soleil (qu'il remerciait même si nous n'étions pas en ondes) le public lui faisait une véritable ovation. Le dernier concert de la série était au bénéfice d'un organisme de jeunes ; à la fin du spectacle, le public a spontanément gagné la rue pour demander la réouverture de Radio Soleil.

A partir de là, les événements se sont mis à défiler rapidement. La situation est devenue tellement tendue que le gouvernement lui-même a commencé à faire pression sur nous pour que nous rouvrions la station. Si bien que le 24 décembre, en pleine nuit, nous nous sommes retrouvés aux abords de l'émetteur pour superviser le travail des techniciens du gouvernement, venus réparer des dommages qu'ils avaient eux-mêmes causés. Nous avons repris l'antenne le 31 décembre, avec le même contenu, en annonçant au peuple que nous n'avions pas changé et que nous ne comptons pas le faire.

PRÉAMBULE AU 7 FÉVRIER 1986

Comme première émission, nous avons diffusé en direct la célébration d'une messe en plein air. Nous voulions prendre notre temps avant de recommencer à diffuser des nouvelles. C'est

d'ailleurs suite aux demandes de la population que nous l'avons fait et, presque aussitôt, les pressions gouvernementales ont recommencé. L'atmosphère était très tendue. D'un côté nous recevions des coups de téléphone de personnes qui nous menaçaient de nous lancer des grenades ; de l'autre, des gens nous appelaient pour nous dire qu'ils allaient former des brigades de vigilance pour nous protéger.

La tension montait sans cesse et, dans les premiers jours de janvier, il y eut une répression féroce dans plusieurs régions du pays. Le découragement commençait à gagner les gens. Nous avons alors lancé une nouvelle émission, intitulée *Sept diocèses en sept jours*. L'animateur se rendait sur le terrain discuter avec les paroissiens de chacune des communautés de ce qui se passait en Haïti. Les gens lui disaient à quel point la situation, injuste et inacceptable, allait à l'encontre des enseignements de Jésus-Christ. L'émission nous permettait d'entrer dans les maisons avec des paroles de réconfort et d'encouragement. Notre message se résumait ainsi : « Bonjour, comment allez-vous ? Nous savons que vous avez perdu des parents, des frères, des sœurs ou des enfants, que les temps sont difficiles, mais nous sommes venus vous dire de ne pas vous décourager, qu'il y a encore moyen de lutter. »

Nous avions prévu de clore l'émission par des messes œcuméniques dans tout le pays. Les protestants devaient aller chez les catholiques et *vice versa*, et les messes devaient se terminer par des manifestations contre le régime. Mais le gouvernement s'est senti tellement menacé qu'il a convoqué les évêques pour leur dire d'interrompre l'émission. Nous avons continué de la diffuser, malgré l'intervention des évêques. Au septième jour, la série de manifestations a eu lieu comme prévu ; le 31 janvier, la radio était à nouveau fermée par ordre du gouvernement. Mais cette fois-ci, c'était trop tard.

ONÈ ! RÈSPÈ !

D'autres manifestations eurent lieu après le 31 janvier. Au bout d'une semaine, le 7 février plus exactement, le président à vie Jean-Claude Duvalier quittait le pays pour de bon, ce qui fit naître un nouvel espoir pour la démocratie en Haïti.

Pour certains, la lutte était terminée, et Radio Soleil ne devait plus diffuser que des émissions à caractère religieux. Le personnel de la radio n'était pas du même avis. Nous pensions au contraire

que c'était le temps opportun d'accompagner le peuple dans un projet d'organisation de la société. Notre contribution à cette tâche a été de lancer une nouvelle émission intitulée *Onè ! Rèspè !* (Honneur ! Respect !), la suite de *Garanti la loi*.

Nous avons conservé la même équipe et la même formule : plusieurs personnages issus de milieux différents qui se rencontrent et discutent. Un jour nous parlions de santé, un autre de répression, et ainsi de suite pendant toute la semaine. L'émission commençait par une salutation traditionnelle en milieu paysan, « Onè ! Rèspè ! » qui s'adressait aux familles participantes.

Les membres des communautés nous envoyaient des lettres que nous lisions à l'antenne en début d'émission. Elles contenaient des réflexions sur les problèmes vécus dans différentes régions du pays. Les gens nous demandaient plusieurs fois d'aller les visiter. Nous l'avons fait, et avons réalisé des émissions à travers le pays. Nous étions accueillis très chaleureusement partout où nous allions, et le contact se faisait extraordinairement bien entre la population et nous. Certaines personnes décidaient de s'improviser journalistes, enregistraient des reportages sur cassettes et nous les faisaient parvenir. Nous recevions aussi des poèmes, des chants et des textes engagés mais également des renseignements pratiques, comme par exemple des méthodes de conservation des mangues. L'émission cherchait à valoriser le travail des paysans, tant dans le domaine social que culturel.

Malgré le départ de Duvalier, la répression subsistait. Afin d'encourager la population, nous avons organisé un concours de chants auquel les auditeurs participaient en nous envoyant des chansons sur leurs problèmes et leurs misères. Le groupe vainqueur avait écrit un chant contre la contrebande qui commençait à détruire la production de riz de l'Artibonite, une région irriguée du centre du pays. Nous avons aussi reçu des chants sur le massacre des 600 paysans de Jean-Rabel, une localité du nord-ouest du pays. Ces chants étaient accompagnés de musique jouée sur des instruments traditionnels.

Un de nos principaux thèmes, repris par plusieurs organisations paysannes, était : « L'organisation ou la mort ! » Nous diffusions des techniques d'organisation, pas seulement à partir de connaissances d'intellectuels, mais aussi à partir d'expériences réussies un peu partout dans le pays. L'émission a été l'ennemi numéro un de plusieurs gouvernements successifs — Namphy, Manigat, Avril et les autres. Elle a duré jusqu'en 1989, jusqu'à ce

que des membres de l'aile conservatrice de l'Église réussissent à obtenir le renvoi de l'équipe de réalisation.

NOVEMBRE 1987

Duvalier parti, le pays pouvait se mettre au travail et préparer ses premières élections démocratiques. On les annonça d'abord pour novembre 1987, mais elles engendrèrent une telle violence qu'on dut finalement les remettre à plus tard. Il est vite apparu que la transition serait difficile. La répression sévissait toujours. Le moniteur d'un projet d'alphabétisation fut séquestré par les militaires (à ce jour, on ne sait toujours pas s'il a été tué). Apprenant cela, Radio Soleil diffusa une émission de solidarité avec l'enseignant, dans laquelle il y avait un sketch où un nouveau-né demandait où était son père. Le 7 novembre 1987, une manifestation eut lieu dans tout le pays. Presque 300 000 personnes manifestèrent dans la capitale pour dire « non » aux tontons macoutes, à leurs tueries sans fin et à la fermeture de Radio Soleil. Une marche était prévue, qui devait partir de la radio et se rendre jusqu'à une petite église. Les militaires ont fait courir le bruit que les gens de la radio avaient assassiné quelqu'un. Au moment où la procession se préparait à partir, ils ont commencé à tirer sur la foule et sur la radio. Nous avons passé trois heures couchés sur le sol pour nous protéger des balles ; des ampoules volaient en éclats au-dessus de nos têtes. Chaque fois que quelqu'un appelait le quartier général pour dire qu'on nous tirait dessus, il se faisait répondre que c'était le contraire, que c'était nous qui tirions sur les militaires.

Le 28 novembre, des journalistes et des correspondants étrangers donnèrent une conférence de presse à Radio Soleil pour dénoncer le fait que les militaires les empêchaient d'aller couvrir les élections en province. Nous avons diffusé leur conférence de presse en direct. A 21 heures, deux appels anonymes nous ont conseillé de quitter la radio, disant que nous allions être bombardés. Nous avons pris notre temps pour terminer notre travail. A peine sortis, nous avons entendu la fusillade qui commençait. L'émetteur brûlait déjà lorsque la station fut prise d'assaut par trois camions, des mitrailleuses et des grenades. Dix-huit personnes ont été blessées et une autre a péri dans l'incendie.

Le lendemain, nous avons évalué les dégâts. Ils avaient fait brûler des voitures, la maison du technicien et celle du gardien. L'émetteur de 10 kilowatts était troué, mais, par bonheur, seul l'extérieur avait

brûlé. Grâce à notre émetteur de 1 kilowatt, en moins de deux jours nous étions de retour en ondes, réconfortant la population avec la même ardeur qu'avant. Tant en Haïti qu'à l'étranger, les gens ont fait preuve à notre égard d'une solidarité incroyable. En un mois, nous avons pu amasser 90 000 dollars us et acheter un nouvel émetteur de 10 kilowatts. Cela s'est fait si vite que nous avons dû demander qu'on arrête de nous envoyer de l'argent ! Des personnes ont fait des kilomètres à pied pour nous apporter tantôt deux gourdes (la monnaie du pays), tantôt 20 dollars. Rien qu'à Port-au-Prince, nous avons réuni la somme de 20 000 dollars us. Cette année-là, nous avons reçu le prix Letelier-Moffit pour la qualité de notre travail en communication populaire et alternative et pour notre promotion des droits de la personne, grâce entre autres à l'émission *Onè ! Rèspè !* Même ce prix nous a causé des problèmes, parce qu'il venait d'une organisation prétendue socialiste.

UNE VOLONTÉ CONSTANTE DE VAINCRE LA PEUR

Si le « Soleil » a pu émettre quelques rayons de liberté, c'est grâce à une certaine vision de lutte ; une vision qui se résume dans la stratégie toute simple que nous utilisions, particulièrement dans les moments difficiles : nous protéger et attaquer. Cette stratégie demandait que la philosophie de lutte domine l'ensemble de la radio, c'est-à-dire l'ensemble des programmes : nouvelles, émissions éducatives, religieuses et musicales. Ainsi, tout ce que nous diffusions avait un contenu engagé. L'autre outil de lutte, tout aussi important, était la participation. Pas seulement celle du personnel, mais aussi et surtout celle des auditeurs. Ce sont les auditeurs qui ont fait avancer Radio Soleil et lui ont permis d'avoir un certain impact. Un exemple : Elifet est à Port-au-Prince ; il a été victime d'agressions de la part de tontons macoutes. Fidelia est à Carrefour et sa mère est en prison. Dans ces deux villes, la peur a déjà attaqué les esprits. Mais Elifet ouvre sa radio et entend Ekzius qui dénonce la répression subie par la population dans sa localité, Bochan, située au nord-ouest du pays. A Petit-Goâve, Adélaïde demande que son père soit libéré. Elifet et Fidelia, qui étaient complètement découragés, entendent ces deux messages. Ils reprennent alors courage et se dirigent vers la station pour, eux aussi, dénoncer.

Le militantisme du personnel de la radio a singulièrement contribué à vaincre la peur chez le public. Ce travail a été facilité

par l'analyse que la population faisait elle-même de l'état des choses, et par les suggestions qu'elle formulait sur les façons d'améliorer ses conditions de vie. La volonté constante de vaincre la peur nous a souvent amenés à prendre des initiatives d'envergure nationale, lesquelles ont provoqué à plusieurs reprises des changements d'attitude et de mentalité au sein de la population et du gouvernement.

Nos meilleures émissions ont été réalisées sur une base de spontanéité et de créativité. Elles étaient utilisées pour contourner la répression, nous protéger et protéger la population. Le nom des auditeurs qui témoignaient n'était jamais révélé. Les personnages des sociodrames étaient souvent inventés pour la circonstance. A Radio Soleil, c'est l'auditeur qui détenait le véritable pouvoir radiophonique. Nombreux sont ceux qui venaient dormir à la station pour protéger ce qu'ils considéraient comme « leur » radio. Ils apportaient à manger pour le personnel et cherchaient des nouvelles, même les plus secrètes, pour les transmettre aux journalistes. En retour, nos émissions protégeaient les auditeurs, discrètement ou directement.

POST-SCRIPTUM : CHANGEMENT DE CAP

Nous avons poursuivi notre travail, faisant de notre mieux pour contribuer à l'édification d'une société nouvelle en Haïti, jusqu'à ce qu'en 1989 l'aile conservatrice et orthodoxe de l'Église réussisse à s'imposer au sein de la Conférence épiscopale et ordonne à la radio de changer de cap. Presque tout le personnel rattaché à la programmation a été renvoyé.

Depuis le coup d'État du 29 septembre 1991, qui a renversé le premier gouvernement élu démocratiquement en Haïti, Radio Soleil s'est transformée en un outil de propagande des dictateurs. Cela a particulièrement touché les anciens membres du personnel quand, alignés dans le camp des auditeurs, nous n'avons plus eu de la radio le soutien et le souci de la vérité qui auparavant la caractérisaient. Ayant perdu son courage du passé, elle taisait maintenant la souffrance et la peur d'un peuple traqué et poursuivi. Radio Soleil n'a même pas dénoncé les agressions, intimidations et éliminations de journalistes et correspondants, ni le bâillonnement de la presse. Elle n'a pas dénoncé la répression systématique de tout ce qui s'appelle organisations paysannes ou populaires. Elle s'est plutôt contentée de garder le silence, livrant

son micro aux assassins qui méprisent la foi du peuple en la justice et en la vérité.

Entre nous, les membres de l'ancienne équipe, nous avons partagé notre douleur et vainement attendu un changement de programmation. Finalement nous avons compris ce que cela signifie que d'être un auditeur, et ce qu'un auditeur attend d'une radio à vocation libératrice.

4. *Zoom Black Magic Liberation Radio.* *Naissance de la microradio*

Ron Sakolsky

Aux États-Unis, face à la réticence du gouvernement à octroyer des licences de diffusion et aux mesures destinées à contrer les radios pirates, un grand nombre de radios communautaires, jadis audacieuses, ont fait taire leurs éléments les plus subversifs et se sont, consciemment ou non, engagées dans un processus d'auto-censure. Un mouvement, cependant, fait bande à part : celui de la microradio. Contrairement à bien d'autres, ce mouvement n'est pas né sur le campus d'un collège ou au sein d'une communauté universitaire, mais bien au cœur du ghetto noir. Voici l'histoire d'une microstation appartenant à ce mouvement, WTRA/Zoom Black Magic Liberation Radio, de Springfield, Illinois.

Tout a débuté au cœur du complexe résidentiel John Hay Homes, un ensemble de HLM tentaculaire destiné aux citoyens à faibles revenus. Le quartier où il se dresse ne figure pas sur les cartes touristiques de la ville : il est en effet situé dans le quartier est de Springfield, dont la population est presque exclusivement afro-américaine. A quelque distance de là, la demeure historique où vécut Abraham Lincoln...

Au milieu des années quatre-vingt, la John Hay Tenants Rights Association (l'Association pour la défense des droits des locataires

du complexe résidentiel John Hay/TRA) était fondée, afin de se pencher sur les problèmes du quartier. Après avoir d'abord mis l'accent sur les questions concernant le prolongement de l'autoroute et ses conséquences sur la sécurité des zones scolaires, la TRA s'est ensuite penchée sur le transport écolier par autobus et sur la représentation inadéquate de la communauté de l'Est au sein du gouvernement local, archaïque et fonctionnant par commissions. Réclamant un plus grand pouvoir pour la communauté, la TRA s'est opposée avec succès à la bourgeoisie noire locale qui prétendait la représenter dans le cadre d'une poursuite historique portant sur le droit de vote. Résultat : le système de commissions fut remplacé par un système de conseillers.

La TRA s'est ensuite opposée à une proposition appuyée par le nouveau conseiller noir du quartier et prévoyant l'achat de charbon provenant d'une mine de la compagnie Shell, en violation du boycottage organisé contre cette compagnie en raison de ses intérêts en Afrique du Sud. La TRA a également mis en pièces les plans du conseiller qui préoyaient la mise sur pied d'une commission de surveillance du pouvoir policier sans pouvoir réel, en proposant une commission beaucoup plus musclée, modelée sur celle de Berkeley, en Californie.

Choquée et atterrée par la couverture médiatique partielle de ses actions et de ses campagnes d'organisation, la TRA a enfin décidé, en 1986, de créer sa propre station de radio communautaire afin de pouvoir exposer son point de vue directement à la population du quartier. Elle entendait ainsi communiquer plus efficacement avec une communauté dont la tradition est avant tout orale et qui souffre d'un taux d'analphabétisme fonctionnel élevé.

Cette idée n'avait rien d'étrange en soi. L'Acorn (l'Association des organismes communautaires pour une réforme immédiate) avait déjà recours, depuis longtemps, à la radio comme outil d'organisation. Toutefois, la vision de l'Acorn était plus centralisée que celle de la TRA. La radio lui servait surtout à assurer la coordination de ses divers chapitres régionaux : pour s'assurer une portée maximale, elle favorisait donc une puissance de diffusion relativement élevée. De plus, la station de l'Acorn était tout à fait légale.

AU CŒUR D'UNE CITÉ

WTRA (le nom initial de la station de la TRA) était, au contraire, fondée sur un modèle décentralisé, entretenait une relation sym-

biotique avec sa communauté et n'avait ni liste officielle de membres, ni attaches nationales. Dédaignant les normes professionnelles, elle diffusait et diffuse toujours avec une faible puissance. De plus, non seulement était-elle illégale aux yeux de la Commission fédérale des communications (FCC¹), mais elle prenait aussi plaisir à défier celle-ci. En raison des politiques raciales d'hébergement en vigueur à Springfield, il était clair que même une station possédant une puissance de diffusion inférieure à un watt et une portée maximale de 2 à 4 kilomètres pourrait facilement atteindre 70 % de la communauté afro-américaine de la ville, auditoire visé par WTRA. La station n'étant pas clandestine, elle défierait ainsi le gouvernement fédéral.

En raison du non-respect par la TRA des règles et règlements de la FCC, son premier commanditaire, la « Campagne pour le développement humain », annula sa subvention, mais continua tout de même de participer à d'autres activités communautaires. Or, heureusement, avant cette annulation, 600 dollars avaient déjà été dépensés à l'achat du matériel nécessaire à la mise sur pied de la station. Il ne restait plus, pour commencer à diffuser, qu'à trouver une fréquence libre.

Pour limiter l'octroi de licences de diffusion aux stations de radio, la FCC joue sur la rareté des fréquences. Tenant pour acquis que le spectre électromagnétique est limité, elle prétend assurer avec impartialité un accès le plus équitable possible aux ondes, cela au nom de l'intérêt public. Mais la politique fédérale s'explique aussi par d'autres impératifs : comme le disait récemment M'banna Kantako, fondateur de la TRA et directeur de la « déprogrammation » de la station depuis ses débuts, « comment se fait-il que, dans ce pays, on puisse acheter un fusil AK-47 entièrement assemblé plus facilement qu'un émetteur radio ? »

M'banna Kantako a été intrinsèquement lié à l'évolution de la station, depuis sa création sous le nom de WTRA. Rebaptisée Zoom Black Magic Liberation Radio, celle-ci a enfin adopté, plus récemment, le nom de Black Liberation Radio. Son émetteur est situé en plein complexe résidentiel John Hay Homes... au beau milieu de l'appartement de Kantako ! Le salon de Kantako est un véritable lieu de rassemblement où activistes politiques, voisins et amis discutent des questions du jour. Il est le haut lieu de l'animation

1. La FCC, Commission fédérale des communications, est l'organisme officiel chargé de la réglementation des ondes aux États-Unis.

communautaire : les plaintes comme les aspirations y sont formulées et diffusées.

Kantako n'a pas toujours porté le nom qui est aujourd'hui le sien. En effet, il avait d'abord reçu celui de de Wayne Readus. Le considérant comme un nom d'esclave, il a plus tard adopté celui de M'banna Kantako, symbole de refus, de résistance, de rébellion et de reconnaissance de ses racines africaines.

Kantako :

« Nous avons diffusé pendant trois ans avant l'intervention de la FCC. En fait, nous faisons la fête. Nous ne nous rendions pas compte qu'on faisait tout pour nous rayer de la carte. Mais, quand nous avons commencé à comprendre le système, le petit jeu de la police, nous sommes devenus une menace pour le gouvernement. Alors, bien sûr, ils ont utilisé un autre truc pour nous déclarer illégaux : la FCC. »

Juste avant que la FCC ne donne l'ordre à la station de cesser ses activités, Kantako, aveugle à la suite de coups assenés par la police, a diffusé une série d'émissions dans le cadre desquelles les auditeurs étaient appelés à témoigner par téléphone de la brutalité policière ou, comme Kantako le dit, du « terrorisme officiel commandité par le gouvernement ». Le chef de la police de Springfield, Mike Walton, s'est rapidement plaint de l'illégalité de la station à la FCC et, en avril 1989, des représentants des autorités se sont rendus chez Kantako pour lui ordonner de cesser de diffuser, à défaut de quoi il se verrait imposer, en vertu de l'article 301 de la loi sur les communications de 1934, une amende de 750 dollars... soit 150 dollars de plus que le coût du matériel de la station. Motif : la station ne détenait pas de licence. Kantako a alors décidé d'interrompre les activités de la station pendant un peu moins de deux semaines, histoire de réfléchir à la situation. C'est alors qu'il s'est souvenu que, avant l'abolition de l'esclavage, des lois empêchaient les esclaves de communiquer les uns avec les autres...

En janvier 1990, Kantako déclarait à Rich Scherekis du *Illinois Times* : « Nous n'étions pas là lorsqu'ils ont adopté ces lois au sujet de l'octroi de licences. Nous étions confinés à l'arrière des autobus. Pourquoi devrions-nous obéir à des lois qui nous oppriment ? » Plus tard ce mois-là, il ajoutait, au cours d'une conférence sur la censure de la radio tenue à Chicago, que « ces lois sont appliquées de manière discriminatoire ».

« Si vous dites "ne vous souciez pas des autres, achetez une maison, achetez un chien, achetez une piscine et au diable les

autres !" ils ne vous laisseront pas seulement diffuser : ils vous donneront même un émetteur plus puissant ! Mais si vous commencez à dire que les gens devraient s'unir pour combattre le système qui opprime l'ensemble de l'humanité, partout dans le monde, alors ils vous trouveront. Où que vous alliez. »

50 000 DOLLARS POUR ACCÉDER AUX ONDES DE MANIÈRE OFFICIELLE

Kantako, dans un acte délibéré de désobéissance civile, a décidé de reprendre la diffusion, au risque de se voir confisquer son matériel et de se voir imposer par la FCC des amendes maximales de 10 000 dollars ainsi que des pénalités criminelles pouvant atteindre 100 000 dollars et un an d'emprisonnement. En fait, WTRA n'a pas seulement repris ses activités : elle a protesté ouvertement contre l'exclusion des ondes des citoyens à faibles revenus, particulièrement des Afro-américains. Son but : offrir une solution de rechange accessible. En 1978, la FCC avait adopté une politique réservant l'octroi de licences aux stations d'une puissance d'au moins 100 watts, remplaçant ainsi l'ancienne norme minimale de 10 watts. Or, les coûts de démarrage d'une telle station se situent aux environs de 50 000 dollars, incluant ceux du matériel et des études d'ingénierie, ainsi que les frais judiciaires et ceux nécessaires à la présentation d'une preuve de solvabilité. Le coût des exigences de la FCC empêche donc l'éclosion d'un grand nombre de stations de radio. Kantako commente : « C'est un peu comme ces dîners à 25 000 dollars le couvert. Vous pouvez y assister si vous avez 25 000 dollars. Tout ce qui est nécessaire pour survivre a un prix : si vous ne pouvez le payer, vous ne pouvez survivre. Ils jugent nos émissions controversées : nous les voyons comme un outil de survie. »

Au nom de la survie, Kantako a, entre autres, diffusé les communications de la police locale captées à l'aide d'un dispositif d'écoute électronique installé dans son appartement. Dans une veine plus humoristique, la station a aussi procédé à l'enregistrement de grognements de porcs dans une ferme du centre de l'Illinois pour les diffuser ensuite pendant quatre-vingt-dix minutes, prétendant qu'il s'agissait de l'enregistrement clandestin d'une réunion tenue au poste de police de Springfield.

Bien qu'il ne dédaigne pas faire des blagues aux dépens de la police, c'est très sérieusement que Kantako parle de sa mission

historique : « Il faut que quelqu'un dise aux enfants que WTRA a pris la défense du peuple parce que la police ne respectait plus la loi... Il faut que quelqu'un leur dise comment nous avons combattu la brutalité policière en diffusant le témoignage personnel de victimes afro-américaines. » Bien que Kantako n'ait pas été arrêté, la FCC lui a bien précisé qu'il contrevenait au code.

Les seules stations qui échappent aux exigences de la FCC en matière d'octroi de licences sont celles qui, en raison de leur puissance très faible, ne peuvent diffuser qu'à environ 25 mètres. A moins de multiplier sa puissance par cent, Black Liberation Radio ne peut donc espérer avoir droit à une licence de la FCC. Kantako exprime son dégoût pour le processus d'octroi de licences de la FCC : « Tout ce que le gouvernement donne, il peut le reprendre. » Il qualifie la FCC de « patrouille de la pensée ». Il explique : « Dans ce pays, il est illégal pour les gens de faire quoi que ce soit pour se prendre en main, particulièrement pour les Noirs. La liberté d'expression n'a pas à dépendre du bon vouloir du gouvernement. Les ondes n'appartiennent à aucun gouvernement. »

Ironiquement, les commissaires de la FCC, dans le budget de 1990, appellent la commission à « supprimer les actions gouvernementales qui enfreignent la liberté d'expression et de presse ». Kantako rejette ces bons sentiments en demandant que le gouvernement cesse d'assurer en parole, mais assure en fait, le respect des garanties constitutionnelles qui prévoient la liberté d'expression et une protection égale de tous devant la loi. Or, bien que les Noirs constituent 12 % de l'ensemble de la population des États-Unis, ils ne possèdent que 2 % des stations de radio du pays, ce qui se traduit par un taux d'exclusion de 600 %, beaucoup plus élevé si l'on tient aussi compte de la classe sociale et du sexe. Assurer une protection égale à tous en renonçant aux exigences touchant l'octroi de licences ou en créant une catégorie distincte de licences réservées aux stations de radio communautaire à faible puissance est un choix politique que la FCC ne semble pas prête à faire. Elle contrevient pourtant ainsi à la loi fédérale sur les communications qui plaide en faveur d'une répartition « juste, efficace et équitable » des services de radiodiffusion.

UN IMPORTANT SOUTIEN NATIONAL ET INTERNATIONAL

Il existe une différence considérable entre les voix que l'on entendait sur les ondes de WTRA au début de son existence et celles

qui résonnent aujourd'hui à l'antenne de Black Liberation Radio. Ce changement est en partie attribuable aux autorités locales. En effet, au début de l'existence de la station, la plupart des bénévoles qui y travaillaient étaient des jeunes. Ils apprenaient à faire de la radio et se livraient, en direct, à des « mix hip hop », forgeant peu à peu le son de la libération noire des années quatre-vingt-dix. Mais la police s'est livrée à un harcèlement constant de tous ceux et celles qui participaient aux activités de la station. Plus d'une douzaine de jeunes gens ont été expulsés de leur école. Kantako résume bien la situation : « Toutes les raisons étaient bonnes pour les expulser, de la lecture de livres de Malcolm X au refus de manger de la viande rouge. » En dépit de ce harcèlement, des jeunes participent encore aujourd'hui aux activités de la station, mais ils vont et viennent. De nombreux jeunes continuent aussi de participer aux activités offertes par la TRA, fréquentant le camp de vacances Marcus Garvey Freedom et la bibliothèque Malcolm X.

Parmi les facteurs qui ont aidé la station à poursuivre ses activités malgré les menaces des autorités locales et de la FCC, il faut souligner l'importance du soutien national et international dont elle a bénéficié. Black Liberation Radio est en effet très connue à l'échelle nationale. Elle a fait l'objet d'articles favorables dans des publications très diversifiées, allant de la presse progressiste aux dépliants underground, ainsi que de reportages sur les ondes de NPR et de MTV. La National Lawyers Guild (l'Association nationale des avocats) étudie, quant à elle, la possibilité de porter la cause de la station devant les tribunaux en se fondant sur la constitution (Black Liberation Radio contre la FCC). Black Liberation Radio bénéficie aussi de l'appui international de l'Amarc et a enfin fait l'objet d'articles dans la presse italienne et allemande.

Cependant, malgré toute cette publicité, la station ne pourrait poursuivre ses activités sans l'important appui de la communauté dont elle est issue. Kantako n'est pas un agitateur venu de l'extérieur. Il a toujours résidé au sein de la communauté où loge la station. « Je suis fier de la communauté dans laquelle je vis, dit-il. C'est un groupe de gens dont la société n'a pas besoin et qui, au lieu de courber l'échine et de mourir, se sont dit : Armons-nous des connaissances nécessaires et nous réussirons à nous tailler une place. Si les grands argentiers ne veulent pas nous faire une place, nous nous la ferons nous-mêmes. » En somme, c'est cette farouche résistance qui a permis à la station d'obtenir l'appui national et international dont elle bénéficie aujourd'hui. Résultat

de cette alliance locale, nationale et internationale : le succès d'une campagne nationale demandant aux gens d'écrire pour éviter que la station ne soit expulsée du complexe résidentiel John Hay Homes.

En 1991, la station a abandonné son nom de WTRA, optant pour celui de Black Liberation Radio. Ce changement a été motivé par un désir de se dissocier du système national d'étiquetage et de proclamer son droit à l'existence sans approbation gouvernementale.

En plus des questions propres à la communauté locale, la programmation de Black Liberation Radio traite aussi des questions internationales sans craindre de s'opposer ouvertement aux positions du gouvernement. Ainsi, au cours de la récente guerre du Golfe, Black Liberation Radio a été la seule station de Springfield à critiquer vigoureusement le gouvernement américain, alors que les stations commerciales et la station universitaire locale du NPR² collaboraient activement à encourager la cause de la guerre auprès de la population.

Kantako :

« S'il est une chose que les gens devraient avoir retenue du massacre que fut la guerre du Golfe, c'est jusqu'à quel point les médias sont contrôlés par le complexe militaro-industriel... Une station qui dit la vérité obtiendra tôt ou tard le soutien de sa communauté parce que, partout dans le monde, des gens meurent pour la vérité. C'est, entre autres, en maintenant délibérément les gens dans l'ignorance que ce conglomérat de multinationales a réussi à se maintenir au pouvoir jusqu'ici. »

« OCCUPEZ LES ONDES, FAITES DE LA RADIO »

En plus de présenter des bulletins de nouvelles et des commentaires, Black Liberation Radio a opté pour une politique musicale qui permet la diffusion de tout ce qui se fait en matière de hip hop, de reggae et de musique africaine. Sa programmation musicale est à saveur politique et évite strictement toute référence raciste, sexiste ou promatérialiste. Comme le dit Kantako, « la musique de Black Liberation Radio vise à éveiller les esprits, pas à les abrutir, à les endormir ». La station diffuse aussi des « livres parlants » pro-

2. NPR (National Public Radio) est un réseau de stations de radio sans but lucratif commanditées à la fois par les entreprises et les gouvernements.

venant du service audio pour les aveugles et traitant de l'histoire de la communauté noire, de sa culture et de ses luttes de libération.

Le mouvement de la microradio rejette aussi l'hégémonie culturelle liée à la constitution de réseaux. Son but est de diffuser de l'information, non d'être à la tête d'une hiérarchie. Kantako a d'ailleurs produit une bande vidéo de vingt minutes portant sur la mise sur pied d'une station de microradio et l'a distribuée à travers le pays aux personnes intéressées. J'ai récemment demandé à Kantako quelle était sa vision du mouvement de la microradio, expression qu'il a lui-même inventée.

« J'aimerais voir un grand nombre de petites stations réparties à travers tout le pays. En se déplaçant, on pourrait ainsi passer sans interruption de l'une à l'autre. Dans les zones privées de tout signal, on pourrait écouter une cassette jusqu'à ce qu'on capte une nouvelle station. Les énormes stations qui bénéficient d'une puissance de diffusion formidable ne m'intéressent pas. Avec cette manie du "plus c'est gros, plus c'est beau", regardez ce qu'on trouve en Amérique de nos jours : un mélange homogénéisé de rien du tout, un amas d'imbécillités qui maintient les gens dans le somnambulisme le plus total. Nous croyons que plus les stations de radio seront proches des communautés, plus ces dernières pourront s'attendre à ce que les stations répondent à leurs besoins. »

Je rêve. Je me vois derrière le volant de mon camion, traversant les États-Unis de l'avenir. A mes côtés, une carte indique les microstations de radio semées sur mon chemin, d'un océan à l'autre. Elles sont le reflet de l'immense diversité culturelle qui existe sous la surface des choses. Mon rêve est aux antipodes de l'uniformisation nationale qu'annonce le nouvel ordre mondial.

Je souris en me rappelant une entrevue accordée récemment par Kantako à une station de radio communautaire. On lui avait demandé ce qu'il ferait si la FCC s'emparait de son matériel. « Nous sommes prêts, avait-il répondu, à devenir une station mobile jusqu'à ce que nous puissions nous procurer un nouvel équipement. Après tout, la station peut parfaitement tenir sur un vélo de course ! » Puis on avait demandé à Kantako si les auditeurs de Black Liberation Radio pouvaient soutenir la station dans sa lutte, s'ils devaient écrire au FCC. Sa réponse avait fusé, immédiate : « Occupez les ondes ! faites de la radio ! »

5. Des femmes... à l'antenne

Tachi Arriola

Quand j'y pense, j'en ris encore. C'était au cours d'une réunion au Las Manuelas, à Lima. Nous discussions de ce à quoi ressemblerait notre station de radio. Nous étions venues d'Iquitos, de Cajamarca, du Nord et du Sud, de la jungle, des montagnes, de la côte, bref de tous les coins du Pérou. Toutes sortes de femmes étaient présentes : des réalisatrices de radio, des journalistes, des intellectuelles féministes, des expertes en communication et même, en prime, une publicitaire.

— La radio doit représenter les points de vue de toutes les femmes.

— Mais il ne faut pas perdre de vue la perspective féministe...

Discussions, discussions. L'une de nous en était à résumer les conclusions de la journée lorsque, au moment où ses propos étaient les plus intéressants, clic : la bande de la cassette est arrivée à sa fin. Sur-le-champ, cinq d'entre nous se sont précipitées pour retourner la cassette. Parvenues au magnétocassette sur lequel nous enregistrons tout, nous nous sommes regardées les unes les autres. Personne ne savait quoi faire, toutes ignoraient comment fonctionnait ce merveilleux appareil. Quel embarras ! Les « grandes communicatrices » restaient plantées là. Après un moment de confusion, toutes ont éclaté de rire, les pseudo-techniciennes comme les spectatrices. Morale de la journée : rien ne sert de courir, il faut partir à point.

Bien sûr, il est important de bien réfléchir à ce que devrait être une station de radio de femmes, mais il faut d'abord être réaliste. Nous ne connaissions rien de la technique, et la radio, sans la technique, n'existe pas. La philosophie est une chose, mais les boulons, les écrous, les fiches, les microphones et les touches d'un magnétocassette en sont une autre. Certaines d'entre nous savaient bien sûr comment créer une émission, mais la manipulation du matériel demeurait une « affaire d'hommes ». Nous comptions sur eux : c'est ainsi que la discrimination commence.

Nous rêvions d'une radio qui soit la nôtre, et nous étions prêtes à tout pour l'obtenir.

Nous n'étions d'ailleurs pas les seules à caresser ce rêve. Karen et un groupe de féministes du Danemark s'étaient jointes à nous, entendant bien que le projet aboutisse. Nous voulions installer non pas un, mais bien trois émetteurs : un à Lima, un à Cuzco et un à Trujillo. Mais le Pérou est un endroit violent, de plus en plus violent. En cette année 1989, après avoir étudié la situation, l'organisme devant assurer le financement a cru bon d'attendre un peu. Peut-être plus tard.

Un projet régional Pérou-Chili avait été mis sur pied et il avait été décidé de commencer par le volet chilien. Radio Tierra, située à Santiago et dirigée par les compañeras de La Morada, était née de ce projet. Elle avait été la première station de radio féministe à voir le jour en Amérique latine. Nous, Péruviennes, n'avions toujours pas de station de radio. Mais nous nous étions regroupées : nous étions cinq organismes, avec une certaine expérience de la radio et, surtout, des tonnes d'enthousiasme. Nous nous sommes dit : « Pourquoi ne pas en profiter ? » Et c'est ainsi qu'est né le Collectif de radio féministe du Pérou.

Nous comptons dans nos rangs trois organismes de Lima. D'abord le Centre des femmes péruviennes Flora Tristan, ainsi nommé en l'honneur d'une grande féministe et activiste sociale du siècle dernier. Puis, le Mouvement Manuela Ramos, organisme voué à la représentation de l'ensemble des femmes pauvres. Enfin, l'association des communicatrices communautaires baptisée « Calandria », nom de cet oiseau qui joue un rôle symbolique très important dans les écrits d'Arguedas¹. En espagnol, *calandria* signifie « porteur de bonnes nouvelles ». Soucieux de refléter la réalité

1. Arguedas est un écrivain péruvien. Bien qu'il écrive d'abord en espagnol, son ouvrage le plus connu fait appel aux sonorités de la langue des Indiens quechua.

de l'ensemble du Pérou, notre regroupement ne compte toutefois pas que des organismes de Lima. Dès le début en effet, deux organismes de la province ont été appelés à jouer un rôle important au sein du collectif : d'abord, de Trujillo, les *compañeras* du Centre Micaela Bastidas pour l'avancement des femmes, ainsi nommé en l'honneur de l'épouse de Tupac Amaru², aussi révolutionnaire que son mari, et, de Cuzco, le Centre d'études et d'avancement des femmes Amauta, responsable de la réalisation d'émissions de radio en quechua.

En fait, le Collectif de radio féministe du Pérou ne se limite pas aux cinq organismes mentionnés ci-dessus. Chacun de ces derniers est en effet lié à divers réseaux à travers le pays, dont le Réseau national des femmes paysannes, qui compte une vingtaine d'équipes de réalisation d'émissions de radio. Il est tout de même étrange que, en dépit de la situation qui prévaut actuellement au Pérou, il surgisse, dans notre pays, de plus en plus d'organismes travaillant dans le domaine de la radio ou désirant le faire. Le nombre de femmes qui désirent prendre la parole, donner leur opinion et communiquer les unes avec les autres semble infini. En fait, je me demande s'il existe sur terre un pays aux prises avec autant de difficultés que le Pérou au sein duquel règne un aussi grand désir d'expression.

UN LENT PROCESSUS DE CONFIANCE

Une fois le Collectif de radio féministe du Pérou formé, nous avons dressé un ambitieux programme d'action : recherche, production, évaluation, formation et autres jolis mots en « ion », y compris indécision ! Nous voulions tout faire, tout de suite. Nous brûlions d'envie d'aller de l'avant. En vérité, tout n'était que théorie. Théorie merveilleuse, parfaite, mais théorie tout de même. Lorsque nous nous sommes vraiment mises au travail, nous nous sommes heurtées à un véritable mur. Nous nous sommes rendu compte que nous ne savions pas grand-chose. Nous connaissions nos noms respectifs, mais ne nous étions jamais vraiment parlé. Nous connaissions les noms des émissions de radio de chaque organisme, mais ne les avions pas écoutées. Bref, nous étions une bande de communicatrices qui ne communiquaient pas les unes avec les autres.

2. Tupac Amaru était un leader inca assassiné par les Espagnols.

Il fallait donc, d'abord et avant tout, apprendre à nous connaître, écouter les émissions des autres, critiquer, évaluer, constater nos erreurs et nos réussites communes. Mais nous avons peur. Peur de dire les choses telles que nous les ressentions, directement et honnêtement. Pour ne blesser personne, nous ne disions rien. Mais le silence ne faisait qu'attiser les susceptibilités au sein du collectif. Au cours de la première année, une forte méfiance a régné. Il y a eu des moments de froideur, des discussions pour le moins animées. Mais notre enthousiasme a fini par avoir raison de toutes ces sottises.

Dans un premier temps, nous avons appris à nous faire confiance les uns les autres. Malgré tout, nous ne réalisions toujours pas d'émissions en tant que collectif. Nous nous qualifiions de « collectif de radio », mais, surtout, pas question de faire de la radio ! Pour nous donner bonne conscience, nous avons rédigé quelques dépliants et tenu un atelier national de formation. Au programme : la discussion des théories de communication. Bref, rien de bien concret. Nous tenions beaucoup de réunions, jusqu'à deux par mois, mais, du côté des émissions collectives, rien.

Finalement, au cours de nos réunions de planification, quelqu'un a dit :

— C'est presque novembre.

— Et alors ?

— Alors, le 25 novembre, c'est la journée de protestation contre la violence faite aux femmes.

— Formidable ! Il faut faire quelque chose.

— « Quelque chose », ça ne veut rien dire. Qu'est-ce que vous suggérez ?

— Écoutez les filles, pourquoi ne pas organiser une campagne à la radio ?

DES CAMPAGNES RADIOPHONIQUES PERCUTANTES

Nous avons donc, enfin, commencé à « faire » de la radio en nous attelant à la réalisation de courts messages publicitaires d'intérêt public. Mais il ne devait pas s'agir de messages traditionnels. Nous voulions faire quelque chose de différent, attirer l'attention. C'étaient nos premiers pas dans l'arène : nous entendions les accomplir avec brio. Les sujets abordés seraient donc habituels : le viol, la violence physique et sexuelle. Tout le défi résidait dans la forme que prendraient nos messages. Présenter

des messages abstraits, désapprobateurs ou *politically correct* ne servirait à rien. Nous avons donc décidé d'être honnêtes, de situer l'action de nos messages dans les endroits où les femmes sont, dans les faits, victimes de violence : à la maison, au travail, et même dans les défilés religieux. Nous avons donc réalisé le message publicitaire suivant :

Effets sonores — *Femme chantant dans un défilé religieux*

Homme — (*ton faux*) Priez pour nous pauvres pécheurs...

Femme — Eh, Monsieur !... Qu'est-ce qui te prend ?

Homme — Ave Maria, Ave Mariiii...

Femme — Je t'ai dit de ne pas pousser... Tu veux jouer au plus fin, n'est-ce pas ? Eh bien, on va voir !

Homme — Ouille ! Ça fait mal !

Autre voix — Les chauds lapins sont en liberté. Rafrâchissez-les en frappant où ça fait mal !

Les femmes sont aussi victimes de harcèlement dans les autobus. Comme, cette année-là, la lambada était très populaire, nous avons eu l'idée de réaliser un message sur fond de lambada. Le slogan était : « Souvenez-vous, Messieurs, pas de lambada dans les minibus ! »

Certains messages étaient plus légers, d'autres plus sérieux, mais dans l'ensemble, nous sommes parvenues à traiter des revendications féministes les plus importantes liées à la vie quotidienne : le viol, par exemple. Nous avons réalisé un message portant sur les agressions et le viol dans la rue, et un autre traitant du viol à la maison. Ce dernier sujet demeure un tabou : les viols commis par les maris qui, rentrant ivres, s'en prennent à leur femme. Même les féministes éprouvaient certaines réticences face à ces messages : elles y voyaient une façon quelque peu violente de dénoncer la violence. Quelles réactions susciterent ces messages ? La vie est pleine de surprises, comme le chante Pedro Navaja. Lorsque nous avons distribué ces messages aux stations commerciales, elles en ont accepté certains et en ont rejeté d'autres, en fonction de leur orientation. Une station très conservatrice aux tendances sensationnalistes n'accepta que deux de nos messages : ceux qui traitaient du viol. « En avez-vous d'autres comme ceux-là ? nous ont-ils demandé. Nous voulons de l'action, du sang, de l'impact ! »

Le 25 novembre, ces imbéciles ont diffusé les deux fameux messages. La réaction des auditeurs fut immédiate. La station fut débordée d'appels. Les femmes appuyaient les messages, tandis que les hommes étaient furieux, accusant les présentateurs de la

station d'être des traîtres, des hypocrites. L'agitation était à son comble et les présentateurs se frottaient les mains : les cotes d'écoute avaient augmenté ce jour-là.

Mais nous étions aussi heureuses. Nous avons atteint notre but : que les gens aient des opinions sur ces questions, participent, réfléchissent à ces choses.

Les messages publicitaires de ce type sont comme des moustiques : ils piquent, ils s'envolent, et piquent de nouveau. Diffusés à la radio, ils sont très efficaces. Si efficaces que nous avons décidé d'adopter la même approche à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

Sons — *Musique effrayante et bruits de la rue*

Homme — Pssst ! Hé ! chérie.

Femme — Qu'est-ce que tu veux ?

Homme — Quel corps, quelles jambes, quelles courbes... !

Femme — Fiche-moi la paix, laisse-moi tranquille !

Homme — Quels yeux, quelle bouche, quelle belle fille... !

Femme — Tu sais ce qu'elle te dit la belle fille ? Karaté !

(*Elle frappe, il hurle.*)

Voix off — Pour chaque dindon, il existe un Noël !

La situation au Pérou est vraiment très difficile. C'est pour cela qu'il faut mettre un peu de zeste dans la vie, susciter un certain espoir. Cette année-là, au mois de mars, nous avons été traumatisées par les assassinats brutaux de leaders populaires. Maria Elena Moyano, présidente de la Fédération des femmes de la Villa El Salvador, était au nombre des victimes. Non contents de l'avoir assassinée, les *senderistas*³ avaient fait sauter son cadavre à la dynamite. Les menaces pleuvaient, le danger planait dans l'air. Face à cette situation, nous avons décidé de donner à nos émissions et à nos messages un ton différent. Les conditions dans lesquelles nous vivions nous forçaient à maintenir un difficile équilibre entre les messages à caractère humoristique destinés à donner du courage aux auditeurs et ceux qui dénoncent la tragique situation de notre peuple.

UN BESOIN DE FORMATION

Le collectif réalise aujourd'hui des émissions de radio. A force de travailler à leur réalisation et de les évaluer, nous nous sommes

3. Senderistas : membres du Sendero Luminoso (le Sentier lumineux), une organisation révolutionnaire armée péruvienne.

rendu compte que nous avons encore beaucoup à apprendre. Nous voyons bien que nous devons acquérir une formation supplémentaire pour travailler de façon plus professionnelle. Notre position à l'égard de la cause féministe est claire, mais nous ne savons pas vraiment comment la communiquer. Nous avons besoin d'une méthode, d'une approche plus appropriée. C'est indispensable.

Nous avons besoin de formation dans tous les domaines. Au début, sur le plan technique, nous ne savions rien. Nous ne savions pas à quoi servait un plateau tournant, à manger ou à faire tourner des disques. Ayant appris que les femmes du Chili formaient des techniciennes pour permettre à Radio Tierra de commencer à diffuser, plusieurs de nos compagnes se sont alors rendues à Santiago. Parmi elles, Jimena, qui est aujourd'hui une experte en mixage : les effets sonores et les montages musicaux n'ont plus de secrets pour elle. La « belle de Trujillo » est « reine et maître » devant sa console.

Nous mettons actuellement sur pied le troisième atelier national destiné aux réalisatrices d'émissions de radio. La méthodologie est simple : apprendre par la pratique, apprendre de ses erreurs, même de ses « horreurs » comme dit Rosita. Dans le cadre de l'atelier, les participantes apprennent à réaliser des entrevues, des sociodrames, des reportages et des feuilletons où l'image rigide de la femme est laissée de côté pour marier les idées féministes à ce grand principe de communication qui consiste à répondre aux questions « quoi » et « comment ».

Parlant de communication, nous avons commencé à nous soucier de plus en plus du public, des membres de notre auditoire. Que pensent-ils ? Les atteignons-nous ? Que savons-nous d'eux, de leur vie, de leurs goûts, de leur langue ? La communication doit être bidirectionnelle et, dans notre hâte, peut-être l'avions-nous oublié. Nous avons donc commencé à mener des études, des recherches, à tenter d'en savoir plus sur la vie des femmes : les femmes de la campagne, de la ville, d'ailleurs. Comment sommes-nous perçues par une femme des dunes⁴ qui vit dans une hutte de paille avec son enfant sur le dos et une cruche d'eau sur la tête ? Nous voulons atteindre toutes les femmes. Nous voulons mieux les connaître. Nous voulons que nos émissions parlent d'elles.

4. Sur trois côtés, Lima est entourée par le désert. Les dunes qui dominent la ville sont peuplées de millions de paysans péruviens, chassés de leur terre et venus à Lima pour y trouver du travail.

Pour y parvenir, un mot clé : participation. Il est absolument nécessaire que le Collectif de radio féministe du Pérou devienne un moyen pour les femmes de s'exprimer. Il faut que, grâce aux émissions des divers réseaux, elles puissent s'écouter les unes les autres, revendiquer, faire des suggestions, raconter leurs difficultés et partager leurs joies. Surtout leurs joies : il y a déjà tellement de tristesse. Et puis, il faut que nos émissions servent à la paix. Le Pérou vit, survit dans un océan de violence. Aux bruits des armes se mélangent la faim, le chômage, la répression et le choléra, surgis de partout.

Nous en sommes donc là : peu d'expérience mais beaucoup d'enthousiasme. Deux années de travail, c'est bien peu, mais c'est déjà beaucoup. Ce n'est pas une mince tâche que de créer l'unité, de coordonner, de réaliser des choses collectivement. Nous voulons grandir. Pour l'instant, nous sommes cinq. C'est un commencement. Nous devons continuer à créer des liens avec d'autres groupes de femmes qui travaillent dans le domaine de la radio, partout à travers le pays. Nous devons tisser des liens avec les femmes d'autres pays, avec nos compagnes latino-américaines, et même avec les femmes des autres continents qui partagent notre lutte.

Ce rêve qui nous a réunies, « notre » station de radio, nous n'y renonçons pas. Nous n'y renoncerons pas tant que, dans ce pays, les femmes demeureront reléguées au second rang. Je me souviens qu'un communicateur respecté nous a un jour demandé : « Pourquoi une station de radio de femmes ?... La communication doit être l'œuvre de tous, viser tout le monde. Est-ce parce que vous désirez faire bande à part ? »

Non, la question n'est pas de faire bande à part, de séparer les hommes et les femmes, pas même pour rire ! Des hommes travaillent à plusieurs de nos émissions, en tant que réalisateurs et en tant qu'animateurs. Nous ne voulons pas, à notre tour, nous rendre coupables de discrimination. Mais les femmes continuent d'être bâillonnées, d'être manipulées par les médias. Tant que le grand public n'en sera pas informé, tant que les demandes des femmes ne seront pas partagées par l'ensemble de la population, tant que les revendications des femmes ne seront pas aussi populaires que le dernier feuilleton ou ne susciteront pas autant de discussions que le prochain match de football, nous n'aurons pas atteint notre but. C'est pour atteindre ce but que nous avons formé le Collectif de radio féministe du Pérou, pour que le plus grand nombre possible de femmes (et d'hommes) participent à la lutte

pour les droits des femmes. C'est aussi pour cela que nos émissions véhiculent avant tout le point de vue des femmes, et que ce sont elles qui tiennent les rênes. Dans trop de cas, le rôle des femmes à la télévision ou à la radio demeure celui qu'il a toujours été. Elles ne sont qu'objets décoratifs, instruments publicitaires, femmes-objets. Les femmes capables de diriger un magazine, une station de télévision, une radio, se comptent sur les doigts de la main.

En fait, le problème relève du pouvoir. Qui l'exerce ? Ceux qui en petit groupe ont de l'initiative, des idées, ceux qui prennent les décisions. Mais également, et surtout, ceux — un petit groupe — qui possèdent les médias. A présent nous voulons une station de radio de femmes pour que cela cesse. Pour inverser le cours de l'histoire macho... maintenant que nous savons comment retourner une cassette !

TROISIÈME PARTIE

Le développement

Le développement est aujourd'hui considéré comme un processus complexe par lequel les peuples en arrivent, peu à peu, à prendre en main leur environnement économique, social et matériel afin de satisfaire leurs propres besoins. Pour ce faire, ils doivent être capables de prendre des décisions susceptibles d'influencer leur avenir. Dans cette optique, le développement n'est donc possible qu'avec la participation de toutes les couches de la société.

Les cinq chapitres qui composent cette troisième partie abordent divers exemples de contribution de la radio à un processus de développement passant par la participation. Chacun des auteurs tente aussi de faire ressortir certains des facteurs qui ont contribué au succès ou à l'échec des exemples évoqués.

1. *Le dur apprentissage de l'autonomie*

Pascal Berqué

Un tract circule parmi les émigrés maliens de France :

« Vous connaissez la Radio rurale de Kayes. Depuis trois ans, cette radio a donné la parole aux populations de nos villages. Elle a été un instrument de formation et d'information pour toute la région de Kayes. Nous, ressortissants de la région de Kayes, voulons que la radio continue à vivre. Pour cela nous avons créé un comité de soutien. »

« Ces paroles nous touchent, témoignent les responsables italiens. Pouvions-nous désirer plus lorsque nous dessinions les contours de la Radio rurale de Kayes, voici plusieurs années ? »

En 1982, la coopération italienne met en route un « Programme sahélien » pour intervenir dans les pays du Sahel frappés par la sécheresse. On demande alors aux gouvernements du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et du Niger d'indiquer dans leur pays une zone sur laquelle il serait possible de démarrer un programme de développement rural intégré. Au Mali, le choix se porte sur la région de Kayes. Un programme d'animation et de formation pour le développement rural y est lancé en 1987. Deux organisations non gouvernementales (ONG) italiennes, Terranuova et Gao, sont les promoteurs et les responsables de la gestion du programme dont la radio rurale de Kayes est l'élément principal.

LA RADIO COMME ALTERNATIVE À L'ENCADREMENT AGRICOLE CLASSIQUE

La décision d'opter pour une radio rurale plutôt que pour un système classique d'encadrement du monde paysan est fondée non seulement sur des considérations politiques, mais aussi sur la situation géographique, sociale et économique de la région.

La situation géographique

L'enclavement demeure le problème majeur de la région. Sur un vaste territoire, quatre cents villages ne sont reliés que par des pistes en saison sèche, et sont presque complètement isolés pendant la saison des pluies. Dès lors les personnes chargées de l'encadrement, faute de moyens de transport adéquats, auraient été forcées de se limiter aux quelques villages voisins du fleuve.

La situation sociale

Les Soninkés, traditionnellement actifs dans le commerce, constituent l'ethnie dominante de cette aire. Elle connaît depuis les années soixante de grandes migrations vers la France. Ce dynamisme social est à l'origine d'une ouverture culturelle propre à faciliter l'action d'une radio rurale.

La situation économique

L'économie des villages s'appuie sur l'agriculture et l'élevage. Elle est en grande partie orientée vers la subsistance, sauf pour ce qui est des ressources retirées des périmètres irrigués gérés par les villages du fleuve. Dans un tel contexte, les émigrés soutiennent, par l'envoi régulier d'argent, les familles vivant dans les zones rurales. Amorcé au début des années soixante, ce processus représente le phénomène social majeur de cette région. Organisés en groupes ou en associations villageoises, les émigrés ont promu une série d'interventions significatives dans le secteur social (santé, aménagement des eaux dans les villages) et dans le secteur productif (périmètres irrigués), ces interventions contrastant vivement avec l'absence d'initiative de la part des structures publiques.

Terranuova et Gao ont donc cherché à mieux connaître le tissu associatif de la région de Kayes. Une enquête dans 400 villages leur

permet de toucher plus de 3 500 personnes mêlant les chefs de village, les jeunes, les femmes... On y découvre pas moins de 308 associations de tous types, plus ou moins structurées, dont 185 d'émigrés. Un bon nombre de ces associations naissent et meurent rapidement. La plupart des villages disposent, à l'étranger, d'une association d'émigrés soutenant les initiatives locales de développement social: écoles, dispensaires, mosquées. Certaines de ces associations se sont regroupées pour donner corps à des initiatives plus vastes tout en se posant également le problème de formuler des actions à caractère productif.

Une certaine amélioration des pratiques traditionnelles, avec un emploi modéré des ressources provenant des apports des émigrés, est envisageable. Mais à condition que les coûts locaux de production soient plus bas que ceux du marché. Une radio rurale peut non seulement soutenir ces actions, mais les faire connaître de façon à en stimuler d'autres. En outre une idée naît d'orienter ces fonds des émigrés de la région de Kayes vers des investissements sociaux et productifs, dont l'utilité serait prouvée non pas par des techniciens, mais par les populations elles-mêmes et cela à travers le canal de la radio.

En fonction des enquêtes de terrain et d'une meilleure connaissance de la région, l'implantation d'une radio est définitivement retenue. Cette décision se trouve confortée par le constat, général à l'Afrique, de la popularité de la radio. Les récepteurs sont déjà bien présents dans les villages et la radio est le seul moyen de communication réellement nouveau et intégré aux habitudes quotidiennes des villageois. Il demeure toutefois un problème essentiel : la rareté, sinon l'absence, d'émissions en langues nationales.

A la fois locale et rurale, la radio de Kayes se conçoit dès son origine dans une perspective de soutien aux potentialités sociales et productives des préfectures de Kayes et Yélimané. La Radio rurale de Kayes est une radio de proximité, employant les langues de son auditoire, au contraire de la radio d'État, la Radio-Télévision malienne (RTM), qui ne diffuse que depuis Bamako, la capitale, et essentiellement en français.

COMMENT SE CONCILIER LES POUVOIRS EN PLACE ?

Le travail d'identification, d'information et de sensibilisation des différents acteurs d'un programme de radio rurale est long. Il

demande une attention toute particulière et un respect des coutumes et hiérarchies en place.

En Afrique, la radio rurale n'est pas censée s'occuper de problèmes politiques et idéologiques. Elle doit se limiter rigoureusement au soutien du développement social et économique local. Toutefois le propos politique — non avoué — de la nouvelle radio est à la fois un ferme soutien des organisations paysannes et un frein aux rapports autoritaires du pouvoir central en place. Pour être réellement un instrument démocratique, la radio va s'appuyer sur les associations paysannes en étant à la fois leur porte-parole et leur point de référence technique.

Les premières missions de formulation identifient un certain nombre d'organismes dans la région. Dans le secteur des périmètres irrigués du fleuve on retrouve l'Union régionale des coopératives agricoles de Kayes (URCAK), une forte organisation paysanne. Des associations de base tout aussi dynamiques sont également identifiées dans les zones intérieures. A Kayes, en revanche, l'organisme d'encadrement Opération vallée du Sénégal, de la Térékolé et du lac Magui (OVSTM) regroupe une centaine de salariés dépourvus d'initiative et de moyens d'action.

Une solution envisageable serait de faire bénéficier les activités paysannes des capacités techniques des cadres de l'OVSTM, sans toutefois financer cette coûteuse machine d'encadrement. Le gouvernement malien, toutefois, ne l'entend pas ainsi. Il demande clairement à la coopération italienne de financer l'OVSTM en priorité.

Il est finalement possible de ne pas accéder à cette demande, en raison d'une part de la faiblesse contractuelle du gouvernement malien et, d'autre part, grâce au prestige des organisations paysannes de la région, en particulier de l'URCAK avec laquelle des accords sont directement signés.

Le choix des ONG italiennes de travailler directement avec les organisations paysannes représente la force, mais aussi d'une certaine manière la faiblesse du programme de développement rural intégré de la région de Kayes. Quand on parle de force, on désigne la cohérence de l'organisation générale de soutien des activités productives et sociales, en mettant l'accent sur l'infrastructure de base. Par faiblesse, on se réfère au fait que, une fois les accords signés avec l'URCAK, le gouvernement malien ne s'est plus montré très intéressé par le programme.

La Radio rurale de Kayes est une nouveauté dans un paysage radiophonique malien soumis au règne du monopole. Il n'y existe

qu'une seule radio nationale et aucune station régionale. Convaincre les responsables de la RTM est donc une première tâche ardue. Leur accord est indispensable pour obtenir l'autorisation d'émettre, de même que pour bénéficier d'une collaboration sur le plan technique.

La RTM donne son accord. Elle fournit trois techniciens, et assure la présence périodique à Kayes du responsable de sa section d'animation rurale. Une collaboration suivie est prévue en ce qui concerne l'échange de productions radiophoniques et une consolidation de l'évaluation de l'impact des programmes.

La RTM est d'autant plus intéressée par l'expérience de Kayes que celle-ci va servir à soutenir sa tentative de rénover la production radiophonique destinée au monde rural malien. Les émissions diffusées par la RTM sont encore trop ancrées au modèle traditionnel d'encadrement, un modèle conçu essentiellement comme moyen de transmission des directives élaborées par les services techniques pour la modernisation de l'agriculture et de l'élevage.

PROGRAMMES, ÉMISSIONS, GESTION ET DÉVELOPPEMENT

Radio Kayes entre officiellement en ondes le 1^{er} août 1988. Elle diffuse ses émissions de 9 heures le matin jusqu'à 15 heures, puis reprend en soirée de 20 heures à 22 h 30.

Les responsables des émissions de Radio Kayes n'ont pas le profil des spécialistes habituels de la communication. Ce sont des gens de la région ayant un minimum de qualification et recommandés par les groupes sociaux, les associations de base ou les assemblées villageoises. Ils suivent une formation théorique et pratique concernant l'utilisation des différents moyens de communication radiophonique.

Dès la conception du projet, il est clairement affirmé que la radio rurale doit s'appuyer sur des expériences de développement et non sur des techniques de communication de masse.

Dans une première phase, on privilégie ceux qui sont déjà engagés dans différentes activités de développement social et productif : les interlocuteurs villageois, les groupes sociaux et les coopératives de base. Par la suite, on s'intéresse à la participation d'acteurs sociaux dépourvus de représentation associative véritable mais dont le rôle essentiel dans les perspectives de développement a été reconnu – les femmes, par exemple. On prévoit d'autre part que la radio contribuera à soutenir les processus de transformation des structures sociales en cours, en renforçant les éléments les plus

dynamiques et en contribuant à éliminer les entraves qui dérivent de la rigidité des hiérarchies traditionnelles.

Mais il est difficile d'infléchir les mentalités. Trop longtemps les populations n'ont reçu que des messages administratifs de la part des autorités. Dans ce contexte, l'emploi systématique des langues nationales par la radio est un élément déterminant de compréhension mutuelle. Les émissions sont réalisées en soninké, langue parlée par 85 % de la population rurale locale ; en bambara, langue majoritaire à l'échelle nationale ; en kassonké, langue parlée dans certaines zones de la région de Kayes, et en peul, langue des bergers.

A Kayes, on encourage la participation directe des auditeurs en traitant de thèmes qui les concernent au premier chef dans leur vie quotidienne. Les émissions de formation s'efforcent d'éviter les présentations didactiques et les références techniques abstraites. Elles cherchent à tenir compte des intérêts réels des auditeurs. La production comprend :

- *Des émissions historico-culturelles* visant à renforcer l'identité culturelle. Elles se fondent sur la confrontation entre les témoignages, l'histoire orale et les informations documentaires. Le patrimoine culturel et artistique des différents groupes sociaux est mis en valeur par l'enregistrement de chants, de danses et de manifestations traditionnelles recueillis dans les villages. Enfin, les groupes théâtraux et les artistes de la région composent de nouvelles pièces radiophoniques.

- *Des émissions de formation* visant à augmenter le degré d'autonomie individuelle et sociale et à soutenir les capacités de gestion collective. Les cours d'alphabétisation en soninké et en bambara, accompagnés d'une campagne parallèle d'alphabétisation dans les villages, en sont le meilleur exemple.

- *Des émissions d'information* visant à soutenir les processus sociaux et économiques de transformation grâce à une série d'informations claires, simples et précises sur différents thèmes : informations météorologiques, informations sur les marchés, le transport, la santé, etc.

- *Des émissions ayant trait au développement* et visant à divulguer des expériences novatrices pouvant être facilement reproduites. Ces émissions concernent aussi bien des projets réalisés dans la région (moulins, banques de céréales, séchoirs solaires, pharmacies de village) que des interventions externes significatives, telles l'agroforesterie (reboisement, introduction de nouvelles espèces produc-

tives, protection des cultures forestières) et la production artisanale (soutien aux activités agricoles traditionnelles, expérimentation de nouvelles techniques).

La radio devient une source d'informations et d'exemples. Un témoignage diffusé à l'antenne crée un effet de mimétisme renforcé par la proximité physique de son auteur. On cherche à le rencontrer, à mieux comprendre sa démarche. Et ce n'est pas le moindre des avantages de ce nouvel outil de communication. Cette radio « locale » soulève également un grand intérêt à des milliers de kilomètres de Kayes, parmi les émigrés maliens de la région parisienne. Leur enthousiasme grandit lors des vacances passées au village. Ils y bénéficient d'informations dans leur langue et d'un relais aux activités de leurs associations. L'échange de cassettes et leur diffusion entretiennent un nouveau type de lien.

LE DÉSIR DE LIRE

La radio rurale doit créer de toutes pièces le plaisir de lire. Cette assertion, paradoxale au premier abord, s'inscrit dans la ligne des programmes d'alphabétisation, une des actions essentielles de la Radio rurale de Kayes. Après deux années d'alphabétisation radiophonique dans les langues nationales, la radio a entrepris la rédaction d'ouvrages de « post-alphabétisation » à l'intention des nouveaux lecteurs. Ce prolongement des émissions radiophoniques est primordial, car la meilleure des méthodes n'est rien sans suivi. A ce sujet, Adrian Adams affirme que :

« L'alphabétisation n'est pas une demande naturelle, elle ne va pas de soi. Dans un contexte où elle ne facilite aucune démarche auprès de l'administration, ne mène à aucun diplôme, ne donne droit à aucun emploi, ne fait accéder à aucune presse ni littérature, elle peut apparaître comme une voie de garage pour citoyens de seconde zone, voire une ingérence de plus dans la vie villageoise. Apprendre à lire aux gens n'est qu'une première étape, la moins difficile. Ce qui est difficile c'est de faire que cela en vaille la peine. Valoriser l'alphabétisation en soninké, c'est par définition produire de l'écrit en soninké qui réponde aux besoins et aux désirs des nouveaux alphabétisés. C'est à ce stade qu'ont échoué tant de campagnes d'alphabétisation à travers le monde. La radio rurale doit créer de toutes pièces le plaisir de lire, le plaisir d'apprendre, la conviction de l'utilité de l'écrit. »

En fait, la radio rurale doit susciter un contexte qui valorise l'alphabétisation dans les langues locales. La diffusion des premiers ouvrages de post-alphabétisation va en ce sens.

COMMENT LES CRISES SONT-ELLES GÉRÉES ?

La Radio rurale de Kayes est à présent confrontée à une double crise, financière et statutaire. De 1987 à 1989, elle bénéficie de l'appui financier et technique de la coopération italienne avec un personnel expatrié italien et le suivi permanent de Gao. 70 % du financement est employé pour la mise en place des infrastructures.

En 1989, la coopération italienne souffre d'un blocage général de ses activités. La requête malienne de prolongation du volet de la radio rurale demeure en suspens. L'ONG Gao investit ses propres ressources durant quelques mois avant de se résoudre à chercher des solutions transitoires. Que faire ? Fermer la station en attendant les fonds de la coopération italienne ? Continuer les émissions en mobilisant des ressources nationales et locales ? Cette dernière solution s'impose.

Quatre associations créent un comité de gestion et mobilisent des ressources locales et nationales. Les trois techniciens de la RTM sont maintenus ; les frais de téléphone sont pris en charge par le ministère de la Communication ; les salaires du personnel sont réduits ; Gao poursuit, dans la mesure du possible, son appui matériel ; l'électricité fait l'objet d'un moratoire des autorités locales et chacune des quatre associations du comité de gestion consent à verser une cotisation mensuelle. A court terme la fermeture est évitée, mais la crise se prolonge, car tous les engagements ne sont pas respectés. Fin mai 1991 le téléphone est coupé, et la fourniture d'énergie est menacée pour non-paiement de factures. Seules les associations du comité de gestion et Gao honorent leurs engagements. L'ONG italienne croit au déblocage prochain des fonds de la coopération italienne, qui s'est engagée en mars 1991 pour un dernier financement de trois ans. Mais, en février 1992, l'argent n'est toujours pas disponible.

La crise permet de se rendre compte que la radio ne s'éteint pas dans l'indifférence. Une certaine mobilisation paysanne se manifeste et les associations d'émigrés se mobilisent en France. Mais une solution viable à plus long terme reste à imaginer. Cette solution est avant tout d'ordre institutionnel. La Radio rurale de Kayes souffre d'une absence de cadre juridique clair spécifiant les modalités de

gestion, le rôle des associations de base, la place de l'État... Les associations engagées dans l'aventure de cette radio ne tiennent à poursuivre leur engagement qu'en fonction de garanties statutaires. Il n'existe pas de législation précise pour régir ce type de radio.

La situation évolue cependant, à la lumière des changements politiques en cours au Mali. Les « radios libres » y sont en voie d'autorisation. Le décret les régissant serait une des suites des Journées nationales de réflexion sur l'information et la communication tenues du 19 au 24 décembre 1991 à Bamako.

L'utilité de la radio et son intérêt pour le développement local ont été reconnus par tous ses partenaires. Les responsables maliens et italiens sont donc conscients de l'enjeu et des contraintes de l'autonomie. Une autonomie qui se décline en financement, matériel, ressources humaines et appui technique. L'indépendance est à ce prix.

LE PARI DE LA DURÉE

Les soucis de la Radio rurale de Kayes sont classiques : ce sont ceux d'une radio indépendante confrontée à la recherche de son financement. Mais deux phénomènes particuliers amplifient le problème. D'abord une situation économique régionale et nationale d'une extrême précarité, ensuite la difficulté d'être le fruit d'un projet de coopération. Cela semble paradoxal, mais après les premières années d'appui matériel et financier, la succession de tout projet de coopération s'avère complexe. Dans le cas présent, le dernier financement italien permettra à la radio de bénéficier d'un nouveau délai pour se préparer à devenir autonome, démarche qu'elle doit entreprendre immédiatement.

La Radio rurale de Kayes fait le pari de la durée. Une mobilisation des partenaires potentiels et une recherche de financement tous azimuts s'imposent. On compte sur les cotisations des collectivités rurales et des associations d'émigrés, sur la RTM, les ministères et leurs services techniques, sur Gao et la coopération italienne, mais également sur les organismes internationaux comme l'Unicef et l'unso avec lesquels des accords ponctuels de production radiophonique ont été signés. La diffusion d'avis et communiqués payants complète ce dispositif. Il est également envisagé de créer une imprimerie, condition nécessaire à la publication de livrets en langues nationales. Une autre idée originale voit le jour : permettre aux émigrés de France d'envoyer des messages et com-

muniqués payants par l'intermédiaire du télécopieur de la station, afin qu'ils soient relayés à l'antenne de la Radio rurale de Kayes. Une bonne façon de réduire les distances et de comprimer le temps !

Cette mobilisation assure un budget de fonctionnement minimal, mais est insuffisante pour envisager une réelle autonomie. Heureusement, l'appui italien se poursuit, mais cette fois il faut plus que jamais prendre conscience de son arrêt inéluctable en 1993. La radio est un formidable outil de communication. Il faut en faire connaître le potentiel aux nombreux programmes de coopération internationale qui interviennent localement. Une démarche systématique en ce sens est en préparation.

Janvier 1992 voit la création de l'Association des radiodiffuseurs de Kayes pour le développement rural (ARKDR). L'ARKDR regroupe les différentes associations de la Radio rurale de Kayes et les services techniques chargés du développement rural dans la région. Cette association, réunie sur fond de crise, matérialise la volonté de tous les partenaires concernés de se battre pour conserver cet outil de développement et pour poursuivre l'action entreprise, compte tenu des réalités économiques propres à leur radio.

La Radio rurale de Kayes a dépassé le stade d'expérience pour devenir un véritable outil de formation et d'information entre les mains des associations villageoises. Cas rarissime en Afrique, elle s'inscrit à présent dans le mouvement d'ouverture radiophonique africain comme un précieux exemple, riche d'une expérience dont il faudra savoir profiter.

SOURCES

Giordano Sivini, « Les origines de la radio rurale de Kayes en tant qu'instrument de développement », *Gao Coopération internationale*, université de Calabre, 1991.

Ada Cavazzani, « Une radio rurale à Kayes », *Gao Coopération internationale*, université de Calabre, 1989.

Lettres d'auditeurs de la radio rurale de Kayes (1988-1990), Radio rurale de Kayes, ORDIK, 1990.

Ladji Niangane, *Journées nationales de réflexion sur l'information et la communication du 19 au 24 décembre 1991*.

Adrian Adams, *Remarques sur les débuts de l'alphabétisation en langue soninké par la radio rurale de Kayes*, 1989.

2. La radio communautaire Mahaweli

M. J. R. David

Première du genre en Asie du Sud, la radio communautaire Mahaweli du Sri Lanka (MCR) a été créée en 1981 par la Sri Lanka Broadcasting Corporation (SLBC) avec l'aide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et de l'agence danoise de développement international (Danida). Considéré comme un modèle pour la région, ce programme a été, en grande partie, réalisé grâce à la coopération internationale. En se fondant sur l'expérience de la MCR, il est à présent possible de comprendre les apports positifs et négatifs de la coopération internationale sur l'implantation d'une radio communautaire, particulièrement en Asie du Sud.

LES ORIGINES DE LA MCR

En 1979, un nouveau gouvernement venait de prendre le pouvoir au Sri Lanka. Son objectif prioritaire était alors la réalisation d'un programme prévoyant le détournement de la rivière Mahaweli. Ce programme d'irrigation colossal signifiait le déplacement d'environ un million de personnes à travers l'ensemble du pays. Cette année-là, Knud Ebbesen, un diffuseur danois ayant travaillé au service de la participation communautaire de la Danish Broadcasting Corporation, se trouvait au Sri Lanka à titre privé. Ebbesen estima que le moment était propice à la mise sur pied d'un programme de radio

participative au Sri Lanka. Il proposa donc de créer une radio communautaire parallèle au programme de détournement de la rivière Mahaweli afin de faciliter le développement socio-économique des populations déplacées. Cette radio devait plus tard prendre le nom de radio communautaire Mahaweli, ou MCR (Mahaweli Community Radio).

Heureux hasard, au moment de la soumission de cette proposition, le docteur Sarath Amunugama, spécialiste réputé des communications et favorable à la communication participative, était secrétaire permanent du ministère d'État, chargé des questions liées aux mass media. Le directeur général de la SLBC, feu Thevis Guruge, et son directeur général adjoint, feu E. S. T. Fernando, qui devait plus tard être nommé coordonnateur de l'ensemble du programme de la MCR, étaient également prêts à appuyer le programme.

L'Unesco et la Danida fournirent le capital initial nécessaire au programme, les coûts d'exploitation devant être assumés par la SLBC. Le financement total du programme provenant de l'étranger s'élevait à 1,1 million de dollars us (Unesco 1990).

UN FORUM POUR LA POPULATION

Le concept de la SLBC était en fait une version modifiée du Baandvaerkstedet (l'« atelier des bandes »), un programme de Radio Danemark destiné à favoriser la participation communautaire. Les équipes du Baandvaerkstedet assuraient, sur les plans technique et de la réalisation, un soutien aux personnes et aux groupes communautaires désireux de réaliser leurs propres émissions de radio en vue de leur diffusion sur les ondes du réseau national de Radio Danemark. Le programme de la MCR s'inspirait donc fortement de l'expérience danoise. Toutefois, les défenseurs de la MCR étaient convaincus que la radio ne pourrait contribuer au développement socio-économique des populations déplacées que si des mesures étaient prises pour faciliter la participation des auditeurs à la programmation.

Une telle participation signifiait un abandon radical des pratiques conventionnelles de la SLBC. Pour tirer profit des nouvelles techniques de réalisation, il était nécessaire de consentir des investissements en matière de transport. Il fallait également acquérir un nouveau matériel d'enregistrement, adapté à une utilisation intensive en milieu rural. Il fallait enfin pouvoir profiter d'une expertise, alors inexistante au Sri Lanka, en matière de techniques de réalisa-

tion sur le terrain. La coopération internationale était donc essentielle à la mise sur pied de la MCR.

Au cours de la dernière décennie, la philosophie de la MCR a évolué. Voici quelles en sont les grandes lignes à l'heure actuelle.

— L'orientation élitiste urbaine de la radio devrait être réduite le plus possible, sinon supprimée. La radio communautaire Mahaweli peut contribuer à cet objectif en donnant aux auditeurs ruraux l'occasion de faire entendre leurs points de vue.

— La vie rurale devant être traitée comme un tout, tout sujet lié à celle-ci peut devenir un thème d'émission.

— La plus grande ouverture possible aux différents points de vue sur les questions relatives au développement devrait être assurée afin de créer une atmosphère propice aux discussions constructives et à la communication entre les diverses communautés.

— Les émissions devraient être conçues non en fonction de ce que les réalisateurs pensent, mais plutôt en fonction des résultats des recherches sur le terrain.

— Les auditeurs apprécient le fait que leurs parents et amis, et non des étrangers, leur rendent visite par l'intermédiaire de la « boîte parlante » (la radio). Ils sont donc plus enclins à accepter les émissions lorsqu'elles leur sont présentées par quelqu'un d'un statut socio-économique similaire au leur. Pour ce faire, les échanges d'expériences sont préférables aux lectures ou aux monologues.

— La possibilité de participer à cet échange de points de vue aide les auditeurs à se rendre compte de leur propre potentiel et à comprendre leur responsabilité en matière de réalisation des objectifs de développement.

— Pour que la radio communautaire locale ait le plus d'effet possible, les groupes cibles doivent être bien définis.

— La radio ne peut à elle seule assurer le développement. Elle devrait faire partie d'une stratégie d'ensemble. Aussi, la radio communautaire Mahaweli doit-elle travailler en harmonie et en collaboration étroites avec les autres médias et organismes.

MCR : MODE D'EMPLOI

Deux méthodes permettent la mise en pratique des grandes lignes de la philosophie de la MCR. La première méthode, utilisée depuis la mise sur pied du programme en 1981, prévoit le recours à des équipes mobiles allant de village en village. En 1985, une première station locale de radio communautaire fut établie à Girandu-

rukotte, l'un des villages accueillant les populations déplacées. En 1989, une deuxième station fut mise sur pied à titre expérimental à Kotmale, dans le nord de la région de Mahaweli. Les équipes de réalisation sur le terrain, composées de deux réalisateurs et d'un cuisinier, se rendent dans un village et y passent quatre jours. Ils logent souvent dans un bâtiment public, comme le temple du village ou le centre de développement communautaire. Ils analysent les composantes socio-économiques et psychologiques de la vie du village. Une fois les réalisateurs bien renseignés sur un sujet donné, ils effectuent leurs enregistrements, puis retournent à leur studio afin de se préparer pour la troisième semaine.

Au cours de cette troisième semaine, une équipe plus importante composée de réalisateurs, de techniciens et d'assistants retourne au village. Elle apporte avec elle une console mobile et d'autres dispositifs d'enregistrement. Au cours de la semaine précédente, les villageois ont été appelés à organiser un spectacle à caractère culturel destiné à être enregistré par l'équipe de réalisation. La participation locale à ces spectacles est très élevée : parfois, plus de cent vingt personnes présentent de la musique, du théâtre et de la poésie, dans le cadre d'un spectacle de six à huit heures.

Après le spectacle, les réalisateurs demeurent dans le village pour procéder au montage de l'émission, invitant la population locale à donner son avis sur le résultat final : un mélange d'éléments du spectacle et d'entrevues menées au cours de la première semaine. Une fois prête, l'émission est ensuite diffusée sur le réseau régional de la SLBC.

Critiquant la méthode de fonctionnement de la MCR, certaines personnes prétendaient qu'elle engendrait des coûts trop élevés et ne convenait donc pas à un pays en voie de développement comme le Sri Lanka. Un des hauts dirigeants de la SLBC soulignait, entre autres, que le service musulman (Muslim Service) arrivait à produire une émission hebdomadaire d'une heure à l'aide des ressources existantes, alors que les équipes mobiles de la MCR avaient besoin d'une grande quantité de ressources additionnelles et d'un financement supplémentaire important pour produire une émission de même durée. Bien sûr, on peut prétendre que cela tenait au fait que les émissions du service musulman sont réalisées en studio, alors que celles de la MCR le sont sur le terrain. Les critiques n'en soutenaient pas moins que le mode de fonctionnement de la MCR n'était viable que dans la mesure où un financement étranger était assuré.

Il est clair que l'exploitation initiale de la MCR s'est révélée, au départ, très coûteuse. La nature intrinsèque d'une radio communautaire participative exige plus de ressources que n'en demande la simple réalisation en studio. Toutefois, avec l'expérience, les coûts ont été suffisamment réduits pour permettre à la MCR de poursuivre ses activités sans financement étranger. Au début de son existence, alors que trois émissions hebdomadaires d'une demi-heure étaient diffusées (1981-1985), une heure de diffusion coûtait environ 250 dollars us, soit environ dix fois plus que le coût normal d'une émission d'une heure produite par les stations régionales. Depuis, grâce à l'adoption de nouvelles approches, au mélange d'émissions studio et d'émissions réalisées dans les villages ainsi qu'à l'affectation d'équipes de réalisation aux stations régionales, ce coût a pu être réduit à environ 37,50 dollars us l'heure. La station de Girandurukotte arrive ainsi à réaliser une heure d'émission pour un coût fixe d'environ 35 dollars us.

On peut bien sûr se demander pourquoi ces techniques de réalisation économiques n'ont pas été utilisées dès le début. Entre autres, pourquoi des stations de radio communautaires locales, moins coûteuses que toutes ces visites sur le terrain, n'ont-elles pas été créées dès le début ? Il semble y avoir deux grandes raisons à cela. Premièrement, si on avait suggéré dès le début la mise sur pied de telles stations, la SLBC, jalouse de son monopole, aurait probablement rejeté l'idée en bloc. En agissant graduellement, la MCR a réussi à survivre dans le cadre de la SLBC. Deuxièmement, les premières années d'existence de la MCR étaient placées sous le signe de l'expérimentation, et les programmes expérimentaux sont plus coûteux que les programmes conventionnels.

CRISE : LA MCR À LA CROISÉE DES CHEMINS

De 1981 à 1989, les équipes mobiles de la MCR ont visité mille cinq cents villages. Des enquêtes et des études ont depuis révélé l'importance de l'impact de la MCR sur la région. La radio communautaire de Girandurukotte et les émissions de la MCR diffusées sur le réseau régional Anuradhapura sont écoutées par 90 % de la population locale et constituent la deuxième source la plus importante d'information en matière d'agriculture et de santé. Dans la décennie qui a suivi sa mise sur pied, le programme de la MCR a, graduellement, réussi à atteindre presque l'ensemble de la population rurale de langue cingalaise. Dans toutes les stations régionales, des équipes disposant

de matériel mobile d'enregistrement et de montage étaient présentes. Un groupe de diffuseurs adéquatement qualifiés, dûment formés et soucieux de la réussite du programme, s'était créé.

Toutefois, tout ne fonctionnait pas parfaitement dans le cadre du programme. Les difficultés devinrent d'ailleurs apparentes lorsque l'aide et le financement internationaux prirent fin en 1990. Le programme n'avait pas réussi à s'assurer l'appui à long terme de la SLBC. En outre une importante désorganisation régnait dans le pays. En 1988, alors que la violence politique atteignait son paroxysme dans le sud du Sri Lanka, il se commettait, en plus des exécutions, environ cent meurtres par jour. Dans un tel contexte, n'importe quelle radio communautaire aurait été désorganisée. Cependant, il faut chercher ailleurs la cause première de la désorganisation de la MCR.

En 1991, au second séminaire régional de l'Unesco, on tenta de discuter de l'avenir du programme. Évelyne Foy, secrétaire générale de l'Amarc, participait au séminaire. La situation qu'elle a pu observer était loin d'être encourageante :

« L'évaluation de l'état de la MCR par les réalisateurs locaux soulevait un certain nombre de problèmes : la difficulté de faire en sorte que les ressources destinées à la MCR soient effectivement consacrées au programme, un manque général de ressources locales, et une centralisation du pouvoir décisionnel dans la capitale et au siège social de la Sri Lanka Broadcasting Corporation » (SLBC).

Cependant, un certain optimisme renaît avec la visite récente de Knud Ebbesen au Sri Lanka. Son objectif est d'aider le ministre de l'Information à déposer une proposition visant à la création d'une structure institutionnelle autonome responsable de la radio communautaire au Sri Lanka. La proposition est actuellement à l'étude et de nombreux indices laissent croire qu'elle recevra l'aval du gouvernement.

Toutefois, au moment d'écrire ces lignes, le moral des diffuseurs de la MCR n'est pas très bon. Les unités de radio communautaire, rattachées aux stations régionales, sont en pleine désintégration, la durée des émissions a été réduite et le nombre des visites sur le terrain a diminué de façon draconienne. Les deux radios communautaires locales poursuivent donc leurs activités, mais à vitesse réduite.

L'ARGENT DE L'ÉTRANGER : POUR OU CONTRE ?

Il est important de comprendre pourquoi les choses ont tellement changé dès le début du retrait du financement international.

Pour y parvenir, il est nécessaire de se pencher plus avant sur le pour et le contre du financement étranger et de la coopération internationale.

Le programme de la MCR était en grande partie une initiative étrangère rendue possible par la disponibilité du financement international et par la capacité des collaborateurs étrangers de convaincre les responsables sri lankais en charge de la radiodiffusion. Il semble que certaines interventions d'organismes internationaux respectés, comme l'Unesco et la Danida, puissent jouer un rôle positif dans l'établissement de radios communautaires dans le sud de l'Asie, où les médias électroniques sont régis par l'État et très centralisés.

Bien qu'un petit nombre de membres de la haute direction de la SLBC aient appuyé le principe de la radio communautaire depuis le tout début, de nombreux autres membres du domaine de la radio-diffusion conventionnelle s'y sont opposés. La somme de 1,1 million de dollars us provenant des organismes donateurs n'a pas uniquement été utile sur le plan financier. Elle a aussi favorisé une autonomie qui a permis à la direction du programme de la MCR de se mettre à l'abri du tir des opposants au principe de la radio communautaire. Le programme a en effet bénéficié d'une indépendance de loin supérieure à celle des autres services de la SLBC. Cette indépendance a permis la constitution d'une atmosphère dans laquelle les réalisateurs d'émissions ont pu travailler librement.

La coopération internationale a aidé la MCR à exercer ses activités en ayant à subir un minimum d'ingérences politiques. Dans un pays où le domaine de la diffusion est extrêmement politisé, le fait de rester à l'abri des pressions politiques est déjà un exploit. Si tel n'avait pas été le cas, le programme aurait perdu de sa crédibilité, et sa survie sous les gouvernements successifs serait devenue difficile. L'alliance de l'Unesco et de la Danida, partenaires neutres, est l'un des facteurs qui ont contribué à permettre à la MCR de demeurer « apolitique ». La coopération internationale a également contribué à faire largement connaître le concept de la MCR à travers le monde. Adapté, il fut d'ailleurs repris dans d'autres pays. Ainsi, selon Ebbesen, l'expérience de la MCR a largement été mise à profit au Bangladesh dans le cadre d'un programme de développement rural intégré. Wijayananda Jayaweera, pionnier de la MCR devenu plus tard consultant auprès de l'Unesco, a quant à lui utilisé l'expérience de la MCR pour concevoir et mettre sur pied des systèmes de diffusion ruraux au Bhoutan et au Cambodge.

L'ensemble du programme de la MCR constitue une expérience nouvelle en Asie du Sud. Sa réalisation a permis de doter la région d'un modèle de radio communautaire, qui a fait ses preuves et qui s'est révélé viable. Ce modèle, modifié de façon appropriée, peut être utilisé dans d'autres pays, comme il l'a d'ailleurs déjà été. Or, c'est en grande partie grâce aux organismes internationaux que le programme de la MCR a pu devenir un modèle pour l'ensemble de la région, et non seulement pour le Sri Lanka.

Mais quels sont les effets négatifs de la coopération internationale ? Son effet négatif le plus important sur la MCR a bien sûr été de rendre celle-ci trop dépendante de l'appui étranger. Après dix ans d'existence, le programme de la MCR en était venu à fonctionner comme si le financement était là pour durer, omettant de mettre sur pied un programme approprié pour faire face à l'interruption du soutien international.

Autre aspect négatif de cette dépendance envers le financement étranger : la MCR ne s'est pas transformée en organisme autosuffisant et financièrement viable. Présentement, ses seuls revenus proviennent de la diffusion de messages publicitaires sur les ondes de la station de radio communautaire de Girandurukotte. Dix années de dépendance envers le financement étranger n'ont pas aidé la MCR à diversifier ses sources de revenus et à explorer des solutions de rechange.

Un autre facteur négatif, subtil mais néanmoins important, est l'attitude que le financement international a encouragée au sein de la SLBC. Bien que ce soutien ait permis au programme de fonctionner de manière relativement indépendante, il a également conduit la SLBC à croire que sa responsabilité en incombait totalement à l'Unesco et à Danida. A la fin de la dernière phase du programme, il n'existait que quelques propositions floues visant la création d'une structure institutionnelle autonome pour la radio communautaire. Rien de bien concret n'a donc été fait, et la MCR se trouve dans une position très vulnérable.

LEÇONS ET PERSPECTIVES

La crise à laquelle fait face la MCR n'est peut-être qu'une période de désorganisation normale à laquelle sont confrontés la plupart des programmes lorsqu'il y a transition. Toutefois, cette crise permet de faire ressortir deux leçons en matière de coopération internationale à la mise sur pied de radios communautaires viables, par-

ticulièrement dans la région de l'Asie du Sud. La première de ces leçons nous enseigne qu'il est possible que le défaut de la MCR de s'assurer un appui à long terme au sein de la SLBC soit lié à des facteurs inhérents aux traditions de diffusion en Asie. Selon Felix Librero, « les systèmes de diffusion asiatiques étaient à l'origine conçus comme des moyens de propagande gouvernementale et, donc, simplement destinés à informer la population ».

Dans ce contexte, il est normal que tout programme à l'image de celui de la MCR, tentant d'instaurer un processus de communication bidirectionnelle, se heurte inévitablement à une opposition. Il est difficile d'échapper à cette réalité. Il n'est possible d'y faire face que par la mise sur pied d'un système prévoyant la participation active des auditeurs à la gestion de la radio communautaire. Ainsi, si les gardiens du système de diffusion conventionnel tentent d'entraver les activités de la radio communautaire, les auditeurs feront valoir leur point de vue et soutiendront la station. Les associations d'auditeurs constituent une façon prometteuse de susciter une telle participation communautaire.

La deuxième leçon à tirer de l'expérience de la MCR est que l'élaboration de programmes visant l'institutionnalisation permanente d'un programme de radio communautaire doit être vue comme la responsabilité commune des organismes internationaux et locaux. L'élaboration d'un programme permettant de faire face au retrait des organismes de financement est au moins aussi importante que la mise sur pied d'un programme. Un tel programme nécessite une certaine expertise et devrait être instauré bien avant l'arrêt du financement. Les organismes internationaux devraient fournir cette expertise tandis que l'organisation locale devrait prendre l'initiative de l'élaboration d'un tel programme.

Comme le démontre l'expérience de la MCR, la coopération internationale devrait être bienvenue en matière d'établissement de radios communautaires au Sri Lanka et, fort probablement, dans le reste de l'Asie du Sud. Toutefois, il n'est possible de tirer pleinement parti de la coopération internationale que si les organismes internationaux et nationaux parviennent à définir clairement leurs rôles respectifs et agissent en conséquence.

SOURCES

- Ole Aabhuse « One-way and two-way systems in broadcasting », *Community Radio and Rural Development : Four Essays*, Mahaweli Community Radio, 1985.
- Carlos Arnaldo « Opening Remarks », *Second Unesco Regional Seminar on Community Broadcasting in South East Asia and the Mahaweli Community Radio Project*, Kandy, Sri Lanka, 1990.
- M. J. R. David et Felix Librero, *Radio's role in Rural Development ; A case analysis of Mahaweli Community Radio, Sri Lanka*, thèse déposée à l'université des Philippines, Los Banos, Laguna, Philippines, 1991.
- M. J. R. David, *An evaluative study of the impact of a settlement-based community radio*, Girandurukotte Community Radio, 1986.
- E. S. T. Fernando, « Origin and Development of Mahaweli Community Radio », article présenté au Regional Workshop on Community Broadcasting and New Technologies, Malaisie, 1990.
- E. Foy, « A difficult birth for C.R. in Sri Lanka », *InteRadio*, vol. 3, n° 2 1991, p. 3.
- Rohan Gunaratna, *Sri Lanka : A Lost Revolution*, Institute of Fundamental Studies, Kandy, Sri Lanka, 1990.
- Wijedasa Hewage, « Mahaweli Community Radio », article présenté au Regional Seminar and Workshop in South East Asia and the Mahaweli Community Radio Project, Sri Lanka, 1990.
- Wijayananda Jayaweera, *Experiences in two-way communication*, Mahaweli Community Radio, Colombo, Sri Lanka, 1986.
- N. Karunanayake, *Sixty-six years of broadcasting in Sri Lanka*, Center for Media and Policy Studies, Sri Lanka, 1990.
- Felix Librero, « Hidden Problems of Community Radio in Asia », *InteRadio*, vol. 3, n° 2, p. 11, 1991.
- Mahaweli Community Radio, *The MCR Workbook*, Ole Aabhuse et Wijayananda Jayaweera, Mahaweli Community Radio, Sri Lanka, 1985.

3. Radios participatives, radios commerciales : des réponses plurielles

Eugénie Aw

Il n'y a pas si longtemps, dans une région rurale de l'Afrique, une radio participative expérimentale a été mise sur pied dans le cadre d'un programme de développement. Les habitants de cette région, encouragés à écouter les émissions radiophoniques en groupe, à les commenter et à y participer d'une manière ou d'une autre, ont alors pris conscience qu'ils pouvaient s'exprimer, communiquer les uns avec les autres et entendre leurs voisins à la radio, bref, qu'ils pouvaient prendre en main ce moyen de communication. En d'autres termes, la nouvelle radio avait énormément de succès. Trop même, selon certains. Quand des techniciens sont arrivés de la capitale avec ordre de démonter et d'emporter l'émetteur, ce dernier était introuvable. Les paysans avaient caché leur radio, déterminés à tenir tête aux autorités et à conserver ce nouveau pouvoir de communiquer.

Un véritable mouvement pour le changement voit le jour en Afrique. D'aucuns l'appellent démocratisation, d'autres, ras-le-bol. Tous réclament le droit de participer, le droit à une vie décente et le droit à la libre expression.

La presse écrite a fait beaucoup de progrès et on constate un foisonnement de journaux et de périodiques, privés ou d'opposition. La radio, accessible à pratiquement l'ensemble de la population du continent, se révélera certainement le moyen de communication par excellence de cette participation populaire.

Toutefois, certains régimes totalitaires, ainsi que des partis uniques à la voix monolithique, sont peu enclins à relâcher leur emprise sur une radio qu'ils considèrent toujours comme leur outil de propagande. Mais cette emprise perd de sa force, et les demandes pour une radio accessible se font de plus en plus nombreuses et pressantes. Ainsi au Mali, en mars 1991, l'armée a réprimé dans le sang une manifestation contre le régime dictatorial du pays. A cette occasion, la radio d'État a refusé que l'on utilise ses ondes pour demander aux services de santé d'aller porter secours aux blessés. Moins d'un an après ces événements, une radio libre a été constituée légalement à Bamako, la capitale.

D'après Samba Touré, directeur du Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (Cierro), au Burkina Faso :

« Le besoin clairement ressenti pour la presse écrite est certainement plus fort pour la radiodiffusion, qui concerne la majorité de la population. La radiodiffusion suivra dans les années à venir ce mouvement incontournable du développement de nos pays qui se libèrent tous du carcan de l'État. Elle a la faculté de s'adresser à la population dans la langue qu'elle parle tous les jours [...]. Ce facteur est très important [...]. » (Amarc, 1991.)

La radio rurale s'adresse à la majorité de la population et tend à prendre des formes de plus en plus intégrées aux réalités locales. L'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (Amarc) s'est intéressée concrètement à la radio rurale en Afrique en 1989, année où elle a pris contact avec le Cierro afin que soit menée une étude permettant de délimiter les contours de la radio africaine de type participatif.

Cette étude sur la radio rurale et la radio locale en Afrique a été entreprise alors que des mouvements de plus en plus puissants pour la démocratisation et le pluralisme voyaient le jour. Elle cherchait à mieux connaître ce qui bien souvent n'était encore que rêves, à savoir les radios prises en charge par des citoyens et desservant des communautés.

Le travail s'est terminé en 1990 par une série de recommandations, notamment sur les façons d'accroître la participation populaire. Ces recommandations et d'autres encore, portant sur la formation, la recherche, les échanges et l'intégration des femmes, sont à la base d'un second projet africain, élaboré en partie en réponse au premier et déjà en cours de réalisation.

L'enquête s'est intéressée à onze pays : Bénin, Burkina Faso, Congo, Ghana, Kenya, Mali, Sénégal, Tchad, Togo, Zaïre et Zimbabwe.

Ces pays ont été choisis de façon à obtenir un échantillon représentatif en fonction de trois variables : l'héritage historique, la situation géographique et les modèles existants de communication radiophonique.

L'équipe de recherche a étudié différents types de radio, surtout en milieu rural. Elle a tenu compte des facteurs suivants : environnement général de la radio (législatif, social, économique, culturel et politique), historique et objectifs de la radio, et organisation, programmation et situation technique et financière des radios rurales. La participation de la population et la situation des femmes en tant que professionnelles et en tant qu'auditoire cible constituaient les deux éléments clés de l'étude.

DES RADIOS RURALES COMME OUTILS DE MOBILISATION

La radio rurale existe en Afrique depuis le début des années soixante. D'un pays africain à l'autre, les objectifs qui lui sont dévolus sont pratiquement identiques. Elle a un mandat de développement, de diffusion des cultures locales et de transmission des politiques de développement des gouvernements. Elle vise l'accroissement de la production et de la productivité agricoles par le développement des savoir-faire, l'organisation du dialogue entre les paysans et les pouvoirs publics et entre les paysans eux-mêmes, et la valorisation du patrimoine culturel et du savoir local.

Bien souvent, la radio rurale est un outil des plans nationaux de développement. Elle sert les politiques gouvernementales dans le domaine de la production en général et des cultures industrielles en particulier. L'expérience du Burkina Faso illustre bien ce phénomène. Pays sahélien, il possède l'un des taux de scolarisation les plus bas d'Afrique. Dans les années qui ont suivi son accès à l'indépendance, le gouvernement burkinabè s'est servi de la radio comme d'un outil de développement économique et social. La création de la radio rurale, en 1969, devait permettre d'en faire « le support premier, l'élément de mobilisation de tout programme gouvernemental allant dans le sens du bien-être des populations ».

Aujourd'hui, les émissions de la radio rurale traitent aussi bien des performances enregistrées au cours de l'année en ce qui concerne la production de l'arachide que de ce qu'il convient de faire pour obtenir un crédit auprès d'une institution financière. Les émissions de vulgarisation portent sur des thèmes tels l'élevage du lapin et la pisciculture, et tentent de former les paysans à des

tâches précises, en vue de leur permettre de contribuer au processus de production.

Une autre des conclusions de l'étude est que l'efficacité de la radio rurale est souvent limitée par sa structure et par la faible participation des paysans à la conception des programmes. Les émissions sont souvent diffusées sur les ondes d'une seule chaîne radiophonique, et il est parfois impossible de capter cette chaîne dans certaines régions du pays.

Règle générale, les radios rurales sont intégrées à la radiodiffusion nationale. Elles sont donc parfois de simples sections rattachées à la division des programmes ; c'est le cas au Mali, par exemple. Elles peuvent en être également des divisions, comme au Sénégal, ou même des régions, comme au Zaïre.

Le Burkina Faso a eu un service de la radio rurale au sein de son système national de radiodiffusion jusqu'en 1981, année où on créa une direction à part pour l'administrer. Au Bénin, la radio rurale est devenue avec le temps une division spécialisée jouissant d'une relative autonomie de gestion et de fonctionnement. Aujourd'hui, elle est un service, mais ce service relève de l'autorité du directeur de la radiodiffusion et, d'après le rapport de l'étude Amarc/Cierro :

« De manière générale, cette situation engendre un certain nombre de problèmes. Il peut y avoir un manque de coordination entre les programmes similaires des autres structures de la radiodiffusion nationale, des duplicatas. Par ailleurs, les radios rurales n'ayant pas de réelle autonomie, elles héritent des problèmes administratifs, structurels et financiers de la structure qui les coiffe et les englobe. » (Amarc, 1990.)

LIBÉRER LA PAROLE DES PAYSANS

Pendant longtemps, cette situation de dépendance, de tutelle, a déteint sur la formation — ou le manque de formation — des agents travaillant en radio rurale. Etre communicateur en langues nationales n'a pas toujours été très bien considéré. La création du Cierro a contribué à changer les mentalités et à améliorer l'accès à la formation, du moins dans les pays d'Afrique francophone. Toutefois de nombreux agents n'ont toujours pas accès à cette formation.

Bien que l'étude révèle une faible participation des auditeurs à la conception et à la réalisation des programmes, elle rapporte également quelques cas où des associations rurales ont pris part à ces activités. L'expérience du Burkina Faso, où fonctionnent une demi-

douzaine de radios locales, est largement positive à cet égard, en raison surtout du fait que les populations ont participé à toutes les étapes de son implantation et participent toujours concrètement à la définition des programmes et à leur réalisation. La population a ainsi accès à des émissions dont les sujets reflètent réellement ses préoccupations.

Il est très difficile de mesurer l'impact des émissions sur les populations, car les pays étudiés n'utilisent aucune méthode systématique d'évaluation à cette fin. Toutefois, là où elle existe, l'écoute collective (au sein de « radios-clubs », par exemple) permet de prendre régulièrement le pouls du monde rural. D'autres moyens, directs ou indirects, sont également utilisés (interviews, courrier, etc.).

Il est possible de dire que, grâce à l'accent qui a été mis sur les langues nationales et sur les cultures locales, les populations s'intéressent plus qu'avant à la radio rurale. Aurait-on atteint l'objectif, énoncé par plusieurs responsables, de « libérer la parole paysanne » ? C'est loin d'être évident. Et ça l'est encore moins lorsqu'on considère la place des femmes en tant que professionnelles actives au sein des stations ou en tant qu'auditrices cibles des émissions.

DES MODÈLES EN ÉMERGENCE

Il est vrai que dans le cadre de la radiodiffusion étatique, certains professionnels veulent donner plus de place à la voix des populations, soit en créant de nouvelles émissions, soit en favorisant l'utilisation des langues locales. Des initiatives sont prises pour rapprocher la radio des populations (Bénin et Zaïre), ou pour créer une radio rurale indépendante de la radio d'État (Mali). Dans plusieurs pays, des associations professionnelles et des groupes de femmes s'investissent pour que les besoins locaux soient pris en compte lors de l'élaboration des programmes.

A ce chapitre, l'étude a relevé plusieurs expériences intéressantes. Mentionnons entre autres la Radio rurale de Kayes, au Mali, Radio Candip, au Zaïre, et les radios locales au Burkina Faso¹.

La Radio rurale de Kayes s'est développée grâce à la participation de deux organisations non gouvernementales italiennes, Terranuova et Gao, dans le contexte d'un vaste programme de développement du Sahel.

1. Pour une description plus détaillée de Radio Candip et de la Radio rurale de Kayes, lire les chapitres 4 (Première partie) et 1 (Troisième partie).

Les responsables de l'élaboration du projet de la radio de Kayes avaient reconnu le fait qu'une population est plus susceptible de répondre positivement à des initiatives de développement lorsqu'elle y est partie prenante. Le rapport de l'étude Amaré/Cierro décrit la radio de Kayes en ces termes :

« Dans le modèle adopté par Radio Kayes, le monde rural est considéré comme le protagoniste du développement. Le rôle spécifique de la radio est de renforcer l'auto-identification culturelle de la population, de confronter systématiquement les connaissances sociales et les connaissances techniques, de diffuser les informations nécessaires pour soutenir les initiatives de développement économique et pour améliorer les conditions de vie. » (Amaré, 1990.)

Les principales émissions de cette radio s'intéressent à la vie socioculturelle et économique, à la santé et à l'alphabétisation. Elles sont diffusées en langues locales, respectant ainsi la forte tradition orale du Mali. La station est gérée par la population locale et travaille en ce moment avec quatre grandes associations paysannes.

« Chaque village identifie un animateur, à qui la radio fournit le matériel d'enregistrement portatif. L'animateur décide du thème d'une émission et recueille les préoccupations des villageois à ce sujet. Le montage des émissions est ensuite réalisé à partir de ces commentaires. » (Cavazzani, 1990.)

Radio Candip a été mise sur pied à Bunia, au Zaïre, en 1977. Ses émissions encouragent la population à participer au développement local, et suggèrent des solutions aux problèmes des villageois.

Les émissions sont réalisées en huit langues différentes, et une bonne part du temps d'antenne est consacrée à des sujets qui touchent directement les femmes. Les principaux thèmes des programmes sont définis annuellement en fonction des préoccupations des villageois, qui les communiquent aux animateurs lorsque ces derniers leur rendent visite.

Un des animateurs soulignait : « Les visites [dans les villages] sont notre premier centre de documentation. Notre livre de consultation est le paysan qui lutte pour une meilleure existence. »

Les radios locales rurales du Burkina Faso ont déjà contribué à rendre possible la réalisation d'un programme plus vaste de développement participatif. La radio locale, en donnant aux paysans la possibilité de s'exprimer, devient un moyen de communication de première importance lorsqu'il est question d'encourager la population à participer concrètement à son propre développement.

« Depuis que la radio rurale existe au Burkina Faso, les gens sont mieux en mesure de discuter de leurs idées et de leurs objectifs. Les populations rurales ont construit leurs propres radios. Les émissions radiophoniques doivent être réalisées par ces populations. Et les animateurs et réalisateurs des émissions doivent être recrutés au sein de ces mêmes populations. »

LORSQUE LA POLITIQUE ENTRE EN JEU

Le paysage médiatique africain connaît de rapides bouleversements depuis deux ans. Ces changements se situent dans la mouvance des revendications populaires pour la démocratisation et des initiatives de groupes professionnels et d'organisations de développement. En ce qui concerne la radiodiffusion, les mouvements sont plus lents et plus difficiles que pour la presse écrite. La radiodiffusion demeure en effet un élément essentiel et constitutif de pouvoirs qui résistent encore au pluralisme et au concept de participation populaire. Un certain nombre de virages se dessinent toutefois.

Certaines structures de radiodiffusion nationale ont déjà permis l'inauguration de nouvelles stations. Au Mali, Radio Bamakan a commencé à diffuser ses émissions dans la capitale à la fin de 1991. Elle devenait ainsi la deuxième radio de type communautaire du pays après la Radio rurale de Kayes, qui fonctionnait de façon indépendante depuis août 1988.

A ses débuts, le gouvernement de transition du Mali a tenté de museler la nouvelle radio, mais la population a protesté et Radio Bamakan a obtenu un permis temporaire. Au début de 1992, un décret légalisant les médias privés a été adopté ; Radio Bamakan est maintenant autorisée à émettre sur tout Bamako, aux côtés d'une radio commerciale.

Douze heures par jour, des bénévoles de la station réalisent des émissions à caractère éducatif et culturel en plusieurs langues nationales : bambara, peul, solinké, sarakolé et en français. Leur objectif est de refléter les besoins et les préoccupations de la population de la ville.

Canal Arc-en-ciel, au Burkina Faso, diffuse des émissions musicales et de type participatif depuis le 31 décembre 1991. Un an auparavant, le Burkina Faso avait vu l'émergence d'une radio privée, Horizon FM. Il s'agissait d'une première en Afrique francophone. Les propriétaires de cette radio résolument commerciale projettent d'en ouvrir une deuxième dans la seconde ville du pays.

Mais la création d'une telle station n'est peut-être pas aussi innocente qu'elle en a l'air.

Un débat commence à s'instaurer autour de la problématique radios participatives/radios commerciales. Démocratiser les ondes reste la tâche à accomplir – mais quelle forme cette démocratisation, cette libéralisation devrait-elle prendre ? Est-il suffisant de mettre la radio entre les mains de groupes ayant les moyens de financer des stations, ou faut-il aussi prendre des mesures pour encourager la participation de l'ensemble de la population ?

Il semble que, dans l'état actuel des choses, il n'y ait pas lieu d'opposer ces deux types d'expérience. La radio participative n'aura d'autre choix que de réfléchir aux aspects commerciaux de sa gestion si elle veut s'assurer une certaine autonomie financière. Quant à la radio commerciale, elle ne peut oublier que sa survie est liée à une atmosphère politique qui reconnaît la pluralité et renforce la démocratisation. Elle a donc tout intérêt à travailler au renforcement des structures qui vont favoriser ces éléments et qui doivent avoir une forte composante participative.

Par ailleurs, les Africains estiment nécessaire de clarifier la question de la participation des populations et ce à plus d'un point de vue. Plusieurs s'entendent déjà sur le plan conceptuel : la radio rurale ne doit plus être uniquement une « radio pour les populations », mais bien une « radio faite pour et par les populations ». Sur le plan pratique, les façons d'appliquer ce principe devront elles aussi être définies par les Africains, et non résulter d'un placage extérieur.

De multiples possibilités méritent d'être étudiées : la création de phonothèques, la formation de clubs d'écoute, le travail conjoint avec les organisations de base, etc. Déjà, des priorités ont été définies. La formation et la recherche, par exemple, demeurent primordiales pour la mise en oeuvre de la participation populaire. Et il en va de même de l'intégration des femmes, tant à titre de réalisatrices d'émissions que d'auditoire cible.

UN RÉSEAU AFRICAIN

Il semble essentiel que les personnes qui oeuvrent dans le domaine de la radio rurale aient les moyens de créer entre elles un courant continu d'information. Cela pourrait se faire entre autres par un échange de connaissances pratiques, tant à l'échelle du continent qu'avec d'autres régions du Sud (Asie et Amérique latine, par exemple).

Un tel échange permettrait à toute l'Afrique de profiter d'expériences menées chez elle et ailleurs. Le travail de l'Association des femmes dans les médias en Tanzanie (Tamwa), par exemple, pourrait être une source d'inspiration pour plusieurs. Il s'agit d'une unité radio qui utilise une méthodologie participative pour améliorer la condition des femmes. Selon une de ses responsables :

« Une des aspirations de Tamwa est d'élaborer des nouvelles concernant les femmes, à partir de leur perspective propre, et d'accélérer quantitativement et qualitativement notre excellence professionnelle. [...] les médias alternatifs ou le théâtre pour le développement, voilà ce que Tamwa veut utiliser depuis que les membres ont découvert que cela est traditionnel, pertinent et touche le monde rural. »

Ces réflexions ont conduit le Cierro et l'Amarc à élaborer un second projet : la mise sur pied d'un réseau africain de producteurs et productrices en radio participative.

Ce réseau jouera le rôle d'un véritable forum où toutes les personnes œuvrant dans le domaine de la radio rurale ou communautaire seront appelées à partager leurs idées et leur expérience et à travailler ensemble, de manière cohérente et complémentaire, sur les questions de participation populaire, de recherche et de formation. Le réseau aura également pour tâche d'ébaucher des modèles de lois et règlements qui pourraient permettre aux différents types de radio de s'insérer dans le nouvel espace médiatique qui se dessine aujourd'hui en Afrique.

La démocratisation va beaucoup plus loin que l'adoption du multipartisme. La véritable démocratie permet aux populations de prendre leur avenir en main et de décider du type de développement qui leur convient. La radio participative compte certainement parmi les outils appropriés qui peuvent aider à concrétiser cet idéal en Afrique.

SOURCES

Actes du séminaire : Communication participative, radio communautaire et développement, Montréal, les 11 et 12 avril 1991, Montréal, Amarc, 1991, 23 p.

Étude sur la radio rurale et la radio locale en Afrique, Montréal, Amarc/Cierro, 1990, 55 p.

Ada Cavazzani, « Une radio rurale à Kayes » in *Cooperazione*, édition française, Italie, ministère des Relations internationales, 1990, p. 24 à 29.

4. Voix nouvelles

Eduardo Valenzuela

L'Instituto Nacional Indigenista (l'Institut national autochtone/INI) du Mexique dispose d'un réseau de stations de radio à caractère culturel s'adressant à un auditoire d'environ 3,2 millions de personnes, la plupart autochtones. Ces stations diffusent en vingt-huit langues amérindiennes et atteignent près de la moitié des groupes concernés du pays. Elles sont situées dans les villes principales des douze régions ethniques où elles exercent leurs activités. Ces villes disposent, en général, de tous les services nécessaires. Les habitants de la campagne environnante s'y rendent pour acheter et vendre, faire des affaires, bénéficier des services de santé, etc. Il n'est pas rare qu'ils s'arrêtent, à cette occasion, à la station de radio, pour afficher un avis, y laisser un disque ou simplement saluer les animateurs.

Cette expérience a débuté en 1979 lorsque XEVZ, la « voix des montagnes », a commencé à diffuser depuis Tlapa de Comonfort, dans l'État de Guerrero.

Les objectifs globaux des stations de radio du réseau sont les suivants :

- aider à améliorer les conditions de vie de la population cible ;
- aider à renforcer la culture des communautés situées à l'intérieur de la zone desservie par la station ;
- encourager et favoriser l'existence d'organisations spécifiques comme moyen de permettre le développement libre des peuples autochtones.

La programmation qui vise à l'atteinte de ces objectifs se divise en cinq catégories principales : émissions éducatives, émissions culturelles, bulletins de nouvelles, émissions de divertissement et émissions consacrées à la lecture de messages.

Les *émissions éducatives* sont destinées à favoriser le bien-être des auditeurs au sein de leur communauté. Elles sont d'abord conçues à partir des conditions réelles dans lesquelles vivent les autochtones, mettant l'accent sur la culture, les ressources naturelles, les problèmes juridiques, la santé, etc.

Les *émissions culturelles* sont, sans l'ombre d'un doute, celles qui ont le plus d'impact sur la population. Elles servent de support aux principaux moyens d'expression culturelle de la communauté, comme la musique, la tradition orale et les célébrations. Elles traitent également de l'histoire de la communauté, de ses coutumes et de ses traditions.

Les *bulletins de nouvelles* informent les membres de la communauté des événements les plus importants. Les nouvelles nationales et internationales proviennent de Notimex, l'agence de presse mexicaine. Toutefois, l'accent est mis sur les nouvelles locales fournies par les réseaux de correspondants communautaires établis dans les régions.

Les *émissions de divertissement* sont d'abord destinées à accroître l'auditoire. Celles-ci, de même que la programmation musicale de la station, tentent de satisfaire les goûts des auditeurs et de répondre à leurs attentes. Cependant, la musique dite « commerciale » est absente.

Enfin, les *émissions consacrées à la lecture de messages* revêtent une importance particulière pour les communautés. Nombreuses, elles permettent la diffusion de messages personnels ou émanant d'institutions et d'organismes. Dans des régions où très peu de foyers ont le téléphone, ces émissions constituent souvent la façon la plus efficace de transmettre des messages personnels aux membres de la famille habitant la ville voisine ou d'informer les membres d'un organisme de la tenue prochaine d'une réunion.

L'expérience commune des diffuseurs et des auditeurs a contribué de manière très importante au succès des stations de l'INI. Des études effectuées récemment indiquent un indice d'écoute très élevé. La population locale écoute la station de radio non seulement pour entendre les messages diffusés dans sa propre langue, mais aussi parce qu'elle s'y identifie fortement. Comment pourrait-il en être autrement ? Ce sont non seulement les voix des membres

de la communauté, mais aussi leur musique, leurs espoirs et leurs désirs que l'on entend sur les ondes. En fait, le succès de ces stations de radio est précisément dû à l'existence d'une participation communautaire qui s'étend à presque tous les domaines et que favorisent trois facteurs principaux.

D'abord et avant tout, le personnel des stations est presque entièrement autochtone. Il se compose de professionnels, possédant bien sûr une formation en réalisation, en recherche culturelle et en journalisme, mais qui peuvent aussi comprendre la culture et la réalité des auditeurs, s'y identifier car ce sont également les leurs.

Ensuite, les organismes autochtones produisent des émissions « sur place », c'est-à-dire dans des centres de réalisation situés dans les zones desservies par les stations. Ces émissions sont ensuite transmises aux diverses stations, qui les diffusent intégralement, sans y apporter de modifications.

Enfin, les réseaux de correspondants communautaires fournissent des nouvelles locales et régionales, et constituent un moyen précieux de permettre une participation active des auditeurs.

Le type de participation et la mesure dans laquelle elle permet à la population de se définir culturellement varient largement à l'intérieur du réseau. Ainsi, les Zapotec, qui vivent dans les montagnes du nord de l'Oaxaca, ont atteint des niveaux d'organisation et de productivité tout à fait différents de ceux des Rarámuris qui habitent les montagnes du Tarahynara dans la région de Chihuahua. Tandis que, pour les Zapotec, la radio est un moyen de discuter des projets de leurs diverses organisations ainsi que de leurs réussites et de leurs échecs, les Rarámuris ne la considèrent essentielle que comme moyen de communication interpersonnelle et communautaire. Les Rarámuris n'ont donc pas encore tiré pleinement parti du potentiel de la radio en matière de culture et d'organisation de la communauté.

LA RADIO COMME OUTIL DE RENFORCEMENT DE LA CULTURE INDIENNE

La participation de la communauté, bien qu'objectif central de la radio, est loin d'être acquise. Tous les liens nécessaires sont loin d'avoir été tissés. Cette participation demeure spontanée et individuelle ; beaucoup reste à faire pour la transformer en un élément

intrinsèque de la dynamique du mouvement autochtone. Aucun doute possible, cette situation reflète le stade de développement peu avancé des mouvements populaires autochtones et la faiblesse de leur présence sur la scène politique nationale.

On n'a qu'à regarder les nombreuses demandes adressées à l'INI par des organisations et des communautés désireuses de mettre sur pied leurs propres stations de radio pour se convaincre de leur efficacité comme outil de communication et de renforcement de la culture autochtone. Bien que ses ressources financières soient limitées, l'institut a mis sur pied un ambitieux programme prévoyant la création de quatorze nouvelles stations de radio. Le nombre total de celles-ci devrait ainsi atteindre vingt-six en 1994, presque toutes les communautés autochtones du pays étant alors desservies.

La contribution de l'INI n'est pas que financière. En effet, la réalisation d'un projet comportant autant de conséquences politiques doit absolument suivre une stratégie conforme au caractère démocratique de la radio. Il est donc essentiel de pouvoir compter sur une vaste participation, notamment en ce qui concerne la direction du projet, et ce du début du projet jusqu'à l'ouverture de la station. Cette participation doit s'exercer dans tous les domaines, du choix du matériel à la conception de la grille des programmes. Pour assurer cette participation, nous avons conçu un programme de recherche préalable à toute installation, et destiné à permettre à la communauté de se prononcer sur ce que doit être sa station. Le programme se divise en trois volets distincts, chacun ayant ses objectifs, sa méthodologie et ses techniques propres. Le premier de ces volets consiste en une étude socio-économique visant à déterminer, de façon générale, l'infrastructure sociale, politique et culturelle de la région. Le deuxième se penche sur l'utilisation des médias par les futurs auditeurs et sur les habitudes de ces derniers. Enfin, le troisième consiste en une recherche participative visant à définir, de concert avec les auditeurs, les objectifs de la station, le contenu de sa programmation et la forme que prendra la participation de la communauté.

Étude socio-économique

Ce premier volet de la recherche consiste à recueillir de la documentation sur la région où la station doit exercer ses activités : géographie, topographie et ressources naturelles.

Il prévoit également une étude des méthodes de travail ayant cours dans la région. Une compréhension en profondeur de ces

méthodes permettra plus tard de mettre au point des programmes d'assistance technique destinés aux fermiers, aux travailleurs forestiers et aux autres secteurs sociaux.

Les méthodes de distribution ainsi que le système politico-social qui en découle sont aussi analysés. Le but : identifier les diverses forces politiques en présence (partis, organismes, groupes de citoyens), leurs interactions et leurs relations avec les organisations extérieures.

Enfin on analyse les aspects les plus importants de la culture des groupes autochtones qui participeront aux activités de la station. Cette brève étude permet de comprendre les mécanismes de la reproduction culturelle et de l'acculturation ainsi que les méthodes de résistance adoptées face à l'influence des cultures dominantes.

Utilisation des médias

Au moyen d'une série de sondages et d'entrevues, ce deuxième volet de la recherche vise à déterminer l'utilisation que les membres de la communauté font des différents médias. Écoutent-ils la radio ? A quelle heure ? Quelles sont leurs émissions favorites et pourquoi ? Combien de temps consacrent-ils à l'écoute de la radio ? Qui allume le poste ? On rassemble ainsi une foule de données fort utiles à l'élaboration de la grille des programmes.

Pour mener à bien les sondages et les entrevues, nous faisons appel à des « chercheurs communautaires », à savoir des paysans, des bénévoles ou des personnes choisies par la communauté. Les résultats sont étonnants. En effet, chaque entrevue se traduit par un échange enrichissant entre chercheurs et futurs auditeurs.

Recherche participative

Ce troisième volet constitue l'épine dorsale de la recherche. Il est fondé sur une série d'ateliers de réflexion, c'est-à-dire de rencontres avec les organismes, au cours desquelles nous discutons et réfléchissons au rôle futur de la station.

Cette recherche participative vise à établir les moyens et les mécanismes permettant d'assurer la participation communautaire. Tout en se penchant sur les besoins des communautés en matière de communication, on procède à l'élection des comités de la sta-

tion et à celle de leurs représentants respectifs. On détermine ainsi quels seront les correspondants communautaires, où seront situés les centres de réalisation, et quels sont les types d'émissions que chaque groupe est intéressé à réaliser. Ces renseignements sont essentiels à l'élaboration de la grille des programmes.

Pour orienter cette recherche et les ateliers de réflexion, nous avons formulé trois questions de base. Les objectifs de la programmation, son contenu et les méthodes de réalisation devront être en harmonie avec les réponses à ces questions, qui sont :

- Qu'attendons-nous de la station ?
- Qu'entendons-nous diffuser ?
- Comment participerons-nous aux activités de la station ?

Le processus, très simple, est tout à fait accessible aux membres de la communauté. Les réponses à chaque question sont consignées sur un bloc-notes, le plus littéralement possible. Par exemple :

« La station de radio qu'on va avoir, on va l'utiliser pour que nos coutumes cessent de se perdre, pour que les enfants connaissent les mots des vieux. C'est à cela qu'elle nous servira. »

Cette déclaration, faite par un vieil homme de Zongolica, dans le Veracruz, est caractéristique des réponses recueillies au cours de ces réunions. Dans la région de Cora-huchol-tepeh-huana-meicanera, dans les États de Nayarit et de Jalisco, nous avons été étonnés de la clarté des interventions. Les gouverneurs des communautés autochtones, représentants des formes traditionnelles de gouvernement, se sont regroupés pour soumettre une série de questions à la station. Parmi celles-ci : « Pourquoi faire des émissions sur nos coutumes si ces coutumes n'appartiennent qu'à nous ? » Cette question a suscité une longue discussion entre les gouverneurs, qui se sont ainsi rendu compte de l'importance de la radio. Cette discussion a aussi permis l'établissement de conditions applicables à la diffusion de certaines formes d'expression culturelle : la musique rituelle ne peut être diffusée que pendant une cérémonie particulière et cette diffusion doit respecter des limites précises ; certains rituels, fermés ou réservés aux initiés ou maracames, ne peuvent être enregistrés ; l'enregistrement des rituels doit être effectué avec l'approbation des gouverneurs, etc. Pour résoudre ces problèmes et beaucoup d'autres, l'Assemblée des gouverneurs autochtones, les dirigeants des organismes de réalisateurs et les maracames ont formé le Conseil consultatif de la voix des quatre nations, dont la tâche consistera à diriger la sta-

tion et à surveiller ses activités. C'est ainsi qu'ont été tracées les voies qu'empruntera la participation autochtone.

Il est clair qu'une recherche participative ne peut se limiter à une consultation de la population. Elle doit également organiser les données recueillies et les restituer aux participants. La discussion doit donc se poursuivre au sein de la communauté jusqu'au stade ultime de la préparation des émissions : le choix des titres des émissions radiodiffusées.

5. Radio Péninsule : radio et communauté sur la même longueur d'ondes

Barbara Losier

«En Acadie¹, une radio communautaire se maintient en tête des cotes d'écoute devant cinq autres médias d'expression française. Un exploit sans précédent dans l'histoire de la radio communautaire au Canada².»

Depuis plus de quatre ans, Radio Péninsule, connue aussi par ses lettres d'appel CKRO, se fait entendre par toute la Péninsule acadienne, région côtière au nord du Nouveau-Brunswick, l'une des provinces maritimes de l'est du Canada. Tous les sondages confirment que la popularité de cette station ne cesse de croître. Pour tenter de lever le voile sur la question, laissons d'abord parler les gens qui se sont intéressés à ce phénomène, avant de constater ce qui, pour les artisans passionnés de CKRO, explique la réussite grandissante de leur radio communautaire.

1 Acadie: nom donné à la première colonie française de l'Amérique du Nord dont la population fut déportée par l'Angleterre en 1755 pour avoir refusé de prêter le serment d'allégeance à la couronne britannique. Ces colons reviendront dans les années subséquentes s'installer sur la côte est du Canada, notamment dans la Péninsule acadienne.

2 Reportage du réseau national de télévision de la Société Radio-Canada, 27 novembre 1992.

UNE RÉGION DYNAMIQUE ET DISTINCTE ³

Existe-t-il une relation entre le dynamisme d'une région et sa propre maîtrise des communications internes et externes ? Oui ! Radio Péninsule, semble le démontrer.

Quatrième région en importance au Nouveau-Brunswick, la population de la Péninsule se chiffre à près de 60 000 habitants. Celle-ci présente un haut degré d'homogénéité culturelle : 92 % de sa population est francophone, soit le quart de la population de toute la province. Son territoire est essentiellement rural. Aucun centre ne prédomine. Sous certains angles, plusieurs municipalités peuvent toutefois prétendre au titre de capitale : Caraquet, Tracadie, Shippagan et Lamèque. Ces municipalités ne regroupent d'ailleurs pas plus de 20% de la population. Une telle dispersion amène nécessairement une décentralisation.

C'est pourquoi Radio Péninsule, après de longs débats, a installé ses studios dans le petit village de Pokemouche, à égale distance des trois centres régionaux. Afin de devenir un outil de communication pour l'ensemble de la Péninsule.

La population de la Péninsule a un sentiment d'appartenance et une conscience territoriale très aiguisés. Elle perçoit sa réalité comme nettement distincte et ne s'identifie à aucun centre extérieur.

On reconnaît ce caractère distinctif de la région par ses infrastructures économique et sociale : trois commissions scolaires, une commission industrielle regroupant onze municipalités, une association touristique, une commission d'aménagement et de planification de la Péninsule et une multitude d'organismes communautaires et bénévoles.

Autre trait particulier : le grand nombre d'entreprises qui appartiennent aux habitants de la Péninsule. Dans le seul secteur des pêches, ils possèdent trente-six des trente-neuf usines d'apprêtage du poisson.

Ce dynamisme n'est pas le remède à toutes les difficultés : le chômage reste élevé, touchant près de 22% de la population active. Ce taux peut atteindre 60% et 70% pendant l'hiver. L'industrie des pêches traverse une période de crise à cause de l'épuisement des ressources, celle du crabe en particulier.

3. Cette partie du texte est extraite de : Michel Delorme. *Monographie sur Radio Péninsule*, préparée pour le Programme d'aide à la radio communautaire du Secrétariat d'État du Canada, 1990.

Malgré cette morosité économique, la communauté régionale affirme son identité culturelle et oriente son développement en fonction de cette réalité. La radio communautaire allait être imprégnée de cette énergie.

MOI J'LA VEUX MA RADIO COMMUNAUTAIRE

Tout ne s'est pourtant pas fait par enchantement ! Le processus de mise en ondes d'une radio communautaire au Canada s'étend rapidement sur une période de trois à cinq ans. Une fois la demande d'un permis rédigée et présentée au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), organisme régissant la radiodiffusion au pays, le plus gros défi du comité d'implantation demeure celui du financement. Cela mobilise toutes les énergies.

Avant de pouvoir se balader avec un permis en poche, il faut doter le projet de radio communautaire des installations qui lui permettront de diffuser. Selon l'entente convenue avec le gouvernement fédéral, la communauté locale doit fournir 25% des coûts d'immobilisation, la province doit fournir un autre 25% du coût, tandis que le gouvernement fédéral s'engage à financer 50% des frais d'immobilisation.

Radio Péninsule doit donc trouver la somme de 100 000 \$ dans son milieu. Les organismes sociaux et culturels appuient unanimement la campagne de collecte de fonds. Après un premier blitz, le comité d'implantation recueille la moitié de l'objectif initial, suffisamment pour se présenter devant le CRTC. Le reste de la somme est obtenu après les audiences.

Deux mois plus tard, le CRTC accorde le permis à Radio Péninsule. Voilà enfin la possibilité de donner un micro à la population et de remplir les promesses faites à la communauté.

ENFIN, LA MISE EN ONDES !

Pour que la population entende «sa» radio à la date promise et que CKRO ne perde pas sa crédibilité auprès de ceux qui l'appuient, l'équipe d'implantation doit mettre les bouchées doubles. Les bénévoles apportent leur expérience, leurs connaissances, leur leadership, leur sens de l'organisation et des finances. L'équipe bénévole est soutenue par du personnel permanent qui vient faciliter le fonctionnement et accélère la concrétisation des dossiers.

«Tout le travail d'implantation est accompli avec le plus grand soin. Il faut réussir là où d'autres groupes ont échoué, effacer toute connotation négative à propos de la gestion et de l'image des projets communautaires. Par-dessus tout, il faut que la population s'associe fièrement à un projet à succès et non à un canard boîteux⁴.»

Le 18 juillet 1988, Radio Péninsule entre enfin en ondes. Il s'agissait de la première radio communautaire en milieu francophone à l'extérieur du Québec.

Le comité d'implantation a fait d'une pierre, deux coups : la création d'une radio communautaire et la mobilisation des forces vives de la population. L'information à la population et la valorisation des organismes populaires ont été, en effet, des constantes pendant toutes ces années d'élaboration.

Radio Péninsule est bel et bien le résultat d'une information constante du milieu, d'une organisation professionnelle bien rodée et d'une large participation de la population. C'est aussi une réaction au manque d'information locale et régionale de qualité, à la pauvreté du contenu francophone et de la programmation musicale, et à l'absence de participation des artistes et des jeunes.

CKRO : ÉDUCATIVE, D'ABORD ET AVANT TOUT

La station CKRO se veut d'abord et avant tout éducative. De par le type d'émissions qu'elle présente, l'attention qu'elle porte à la langue française dans le contenu verbal et musical, son souci d'impliquer les jeunes et les artistes, la formation qu'elle assure aux bénévoles participant à la production d'émissions.

La programmation ne s'élabore pas en tour d'ivoire. CKRO va vers la population et participe aux activités sociales et culturelles. Par des diffusions en direct, elle a été présente aux Jeux de l'Acadie, au Festival acadien, à la rentrée scolaire du Collège universitaire de Shippagan. Une bonne partie de sa programmation estivale est basée sur la retransmission en direct d'événements locaux et régionaux. Au cours de l'été 89, des entrevues ont été réalisées avec plus de quatre-vingts artistes régionaux.

A CKRO, s'inquiète-t-on des cotes d'écoute ? « Être le numéro un à toutes les heures, ce n'est pas notre préoccupation, explique M. Jean Saint-Cyr, président de la radio lors de l'entrée en ondes. La

4. Jean St-Cyr, président de Radio Péninsule-Supplément CKRO de l'Acadie Nouvelle, 15 septembre 1988.

cote d'écoute nous indique cependant si ce qu'on fait est intéressant ou pas. Moi, je n'ai jamais cru qu'une radio comme la nôtre devait s'adresser à des créneaux marginaux. Ce n'est pas parce qu'on est communautaire qu'on ne séduira pas l'auditoire ! Si la cote d'écoute baisse à certaines heures et qu'un certain nombre de gens s'intéressent à ces émissions, nous allons les maintenir. On est d'abord là pour éduquer. Ce qui est remarquable, poursuit M. Saint-Cyr, c'est que là où la courbe d'écoute présente la marge d'écart la plus large d'avec les radios privées, c'est au moment où les bénévoles sont en ondes : le soir et les fins de semaine. C'est donc dire qu'ils font des émissions qui plaisent à la population. Pour moi, c'est magnifique ! »

LE VRAI DÉFI

Le véritable défi pour la radio communautaire est cependant la continuité, la permanence, la stabilité. Rien n'est acquis pour très longtemps surtout dans ce monde des ondes où l'éphémère règne. Plusieurs radios communautaires ont vécu de semblables moments d'euphorie lors de leur création sans arriver à se maintenir, à vaincre l'épuisement.

La radio communautaire joue sur deux plans : une organisation démocratique, ouverte à une large participation et un média qui a des exigences propres. Comment maintenir la créativité et la discipline ?

Savoir ménager ses ressources pour garder la flamme du début et se renouveler pour continuer à être un élément dynamique dans son milieu sont de grands défis. La compétition est farouche et la radio privée ne ménage pas ses efforts pour se débarrasser de ce compétiteur un peu trop original.

Pour entrer en ondes, il faut l'énergie du sprinter, une fois en ondes, c'est le marathonien qui arrive en piste. En 1992, quatre ans après l'ouverture de la station, les plus récents sondages sur les habitudes d'écoute de la population viennent confirmer que Radio Péninsule a toutes les chances de réussir aussi dans cette seconde discipline. Pour une deuxième année consécutive, la radio communautaire s'accapare de la cote d'amour de sa collectivité. La radio communautaire est bonne première sur toute la ligne, pour toutes catégories d'âges et à toutes catégories d'heures.

Les résultats confirment ainsi l'évidence qui se fait chaque jour plus criante : CKRO, c'est une grande aventure mais c'est surtout une

belle histoire d'amour qui continue entre une radio et sa communauté.

MAIS QU'EST-CE QUI FAIT QUE ÇA MARCHE À CE POINT ?

L'information diffusée par CKRO y est sûrement pour quelque chose.

Francis Sonier, journaliste à la station, explique vers quoi s'oriente l'information. « Certains coins de la région ne sont pas couverts par les autres médias. Nous, on prend le temps. Les gens veulent savoir ce qui se passe dans leur communauté, dans leur village. »

Diane Losier, une comédienne, anime une émission culturelle où elle privilégie tout ce qui est local, donne le micro à ceux qui ne font pas partie du circuit médiatique : « Il faut qu'on soit près des gens, il faut qu'on reflète la Péninsule, qu'on parle d'elle. On ne sait pas ce que c'est de faire parler de nous autres. On ne l'a jamais fait ailleurs. C'est ce que la radio nous offre ici, la possibilité d'aller à fond dans ce qu'on a envie de faire. » Corinne Auger, sociologue au Centre universitaire de Shippagan, s'est intéressée au succès de la radio : « Il y a une liberté incroyable. Je dirais même que ça va jusqu'à la permissivité. Il n'y a pas de censure. Ça plaît aux gens parce que ça va avec la mentalité acadienne. Vous savez, ici chez les gens, il y a un fond de mentalité de pêcheur. Même si la profession est de moins en moins exercée, il y a énormément d'autres professions qui s'exercent dans la Péninsule. Mais il y a un fond d'indépendance, d'autonomie, de marginalité. Le fait de pouvoir s'exprimer, de faire les émissions à leur goût, sans que personne n'intervienne, ça plaît aux gens, ça ne les gêne pas, ça ne les bloque pas. Parce que l'Acadien, c'est une personne aussi timide. »

Michel Doucet, animateur permanent à CKRO, interrogé lors d'une émission hors studio diffusée en direct a aussi son interprétation : « Ça démocratise les ondes. Une radio communautaire a cet énorme avantage : rendre la radio accessible à tout le monde. Un microphone, ça n'a jamais mangé personne et je crois que les gens sont toujours très contents d'avoir fait cette expérience au moins une fois. »

À CKRO, les ondes appartiennent d'abord et avant tout à monsieur et madame Tout le monde. La radio compte sur quatre animateurs et animatrices et deux journalistes permanents mais ce sont les bénévoles qui occupent plus de la moitié du temps d'antenne. Il y en a une quarantaine, même des enfants. Karine et Michelle, par

exemple, sont âgées d'une douzaine d'années et animent une émission hebdomadaire d'une heure, *Les deux inséparables*. Tout ce qui se passe dans la communauté devient pour elles source d'inspiration pour l'animation de leur émission qui s'adresse bien évidemment à un public jeune.

Terrance McGraw avoue faire de la radio bénévolement pour parler au monde : « Parler au monde, savoir qu'on t'écoute. C'est simple dans mon cas. Je suis issu d'une grande famille. J'ai toujours dit : je suis simple et je m'attache aux gens. Je vais leur parler très souvent, je vais prendre des articles dans des livres, des faits vécus, des petites choses pour les faire réfléchir. C'est mon approche. »

L'équipe de la radio communautaire a aussi une devise : On peut être communautaire sans être québécoises⁵. Les rencontres informelles se multiplient pour tenter de trouver de nouveaux moyens de mieux remplir la mission de la radio.

C'est d'ailleurs lors d'une de ces réunions qu'est née l'idée du concours de la Radio-école. Michel Blanchard, initiateur du concours la Radio-école y poursuivait un objectif de provocation : « Je pars de l'idée que les gens sont intelligents, mais il faut provoquer l'intelligence des gens. En général, seuls les peuples qui dominent provoquent l'intelligence des gens. Chez les minoritaires, on fait le contraire. On réduit l'intelligence continuellement. » Mentionnons également la très populaire série *L'Évangéline raconte le Nord-Est*, une production de la Société historique Nicholas Denys qu'anime Michel Doucet dans sa chronique *Flash histoire*.

Corinne Auger pousse son analyse : « Cette radio-là, j'ai l'impression que c'est comme si elle faisait partie de la famille. Les gens sont membres de cette radio et ils vivent ça comme si c'était intégré à leur famille. Ici, on donne tout aux membres de la famille. Même s'il n'y a pas un amour égal pour chacun, ce qui fait partie de la famille, on s'en occupe. Et j'ai un peu l'impression que c'est la même chose par rapport à la radio communautaire. »

La radio se déplace fréquemment et utilise son émetteur pour diffuser en direct des événements sociaux, des parties de hockey, des festivals de musique. Les deux journalistes sont aussi de la partie.

5. Québécoise : mot du jargon local pouvant signifier dépassé, inepte ou manquant de professionnalisme.

6. Reportage de Jocelyne Allard sur Radio Péninsule, pour l'émission *Le Point médias* du réseau national de télévision de la Société Radio Canada, Novembre 1992.

Lorsque la Péninsule a assisté, impuissante, à l'incendie du centre communautaire le Vieux Couvent en mars dernier, CKRO a organisé le radiothon de la Grande Corvée, qui a permis d'amasser des dizaines de milliers de dollars à répartir entre les organismes communautaires.

L'AVENIR À CKRO

A la lumière de tous les éloges reçus, l'équipe de CKRO voudra-t-elle s'asseoir sur ses lauriers et ralentir l'allure de la course ? Rassurez-vous, il n'en est rien. Les artisans de Radio Péninsule savent qu'il est impensable de tomber dans la facilité et que les luttes qui se mènent pour favoriser un développement communautaire durable se livrent de façon quotidienne dans la Péninsule acadienne. Le succès de la radio communautaire n'est attribuable, en fin de compte, qu'à une seule et unique raison : l'appui de la collectivité à sa propre radio.

Bien sûr, l'apport de financement gouvernemental pour défrayer le coût des immobilisations et installations techniques a grandement facilité la création de Radio Péninsule. Mais, il n'en reste pas moins que la radio peut clamer fièrement son autonomie financière depuis 1989. L'aventure de la radio communautaire s'avère réaliste et viable. Radio Péninsule doit continuer dans sa foulée de marathonien pour être sans cesse en quête de solutions innovatrices favorisant l'accès et la participation communautaires.

QUATRIÈME PARTIE

La culture

Notre époque de médias électroniques est marquée par une tendance mondiale à l'homogénéisation graduelle de la culture et à la disparition progressive des cultures locales et marginales.

Néanmoins les sociétés réagissent à cette uniformisation culturelle en se créant des contre-réseaux et des outils de différenciation. La radiodiffusion est un de ces outils.

Cette quatrième partie aborde les cas de trois stations de radio communautaire qui ont réussi à trouver un moyen de contrer cette tendance en contribuant, respectivement, au développement de l'identité nationale en Martinique, à l'affirmation de la diversité culturelle en France et à la promotion au Canada de formes musicales peu prisées par les radios commerciales.

1. *Radio Asé pléré an nou lité¹ : une arme de libération*

Richard Château-Dégat

La colonisation de la Martinique par les Français, à partir du ^{xix}^e siècle, a entraîné le génocide du peuple amérindien des Caraïbes et donné lieu à un trafic d'esclaves qui amena dans l'île des dizaines de milliers d'Africains noirs ; les Caraïbes qui survécurent partirent se réfugier dans les îles avoisinantes, notamment en Dominique. La Martinique actuelle descend donc d'un mariage forcé des cultures amérindienne, africaine et européenne, une union qui a laissé le peuple aux prises avec de graves problèmes d'identité. L'esclavage a été aboli après la révolution anti-esclavagiste de 1848 mais, encore aujourd'hui, l'île est rattachée à la France à titre de « département français d'outre-mer ».

La seconde moitié des années soixante-dix voit un mouvement enthousiaste et confiant se pencher sur les problèmes sociaux et culturels de la Martinique. Pour satisfaire à leurs besoins fondamentaux, des ouvriers, des paysans et des jeunes ont mis sur pied des organisations populaires dans les campagnes et dans les bidonvilles de Fort-de-France, la capitale. Des campagnes d'alphabétisation, des programmes d'éducation et de formation, l'amélioration des conditions sanitaires et des réseaux routiers ainsi que

¹ L'expression créole *asé pléré an nou lité* signifie « assez pleuré, à nous de lutter ».

l'acquisition de notions d'histoire et de politique ont permis aux gens d'aiguiser leur conscience d'appartenir à une même communauté. La culture martiniquaise éclate au grand jour grâce au théâtre populaire en plein air et au renouveau du *bélé*, fondement de la musique martiniquaise. Tout cela a eu pour effet de réhabiliter une communauté dotée depuis toujours d'une perception négative d'elle-même, bien résumée par le dicton populaire *Komplò nèg sé komplò chyen* (les Noirs n'ont pas de parole).

Au cours de ces années le mouvement pour l'indépendance de la Martinique, resté marginal pendant longtemps, pèse de plus en plus sur la réalité sociale et politique de l'île. Radio Asé pléré an nou lité est partie intégrante de ce mouvement, et sa création s'est imposée comme une exigence pratique du combat du peuple martiniquais pour la définition de son identité et pour sa libération.

LE BESOIN DE COMMUNIQUER

Les médias ont fait semblant de ne pas remarquer ce nouvel élan de la société martiniquaise. Les journaux, la radio et la télévision ont observé un mutisme complet sur les changements culturels et sociaux qui avaient lieu. Bien sûr, ils ont fait état de la grève des ouvriers agricoles de 1974, mais seulement après que deux grévistes eurent été tués par les autorités. Et, même dans de telles circonstances, leur couverture est demeurée superficielle. De plus, des organismes progressistes se sont vu refuser le droit de diffuser de l'information concernant leur rôle et leurs activités. Ce qu'on leur refusait ainsi, c'était l'accès à une seconde fonction des médias, moins tangible mais tout aussi importante. Le besoin de communiquer, en effet, est non seulement un besoin de faire *connaître* pour partager, mais aussi un besoin de faire *reconnaître* par d'autres la valeur de ce que l'on fait et de ce que l'on est. Pour sortir de la marginalité et accéder à un statut et à une dimension globaux, il était essentiel que des événements et des phénomènes aussi importants, qui transformaient la vie d'autant de gens, soient reconnus par les médias.

Un nombre croissant d'individus et d'organismes ont cerné ce besoin de légitimer et de représenter des événements qu'on faisait passer pour isolés et « marginaux ». Il fallait donner « une voix à ceux qui n'ont pas de voix ». C'est ainsi que l'idée d'une radio populaire a fait son chemin, pour aboutir à la création de Radio Asé pléré an nou lité.

DES IDÉES AUX ACTES

Une fois prise la décision de mettre sur pied une radio, il fallait s'attaquer au problème financier. Comme ce problème ne pouvait être résolu qu'avec l'aide de gens qui ressentiraient avec suffisamment de force la nécessité d'une « radio du peuple », la campagne de création de la station prit la forme d'une évaluation de l'appui dont celle-ci bénéficiait au sein de la population.

Le projet était illégal et, par conséquent, périlleux. Qui plus est, sa réalisation dépendait de l'appui des couches sociales les moins fortunées de l'île. Or, malgré ces obstacles, il a bénéficié dès le départ d'une participation populaire massive. Tout le monde voulait y contribuer, même modestement. Certains fournissaient une aide financière ; d'autres donnaient de leur temps et mettaient leur savoir-faire à l'œuvre pour récupérer et recycler des matériaux, construire des locaux ou installer de l'équipement. Un vieux pylône métallique, destiné à recevoir l'antenne, a ainsi été poncé, soudé et repeint. Des ouvriers agricoles ont travaillé deux journées entières à la réalisation du projet. Le coulage du socle de béton destiné à porter le pylône s'est fait de nuit, pour plus de discrétion, grâce à une cinquantaine de bénévoles qui ont veillé jusqu'à 2 heures du matin. Ils ont par la suite attribué le succès de leur initiative non autorisée à l'utilisation de la « rapidité française » et au fait qu'« ils n'ont pas appris les bonnes manières à l'école ».

C'est de cette façon que les gens du peuple ont pu se doter d'un outil qui allait leur permettre de s'exprimer et de dire qui ils étaient — des Martiniquais dans leur authenticité ! *Radio pep la*, la radio du peuple, était née.

DES DÉBUTS DIFFICILES

Pendant plus de deux ans, Radio Asé pléré an nou lité a'mené une existence précaire. Les émissions ne duraient que trois heures par jour au cours de la première année, un peu plus les week-ends. C'était peu, mais déjà trop pour les autorités : du brouillage des ondes aux coupures de courant, elles ont tout tenté pour nous empêcher de tenir bon, sans toutefois franchir le pas de l'intervention de force. Aux contraintes des autorités s'ajoutaient nos « problèmes techniques », attribuables notamment à notre inexpérience, à la mauvaise qualité du matériel et au mauvais état des installations. Le tout provoquait des interruptions qui duraient parfois plusieurs

semaines. Nous avons dû changer de fréquences plus d'une fois, après l'attribution de celles que nous occupions à de nouvelles stations autorisées. Nous avons dû déménager nos bureaux à trois reprises et il y eut même une époque où nous avons dû défendre nos installations physiquement et assurer jour et nuit la garde du studio et des émetteurs. Mais malgré toutes les embûches qui ont menacé sa survie, Radio Asé pléré an nou lité est toujours là, solidement implantée dans le paysage médiatique martiniquais.

UNE STATION PAUVRE

Depuis 1981, des dizaines de radios FM ont vu le jour en Martinique. Plusieurs d'entre elles ont une puissance de diffusion très faible et vivent sans personnel et sans moyens, alors que d'autres bénéficient de l'appui financier de leur municipalité ou décrochent d'importants contrats de publicité grâce à leurs relations. En haut de l'échelle, on retrouve deux ou trois grosses stations liées à des géants de la presse française. Toutefois, Radio Asé pléré an nou lité fait à présent partie de ces stations autorisées à diffuser sur tout le territoire de la Martinique. Mais c'est une station pauvre dont l'existence demeure subordonnée au soutien populaire.

Radio Asé pléré an nou lité a réussi à traverser ses dix années d'existence sans la moindre subvention gouvernementale. Plus du tiers de nos ressources viennent des cotisations des adhérents de l'Adecoba (l'Association pour le développement de la communication à la base, fondée en 1989 afin de structurer le soutien à la radio), et des dons faits par le public. Ces dons prennent la forme d'argent ou de biens (fournitures de bureau, matériel pour le studio, etc.). L'introduction de la publicité, en 1990, a coïncidé avec l'embauche de notre premier employé salarié. La part de la publicité dans notre budget reste cependant modeste et, pour tout dire, inférieure à nos objectifs. Cela s'explique en partie par notre manque d'expérience dans le domaine, mais aussi par la nature même de Radio Asé pléré an nou lité qui n'hésite jamais à aller à contresens des courants dominants, ce qui peut constituer un frein aux yeux de certains annonceurs. Bien que notre situation financière nous oblige à avoir recours à la publicité, il n'est pas question pour nous d'accepter des contrats de n'importe qui. Nous préférons encourager les petits entrepreneurs et les commerçants locaux tout en renonçant volontairement aux plus gros annonceurs. Cette attitude nous a évidemment maintenus dans la pauvreté.

LA COMMUNICATION À LA BASE

C'est avant tout le besoin de développer la communication à la base qui a motivé la création de Radio Asé pléré an nou lité. Par conséquent, nous faisons toujours tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre aux auditeurs d'avoir accès aux ondes. Radio Asé Pléré An Nou Lité est une sorte de forum populaire permanent, où tous les grands sujets de préoccupation sont introduits à l'antenne et débattus par les auditeurs eux-mêmes. Ces derniers peuvent garder l'antenne aussi longtemps qu'ils ont des idées et des arguments à échanger. En tant qu'administrateurs de la station, nous tirons beaucoup de satisfaction de cette façon de faire puisqu'elle nous permet de bien connaître notre auditoire. Mais la satisfaction est encore plus grande pour l'auditeur qui peut se servir de la radio pour prendre une part active à la vie sociale. Bien sûr, nous sommes encore plus heureux lorsque pour un auditeur le téléphone devient insuffisant et que, un beau jour, il vient sonner à notre porte. A ce stade, ce sont les auditeurs qui créent les émissions, l'animateur « institutionnel » jouant un simple rôle de modérateur entre les animateurs *de facto* issus de l'auditoire. L'étape ultime est atteinte lorsqu'un auditeur devient lui-même animateur institutionnel bénévole. Man Sicot, par exemple, une auditrice qui téléphonait régulièrement, anime maintenant une nouvelle émission qu'elle a proposée et conçue : *Si jénés té sav..., si gran moun té pé* (Si jeunesse savait, si vieillesse pouvait). La participation de la population est le meilleur moyen de s'assurer que la station traite de sujets qui intéressent son auditoire. En prenant la parole en ondes, les auditeurs tissent entre eux et la radio un lien d'égal à égal, sans hiérarchie. Ils démythifient la radio à leurs propres yeux et aux yeux des autres auditeurs en profitant de l'occasion qui leur est offerte de contester une analyse ou un commentaire, de compléter un bulletin de nouvelles, ou d'entendre d'autres auditeurs le faire.

Puisque Radio Asé pléré an nou lité vise en bout de ligne la libération nationale du peuple martiniquais, nous nous devons d'informer, de former et d'instruire notre peuple. Pour cette raison, nous mettons l'accent sur l'étude de l'histoire et des grands principes économiques, nous diffusons de l'information sur les droits des travailleurs et sur le syndicalisme, et nous réalisons des émissions sur l'enseignement, l'écologie et l'actualité internationale.

Radio Asé pléré an nou lité travaille sans relâche pour la démocratisation des ondes et pour le droit à la libre expression. Ce tra-

vail est fondé sur un débat contradictoire, ouvert et démocratique. Nous encourageons l'expression de tous les points de vue, même s'ils diffèrent des nôtres, et n'avons pas recours à la censure. Nous offrons à qui le désire la possibilité d'expliquer en détail sa vision des choses. Nous avons par exemple accordé une heure d'antenne hebdomadaire à une organisation dont nous ne partageons pas les vues, la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM), sans exiger d'elle une contrepartie financière ou autre. Nous avons fait de même pour l'Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais (Assaupamar), là encore malgré nos opinions divergentes.

PROMOUVOIR LA CULTURE AUTOCHTONE MARTINICAISE

L'omniprésence de la culture française en Martinique s'est traduite par la négation de l'existence d'une culture autochtone. Nous avons été élevés dans une société qui croit que la « vraie » culture est celle qu'on apprend à l'école, et qu'elle doit nécessairement venir d'ailleurs. Radio Asé pléré an nou lité a pris le contre-pied de cette attitude en faisant la promotion de deux éléments essentiels de notre culture : le créole et le *bélé*, fondement de la musique martiniquaise.

Diffuser des émissions en français seulement (comme le font plusieurs radios de la Martinique) permet de s'assurer que seule une élite instruite et maîtrisant bien la langue aura accès aux ondes. Quiconque parle créole à la radio ou utilise un français qui ne soit pas « parfait » est immédiatement ridiculisé. En parlant créole à notre antenne, nous renversons l'ordre des choses et permettons à la majorité de communiquer. Nous croyons que tous les individus devraient pouvoir communiquer sans contraintes et sans craindre la répression. En matière linguistique, notre position est que ceux qui ne maîtrisent pas le français doivent pouvoir s'exprimer en créole... et *vice versa*.

Nous faisons preuve d'ouverture en matière musicale également. Bien que nous ayons consenti un effort important pour la réhabilitation et la promotion du *bélé*, Radio Asé pléré an nou lité-demeure la station la plus ouverte à la fois sur la musique locale et sur la musique en provenance des autres continents. Toutefois, malgré les fortes pressions que nous subissons, nous refusons de faire la promotion de la musique commerciale, qu'elle soit locale ou internationale. Il est certain que notre obstination nous a fait

perdre des auditeurs. Mais elle a surtout fait de nous une radio unique, une radio qu'on écoute lorsqu'on est saturé de ce qui est diffusé partout ailleurs.

Nous avons beaucoup appris des difficultés et des défis qui ont ponctué nos dix années d'existence et qui ont confirmé la raison d'être de la station. Nous devons poursuivre notre travail pour permettre à notre peuple d'aller de l'avant, et pour que Radio Asé pléré an nou lité et l'esprit de la radio communautaire vivent et se développent.

2. Une radio multiculturelle à Marseille

Radio Gazelle

Marseille est une ville cosmopolite du sud de la France, un port de la Méditerranée qui a vu passer bien des immigrants et des voyageurs. Au cours des deux dernières décennies, la deuxième ville française en importance a connu une crise économique grave. Le ralentissement de l'économie ne fut pas sans provoquer des tensions sociales et politiques dans cette ville tiraillée entre un Sud riche et touristique et un Nord populaire et industriel. Malgré une démographie en pleine décroissance, Marseille a vu son taux de chômage atteindre des niveaux records : 15 % pour l'ensemble de la population contre 10 % au niveau national. L'accroissement de la pauvreté et la montée de l'intolérance ont fait resurgir bon nombre de conflits raciaux au cours des années quatre-vingt.

C'est dans une telle conjoncture socio-économique que Marseille a vu apparaître un grand nombre de stations appartenant au mouvement national des « radios libres » et ce dès 1979, à une époque où on les appelait encore « radios pirates ». Cet enthousiasme s'est amplifié à la suite de la libéralisation des ondes initiée en 1981 par l'arrivée au pouvoir des socialistes, qui allaient mettre fin au monopole de l'État sur la radiodiffusion. Ces radios répondaient à un urgent besoin de faire entendre la voix du peuple, jusque-là sous-représenté dans le discours des radios

publiques. C'est donc en 1981, quelques mois à peine avant la légalisation des radios libres, que Radio Gazelle a vu le jour.

Radio Gazelle fut au départ l'initiative d'un groupe de jeunes d'origine maghrébine¹ vivant dans les quartiers du nord de Marseille. Leur démarche s'expliquait par une volonté politique de prendre la parole, d'informer leur communauté et de veiller au respect de ses droits. Elle avait aussi pour but de sortir la communauté maghrébine de son ghetto et de l'aider à s'intégrer au reste de la population marseillaise. Aidés par des éducateurs et des militants associatifs, ces jeunes commencèrent à diffuser les week-ends et le soir en toute illégalité et avec un émetteur de 100 watts, des débats effrénés ponctués de musique maghrébine.

Le Parti socialiste, en accédant au pouvoir, a libéralisé la bande FM et élargi le droit d'association aux étrangers. D'où l'institutionnalisation de Radio Gazelle, devenue l'activité principale de l'association Rencontre-Amitié créée à cette fin. Aujourd'hui, Radio Gazelle est une station associative ayant pignon sur rue au cœur d'un quartier populaire dont la population est en grande partie constituée de travailleurs immigrés.

Le nom de Radio Gazelle a surgi au hasard d'une discussion, lors d'une des multiples réunions des membres de l'équipe. Personne ne se rappelle plus qui en est le (ou la) véritable auteur. Il semble que le choix ait porté sur un mot qui se prononce de la même façon en arabe et en français.

VERS LE PLURALISME

Aujourd'hui, après plus de dix ans, Radio Gazelle fait partie d'une réalité bien concrète. Si lors de sa création la radio était connue pour sa couleur maghrébine, elle s'est ensuite ouverte peu à peu à plusieurs autres communautés de la mosaïque multiculturelle de Marseille. Ces changements ne se sont toutefois pas faits sans soulever de houleux débats, à l'issue desquels il fut décidé de ne pas s'enfermer dans une voie qui reproduisait les cadres rigides d'un ghetto, et d'ouvrir la station à d'autres minorités culturelles. La décision finale d'aller de l'avant avec le projet de décroisement des ondes est le résultat d'échanges quotidiens entre différentes ethnies à l'intérieur d'un même quartier, ainsi que de mul-

1. Le Maghreb est une région d'Afrique du Nord composée de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie.

tiples débats sur des questions d'actualité les concernant. On ne pouvait décemment se battre pour l'égalité des droits et pour une France pluraliste tout en continuant à s'isoler dans son propre espace radiophonique. C'est donc après avoir délibéré longuement sur la question que l'étiquette « multiculturelle » est apparue pour définir le nouveau mandat de Radio Gazelle.

Si cette proposition a d'abord suscité une telle polémique, c'est surtout parce que chacun ne voyait dans le multiculturalisme que ce qui l'arrangeait le mieux ! Les débats n'en finissaient plus de s'étendre sur de simples détails. On a même vu des militants d'origine européenne partir sous prétexte qu'il n'y avait pas assez de musique arabe, ou encore des athées s'opposer vigoureusement à l'instauration d'une programmation spéciale pour le ramadan². En fait, la diversité des idéologies des membres de l'équipe de Radio Gazelle se reflétait dans ces confrontations et formait un mélange explosif.

PROGRAMMATION PONCTUELLE OU HABITUELLE ?

Bien que Radio Gazelle ne soit pas une station à vocation religieuse, elle donne à ses auditeurs, depuis sa création, l'occasion d'exprimer et de vivre leur foi musulmane en terre marseillaise en offrant des émissions spéciales pendant toute la période du ramadan. Chaque année, depuis plus de dix ans, Radio Gazelle établit une grille des programmes temporaire pendant cette période. Chaque jour à compter de 18 heures, les animateurs bénévoles de la radio assurent l'appel à la rupture du jeûne. Puis le programme spécial se poursuit jusqu'à 2 ou 3 heures du matin, présentant de la musique religieuse, des feuilletons, des jeux, ainsi que des débats et des entretiens avec des porte-parole de la communauté musulmane de Marseille. Les émissions favorisent également les échanges avec différentes stations d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

Le ramadan est un moment important de la vie de Radio Gazelle et, durant cette période, notre indice d'écoute est multiplié par cinq. Rappelons que l'islam, par le nombre de ses fidèles, représente la deuxième religion de France.

Le projet d'instauration d'une émission à caractère religieux ne fut pas sans créer des remous. Lors du premier ramadan, les

2. Le ramadan est le neuvième mois de l'année islamique, une période pendant laquelle les musulmans doivent s'astreindre au jeûne entre le lever et le coucher du soleil.

Maghrébins ont voulu réaménager la grille des programmes afin de pouvoir répondre aux exigences de leurs auditeurs musulmans. Ceci revenait à modifier considérablement la programmation générale. Plusieurs animateurs s'opposaient vivement à la création d'une programmation ponctuelle qui viendrait affecter le fonctionnement de la programmation habituelle. Cette question a perturbé la vie de la radio et les relations entre animateurs pendant des années, jusqu'à son règlement définitif par vote en 1986 au cours d'une assemblée générale de l'association.

LES RESSOURCES

Radio Gazelle compte actuellement cent quarante-trois adhérents, dont quarante-deux animateurs bénévoles. Depuis les débuts de la station, des bénévoles donnent non seulement de leur temps, mais aussi de leur argent pour améliorer les émissions de la station. C'est d'ailleurs grâce à ses bénévoles que Radio Gazelle a survécu et s'est développée, et même si des subventions sont venues s'ajouter aux revenus de la station, leur participation financière demeure irremplaçable.

Les équipes qui se sont succédé à la tête de la radio ont réussi, malgré toutes les vicissitudes, à remplir les deux mandats principaux de la station : une représentation ethnique variée, et la préservation de son indépendance politique.

Radio Gazelle reçoit des autorités publiques françaises des subventions qui lui permettent d'assurer une stabilité minimale. Elle ne dispose d'aucuns fonds provenant de l'étranger. Son budget de 800 000 FF est constitué pour un tiers des subventions du Fonds de soutien du ministère de la Communication. Un deuxième tiers provient du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille, et le dernier tiers se compose de la subvention de la municipalité de Marseille, des adhésions, des divers produits de manifestations artistiques et des revenus publicitaires. C'est avec ces ressources que Radio Gazelle réussit à fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par année.

Radio Gazelle diffuse des émissions en treize langues, dont bien sûr l'arabe maghrébin et l'arabe oriental qui se partagent 30 % de l'ensemble de la programmation. Le reste du temps d'antenne est réparti entre des émissions diffusées en langues européennes (français, espagnol, portugais, italien et grec), en langues afri-

caines (comorien, malgache, kabyle et wolof) ainsi qu'en créole et en arménien. Radio Gazelle est donc bel et bien un forum multiculturel, qui accueille parfois jusqu'à vingt communautés culturelles.

L'éventail des émissions de Radio Gazelle emprunte de multiples facettes. Les revues de presse et les informations portent toujours un regard attentif aux préoccupations des immigrés. Les diverses émissions d'intérêt culturel font part de l'actualité et des développements de la vie communautaire, et favorisent ainsi la création de liens entre les communautés. Afin de permettre aux membres des minorités qu'elle dessert de prendre la parole, Radio Gazelle réserve généralement une portion de ses heures d'antenne aux tribunes téléphoniques. En plus des émissions d'information et d'éducation, la station présente une programmation variée susceptible de plaire à la diversité de son auditoire : des émissions de variétés et d'humour, des magazines culturels et sportifs, des feuilletons, etc. Le tout agrémenté de musique provenant de tous les coins du monde.

Radio Gazelle a conquis sa place au sein des différentes communautés de Marseille. Il faudra continuer de compter avec elle, comme lors des événements de 1988 en Algérie, de la guerre du Golfe ou des troubles à Madagascar, alors que l'antenne de Radio Gazelle était écoutée et utilisée par les militants des associations des droits de la personne et des mouvements de libération.

Il n'est pas toujours facile de tenir une ligne politique clairement progressiste lorsqu'on est d'origine étrangère dans une France où l'on a tendance à voir dans les communautés musulmanes une cinquième colonne potentielle ou un bouc émissaire. Si Radio Gazelle réussit cette tâche difficile c'est d'abord grâce à l'apport d'innombrables amis français qui aident et défendent les populations immigrées. C'est aussi parce que les membres de l'équipe de la station ont appris au fil des ans à faire preuve de responsabilité sans perdre leur âme : ils sont toujours du côté de la défense des droits de la personne et de l'égalité des droits, du tiers monde et des mouvements de libération, et ce même s'ils doivent souvent subir les velléités racistes de l'extrême droite française. Cela en dit long sur l'intégrité de Radio Gazelle et sur le rôle de la station en tant qu'instrument de changement social.

3. *Les nouveaux sons de la radio coopérative de Vancouver*

Dorothy Kidd

Co-op Radio loge dans un vieux bâtiment de pierre de Vancouver situé dans Pigeon Park, le seul espace vert public des environs. Jadis situé au beau milieu du centre-ville, Pigeon Park se trouve maintenant en bordure de celui-ci, le secteur commercial s'étant déplacé vers l'Ouest. Ce qui était, il n'y a pas si longtemps, un joli square faisant face à une banque prestigieuse est aujourd'hui devenu un endroit fréquenté par des gens sans argent ni ressources, souvent même sans abri. Pigeon Park est l'une des meilleures illustrations de l'écart grandissant qui sépare riches et pauvres à mesure que la ville se développe.

A l'intérieur du bâtiment qui abrite Co-op Radio, les bruits de la rue résonnent le long des trois escaliers de marbre qui mènent aux studios. Très grandes, les fenêtres du bâtiment ne sont pas à l'épreuve du son et le bruit de la circulation ponctue les émissions. Impossible, donc, d'échapper aux sirènes des ambulances et des camions de pompier. Deux solutions : s'y faire, ou faire comme si elles n'existaient pas.

Qu'on l'écoute en voiture ou à la maison, la station 102,7 FM de la Canadian Broadcasting Corporation (CBC), le service canadien de radiodiffusion financé par l'État, est reconnaissable entre toutes aux voix posées de ses présentateurs, émanant de studios insonorisés. Au début de son existence, alors que la CBC était à son apo-

gée et, se voulant une radio d'accès public, offrait des émissions de type communautaire telles Citizen's Forum et Farm Forum, Co-op Radio avait tenté de l'imiter. Les premiers bénévoles de la station avaient en effet adopté une approche similaire à celle de la CBC, proposant entre autres des émissions fondées sur des entrevues. Mais la spécialité de Co-op Radio était alors la diffusion d'enregistrements intégraux de réunions et d'événements publics. Qualifiant leur travail d'« alternatif », les pionniers de la station donnaient alors priorité aux opinions qui n'étaient que rarement exprimées sur les ondes des stations grand public. Pour beaucoup de ces pionniers, marginalité était alors synonyme d'opposition au *statu quo*.

Ironiquement, certains des premiers bénévoles de Co-op Radio entrèrent plus tard au service de la CBC, devenue, au nom de son caractère « public », un véritable service d'État centralisé dont les compressions budgétaires avaient réduit le personnel à un petit noyau de professionnels. Co-op Radio, au contraire, en dépit d'incessantes difficultés financières et tout en conservant une approche voisine de celle de la CBC, avait alors élargi sa vision de ce que devait être un service « public » et « alternatif » pour offrir des émissions réalisées par et pour les divers groupes culturels composant la population de Vancouver.

NOUS SOMMES TOUS DES MORDUS

Un des premiers défis posés à l'approche « alternative » originale de Co-op Radio le fut par un groupe de jeunes hommes appartenant à la scène musicale locale. Peter Thompson n'a cessé de participer à des émissions musicales depuis le milieu des années soixante-dix :

« A la station, j'étais le seul à vouloir diffuser de la musique. Avec quelques amis plutôt du genre mordu et idéaliste, nous sommes parvenus à convaincre la station de diffuser des émissions musicales. Au début, celles-ci étaient peu nombreuses, mais sans contredit les meilleures.

« Pourquoi ? En partie à cause du genre de musique diffusée, en partie à cause de la passion des bénévoles, en partie enfin à cause de l'approche adoptée. Encore plus que nos émissions d'actualités, nos émissions musicales diffèrent de celles proposées par les stations grand public et même par les stations étudiantes. En Amérique du Nord, la musique est au centre de la programmation

des stations. Elle y est considérée sur le même pied que les autres produits dont la station fait la publicité. La baisse des revenus publicitaires ayant amplifié la concurrence entre les stations, les émissions musicales de celles-ci visent donc de plus en plus les jeunes consommateurs. Résultat : moins de types de musique, moins de choix. Comme, à cette situation, s'ajoute une tendance à la déréglementation des ondes au Canada, il n'est pas étonnant que la plupart des stations de Vancouver ne diffusent plus que de la musique pop. Pendant que les stations commerciales conçoivent de plus en plus leur grille des programmes en fonction de la rentabilité, Co-op Radio élargit la sienne pour tenir compte des communautés délaissées par la radio grand public. Les bénévoles de la station font tourner de la musique des quatre coins du monde, la situant dans un contexte historique et social. »

Janie Newton Moss coréalise une émission diffusée le dimanche après-midi. Intitulée *Black Tracks*, cette émission est consacrée à la musique populaire afro-américaine.

« Prenez, par exemple, le cas de la musique noire. La radio grand public ne diffuse que la plus commerciale, la moins intéressante. Bref, elle fait tourner les disques qui se vendent. »

Jim Stewart participe à une émission diffusée tard le vendredi soir, *Offbeat* :

« Nous diffusons la musique nouvelle, celle qui n'a pas encore été récupérée par l'industrie. »

Janie ajoute :

« Nous sommes tous des mordus. Ce que nous faisons nous tient vraiment à cœur, comme c'est le cas de beaucoup de ceux qui veulent changer les choses politiquement. »

À LA RADIO COMME À LA MAISON

En 1977, Gary Cristall avait un objectif premier : faire tourner à la radio la même musique qu'il écoutait à la maison lorsqu'il recevait des amis. Il commença donc, avec Vinny Mohr, à faire tourner de la musique d'Amérique latine dans le cadre d'une émission baptisée *Tres Culturas* afin de refléter son triple caractère : autochtone, africain et hispanique. A l'époque, l'émission était la seule à proposer de la musique latino-américaine.

« J'aimais faire tourner cette musique pour les auditeurs. Notre but était de les initier à des musiques qu'ils n'auraient pu découvrir autrement. Amparo Ochoa, Chavela Vargas, certains des nou-

veaux chanteurs... Nous voyions dans cette émission un moyen de faire partager aux auditeurs des choses auxquelles nous croyions... »

A la même époque, Gary participa à la mise sur pied du festival de musique folk de Vancouver. Dans le cadre de ce projet, il commença à recevoir des bandes provenant de musiciens du monde entier. Avec Vinny, il conçut alors une émission à caractère souvent politique, *Music of the World*.

« Bien sûr que la musique me permet de faire de la politique. Particulièrement la musique qui s'écarte des sentiers battus, dont chaque parcelle vise à communiquer des idées. Peut-être que je prêche aux convertis, mais je n'y vois rien de mal... »

« Des tas de gens croient être les seuls à penser comme ils pensent. Lorsqu'ils entendent leurs idées formulées par de grands artistes, cela les encourage, renforce leurs convictions. Ils se sentent moins seuls. »

« Sans l'ombre d'un doute, la musique a joué un rôle important dans les mouvements féministes, pacifistes, environnementaux et syndicaux. Peu de gens se souviennent des discours entendus au cours d'événements politiques, mais la plupart ont encore en tête les chansons qui tournaient alors. C'est très révélateur de l'importance de la musique en politique. »

Garry et Vinny faisaient plutôt bande à part au milieu des premiers bénévoles de la station. La plupart de ces derniers qualifiaient leurs émissions de « marginales » plutôt que de « politiques ». Ils tentaient de situer la musique qu'ils faisaient tourner dans son contexte historique et social, qu'il s'agisse de rock, de rhythm and blues, de country, de folk, de gospel ou de jazz.

Ils enregistraient également des concerts de groupes locaux dans les boîtes de Vancouver, ou invitaient ces groupes à se produire en studio. Peter Thompson raconte :

« C'était juste avant l'avènement du mouvement punk, avant qu'il n'existe des disques, des cassettes. Pour diffuser la musique nouvelle, il fallait bien l'enregistrer. »

Puis, le nombre de spectacles diminua, les boîtes diffusant de plus en plus de musique enregistrée et les bénévoles se fatiguant de transporter le matériel d'enregistrement sur place. Bon nombre de ces bénévoles réalisent encore des émissions à la station. D'autres ont consacré leurs énergies à la mise sur pied d'entreprises de musique alternatives, organisant des concerts et des festivals ou réalisant des émissions musicales pour la CBC. L'expé-rien-

ce qu'ils ont acquise au fil des ans apporte beaucoup à la station en matière de programmation. Le nombre sans cesse croissant de leurs relations leur permet également de diffuser des disques en exclusivité, avant qu'ils ne soient en vente dans les magasins.

LA MUSIQUE FAVORISE LA COMMUNICATION

Au cours des années qui suivirent, de nouvelles générations ainsi que des communautés culturelles très différentes les unes des autres ont commencé à participer à la réalisation d'émissions musicales. La liste des types de musique diffusés est longue : reggae, punk, musique classique, pop de Hong Kong, musique traditionnelle juive, musique des femmes et musique autochtone. Un nombre croissant de femmes et de personnes de couleur ont commencé à créer leurs propres émissions, et à participer aux quelques émissions musicales existantes.

Pour s'approvisionner, il leur est nécessaire d'enregistrer de la musique pendant des spectacles. En effet, la musique des femmes ne représente toujours que 10 % de celle inscrite au palmarès. C'est aussi le cas des artistes autochtones et de couleur dont les enregistrements sur disque demeurent peu nombreux, si l'on excepte le cas du rap. De 1985 à 1991, Ina Dennekamp a réalisé une émission intitulée *Women of Note*, qui mettait l'accent sur le travail des femmes compositeurs.

« C'était fantastique ! Les musiciennes arrivaient au studio, s'installaient et parlaient de leur métier. Elles étaient reconnaissantes à Co-op Radio de leur donner la chance d'être là. Elles étaient de celles qui "font" la musique : pour moi qui la faisait tourner, c'était merveilleux. »

Chaque vendredi soir, Kerry Charnley anime une émission intitulée *When Spirit Whispers*. Au programme : la musique des artistes autochtones. Comme il existe peu de disques, Kerry recueille les bandes existantes ou réalise elle-même des enregistrements au cours de performances et d'événements.

« Lorsque nous avons créé *When Spirit Whispers*, c'était en partie dans un but éducatif, pour montrer aux gens que la musique autochtone ne se résume pas à un martèlement de tambours. Elle regorge de rap, de jazz, de musique classique...

« De nombreuses émissions d'affaires publiques traitaient alors des questions autochtones, mais aucune émission ne traitait de la musique, des arts autochtones. Or, l'art est un élément important

de toute culture. Nous avons donc cru qu'il était important de diffuser la musique et les mots des autochtones. Nous voulions que les artistes des premières nations disposent d'une tribune, d'une voix grâce à la radio, pour qu'ils puissent communiquer leur pensée aux membres des diverses nations autochtones. »

De nombreux bénévoles croient, comme Kerry, que la musique favorise la communication. Parmi ceux-ci, Rani Gill, selon qui « la musique peut être réellement subversive ». Dans le cadre d'une émission intitulée *49th and Main* et destinée à la communauté indienne du Canada, Rani fait tourner un large éventail de musique indienne traditionnelle et de bangra contemporain, une musique de danse du Pendjab qui mélange musique traditionnelle et instruments occidentaux. Bien que le bangra ait d'abord connu la popularité en Angleterre, il n'en demeure pas moins un élément important de l'identité culturelle des membres des deuxième et troisième générations de la communauté indienne installée au Canada.

« C'est une façon de les attirer. C'est leur musique, celle à laquelle ils s'identifient. »

SE RASSEMBLER POUR LE SIMPLE PLAISIR DE PARLER

Pour beaucoup de femmes de la génération précédente membres du mouvement féministe d'Amérique du Nord, la musique était magique : mélange de voix, de passion, de plaisir, outil de solidarité. Connie Kuhns fut la première à en faire la démonstration sur les ondes de la station, dans le cadre de son émission *Ruby Music* :

« L'idée d'allier musique des femmes et radio était de susciter une révolution. On parlait ainsi à l'époque. Je savais que cette musique avait une réelle importance. J'avais assisté à suffisamment de concerts pour savoir qu'elle pouvait transformer, transporter des milliers de femmes à la fois. Ce qui manquait à Co-op Radio, c'était une approche féminine de la musique. »

Au début, Connie a voulu que son émission suscite une prise de conscience, conformément à l'idée féministe des années soixante-dix qui voyait dans chaque personne un instrument politique. Elle décrit en riant l'atmosphère qui régnait alors : « C'était comme une démonstration d'accessoires de cuisine : se rassembler pour le simple plaisir de parler. »

En raison du travail de Chris Williamson, de Holly Near, d'Alix Dobkin et de Meg Christian, la musique féministe américaine avait

pris, aux yeux de Connie, une très grande importance. Elle prévoyait donc, à l'origine, de ne faire tourner que les enregistrements de femmes associées au mouvement féministe américain.

« A cause de mon propre manque de culture musicale, je n'appréciais pas à sa juste valeur ce que les femmes avaient fait avant moi — je croyais que la musique des femmes était née en 1973. J'ai ouvert les yeux lorsque j'ai commencé à écouter la musique de ma jeunesse, de mon adolescence. Plutôt que de me demander pourquoi les femmes n'avaient pas fait certains types de musique, je me suis demandé pourquoi je n'avais jamais entendu parler de leurs réalisations.

« A l'époque, mon auditoire se composait surtout de membres de la communauté féministe. Deux ans plus tard, il s'était élargi : des hommes et des femmes qui ne s'étaient jamais mêlés à la communauté féministe écoutaient mon émission.

« Ils ont commencé à m'écrire, à me téléphoner. Puis, les bénévoles masculins s'occupant de musique sont venus me voir. Ils ont admis qu'ils avaient eu des préjugés. Dès lors, j'ai su que j'avais gagné. Depuis, mon auditoire est très diversifié. »

Les auditeurs de Connie réagissent encore fortement au mélange de chansons et de propos contemporains qu'elle leur propose.

« Il y a quelques années, j'ai rencontré une femme qui avait réussi à changer de vie grâce à la lecture de *Kinesis* (une publication féministe locale) et à l'écoute de *Ruby Music*. Lorsqu'elle en avait eu assez, elle était partie pour la ville.

« Une autre femme m'a écrit pour me dire qu'au début, lorsqu'elle écoutait mon émission, elle était furieuse envers moi. C'était en partie parce qu'elle s'en voulait : elle ne pouvait pas croire qu'à son âge elle ne savait pas que les femmes avaient tant accompli. »

Connie attribue la popularité de son émission à la beauté et la puissance de la musique des femmes, ainsi qu'à la nature même de la radio.

« La radio possède un caractère si personnel, si privé. Elle permet de toucher les gens sans qu'ils se sentent mal à l'aise, forcés de prendre position. Assis chez eux, ils peuvent écouter, ressentir les choses à l'abri du regard des autres et réagir comme bon leur semble. »

L'ISOLEMENT DE LA MUSIQUE DES FEMMES

Au cours des dix dernières années, Co-op Radio a diversifié sa grille des programmes pour diffuser de la musique faite par les

femmes et les autres communautés laissées pour compte, au Canada comme dans le reste du monde. Toutefois, en tant que bénévole et auditrice, j'estime que cette ouverture à d'autres musiques ne se reflète pas dans l'ensemble de la programmation. Les femmes de la station ne sont pas dupes : elles sont préoccupées par cette tendance à créer des ghettos.

Connie Kuhns :

« De plus en plus de femmes réalisent des émissions musicales ou autres. Malheureusement, selon moi, les réalisateurs masculins ne se préoccupent guère de faire tourner de la musique faite par les femmes, sauf dans les occasions spéciales. Ce sont surtout les femmes qui font tourner cette musique. »

Comme l'émission de Connie, celle d'Ina Dennekamp, *Women of Note*, avait un auditoire diversifié, composé d'hommes, de femmes, d'amateurs de musique classique et de personnes désireuses d'explorer de nouvelles avenues.

Ina :

« Je présentais ma musique comme si elle s'adressait à tous. Je crois fermement que la pensée féministe doit pénétrer dans la vie des gens de toutes les façons possibles. La radio permet de diffuser de la musique différente, inhabituelle, susceptible de présenter un défi aux auditeurs. Quand je parlais de questions féministes, de questions touchant les lesbiennes ou de musique faite par des lesbiennes, j'appelais les choses par leur nom, mais je faisais en sorte que l'émission s'adresse à tous. Par définition, c'est cela, le féminisme. »

Malgré tout, Ina dit avoir été peinée de la tendance de la station à isoler les questions touchant les femmes.

« Le fait d'offrir une émission sur "les femmes et le reste" comporte un danger : celui de créer un ghetto. La station s'est dit : "Les femmes et le reste, c'est réglé : il y a l'émission d'Ina." C'est tout le contraire de ce que nous voulions. Malgré mes efforts, l'émission était considérée comme marginale à l'intérieur de la station. Elle n'atteignait pas le grand public. »

Au cours des années quatre-vingt, les femmes bénévoles, comme Ina, Connie, Jane, d'autres et moi-même, ont commencé à inciter d'autres femmes et des hommes à réaliser des émissions sur les femmes, du moins au cours de la semaine du 8 mars, Journée internationale des femmes.

« Notre but était que tous les bénévoles de Co-op Radio se rendent compte que les questions qui touchent les femmes ne tou-

chent pas qu'elles mais bien tout le monde, l'ensemble de la communauté. Nous n'avons pas réussi. Comme je m'y attendais, l'intégration attendue n'a pas eu lieu : voilà le danger des émissions "ghetto". »

ABOLIR LES GHETTOS RADIOPHONIQUES

Les stations de radio communautaires qui, comme Co-op Radio, ont voulu que leurs émissions s'adressent à une véritable mosaïque de communautés font aujourd'hui face à un nouveau défi : abolir les ghettos, unifier la programmation, créer un lien entre les différentes émissions pour proposer une vision globale. A cette fin, le comité de direction et de programmation de la station travaille à mettre au point une grille des programmes qui soit centrée sur les besoins et les intérêts des divers groupes de la société tout en favorisant l'apport de sang neuf et la création de nouvelles émissions.

Les bénévoles travaillant à la programmation musicale ont eux aussi adopté une série de nouvelles stratégies. Connie fait désormais en sorte que des femmes plus jeunes animent des émissions et fassent tourner leur propre musique. Quelques émissions bien établies se sont fait un devoir d'intégrer des femmes à leur personnel. De nouvelles émissions tentent de présenter le problème des femmes sous un angle neuf, de suggérer des solutions inédites.

Un des rêves de Kerry est de réaliser une émission depuis les réserves Musqueam et Squamish. Un autre est de favoriser une plus grande participation des personnes âgées, « parce qu'elles savent des tas de choses sur la culture, la philosophie et les valeurs de la société, qu'elles sont habiles avec les mots ».

Sachant que seule une minorité de son auditoire est composée d'autochtones, Kerry rêve de produire un bref message bilingue en salish et en anglais, « pour que les gens se familiarisent avec les sonorités du salish ». Rani Gill, de *49th and Main*, a présenté une suggestion similaire :

« Ce qu'il faut, c'est que les gens prêtent de plus en plus l'oreille. Il ne suffit pas de diffuser de la musique. Il faut aussi réaliser des entrevues : la voix elle-même est une musique. Je veux que les gens puissent entendre les voix, les langues marginalisées. Il n'est pas nécessaire de comprendre une langue pour la goûter. Il suffit d'écouter le rythme de la respiration, le timbre des voix, leur façon de s'entrecroiser. Je veux me servir des voix comme d'instru-

ments de musique, les mélanger, pour ceux qui connaissent la langue comme pour les autres. C'est à cela que doit servir Co-op Radio, faire entendre les voix marginales. »

Dans Pigeon Park, c'est le matin. De grands arbres se dressent devant les fenêtres de Co-op Radio. Jadis, deux pionniers de la station se sont servis de ces arbres. Howard Broomfield et Hildi Westerkamp ont en effet laissé pendre des microphones dans leurs branches pour créer une musique. Depuis les jours où elle diffusait de la musique environnementale, Co-op Radio a tenté de diversifier sa programmation afin de mieux représenter les habitants de Vancouver, particulièrement ceux qui ne peuvent s'exprimer ailleurs en raison de leur race, leur sexe, leur classe sociale ou leur allégeance politique. Bien sûr, d'autres changements internes sont souhaitables, mais un renouveau créatif s'amorce : trouver de nouvelles approches, diffuser de nouvelles musiques plus proches de la réalité actuelle, du son des rues d'aujourd'hui.

CINQUIÈME PARTIE

Les premiers pas

Nous avons, jusqu'ici, mis l'accent sur le fonctionnement de la radio communautaire ainsi que sur le rôle joué par celle-ci auprès des mouvements sociaux. Nous nous sommes également penchés sur l'hostilité dont font souvent preuve envers la radio communautaire les institutions opposées aux revendications et aux points de vue des mouvements sociaux qu'elle représente. Or, prendre l'antenne malgré cette hostilité est le premier défi à relever.

Les chapitres de la dernière partie de cet ouvrage sont consacrés à l'examen de certaines des stratégies employées par les stations de radio afin de faire entendre leur voix. Toutes les stations dont nous allons évoquer l'expérience ont deux choses en commun : elles ont commencé à exercer leurs activités dans l'illégalité et ont été les instigatrices d'une lutte pour l'émergence d'une radio communautaire légale et viable.



1. Une nouvelle vague : *la naissance des radios de faible puissance*

Arturo E. Bregaglio et Sergio Tagle

L'Argentine avait jusqu'ici été considérée comme un pays riche. Cependant, à l'aube du ^{xxi}^e siècle, elle connaît l'une des pires crises de son histoire. De nombreux Argentins avaient cru que le rétablissement de la démocratie en 1983 entraînerait le retour de la prospérité économique. Toutefois, le gouvernement péroniste de Carlos Menem porté au pouvoir il y a trois ans n'a fait, avec ses politiques économiques néo-libérales, qu'envenimer la situation.

Privatisation à tort et à travers, production à la baisse, absence d'investissement et disparition pratiquement complète du rôle économique de l'État ont ensemble accentué le malaise économique et social. On note une hausse spectaculaire de la pauvreté et du chômage, tandis que la richesse se retrouve concentrée en très peu de mains. Le taux de criminalité urbaine, l'apathie et le désespoir sont endémiques. Les rôles traditionnels, à la fois au sein de la famille et de la société, sont ébranlés. Le mouvement syndical connaît un recul énorme ; le chômage à la hausse de même que les politiques antisyndicales du gouvernement Menem ont laissé les travailleurs à la fois démoralisés et sans défense. Les partis politiques traditionnels perdent leur crédibilité et on note par conséquent une baisse de participation au processus politique. Les anciennes organisations politiques s'effritent. Une nouvelle culture fondée sur le chômage et le marché noir se fait jour.

Contrairement à une culture reposant sur la dignité que procure le travail, elle tend à éroder, marginaliser et même détruire tout espoir en l'avenir.

C'est dans ce contexte de crise et de désintégration de la société que nous allons nous attarder à la naissance des stations de radio de faible puissance en Argentine. Nous examinerons le cadre juridique dans lequel elles évoluent et porterons notre attention sur la station FM Sur, un exemple de cette nouvelle génération de radios.

DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Dès 1986, de petites stations de radio FM sont nées un peu partout en Argentine. Plus de deux mille d'entre elles diffusent des émissions traitant des problèmes de leur quartier et d'autres préoccupations locales. Ces stations sont souvent mises sur pied par de petits groupes de personnes souhaitant démocratiser les communications et donner la parole à tous ceux qui ont été réduits au silence par des années de dictature militaire. Ni légales ni illégales, ces stations ont évolué dans un vide juridique né de l'absence de toute réglementation de la radiodiffusion sur la bande FM. Ce mouvement des radios de faible puissance a rapidement gagné en popularité au sein des communautés, et s'est tout aussi rapidement attiré des ennemis dans la grande industrie des télécommunications, effrayée de voir la concurrence entraîner une diminution des bénéfices.

En septembre 1986, l'Asociación de Radiodifusoras Privadas (l'Association des stations de radio privées/Arpa) a organisé une Conférence nationale des radiodiffuseurs commerciaux, qui a entre autres mené à la déclaration *Mar del Plata*. Cette déclaration « réaffirme l'importance d'un respect absolu de la Constitution et de la loi » et, par conséquent, prône « l'élimination des stations de radio clandestines de même que la suppression de toutes les activités pouvant porter atteinte au bon ordre ». Plus tard, l'Arpa a remis au Comité Federal de Radiodifusión (le Comité fédéral de radiodiffusion/Comfer), l'organisme gouvernemental chargé de la réglementation en matière de radiodiffusion, une liste de soixante stations de radio « clandestines » dont elle souhaitait la fermeture de même que la saisie du matériel. L'Arpa comme d'autres institutions tenaient à qualifier de « clandestines » les stations qui ne détenaient pas de licence, même si celles-ci étaient exploitées

ouvertement. La réaction du Comfer à cette mesure de même qu'à d'autres pressions fut ambivalente. Certaines stations ont été fermées ; en revanche, seuls des avertissements généraux ont été adressés à certains diffuseurs sans licence.

Entre-temps, la propriété des principaux médias, y compris celle des stations de télévision et de radio ainsi que celle de la presse écrite, s'est retrouvée de plus en plus concentrée aux mains de quelques grandes entreprises. En réaction à cette concentration, certaines provinces ont adopté de nouvelles lois sur la radiodiffusion, s'appuyant sur un article de la Constitution leur permettant de « promouvoir les activités d'intérêt public » sur leur territoire. Plusieurs stations de radio municipales, répondant aux besoins de la population locale, ont alors vu le jour en Patagonie, près de la frontière chilienne. Depuis, ces stations sont demeurées actives, malgré les nombreuses tentatives de la police frontalière de mettre fin à leurs activités.

Le développement de la radio communautaire en a réjoui certains, tandis que d'autres s'y sont violemment opposés. En août 1987, lors d'une visite à Puerto Madryn, le sénateur Hipólito Solari Yrigoyen a souligné avec plaisir « la présence de la nouvelle station Radio Libre, qui met fin au monopole de LU 17 ». A Córdoba, d'autre part, Pedro Sánchez, responsable de la normalisation du Comfer, a déclaré : « Mon vœu le plus cher est de voir l'Argentine se libérer de ce fléau que représentent les stations de radio *underground*. »

A mesure que s'est accru le nombre de stations *underground*, les pressions se sont faites plus virulentes de la part de certains milieux politiques et économiques, qui souhaitaient leur fermeture. Le gouvernement Alfonsín a présenté un projet de loi sur la radiodiffusion qui, espérait-il, mettrait fin à toutes les contradictions. Ce projet de loi permettrait aux coopératives, aux syndicats ainsi qu'aux organisations sociales et non gouvernementales d'exploiter des stations de radio et de télévision. Les démocrates-chrétiens ont aussi présenté leurs propres projets de loi sur la radiodiffusion.

En 1987, l'Asociación de Radios Comunitarias (l'Association des radios communautaires/Arco) a été créée en réaction à l'incertitude juridique. Elle représentait diverses stations de radio de faible puissance et les renseignait sur l'activité législative et les fermetures possibles. Le projet de loi du gouvernement stipulait que les stations de radio devaient posséder une puissance de diffusion minimale de 1 000 watts. Le coût d'un tel émetteur était de loin

supérieur à celui que pouvaient s'offrir les stations existantes. En mai 1988, un autre groupe de stations de radio fonda l'Asociación de Radiofusoras Libres Argentinas (l'Association des radios libres argentines). Les deux cent cinquante stations qu'elle regroupait ont envoyé une lettre aux députés, dans laquelle elles déclaraient que « les stations de radio libres ou *underground* constituent une forme d'expression sociale essentielle et rendent possible la diffusion de l'information se rapportant aux communautés de plus petite taille où elles évoluent ».

L'opinion publique se rangea du côté des stations de radio et, en 1988, lors des III *Jornadas de Comunicación Social* (la Troisième Rencontre sur la communication sociale), les participants ont débattu de la participation et de l'accès des communautés aux nouvelles stations de radio. L'un des conférenciers invités a bien résumé le débat :

« Devant la fausse contradiction qui oppose les stations qui appartiennent à l'État et les stations privées, contradiction qui n'est alimentée que par une logique de profit, il est nécessaire d'accorder la reconnaissance juridique à un nouveau type de médias d'appartenance communautaire où les voix des syndicats, des minorités religieuses et ethniques de même que d'autres organisations peuvent être entendues. »

Alors que les débats parlementaires sur la radiodiffusion traînaient en longueur, les opposants des radios communautaires sont passés à l'action. L'Arpa, l'association représentant les stations privées, a diffusé des annonces à la radio et à la télévision pendant les heures de grande écoute, dans lesquelles elle accusait le gouvernement de « passivité juridique et d'inefficacité ». Quelques mois plus tard, l'Arpa a intenté des poursuites judiciaires contre le secrétaire d'État aux Communications nationales, « pour n'avoir pas pris de mesures contre les stations de radio clandestines ». Pedro Sánchez, responsable de la normalisation du Comfer, s'opposait aussi au projet de loi. En mai 1988, il déclara que l'existence de plus de quatre cent stations de radio clandestines et d'émetteurs relais de télévision constituait un « acte de subversion institutionnelle ». Une plus grande pression fut exercée sur le président Alfonsín par The International Broadcasting Association (l'Association de radiodiffusion internationale). Son conseil d'administration a en effet envoyé un télégramme à Alfonsín où il exprimait sa préoccupation face à la situation qui prévalait en Argentine, accusant le gouvernement d'exacerber cette situation par son comportement et critiquant « la passivité

administrative et juridique qui permettait la prolifération de stations de radio et de télévision clandestines ».

Au plus fort du débat, des représentants du gouvernement et de l'Association des radios communautaires, l'Arco, se sont rencontrés pour la première fois. La réunion n'a nullement permis d'éclaircir le statut juridique des deux mille stations (et plus) : ces dernières conservèrent leur statut, ni légal, ni illégal.

En 1990, un décret présidentiel est venu forcer toutes les stations sans licence à s'enregistrer auprès du gouvernement. Depuis, de l'intimidation, des fermetures et des saisies de matériel se produisent dans chaque province du pays. En mai 1991, Fernando Enrique Paz, président de la Commission sur les communications du parlement argentin et membre du parti au pouvoir, a critiqué les gestes de son propre gouvernement, déclarant qu'ils « auraient pour conséquence de forcer la fermeture de toutes les stations de radio FM existantes ».

Durant la campagne électorale de 1991, les menaces de fermeture des stations de radio et de saisie de leur équipement ont soudain cessé, les candidats trouvant en elles un précieux moyen d'atteindre l'électorat. Il reste à voir si cette nouvelle sensibilité aux besoins de la population se poursuivra après les élections. Aujourd'hui en Argentine, des stations de toutes tailles et de tous types, représentant toutes les opinions et les nuances idéologiques, se retrouvent sur la bande FM.

FM SUR DANS LA RUE

FM Sur (Sud FM) est l'une de ces stations. Créée le 10 décembre 1988, elle doit son existence au chaos juridique qui régnait alors et aux efforts des divers groupes qui se sont réunis en vue de sa mise sur pied. Parmi ces groupes se trouvaient certains diffuseurs professionnels voulant mettre leur expérience au service de la communauté et le Centro de Comunicación Popular y Asesoramiento Legal (le Centre de conseil juridique et de communication populaire/Cecopal), une organisation non gouvernementale.

FM Sur est située dans Villa el Libertador, un quartier pauvre de plus de cinquante mille habitants situé à Córdoba, la deuxième ville d'Argentine. La situation qui prévaut au sein de cette communauté est typique de celle qui règne dans de nombreux bidonvilles du pays. Il y a quelques années, deux stations diffusaient dans le quartier : LV 2 et LV 3, les deux radios commerciales les plus populaires de la province. Aujourd'hui, ces stations attirent encore la

plus grande part de l'auditoire, mais bon nombre d'auditeurs se tournent aussi vers les stations locales FM non soumises à la réglementation actuelle. A Villa el Libertador, les gens écoutent FM Sur.

Ils écoutent la radio communautaire, une radio qui répond à leurs besoins. Les auditeurs peuvent diffuser toutes sortes de messages sur les ondes. De petits commerçants y diffusent des annonces. La station propose aussi des émissions consacrées à la santé. Les leaders de la communauté discutent des problèmes, critiquant le gouvernement local, et annoncent les réunions à venir. Quant à la musique diffusée, elle est de toutes tendances. La radio est devenue un compagnon de tous les instants.

« La radio est le seul média qui puisse accompagner la vie de tous les jours... Pour les auditeurs, il s'agit d'abord d'un compagnon. La radio ne demande pas d'effort de leur part, ne les force pas à interrompre leurs activités : elle s'adapte à eux. »

On ne sait pas exactement à combien se chiffre l'auditoire de FM Sur. Le nombre de messages reçus chaque jour par la station s'élève à cinq cents : le nombre de ses auditeurs est sans nul doute plus élevé. Une chose est sûre : FM Sur a tissé un solide lien affectif avec ses auditeurs, et ces derniers ont développé un sentiment d'appartenance à son endroit, comme en témoignent les lettres et les messages reçus à la station : *Ne changez jamais ; Sur une échelle de 0 à 10, je vous donne 10 ; Vous êtes la meilleure station de radio ; Je vous considère comme mes meilleurs amis ; Je vous aime beaucoup ; Merci de me rendre les tâches ménagères plus supportables, etc.*

Le nombre de personnes qui ont assisté à notre soirée de troisième anniversaire démontre bien notre popularité. Nous avons invité les gens « à venir célébrer trois années passées avec nous, trois années d'expériences partagées dans les quartiers de Córdoba ». Même s'il n'y avait pas de groupe de musiciens connus, il y avait des musiciens locaux, et plus de quinze cents personnes sont venues. Étant donné le contexte culturel et politique actuel en Argentine, c'est déjà beaucoup !

Un poème de l'un de nos auditeurs exprime bien la perception que les gens ont de FM Sur :

Des nouvelles de mon quartier
par Carlos Garcia

Comme un murmure distant
timide et sensible

*une voix a traversé l'espace
jusqu'à mon poste de radio...
C'était le début de la folie
qui allait révolutionner mon quartier
C'était l'aube
de FM Sur, 90,1.
Je peux maintenant écouter
la voix du peuple
des pauvres
des amis, des connaissances.
C'est le 10 décembre 1988
date inoubliable
qu'en toute solidarité
notre radio est devenue
la voix des sans voix.
Parce qu'elle est des nôtres.
90,1 FM Sur
tu es...
la voix de mon quartier.*

RETROUVER LE PARFUM DE LA VIE QUOTIDIENNE

Qu'avons-nous donc essayé de faire avec FM Sur ? Nous voulions créer une station de radio pour les habitants du quartier. Une station qui fasse partie de leur quotidien, qui puisse mettre au point une stratégie d'éducation politique, qui réponde aux goûts du grand public tout en proposant d'autres voies, qui permette aux gens de s'exprimer sur les questions nationales ou locales, et leur donne un point de référence à partir duquel comprendre le monde. Une station qui offre à ceux désireux de créer un mouvement populaire urbain à Córdoba de faire entendre leur voix et qui donne aux gens des quartiers populaires la possibilité de s'adresser aux autorités, de négocier avec elles, de les approuver ou de les contredire. Enfin, nous voulions en faire une station placée sous le signe de la participation. L'atteinte de ce dernier objectif exigeait un programme de formation complet, pouvant apporter aux membres bénévoles de la communauté les connaissances et la confiance nécessaires à la réalisation de leurs propres émissions.

Notre stratégie est fondée sur des pratiques d'éducation populaire, adaptées aux intérêts, aux problèmes et aux désirs de chaque personne. Elle comprend la tenue d'ateliers de théâtre permettant

d'acquérir les connaissances nécessaires à la réalisation de sociodrames radiophoniques, l'organisation d'ateliers de communication au sein des écoles, et la formation de correspondants au sein d'organismes communautaires ou d'autres quartiers. Nous avons également prêté l'oreille au Club des amis de FM Sur, dans le cadre duquel les auditeurs les plus actifs se rencontrent, discutent, prennent part à des auditions et organisent des soirées de danse, des concerts et des manifestations sportives en plus de participer à des campagnes pour répondre aux besoins du quartier.

Au cours de nos trois années d'activité, nous avons tenté de mettre au point une méthode de formation adéquate. Les méthodes que nous avons mises à l'essai étaient généralement influencées par les principaux courants de l'époque dans le domaine des communications.

Au début nous avons parlé de participation, entendant par là qu'il fallait tendre le micro à tous les groupes populaires. Nous avons ensuite décidé que ce n'était pas assez. Si nous voulions plus d'auditeurs, il nous fallait offrir une bonne programmation. Nous avons donc mis l'accent sur le contenu et les compétences en matière de radio en vue de pouvoir réaliser des émissions de grande qualité. Ce n'était toujours pas suffisant. Nous n'avions pas compris que, souvent, ceux qui écoutent la radio ne recherchent pas tant la perfection technique ou un contenu exceptionnel que ce petit quelque chose grâce auquel ils se reconnaissent, ce parfum de la vie quotidienne.

Nous tentons maintenant de penser à ceux avec qui nous communiquons, à leur culture, à leur façon de s'exprimer, à leur désir de nous écouter. Nous croyons que ce ne sont ni les origines sociales de ceux qui sont derrière le micro, ni la justesse de leur idéologie, ni non plus la qualité technique des émissions qui définissent la communication populaire.

Nous croyons plutôt que celle-ci se définit comme « une série de pratiques par lesquelles ces nouveaux acteurs de la communication que sont les travailleurs, les paysans, les sans-emploi, les femmes de tous métiers, les autochtones, les hommes à tout faire, les illettrés et les habitants des bidonvilles deviennent plus visibles à leurs propres yeux et à ceux de la société. Bien que cette approche semble précaire et contradictoire, elle est aussi distincte et importante que la vie de ces gens, leur culture et les mouvements sociaux qu'ils créent et qui les représentent¹ ».

1. Marita Mata, « Todas las voces », *Cuadernos Barriales*, n° 8.

2. De radio Staline à Radio 1 : la première station indépendante en Tchécoslovaquie¹

Stanislav Perkner et Barbara Kent

L'histoire de la première station de radio indépendante de Tchécoslovaquie a débuté en novembre 1989, lorsque la *révolution de velours* a mis fin au règne du parti communiste dans le pays. Depuis l'établissement, au milieu des années vingt, des premières stations de radio, ce média avait été dominé par le gouvernement. Puis, dans l'entre-deux-guerres, la responsabilité de la radiodiffusion a été attribuée à une coentreprise, dont le gouvernement détenait la majorité des actions. En 1948, cette coentreprise a été remplacée par un monopole d'État. Seule entorse à plus de quarante années de radiodiffusion sous l'égide du comité central du parti communiste : quelques semaines de diffusion libre en 1968, année de l'invasion par les troupes soviétiques.

Jusqu'à novembre 1989, jamais la possibilité de créer des stations de radio alternatives ne s'était présentée, et le réseau officiel de radiodiffusion ne faisait que peu de cas des besoins, des goûts et des intérêts des auditeurs.

Les changements politiques de 1989 se sont accompagnés d'efforts pour briser le monopole étatique dans le domaine de la radiodiffusion. Les pionniers en ce domaine : un groupe de jeunes

1. Ce texte a été rédigé avant la partition de la Tchécoslovaquie en République tchèque et en Slovaquie.

gens, surtout des étudiants, dirigés par le technicien de son Vladimir Vintř, aujourd'hui directeur général de Radio 1 à Prague.

Briser le monopole de l'État n'allait pas être chose facile. En plus des problèmes courants découlant de l'absence d'équipement et du manque d'argent, les diffuseurs indépendants potentiels de Tchécoslovaquie devaient aussi faire face au vide juridique qui régnait dans le secteur de la radiodiffusion. Jusqu'à tout récemment, personne n'aurait pu imaginer la naissance de réseaux de diffusion alternatifs. La loi réservait à la radio d'État le droit exclusif de diffusion. De tout temps, le gouvernement avait été plus préoccupé de brouiller les ondes des stations étrangères, comme Voice of America, Radio Free Europe, DeutschlandFunk et Radio Vatican, qu'il ne l'avait été de favoriser l'émergence de nouvelles voix.

Avec la *révolution de velours*, l'heure du changement a sonné pour la radio d'État. De nouveaux services ont réussi à relever le défi et à s'adapter à leur nouveau rôle. Toutefois, les responsables de la programmation musicale demeuraient réticents. Les jeunes souhaitaient une station de radio qui diffuse de la musique rock et alternative. Les restrictions qui avaient jusque-là frappé ce genre musical avaient été abolies après novembre 1989, mais, dans les faits, la programmation musicale demeurait essentiellement la même.

NOUS AVONS ÉTÉ LES PREMIERS

Le refus de la radio d'État de répondre aux demandes visant l'établissement d'une programmation différente a contribué à la naissance d'un sentiment de frustration. Vladimir Vintř décrit ce qui s'est alors passé :

« Notre groupe, formé de passionnés de la radio, a décidé d'agir. Le père de l'un des membres du groupe nous a offert le matériel de studio et de diffusion de base qu'il avait reçu d'amis parisiens au printemps de 1990. L'émetteur était assez puissant pour nous permettre de desservir toute la ville de Prague et ses environs. Comme nous ne voulions pas enfreindre la loi, nous avons déposé une demande de licence temporaire au bureau des communications radio. On nous a alors promis deux fréquences FM, mais nous n'avons obtenu aucune licence, à cause du vide juridique. »

Pendant ce temps, le gouvernement était submergé de demandes émanant de douzaines d'autres postulants, tchéco-slovaques et étrangers. Aucune nouvelle loi sur la radiodiffusion, qui

aurait pu solutionner le problème, n'était prévue à brève échéance. Enfin, les reports continuels ont fini par convaincre chacune des parties intéressées qu'il fallait que les choses bougent. Même une année après la révolution, la bureaucratie bloquait toujours l'adoption des solutions nécessaires. Cette inertie contrastait avec la situation qui régnait dans les autres domaines de création, surtout celui des beaux-arts. Ainsi, la fondation Linhart, mise sur pied en 1987 par un groupe d'architectes praguais, organisait des présentations alternatives depuis que, en novembre 1989, elle avait été autorisée à présenter légalement ses créations.

En octobre 1990, la fondation accorda son appui à un festival de culture indépendante, la *Zone totalitaire*. Cent cinquante artistes venus de vingt pays prenaient part au festival, organisé dans un endroit plutôt étrange : les salles du sous-sol du monument rasé de Joseph Staline, à Prague. Le monument avait été démoli en 1962, mais trois salles souterraines avaient été conservées et baignaient toujours dans une odeur rance d'entrepôt, de saleté, de poussières et d'humidité. Ce décor absurde convenait à la *Zone totalitaire*.

Le groupe radio de Vintr, qui essayait encore d'obtenir une licence, a été invité à participer au « happening ». L'événement, qui devait durer toute la journée et toute la nuit, s'est révélé très populaire.

« Nos émissions ont débuté le vendredi 19 octobre à 18 heures, et se sont poursuivies jusqu'au dimanche. Nous avons diffusé de la musique et couvert les événements du festival sans interruption sur 92,6 FM, fréquence dont nous savions, depuis certaines négociations avec les administrateurs des communications radio, qu'elle ne pouvait interférer avec celles des autres stations de Prague. Évidemment, nous savions que nous diffusions illégalement, pour la première fois en Tchécoslovaquie, mais nous pensions que c'était là la seule façon de forcer les décideurs à l'action. Nous avons donc diffusé à partir de cet étrange endroit qu'est l'ancien monument de Staline, d'où notre nom de Radio Staline.

« Les nombreux appels téléphoniques que nous avons reçus nous ont immédiatement prouvé que nous avions gagné notre pari. Certains auditeurs étaient choqués par notre nom, mais nous avons misé là-dessus : nous voulions susciter l'intérêt et la participation du public. L'absurdité avec laquelle on traitait alors toute "activité *underground*" nous avait conduits à nous affubler d'un nom "absurde", afin de réveiller les "morts vivants". Nous avons trouvé notre auditoire ! »

LE PRÉSIDENT ET LA STATION CLANDESTINE

Puis, la popularité montante de la station s'est encore accrue grâce à un événement inattendu. Lenka Wienerova, une réalisatrice de Radio Staline, se souvient :

« Même le président Vaclav Havel avait décidé d'assister au festival. Lorsqu'il est arrivé, nous lui avons demandé de nous accorder une entrevue. Il a gentiment accepté, malgré l'environnement rébarbatif : notre studio était en effet situé dans l'un des corridors humides, malodorants et froids du labyrinthe souterrain. En arrivant au studio, nous avons fait asseoir le président sur la seule chaise disponible, pour toute la durée de l'entrevue. »

La majorité du public a réagi positivement à l'entrevue, interprétant le geste de Vaclav Havel comme un appui moral aux radio-diffuseurs indépendants. Toutefois, l'entrevue a aussi suscité certaines protestations. Par exemple, l'hebdomadaire tchèque *Mladý Svet* (*Monde jeune*), a écrit :

« Il est quelque peu surprenant que le président Havel accepte une entrevue sur les ondes d'une radio illégale. Que le président appuie ou non la loi, il devrait, à titre de premier citoyen et de principal représentant de l'État, tenter de se conformer à celle-ci. »

Le président a senti le besoin de réagir à ces protestations et le fit avec toute la diplomatie, l'élégance et l'ouverture d'esprit qu'on lui connaît. Au cours d'une des entrevues qu'il accordait régulièrement à la radio fédérale le dimanche après-midi, il aborda pendant quelques instants la question de Radio Staline. Il expliqua que, à l'occasion de sa visite au festival de la *Zone totalitaire*, il avait été persuadé par un sympathique groupe de jeunes gens de répondre à quelques questions pour leur station de radio. Il ajouta qu'il ne savait pas qu'il s'agissait d'une station clandestine. Néanmoins, conclut-il, il croyait qu'il devait exister, en plus des stations de radio de l'État, des stations indépendantes.

A la suite de l'entrevue de Vaclav Havel qu'elle avait diffusée le vendredi, Radio Staline continua sa couverture du festival de la *Zone totalitaire* jusqu'à ce qu'elle reçoive un autre visiteur officiel.

« Le dimanche, un des représentants officiels du gouvernement est venu à nos quartiers généraux et a commencé à exercer des pressions sur nous, nous disant que nous devons immédiatement cesser nos activités. Il s'est assis sur la même chaise qu'avait occupée le président et a fini par admettre qu'à titre de citoyen il appuyait nos efforts, mais qu'en tant que représentant du gouver-

nement il devait faire respecter la loi et insistait pour que nos émissions cessent. »

Wienerova se rappelle la réplique du personnel de la station : puisque aucune loi n'interdisait la diffusion par des stations indépendantes, Radio Staline ne pouvait donc être illégale. Wienerova ignore si le représentant officiel accepta cet argument, mais, le vendredi suivant, la police était à la station et saisissait le matériel.

Nous n'avons pu récupérer le matériel avant plusieurs semaines. Nous avons même dû payer l'amende. Heureusement, nous avons choisi une fréquence libre. Nous n'avions brouillé les ondes d'aucune autre station, contrairement à la principale accusation déposée contre nous. Les procédures judiciaires intentées contre nous n'étaient en fait que symboliques.

Immédiatement après l'entrevue du président Havel et la saisie du matériel de la station, une immense campagne en faveur de la radiodiffusion indépendante a commencé. L'affaire de Radio Staline a occupé la première page des journaux tchécoslovaques pendant plusieurs jours. Elle était non seulement devenue le symbole de la lutte pour la liberté d'expression, mais aussi de celle à mener pour la légalisation des activités culturelles indépendantes non commerciales. Des pétitions ont été adressées aux politiciens, aux principaux journaux ainsi qu'aux stations de radio et de télévision. Créée spontanément, l'Association des radiodiffuseurs indépendants demandeurs de licence s'est aussi jointe à la lutte.

À la suite de cette campagne, le matériel saisi a été remis à Vladimir Vintr et à ses collaborateurs. TRS, une filiale de la fondation Linhart, a offert à Radio Staline de nouveaux locaux situés au centre de Prague, de l'autre côté de la rivière.

Après la *révolution de velours*, les institutions culturelles tchèques et slovaques, subventionnées pendant des années par le gouvernement à des fins de propagande, ont conquis leur liberté. Mais, très vite, une menace de commercialisation s'est fait jour. Il était de première importance que le nouveau parlement adopte sans tarder une nouvelle loi sur la radiodiffusion. Il fut proposé qu'une partie des droits versés à l'État par les propriétaires de récepteurs de radio et de télévision soit versée aux radiodiffuseurs indépendants. Le but de cette mesure était de permettre aux stations non étatiques non seulement d'être reconnues au même titre que les stations commerciales, mais également d'offrir au public certains services culturels. Lenka Wienerova se souvient :

« Au début de 1991, il est devenu clair pour chacun que le gouvernement allait enfin passer à l'action. A la suite de notre proposition voulant que le gouvernement accorde des licences temporaires à des demandeurs choisis, huit stations ont obtenu la leur en mars. Pendant ce temps, nous avons décidé de recommencer à diffuser nos émissions à partir d'un nouvel endroit, et sur une nouvelle fréquence : 91,9 FM. Nous avons abandonné notre nom de Radio Staline pour adopter celui de Radio Ultra, et enfin, plus récemment, celui de Radio I. Nous avons été les premiers ! »

LA RADIO DES JEUNES

La plupart des autres stations nouvelles, y compris celles de l'extérieur de Prague qui n'avaient obtenu leur licence que plus tard, n'ont commencé à diffuser qu'à l'automne 1991.

La radio d'État, pour la première fois de son histoire, devait affronter la concurrence. Elle détenait cependant tous les atouts : trois réseaux à l'échelle du pays (fédéral, tchèque et slovaque), de nombreuses émissions diffusées simultanément, dix studios régionaux et, surtout, un financement assuré par l'État. L'Association des radiodiffuseurs indépendants demandeurs de licences exigea qu'une partie des droits versés par les auditeurs aille aux producteurs indépendants, réduisant ainsi le budget de la radio d'État.

Aujourd'hui, les nouvelles stations (comme Radio RIO, Radio Plus, Radio Bonton, Radio Vox et Fun Radio) doivent lutter entre elles et avec la radio d'État pour s'assurer la plus grande part possible de l'auditoire. La plupart optent pour un type de programmation très « accessible », caractérisée par une approche modérée. Cela risque bien sûr d'entraîner une uniformisation, de faire en sorte que les auditeurs aient de la difficulté à différencier une station d'une autre. Mais Radio I ne risque pas de tomber dans ce travers. Elle a en effet opté pour une approche particulière en matière de programmation, ayant décidé de s'adresser à la jeune génération.

Lenka Wienerova, maintenant réalisatrice à Radio I, précise :

« Nous employons maintenant onze *disc-jockeys*. Tous ont travaillé bénévolement jusqu'en septembre, avant que nous ne puissions leur verser un salaire. Ils sont entièrement libres de choisir leur matériel musical et d'émettre leurs commentaires. Ils proviennent des boîtes d'avant-garde et sont très sensibles aux aspirations de leur génération. Leur choix musical est guidé par leurs goûts personnels ; si l'un ou l'autre aime Madonna, il ou elle fait

tourner Madonna, avec la conviction que les autres aimeront Madonna.

« Radio 1 déplore l'indifférence ou l'indolence face aux grands problèmes actuels. Par conséquent, nous organisons des événements, comme des concerts destinés à venir en aide à la nation kurde ou à la bibliothèque nationale tchèque. Ces événements nous donnent aussi la chance de rencontrer les membres de notre auditoire, surtout constitué de jeunes gens instruits de Prague et des environs.

« 85 % de notre programmation est consacrée à la musique. En plus des blocs de six heures des *disc-jockeys*, nous offrons à nos auditeurs des documentaires ou des émissions spéciales sur des musiques, des styles ou des musiciens moins connus. Nous présentons de brèves émissions de musique classique commentée trois fois par semaine : opéra, concerts d'orgue et musique religieuse. Nous avons notre propre palmarès, de même qu'un "anti-palmarès". Deux rédacteurs de revues musicales participent aussi à nos émissions.

« Le reste de la grille des programmes se compose d'entrevues diverses, de reportages et de commentaires, regroupés sous le titre de *Pot-pourri*. Nous présentons un court bulletin de nouvelles toutes les heures ; notre service des nouvelles compte quatre rédacteurs.

« Nous avons cessé de collaborer avec l'agence de nouvelles officielles tchécoslovaque (CTK), parce que ses services ne répondaient pas à nos besoins. Nos sources d'information sont : les autres radiodiffuseurs, les journaux, et les services de l'agence de nouvelles d'Europe de l'Est (VIA). Lorsque des événements dramatiques se produisent dans le monde, nous invitons les rédacteurs de nouvelles de VIA à les commenter en direct depuis nos studios. Cela s'est produit, par exemple, lors de la tentative de coup d'État en URSS en août 1991.

« Les nouvelles importantes sont diffusées immédiatement ; nous ne sommes liés par ni par des règles ni par des règlements, contrairement aux rédacteurs de nouvelles de la radio d'État. Deux fois par jour, un bulletin de nouvelles en anglais est réalisé par les rédacteurs de *Prognosis*, le journal anglais de Prague. »

COMMENT SURVIVRE ET PROSPÉRER ?

Vintr et son groupe ont profité, au départ, d'un énorme avantage : ils avaient en effet pu commencer à diffuser en ayant à leur dis-

position tout le matériel technique nécessaire. Néanmoins, l'exploitation de la station coûte cher. Vladimir Vintř explique :

« Jusqu'en septembre 1991, aucun de nous ne recevait de salaire. Nos revenus publicitaires étaient immédiatement réinvestis. La publicité nous permet actuellement d'acquitter 25 % de nos coûts d'exploitation. Notre objectif est de porter ce pourcentage à 50 %. Après une année de radiodiffusion, nous avons réalisé environ 70 à 80 % de notre potentiel de revenus commerciaux. Nos tarifs sont très raisonnables, parce que nous sommes une radio communautaire et que nous voulons aider les petites entreprises. Notre agence de financement, TRS, a emprunté des millions de couronnes à la banque. Nous recevons des fonds du gouvernement, provenant des droits versés par les auditeurs. Nous souhaitons aussi emprunter de l'argent à l'extérieur, mais désirons conserver notre indépendance décisionnelle. C'est pour nous la seule façon de survivre dans l'univers surpeuplé de la radiodiffusion en Tchécoslovaquie. »

Selon les sondages les plus récents, effectués au cours de l'hiver 1991-1992, Radio 1 est maintenant la troisième station la plus écoutée à Prague !

3. *Radyo Womanwatch*

Anna Leah Sarabia

Notre émission, *Radyo Womanwatch*, n'existe que depuis six ans. Pourtant, elle a déjà été diffusée sur les ondes de quatre stations de radio différentes. La raison : notre volonté de continuer à offrir, à titre de service public, une émission de défense de la cause des femmes dans un contexte de radiodiffusion commerciale et hautement concurrentielle. Créée en 1985, *Radyo Womanwatch* consiste en fait en une heure d'entretiens, de poésie, de nouvelles et de musique. Depuis le début, il nous a toujours été difficile de trouver une station qui nous accorde un créneau horaire : presque inévitablement, l'approche de notre émission devait être modifiée pour s'adapter à l'image et à l'auditoire de chaque station de même qu'aux exigences du créneau horaire qui nous était assigné.

Les six premiers mois d'existence de *Radyo Womanwatch* ont coïncidé avec les six derniers mois du régime de Ferdinand Marcos. L'émission était alors diffusée sur une station AM (ondes moyennes) d'État du Grand Manille, *DZFM-AM*. Détail intéressant : les lettres « F » et « M » de l'indicatif de cette station représentaient les initiales de Ferdinand Marcos. Le nom d'une autre station de Manille, *DWIM-FM*, était d'ailleurs composé des initiales d'Imelda et de Ferdinand Marcos. Depuis la proclamation de la loi martiale en 1972 et jusqu'à la fin des années Marcos en février 1986, l'ensemble des médias électroniques étaient contrôlés par le

gouvernement Marcos. Il n'y avait donc pas beaucoup de différences entre les *talk-show* présentés sur les ondes des stations privées et ceux diffusés par les stations d'État. En fait, il était avantageux de se placer sous le « couvert » de la propagande officielle : DZFM étant une station d'État, elle n'était pas aussi étroitement surveillée par la junte militaire que les stations privées. Autre avantage, l'émission ne nous coûtait rien. Le bureau de la radiodiffusion (Bureau of Broadcasts), qui dirigeait DZFM, était généreusement financé à même le budget national et n'avait besoin d'aucun revenu publicitaire ou autre provenant de gens comme nous. Enfin, le directeur de la station était mon cousin : étant donné la façon dont se déroulent les choses dans de nombreux organismes gouvernementaux des Philippines, le fait de connaître une personne « haut placée » ne pouvait que nous être utile...

Dès 1975, Imelda Marcos avait exprimé officiellement sa préoccupation pour la cause des femmes lorsqu'elle avait présidé à Mexico la délégation philippine à la Conférence mondiale des femmes. Mais ce n'est qu'en 1983, après l'assassinat du principal rival de Ferdinand Marcos, Ninoy Aquino, que les femmes du peuple et de la classe moyenne de même que des centaines de nouveaux groupes de femmes ont commencé à s'affirmer comme une force politique potentielle et à insister pour que les préoccupations des femmes fassent partie des sujets de l'heure. La presse avait remarqué cette force grandissante, d'autant plus que les femmes journalistes et collaboratrices avaient été les premières à oser mettre ouvertement en doute l'autorité de Marcos dans la presse écrite. La radio et la télévision, cependant, ne reconnaissaient, à titre de représentantes politiques des femmes à l'échelle nationale, qu'Imelda Marcos, sa fille, et les fonctionnaires féminins du gouvernement.

C'est dans ce contexte que Radyo Womanwatch, la première émission de défense de la cause des femmes au pays, a effectué ses premiers pas hésitants. Nous pouvions nous exprimer sur les ondes, mais à condition de nous abstenir de critiquer la famille du président et les favoris du régime. Nous ne devons pas non plus promouvoir les sentiments antigouvernementaux. Nous pouvions discuter de façon générale du viol et de la violence contre les femmes, mais ne pouvions aborder les questions du viol par les militaires et des violations des droits de la personne. Nous pouvions dénoncer la propagation des maladies transmissibles sexuellement dans les zones entourant les bases militaires améri-

caines, mais devions passer sous silence les voyages organisés à caractère sexuel dont le ministère du Tourisme faisait la promotion. Nous pouvions critiquer l'industrie du cinéma pour sa production de films érotiques, mais ne devions pas dénoncer le gaspillage par Imee Marcos, fille du président, des deniers publics afin de promouvoir des films dits « artistiques ».

LA RADIO, UNE NOUVELLE TRIBUNE FASCINANTE

Malgré ces restrictions, nous faisions contre mauvaise fortune bon cœur. En effet, les sujets « acceptables » ne manquaient pas : le sexisme sur les lieux de travail, la santé des femmes, la créativité, les préjugés culturels et religieux, les travailleurs itinérants, la grossesse chez les adolescentes, etc.

Nous bénéficîions d'une nouvelle tribune fascinante. Pour la première fois, les trois organismes responsables de la mise sur pied de l'émission — Women's Desk of the Concerned Artists of the Philippines (le Bureau des femmes artistes engagées des Philippines), Progressive Women's Spiritual Association (l'Association spirituelle des femmes progressistes) et Filipina — pouvaient s'adresser à un auditoire composé d'innombrables inconnus invisibles. Nous avions entre les mains du matériel d'avant-garde, que nous avons toujours cru hors de notre portée. En outre, nous bénéficîions de la collaboration bénévole de femmes professionnelles. Même au sein d'une station gouvernementale, Radyo Womanwatch était en mesure de participer au mouvement anti-Marcos. Le désir grandissant d'un changement du système était alors manifeste, comme en témoignait le nombre de personnes qui se réunissaient pour travailler, protester ou encore inventer des modes d'expression alternatifs. Dans notre propre groupe, seule la présentatrice recevait une indemnité de déplacement, car son travail était son seul gagne-pain. Les autres faisaient du mieux qu'elles pouvaient et consacraient le plus de temps possible à l'émission.

Gertie Tirona, une historienne, s'est jointe au Women's Media Circle (le Cercle féminin des médias) quelques années plus tard. Elle a étudié la période qui a vu la naissance de notre organisme. Elle a écrit :

« En jetant un coup d'œil au passé, 1985 apparaît à la fois comme la pire et la meilleure des années pour le mouvement des femmes aux Philippines. La répression politique a fait bien des vic-

times, et, en réaction, la ferveur patriotique a atteint un sommet inégalé. Cette époque a vu la naissance de coalitions bigarrées et de toute une gamme d'organisations de femmes engagées. Même si bon nombre des activistes enthousiastes qui ont alors commencé à s'exprimer sur les ondes sont encore relativement jeunes, le souvenir de leurs débuts à Radyo Womanwatch commence déjà à s'estomper.

« L'atmosphère décontractée, la spontanéité, la saine exubérance, la vie sans un sou en poche et l'anonymat, toutes ces choses incompatibles avec ce véritable "star system" qu'est l'univers compétitif de la télévision et de la radio aux Philippines, comptent aujourd'hui parmi leurs souvenirs les plus chers. Elles ont même du mal à croire, aujourd'hui, qu'une émission ait pu être réalisée de façon si informelle.

« Quand on y pense, il est tout de même troublant que la première édition de Radyo Womanwatch ait été diffusée le 27 octobre 1985, soit la veille de ce qui est maintenant devenu pour le mouvement des femmes des Philippines le "jour de la protestation", en mémoire de cette journée de 1983 où des milliers de femmes de toutes les classes sociales et de toutes les régions se sont réunies pour manifester leur indignation contre le régime Marcos. »

La survie de Radyo Womanwatch et du Women's Media Circle s'est toutefois heurtée à bien des difficultés. Nous survivions grâce à la générosité de nos familles et de nos amis, qui voulaient bien contribuer financièrement à l'achat de bandes ou qui nous préparaient des gâteaux pour le goûter qui suivait l'enregistrement. Nous nous partageons les frais de taxi des poètes que nous recevions. Les invités qui le pouvaient nous apportaient aussi parfois leur aide, financière et morale.

Ironiquement, le début de l'ère du gouvernement Aquino nous a démontré notre vulnérabilité. Avec la chute de Marcos, la direction de presque tous les réseaux de radiodiffusion de Manille a changé de mains. Le Bureau de la radiodiffusion et le ministère de l'Information publique ont été à toutes fins pratiques abandonnés par leurs principaux dirigeants de même que par les techniciens. Il a fallu deux semaines avant que le peuple ne prenne en charge le bureau de radiodiffusion et GTV-4, le réseau de télévision gouvernemental. Nous avons toutefois profité de ce chaos pour communiquer avec une demi-douzaine de personnes en espérant que, face à l'absence de producteurs et d'émissions à diffuser, les nouveaux dirigeants nous offriraient la possibilité de poursuivre Radyo

Womanwatch. Ils l'ont fait. Durant la transition, et pendant l'année qui a suivi, l'émission fut diffusée, d'abord sur la nouvelle Radyo ng Bayan (la Radio du peuple), puis de nouveau sur DZFM, devenue Sports Radio (la Radio des sports).

UNE RELIGIEUSE NOUS FORME À LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS...

Cependant, le financement de l'émission étant ardu, tous les bénévoles devaient gagner leur pain. Au cours de notre sixième mois de diffusion, une religieuse qui œuvrait auprès des travailleurs immigrants et qui nous avait déjà accordé une entrevue nous enseigna comment présenter nos projets afin d'obtenir des subventions. Armées de nos nouvelles connaissances, nous avons acheminé des demandes à de nombreux organismes de financement. Deux de ces demandes ont été acceptées : l'une par l'Asia Foundation (Fondation Asie), qui avait un bureau à Manille, et l'autre par l'organisation espagnole Manos Unidas. Douze mois après l'enregistrement de la première émission, Radyo Womanwatch devenait enfin viable financièrement. Nous étions en mesure d'acheter un microphone extérieur, un magnétophone, des cassettes et des bobines. Nous pouvions nous accorder, de même qu'aux techniciens, un petit salaire, et verser une légère indemnité à nos invités.

Mais les dangers qui guettent une émission produite grâce à la bienveillance des autres se sont vite matérialisés. La bienveillance a en effet ses limites dans une industrie aussi concurrentielle que celle de la radio : quand des personnes ou des organismes plus puissants (forums gouvernementaux ou événements sportifs) viennent frapper à la porte, les petites émissions, comme Radyo Womanwatch, sont vite mises de côté et doivent « céder l'antenne ». Dès 1988, le gouvernement Aquino a commencé à accorder moins généreusement du temps d'antenne aux « gens de l'extérieur » comme nous. Peu lui importait que nous ayons fait partie des activistes qui lui avaient permis de récupérer les installations de radiodiffusion des gens de Marcos durant la révolte populaire. Comment pouvions-nous conquérir un auditoire avec une émission qui n'était pas diffusée régulièrement ?

Nous partagions alors des ressources précieuses avec d'autres groupes de femmes, leur offrant des portions de notre heure heb-

domadaire pour leur permettre de présenter leurs propres entrevues et reportages. Notre générosité a été remarquée et nous a valu, en 1989, l'appui de l'Association asiatique pour le développement humain (Asian Partnership for Human Development/APHD), organisme catholique basé à Hong Kong. Grâce à une subvention de cette association, nous avons pu abandonner le Bureau de la radiodiffusion et acheter du temps d'antenne à une radio commerciale DWAN, mieux cotée, anciennement contrôlée par Marcos et maintenant sous la surveillance du gouvernement Aquino.

Fidèles à notre tradition de réalisation fondée sur la participation, nous avons invité six organismes de femmes à réaliser tour à tour Radyo Womanwatch. Nous avons ainsi eu l'occasion de travailler avec le professeur Tirona du Women's Studies Consortium (le Consortium sur les études des femmes), la poétesse Marra Lanot des Concerned Artists of the Philippines (les Artistes engagés des Philippines), Petite Peredo de Gabriela, la conseillère Reena Marcela de l'Institute for Social Studies and Action (l'Institut pour l'action et les études sociales), la princesse Nemenzo de la Women's Health Coalition (la Coalition pour la santé des femmes) et l'organisatrice du mouvement des femmes rurales Trining Domingo, du KaBaPa (Mouvement des femmes progressistes). Nous les rencontrions tous les deux mois afin de planifier les thèmes et les sujets qui seraient abordés, en collaboration avec la présentatrice, Sonia Capio, commentatrice d'expérience qui avait, sous le régime Marcos, effectué une foule d'entrevues avec des leaders de l'opposition dans le cadre d'une émission politique retirée depuis de l'horaire à cause du manque de fonds. Pour nous toutes, le défi consistait à tirer le meilleur parti possible de chaque heure de diffusion, en vue d'atteindre toutes les femmes. Radyo Womanwatch était diffusée les lundi, mercredi et vendredi en matinée. Durant les réunions, nous partagions nos expériences d'apprentissage, discussions de l'interaction avec les invités et l'auditoire, et pouvions évaluer les aspects positifs et négatifs de notre approche.

LE PRIX DE LA MEILLEURE ÉMISSION D'INFORMATION

En 1990, à la fin du contrat d'un an qui nous liait à DWAN, Radyo Womanwatch avait reçu le prix décerné par les mass media catholiques à la « meilleure émission d'information ». Ce prix avait été le premier à être attribué à une émission de DWAN. Il a encouragé les

dirigeants de la station à renouveler notre contrat à un tarif préférentiel pour les six mois suivants. Nous avons aussi profité de ce prix pour demander une autre subvention avant que les fonds de l'APHD ne s'épuisent. Avant la fin du contrat, cependant, la station fut rachetée par un associé d'Aquino, qui, d'une radio politique et de services publics, en fit une radio entièrement consacrée au divertissement, aux cancons artistiques et aux « bonnes nouvelles ». Puisque aucune de nous n'était vedette ou journaliste à potins, Radyo Womanwatch a dû déménager.

Nous sommes donc passées à une station dont la programmation venait d'être entièrement repensée, DWIZ, sur les ondes de laquelle nous diffusons toujours. Avec son approche dynamique centrée sur les affaires publiques, DWIZ compte maintenant parmi les cinq stations du Grand Manille possédant les meilleurs indices d'écoute. Radyo Womanwatch est à présent diffusée chaque soir durant une demi-heure (de 19 heures à 19 h 30). Du lundi au jeudi, Sonia Capiro anime la Womanwatch Action Line, où il est question de leadership politique, d'environnement, d'arts, de culture, d'emploi et d'autres sujets connexes. Au lancement de la nouvelle formule de Radyo Womanwatch en novembre dernier, nous avons mis sur pied la Womanwatch Health Line, qui s'adresse aux jeunes adultes et traite de santé, de relations humaines et de prévention de la grossesse chez les adolescentes. La recherche, la planification et le personnel à temps partiel nécessaires sont assurés par l'Institute for Social Studies and Action (l'Institut pour l'action et les études sociales) et la Women's Health Care Foundation (la Fondation pour la santé des femmes).

C'est, à ce jour, la formule la plus populaire que nous ayons présentée à la radio, mais c'est aussi la plus dispendieuse. Notre financement, qui provient de trois fondations, devrait nous permettre d'acquitter nos dépenses de base au cours de la prochaine année. Nous tentons malgré tout de tirer des revenus supplémentaires de la publicité : diverses sociétés se sont d'ailleurs montrées intéressées, et certaines ont déjà signé des contrats avec nous. Cependant, l'argent demeure pour nous une préoccupation constante et nous devons souvent avoir recours à diverses sources pour couvrir une partie de nos frais de production.

Bien sûr, jamais nous n'abandonnerons notre rêve d'établir un jour notre propre coopérative de radio à l'extérieur de la région métropolitaine de Manille, afin de permettre aux femmes d'avoir recours à la puissance des ondes pour affermir la leur. Des change-

ments récents à la politique de la Commission nationale des télécommunications pourraient venir faciliter l'obtention d'une licence et enfin nous permettre de réaliser notre rêve : Radyo ag Kababaihan (la Radio des femmes). Entre-temps, nous profitons de chaque occasion qui se présente et utilisons les ondes pour défendre la cause des femmes, pour faire en sorte qu'elles se sentent grandies.

4. Radio Mitidja : *une année d'expérience et d'espoir*

Pascal Berqué et Amina Debbache

Depuis le 8 mai 1991 une voix différente se faisait entendre sur Alger et sa région : Radio Mitidja, du nom de la grande plaine qui borde la capitale algérienne. Après trente années de monopole radiophonique, l'Algérie des années quatre-vingt-dix s'ouvrait ainsi, timidement, à la diversité mais toujours dans le cadre de la radiodiffusion publique à travers l'Entreprise nationale de radio-diffusion sonore (ENRS) chargée d'un programme de stations régionales et locales à travers tout le pays.

UNE PREMIÈRE EN ALGÉRIE

Radio Mitidja s'est lancée sur une nouvelle voie, celle de la radio locale ou, plus exactement, régionale, en assurant, avec un émetteur FM de 2 kilowatts, une couverture de quatre wilayas (départements ou provinces) : Alger, Blida, Boumerdès et Tipaza. Ces wilayas sont parmi les plus importantes d'Algérie aux plans de la population, du nombre d'entreprises économiques, de l'agriculture et du tourisme.

Amina Debbache, installée le 21 juillet 1991 dans ses fonctions de directrice, précise : « On émettait en FM sur 94,2, de 10 à

12 heures. mais comme l'émetteur était faible, on ne couvrait pratiquement pas la côte ouest d'Alger. J'avais mal au cœur de faire des reportages sur ces localités ouest et de constater que les principaux intéressés ne nous captaient pas. Perte de temps et perte d'argent. Alors on est passé aux ondes moyennes. Certes le confort d'écoute n'égale pas celui de la FM, mais nous avons la satisfaction de toucher tous les habitants de la Mitidja. »

Depuis le 26 octobre 91, Radio Mitidja émet donc sur 1422 kilohertz, correspondant à 211 mètres. Parallèlement à cela, sa programmation double en volume et bénéficie de la tranche horaire matinale de 6 à 10 heures. Radio Mitidja se veut un relais des informations et des préoccupations locales au service des populations concernées de la plaine de la Mitidja. C'est une radio complémentaire des trois chaînes nationales (arabe, kabyle et internationale à prépondérance française).

UNE ÉQUIPE JEUNE ET MOTIVÉE

Le réveil matinal comporte différentes tranches d'animation : musique, flash, infos, billets sportifs, kiosques, mariages, vœux du jour, calendrier culturel, horoscope, météo, agro-météo, état des routes ; ajouté à cela les rubriques hebdomadaires : agriculture, tourisme, activités, différents problèmes sociaux. Il y a aussi l'émission des activités économiques.

L'équipe de Radio Mitidja, de treize membres, est une équipe jeune et en majorité féminine. La polyvalence la caractérise, vu que la plupart des réalisateurs, producteurs, animateurs et journalistes sont des diplômés de l'ISIC, l'Institut de l'information et de la communication, établi à Alger. Chacun d'entre eux peut élaborer un journal, assurer une tranche d'animation ou réaliser une enquête.

Les moyens techniques disponibles sont réduits. Un seul magnétophone professionnel, un Nagra, et aucune cellule de montage. Par ailleurs la jeune station partage, avec une direction centrale, un véhicule de service. La diffusion se fait toujours à partir des studios de la radiodiffusion nationale en attendant l'achèvement d'un studio spécifique à la « Villa des Arbres », siège de l'administration. En fait ce studio sera concédé en novembre 1992 à la chaîne internationale.

Le courrier reçu quotidiennement confirme l'intérêt prioritaire de la tranche d'âge 15-37 ans qui apprécie surtout l'universalité des musiques diffusées et la jovialité des animateurs à l'antenne. Il

apparaît également que la radio touche les différentes catégories et couches de la population. Mais le besoin d'une étude d'auditoire plus approfondie se fait ressentir. Ce qui est sûr c'est que Radio Mitidja a su trouver son auditoire et que celui-ci s'est rapidement accru en marge des chaînes nationales. Il est également vrai que la jeune station a su éviter le piège de la surpolitisation dans le traitement de ses sujets.

LE CHEVAL DE BATAILLE : L'AGRICULTURE

En plus des activités culturelles que proposait Radio Mitidja, pour Amina Debbache : « Les émissions auxquelles je tenais le plus, ce sont celles ayant trait au développement économique comme l'« Agriculture » que présentait Faïza. ».

Chaque matin une voiture émettrice de Radio Mitidja sillonnait les zones rurales et les souks de la région afin de récompenser le meilleur village : celui qui se réveille le plus tôt et qui est le plus productif ! L'idée étant d'offrir prochainement au meilleur agriculteur un voyage aux lieux saints de l'islam (Omra). La radio se devait d'apporter un stimulant aux agriculteurs et de favoriser la relance d'une agriculture nationale trop souvent ignorée.

Dans un pays qui produit moins de 25 % de son approvisionnement alimentaire, contre 70 % en 1970, on comprend combien il est primordial de soutenir la production agricole. Radio Mitidja couvrant une des meilleures régions agricoles d'Algérie, il était essentiel d'en mobiliser les producteurs et de sensibiliser les auditeurs urbains si proches et si concernés par la disponibilité des fruits et légumes de leurs marchés... Radio Mitidja a fait du développement de ce secteur son cheval de bataille. Pour cela il fallait déjà briser une des contradictions relevées par Amina Debbache : « Chez nous, nos villages se réveillent tard et nos villes se couchent tôt. » D'où la promesse d'une Omra au meilleur agriculteur (ou agricultrice) de la région.

EN PRISE AVEC LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Radio Mitidja a voulu se créer une image spécifique, différente des autres chaînes de radio. Elle s'est voulue une radio active pouvant influencer sur la vie des villages et des villes. Son expérience prouve qu'une radio de secteur public peut être dynamique si on lui en laisse les moyens.

En mars 1992 Radio Mitidja lance un concours sur tout le territoire national. Elle invite les couturières et couturiers à créer une mode spécifique algérienne à partir des costumes traditionnels locaux. C'est un plébiscite. Le 7 mai, cent trente-neuf artisans exposent leurs modèles au palais de la Culture d'Alger. Dix sont primés. L'objectif était double : réhabiliter les tenues algériennes et encourager la production nationale en permettant aux couturières de valoriser leurs produits et de mieux les commercialiser. Cette manifestation, organisée sans moyens propres, fut à l'image de Radio Mitidja. Sans statut et financement spécifiques, la jeune station ne compte que sur ses propres forces. Des contacts sont pris avec des entreprises, et une image de la radio s'impose à travers logo, autocollant et papier à en-tête. Un seul mot d'ordre : enthousiasme et initiative.

L'équipe espérait obtenir rapidement un statut et une certaine autonomie financière indispensables à l'indépendance de la radio. Il faudra déchanter au cours de 1992. Dommage ! Après une année riche en expériences et en échanges, Radio Mitidja est devenue une radio classique, simple sous-direction de la chaîne nationale en arabe. Elle conserve quatre heures de diffusion en matinée mais a perdu ce ton qui la différenciait. Ainsi le projet d'appui à l'agriculture est abandonné.

Radio Mitidja s'était fixé un objectif réaliste et essentiel pour le pays : sensibiliser les auditeurs à leur environnement social et mobiliser les producteurs économiques, notamment agricoles, de la région. Comme le déclarait Amina Debbache : « Nous devons nous concentrer sur ce qui peut aider le pays, à savoir l'agriculture, l'économie. Et là, laissez-moi lancer un appel à tous les walis (préfets), gestionnaires, élus, opérateurs économiques pour leur dire qu'ils ont un joyau entre les mains avec Radio Mitidja. Elle est à eux, il faut qu'ils y adhèrent, c'est dans l'intérêt du pays. Nous sommes là pour prendre en charge, tous ensemble, les problèmes urgents pour la croissance de notre pays¹. »

1. *L'Hebdo libéré*, n° 40, Alger, semaine du 1^{er} au 6 janvier 1992.

5. *Lorsqu'il n'y a pas de radio*

Edric Gorfinkel

La Cassette Education Trust (Caset) est un programme de services communautaires exerçant ses activités depuis la zone industrielle de Salt River, au Cap, en Afrique du Sud. Ce programme a été mis sur pied en 1989 en vue de « tirer partie des audiocassettes comme moyen de communication dans la lutte pour une démocratie viable ». Comme la radiodiffusion était régie par l'État, la Caset a dû distribuer elle-même les audiocassettes qu'elle avait réalisées. Dans d'autres circonstances, celles-ci auraient normalement dû être diffusées sur les ondes de la radio. Le programme a également permis de former de futurs radiodiffuseurs.

En février 1992, à la suite du changement du climat politique en Afrique du Sud et des négociations de la Conference for a Democratic South Africa (la Conférence pour une Afrique du Sud démocratique/Codesa), la Caset était sur le point d'obtenir l'autorisation de diffuser légalement, tout comme Bush Radio (Radio Brousse), un programme de radio communautaire.

Les propos qui suivent consistent en un collage de notes historiques, de documents sur cassettes et d'extraits d'une entrevue accordée à Diarmuid McLean par le fondateur et coordonnateur du programme de la Caset, Edric Gorfinkel.

LE « JOURNAL PARLANT »

Février 1988 : Le Talking Newspaper Pilot Project (le Programme pilote du journal parlant/TNPP) est mis sur pied en vue de servir de banc d'essai à l'utilisation des audiocassettes comme outils de communication de masse. Le TNPP se déroule en plein état d'urgence nationale, alors que les médias sont bâillonnés par la censure. Le moment étant loin d'être propice au lancement d'un nouveau programme médiatique, celui-ci démarre donc sous des allures inoffensives. Il est présenté à la fois comme un « moyen de permettre aux handicapés visuels et aux analphabètes d'avoir accès à la presse écrite », et comme un exercice didactique réalisé dans le cadre du programme communautaire d'éducation des adultes (CAEP) de l'université du Cap.

Extrait de la description du programme CAEP, *Audio-Cassette as an Appropriate Education Medium* (L'audiocassette, un outil didactique approprié), février 1988.

« La communication (ou son absence) est liée de près au conflit que vit l'Afrique du Sud. A mesure que ce conflit s'envenime, la communication est réprimée. Il ne nous faut pas seulement explorer constamment de nouvelles façons d'utiliser les médias : il nous faut aussi sans cesse mettre au point de nouveaux outils médiatiques.

« Les médias écrits sont exploités à leur juste valeur (compte tenu des restrictions gouvernementales). La vidéo devient accessible à de plus en plus de couches de la société. Cependant, la radio et la télé demeurent régies par l'État.

« La vidéo populaire est à la télévision ce que l'audiocassette est à la radio : son équivalent sous forme de technologie appropriée.

« La réalisation d'émissions sur cassettes est susceptible de permettre à la population d'avoir accès à un tout nouveau type de médias.

« Tout le monde possède un magnétocassette ou peut facilement y avoir accès, mais la plupart des gens ne s'en servent que pour écouter de la musique. Les handicapés visuels utilisent le magnétocassette à des fins plus variées : écouter des romans, du théâtre, des contes, etc. Toutefois, la production de matériel demeure concentrée entre les mains d'un groupe de personnes très restreint.

« Il peut être très facile de réaliser des cassettes. Il suffit de parler dans un microphone, puis, une fois la cassette enregistrée, d'en

faire des copies à l'aide de matériel audio moderne. L'aménagement d'un studio communautaire est également envisageable, afin de réaliser des montages à partir de toute une gamme de sources et d'en faire des copies en vue de leur distribution à la population. »

Edric :

« Durant mes quelques années d'exil d'Afrique du Sud, j'ai travaillé auprès de la Zimbabwe Broadcasting Corporation (ZBC). Cette expérience a eu une influence directe sur mes attentes face à la Caset. Avant l'indépendance du Zimbabwe, peu de travail avait été fait pour préparer les progressistes à la prise en charge des services de radio et de télévision. Au moment de la proclamation de l'indépendance, comme c'est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui, des Rhodésiens purs et durs étaient en place, réalisant des émissions de radio souvent contraires aux intérêts de la nation. S'ils sont toujours là, c'est qu'il n'y a personne pour les remplacer.

« Les auditeurs conservent une attitude négative envers la ZBC. La direction et la propriété de la station sont pour eux des questions fondamentales.

« Interviewer des gens sur les ondes de la ZBC n'était pas facile : dès que l'enregistrement débutait, ils n'osaient plus s'exprimer ! Les gens ne faisaient pas confiance à la ZBC. Pour eux, le fait d'être interviewés sur les ondes était plus terrorisant qu'excitant.

« C'est ce qui m'a conduit à dire qu'il nous fallait former des personnes capables de prendre les choses en main.

« En raison de la législation pro-apartheid, l'Afrique du Sud est divisée en secteurs ethniques. Les gens vivent séparés les uns des autres, il leur est difficile de se rassembler. La radio pourrait servir de pont entre eux.

« Les brutes néo-nazies qui se promènent en uniforme, qui couchent avec leurs servantes et qui massacrent leur famille sont des malades. Ils ont besoin de soins. Les *laaitie*¹ des cités noires qui ont tiré sur les *mabulu*² ont vu leur rêve se briser : ils ont aussi besoin de se refaire une santé. Nous devons rétablir la communication entre toutes les couches de la société. Les dirigeants ne sont pas les seuls à devoir se parler.

1. *Laaitie* : jeune

2. *Mabulu* : Boers, agents des forces de sécurité et soldats.

« Je veux bien faire de la radio, mais pas n'importe quel genre de radio. »

UN RÉSEAU D'AUDIOCASSETTES

Juin 1988 : La plus grande partie du contenu des « journaux parlants » étant tirée des hebdomadaires indépendants, les commentaires des auditeurs entraînent une augmentation immédiate du recours au « direct » dans nos émissions. Les organisations communautaires et les activistes deviennent notre principal auditoire cible. L'année suivante, avec l'appui grandissant des organisations progressistes et la multiplication des actes de désobéissance envers le régime répressif Botha/Malan, nous concluons à la nécessité de la mise sur pied d'une organisation chargée de la réalisation d'audiocassettes : la Cassette Education Trust (Caset).

Extrait de la brochure de la Caset, *Audio-Cassette : The Appropriate Technology Equivalent of Radio* (L'audiocassette : l'équivalent de la radio sous forme de technologie appropriée), juin 1989.

« Chacun les connaît, bon nombre en possèdent, la plupart les utilisent dans leur voiture et dans les taxis, dans les salles de classe et dans les usines, au travail et à la maison. Les audiocassettes sont déjà un support populaire servant à l'écoute de la musique. Mais elles peuvent véhiculer autre chose : de la poésie, des histoires, la tradition orale, des discours, des débats, des sermons, des cours, des entrevues, des discussions, des conférences, des pièces de théâtre, des chansons pour enfants, de la musique autochtone, etc. Elles peuvent servir de support à des analyses de l'information ou aux questions d'actualité. Elles peuvent même prendre la forme d'un véritable "journal parlant".

« L'État régit toujours la radio et la télévision, mais il ne peut réglementer la distribution des audiocassettes. La mainmise étatique sur l'information, qui ne peut que mener de façon systématique à l'impuissance populaire, nous oblige à recourir à tous les moyens de communication accessibles afin de lutter pour une Afrique du Sud libre, unifiée et prospère. »

Juin 1989 : Durant la première année, le financement de la Caset est assuré par le Scottish Catholic International Aid Fund (le Fonds d'aide internationale catholique écossais/SCIAF). Les locaux sont choisis, le matériel acheté et les bureaux ouverts. Le travail commence. Le « poète du peuple », Sandile Dikeni, reçoit une formation portant sur la réalisation d'émissions.

Un conseil d'administration guide et supervise les activités. Les administrateurs sont des membres en vue de la communauté : tous proviennent du domaine de l'éducation ou de celui des médias. Parmi eux, un théologien islamiste, figure dominante du mouvement démocratique, un musicien, un bibliothécaire, un historien oral, un reporter photographe renommé pour sa couverture de la lutte contre l'apartheid, et un professeur de littérature afrikaans engagé dans le mouvement People's Education (le Mouvement d'éducation du peuple).

DES COPIES DE DIXIÈME GÉNÉRATION !

Octobre 1989 : Une campagne de masse est lancée pour défier les autorités après les dernières « élections racistes », dernière tentative de P. W. Botha pour légitimer une constitution fondée sur le racisme. Cette campagne de désobéissance aux autorités, la deuxième de l'histoire de la lutte contre l'apartheid, est destinée à combattre la junte Botha/Malan et annonce l'avènement de la nouvelle Afrique du Sud de De Klerk. Il faudra encore deux ans avant que les opposants ne s'assoient à la table de négociation. C'est la période de grande activité de la Caset, qui lance sa campagne de désobéissance.

Edric :

« Une nouvelle élection des trois chambres s'est de nouveau heurtée à une opposition massive. Le moment était historique, et la presse internationale arrivait de partout. Une marche de la paix au Cap, des rassemblements populaires à la cathédrale Saint-George, des organisations qui se dévoilaient, bref, une manne de nouvelles pour les actualités de la BBC. L'histoire se déroulait sous nos yeux. Aussi, nous foncions, nous enregistrons tout ce qui se passait : les discours, les impressions populaires, les *toyi-toyi* ³.

« La réaction des organisateurs activistes a été la suivante : "Bonne idée, allons-y, ce nouveau média a de l'avenir. Nous pourrions faire circuler l'information. Les gens des zones rurales pourront entendre les manifestations auxquelles ils n'ont pu assister."

« Les gens ordinaires, toutefois, n'étaient pas habitués à faire connaître leur avis. Personne ne le leur avait jamais demandé. Les journalistes étrangers les avaient filmés de loin, mais ne s'étaient

3. *Toyi-toyi* : manifestation comportant de la danse et des chants.

pas adressés à eux directement. Chaque fois que nous contactions quelqu'un, il fallait lui préciser qui nous étions et lui expliquer que nous réalisions une audiocassette destinée à être distribuée dans les organisations communautaires.

« Il y avait une tradition d'"agents provocateurs", qui s'infiltraient dans le mouvement. Aussi, il fallait nous faire connaître du plus grand nombre de personnes possible. Nous n'aurions pas pu faire la même chose à Port Elizabeth ou à Durban. Au Cap, nous pouvions foncer. Les gens qui organisaient les manifestations nous connaissaient, ce qui les poussait à s'engager avec nous.

« Les cassettes étaient réalisées en collaboration avec le United Democratic Front (le Front démocratique uni/UDF), même si celui-ci était interdit. A l'origine, nous devions en faire sept copies, qui devaient être expédiées aux sept bureaux de l'UDF dans la région de Western Cape. Selon la réaction de l'UDF, nous devions par la suite décider de l'orientation à prendre et des diverses façons de procéder à la distribution.

« Cependant, à cause des événements qui faisaient rage et bien que les sept cassettes aient été expédiées aux bureaux de l'UDF, aucune réunion de coordination n'a été tenue pour en discuter par la suite. Nous n'avons distribué aucune autre cassette. Ces sept cassettes ont malgré tout réussi à toucher le pays tout entier. Les gens faisaient des copies. Des personnes communiquaient avec nous et nous disaient : "Je crois que c'est vous qui avez réalisé cette cassette." Puis, elles nous la faisaient écouter. Parfois, c'était une copie de dixième génération ! »

DES CASSETTES D'ÉDUCATION POLITIQUE ET... DE POÉSIE

Juillet 1989 : L'enregistrement de conférences, autre trait caractéristique de la « nouvelle » Afrique du Sud, devient l'une des principales sources de revenus de la Caset. La plupart des enregistrements de conférences sont archivés à titre d'enregistrements officiels, transcrits pour publication, ou encore copiés pour diffusion à un plus large auditoire. Certains enregistrements, comme celui du congrès des écrivains organisé par l'Idasa (Institut pour une solution démocratique en Afrique du Sud) et par l'ANC (Congrès national africain) à Victoria Falls, au Zimbabwe, ont donné naissance à des émissions audio.

Edric :

« La campagne de désobéissance n'en était qu'à ses débuts. L'ANC était toujours illégale. L'Idasa organisait beaucoup de "safa-

ris ANC" et de nombreuses personnes étaient harcelées par le gouvernement à leur retour au pays. Les organisateurs du congrès de Victoria Falls voulaient que ses travaux soient enregistrés et réunis dans un livre. Nous leur avons dit : "Nous ne vous demandons rien pour cela. Assumez nos frais de déplacement et nous réaliserons des émissions à partir du congrès."

« Pendant trois heures, la soirée de poésie a réuni l'un des groupes les plus représentatifs et les plus célèbres de poètes sud-africains. C'était incroyable. Il y avait là des gens comme Willie Kgositsile et Breyten Breytenbach, Antjie Krog, Wally Serote, Ingrid de Kock et Hein Willemse, qui est maintenant devenu un administrateur de la Caset... Des gens vraiment remarquables.

« Nous avons réalisé une cassette de poésie, *Musi oa Tunye*⁴, ainsi qu'une cassette de prose et de contes avec Vernie Februarie et Albie Sachs. Nous avons aussi réalisé une cassette qui contenait une partie du congrès proprement dit, à savoir le discours de Breyten Breytenbach intitulé *Is my Writing Part of South African Literature ?* (Mon écriture fait-elle partie de la littérature sud-africaine ?), qui s'adresse principalement aux Afrikaners, et celui de Willie Kgositsile intitulé *The Role of the Exiled Writer in the Struggle for National Liberation* (Le rôle de l'écrivain exilé dans la lutte pour la libération nationale). Breytenbach et Kgositsile sont bons amis, leur façon de s'exprimer et leur style de conteur se ressemblent, et plusieurs de leurs thèmes se répondent. Nous avons donc mis leurs discours dos à dos sur une cassette.

« La campagne de désobéissance et le matériel similaire avaient une teneur politique beaucoup plus prononcée, alors que les bandes de *Musi oa Tunye* étaient davantage culturelles.

« Pendant ce temps, Sandile produisait plusieurs autres cassettes : *Stop the Hangings* (Arrêtez les pendaisons) sur la peine capitale, *On Local Government* (Du gouvernement local) sur le rôle du gouvernement local dans les négociations, et *Unban Sansco, South African National Students Organization* (Légalisez le Sansco, l'organisation nationale des étudiants d'Afrique du Sud). Ces cassettes étaient réalisées pour l'organisation avec sa collaboration, son personnel et son matériel.

« Nous avons réussi à initier des gens à la radio et à les former en vue de la réalisation d'émissions. Nous organisions des ateliers,

4. *Musi oa Tunye* : la « fumée qui tonne », nom indigène du Zimbabwe pour désigner les chutes Victoria.

les *Ghettoblaster Workshops*, dans le cadre desquels les participants devaient apporter des cassettes vierges et un magnétocassette double sur des lieux de rassemblement et y enregistrer, pendant trois heures, des personnes qui présentaient ce qu'elles voulaient : chansons, contes, entrevues, etc. Il fallait ensuite faire le montage sur cassettes et réaliser une émission. Puis on faisait des copies. Cette approche fut une réussite, car elle a permis aux gens de comprendre vraiment ce que pouvait être une radio communautaire participative. La qualité était loin d'être excellente, mais les gens étaient vraiment contents de s'entendre "faire de la radio".

« Trois méthodes de distribution de cassettes ont vu le jour. D'une part, les gens faisaient beaucoup de copies. D'autre part, nous vendions des cassettes, comme *ANC Speaks et Mandela Speaks* (L'ANC parle et Mandela parle), qui étaient également copiées. Enfin, nous réalisions des émissions avec des organismes particuliers qui s'occupaient de la distribution. Une chose ne fait aucun doute : la copie par des personnes et des organismes a permis d'atteindre beaucoup plus de gens que la seule vente de cassettes.

« En Afrique du Sud, si les gens dépensent pour une cassette, c'est qu'ils sont vraiment engagés dans la lutte. Les plus engagés étant les plus actifs sur le plan politique, les cassettes qui se vendaient le mieux étaient les plus politiques. Nous avons réalisé toute une série de cassettes contenant des séminaires d'éducation politique sur divers sujets. Elles sont toujours en demande.

« Mais, sans aucun doute, les cassettes les plus populaires restent les bandes musicales, comme *Chorimba et Freedom Sings* (La liberté chante). »

UNE COUVERTURE POUR LA RADIO COMMUNAUTAIRE

Février 1990 : Une volte-face spectaculaire de la part du nouveau gouvernement De Klerk, la levée de l'interdiction des mouvements de libération et la libération de Nelson Mandela après trente années d'emprisonnement, voilà le nouveau contexte dans lequel évoluent les organisations démocratiques. La Caset se doit alors de revenir à son objectif à long terme : la transformation de la radiodiffusion en Afrique du Sud.

De tout temps monopole de l'État, la radiodiffusion ne fait pas partie du programme des mouvements démocratiques. Deux exceptions toutefois : les travaux de la Film and Allied Workers Organisation (l'Organisation des travailleurs du film/Fawo) sur la

radiodiffusion en tant que question constitutionnelle, et ceux de l'ANC sur Radio Freedom (Radio Liberté). Exilée, Radio Freedom diffuse ses émissions, à partir d'autres pays africains, à un auditoire qui n'a presque pas accès à des récepteurs à ondes courtes. Ses émissions peuvent aussi être entendues sur cassettes.

Avec la levée de l'interdiction des mouvements de libération et avec la libération des prisonniers politiques commence une ère d'intense activité politique à l'intérieur du pays. Le retour des diffuseurs exilés injecte du sang neuf dans les débats naissants autour de l'avenir de la radio et de la télévision. Un nombre croissant d'organisations démocratiques à l'intérieur du pays se demandent comment utiliser les médias et protestent contre la South African Broadcasting Corporation (SABC), entièrement sous la férule du gouvernement. La Caset peut donc orienter ses efforts vers la concrétisation de sa vision de la radio communautaire.

Edric :

« Je croyais vraiment que l'audiocassette pouvait représenter l'équivalent de la radio en termes de technologie appropriée, mais ce n'est pas le cas. La réalisation d'une audiocassette tient plus de la publication d'un livre que de la radio. Le plus grand potentiel de l'audiocassette est de servir de complément à la formation traditionnelle. Intégrée à des éléments visuels, à des cartes, à des bandes dessinées, à des lectures, etc., elle convient tout à fait à l'enseignement à distance. Mais tout son potentiel est loin d'avoir été exploité.

« Il aurait dû y avoir des radios pirates en Afrique du Sud, mais il n'y en a pas eu ! L'approche que nous favorisions était la suivante : "D'abord, il faut que la loi soit modifiée. Changeons la société, et la radio communautaire y aura sa place." Dans d'autres parties du monde, on a tenté de transformer la radio alors que la société restait la même. Résultat : la radio communautaire y est marginale et je ne vois pas pourquoi elle devrait le rester. Les groupes communautaires ont été au centre du processus de changement social en Afrique du Sud. La radio communautaire devait l'être aussi.

« La Caset a entre autres contribué à sensibiliser les gens à l'importance de la radio. A la suite de ses efforts et de ceux d'autres organismes, la radiodiffusion est maintenant à l'ordre du jour des négociations. Tous les partis politiques reconnaissent aujourd'hui la nécessité que la radiodiffusion soit chapeautée par un organisme indépendant. Selon moi, la Caset a contribué de façon importante à ce que cela devienne une priorité.

« L'Afrique du Sud compte vingt-sept stations de radio et au moins quatre stations de télévision. Elle possède l'un des meilleurs réseaux d'émetteurs au monde (et bien sûr en Afrique). Elle est en mesure de diffuser dans le monde entier. Il est donc vraiment important de savoir qui a accès à ces installations.

« Une des principales activités de la Caset a consisté à former les gens et à les préparer en vue du jour où ils pourraient prendre l'antenne. Cela a toutefois entraîné des problèmes. Quel était l'objectif de cette formation : la réalisation d'émissions de radio communautaire, ou celle d'audiocassettes ? Toute formation doit être centrée sur la réalisation concrète d'émissions. Les gens qui produisaient les "journaux parlants" sur cassettes, par exemple, apprenaient constamment, car ils devaient sans cesse mettre leurs compétences à l'épreuve. La Caset prétendait utiliser l'audiocassette comme outil de formation à la radio communautaire, mais cette dernière n'existe pas encore. Une fois leur formation terminée, les gens ne peuvent mettre à profit leurs compétences. »

Novembre 1990 : Un nouveau membre du personnel de la Caset, Hein Marais, revient du Canada avec une expérience en radio communautaire. Il présente une communication importante sur le sujet lors d'un congrès national sur les médias. La question de la radio communautaire est remise à l'ordre du jour à l'échelle nationale. Une série de conférences, d'ateliers et de séminaires suscite un appui important à l'idée de la création d'un secteur de la radio communautaire, considéré comme un prolongement naturel des organisations communautaires démocratiques en Afrique du Sud.

Extrait de la conclusion de *Talking Back, the Case for Community Radio* (Dialogues sur la radio communautaire) par Hein Marais, novembre 1990 :

« Nous entrons maintenant (et à bien des égards nous sommes déjà) dans une période marquée par la propagation continue et même par la commercialisation dynamique de l'idée d'une Afrique du Sud nouvelle et normalisée. Peu de choses sont "normales" dans la société sud-africaine, et il faudra encore un bon moment avant que la normalité ne s'installe.

« Cette "vente de la normalité" est probablement le principal trait idéologique du pays aujourd'hui... C'est une tendance dangereuse, parce qu'elle ne tient pas compte de la réalité, mais tente plutôt de la transcender, de l'effacer et de la remplacer par une situation imaginaire. Cette tendance favorise l'amnésie collective dans laquelle certains Sud-Africains semblent se réfugier.

« Il s'agit maintenant pour les médias progressistes de briser cette illusion de normalité; il faut briser ce consensus imaginaire sur ce que nous sommes et ce à quoi nous aspirons.

« Inutile d'ajouter que la radio communautaire peut jouer un grand rôle dans l'accomplissement de cette tâche. »

UNE CULTURE ARC-EN-CIEL

Mars 1991 : Au cours d'une réunion publique, la Caset propose aux groupes communautaires du Cap la mise sur pied d'un réseau de radios communautaires. La proposition est très bien reçue et une série de forums ouverts se tiennent mensuellement sous le nom de Bush Radio. L'idée initiale consistant à établir la station de radio à l'université de Western Cape (mieux connue sous le nom de People's Campus/Campus du peuple) est graduellement abandonnée par les groupes communautaires, cet emplacement n'étant guère propice à la participation communautaire.

Les débats animés des forums de Bush Radio et les réunions du comité de coordination élu mènent graduellement à la naissance d'un mouvement pour la radio communautaire en Afrique du Sud. D'autres initiatives pointent dans d'autres parties du pays, notamment à Durban et à Grahamstown. La présence de Radio Freedom, maintenant établie à Johannesburg, contribue à faire bouger les choses. Des Sud-Africains, inscrits à un programme de formation en radio communautaire au Canada, viennent grossir les rangs des activistes qui œuvrent en faveur de ce nouveau média.

Janvier 1992 : Alors que la Codesa émerge de sa première séance, un colloque sur les médias en transition est organisé par la Campaign for Open Media (la Campagne pour la liberté médiatique/com) en vue de présenter des résolutions au groupe de travail de la Codesa.

Avant la tenue du colloque, la Caset organise une réunion sur la radio communautaire, qui permet la rédaction d'une résolution sur la radio communautaire. Cette résolution souligne l'importance d'un organisme de radiodiffusion indépendant et insiste sur le rôle vital de la radiodiffusion communautaire. Elle exige le partage équitable des ressources entre les radios communautaire, commerciale et publique. La résolution est adoptée dans le cadre du colloque.

Février 1992 : Une résolution générale sur les médias électroniques prévoit qu'une partie du spectre sera réservée aux radios com-

munautaires et propose la mise sur pied d'un fonds de développement des communications. Ces résolutions sont actuellement étudiées par le groupe de travail de la Codesa. La possibilité que des licences de radio communautaire soient délivrées dans les six prochains mois se fait jour, ce qui viendrait récompenser les années de travail de Bush Radio et de la Caset. Enfin, nous pourrions répondre à la pression populaire et prendre l'antenne. Mais le faire immédiatement aurait des conséquences politiques qui font encore l'objet de débats.

Extrait du procès-verbal du forum ouvert de Radio Bush, février 1992, *Proposition touchant le début immédiat de la radiodiffusion* :

« La plupart de nos difficultés proviennent de notre manque d'expérience en radiodiffusion communautaire. Il est par conséquent proposé que nous commençons à diffuser au plus tôt ! Nous en avons les moyens. Nous diffuserions sans licence, ce qui est illégal, mais c'est peut-être la seule façon de sensibiliser la population à la radio communautaire. Nous n'avons aucune assurance d'obtenir une licence par l'intermédiaire de la Codesa. Si nous prenons l'antenne, il faudra bien qu'on s'occupe de nous. De nombreux points restent à régler concernant cette proposition. Ils devront être discutés par les organisations, qui décideront alors si elles soutiennent ou non cette proposition. Cela pourrait constituer une phase d'essai et de formation. Si jamais on nous ordonne de mettre fin à nos activités, l'opinion publique sera sans doute saisie de la question. Nous pourrions alors lancer une campagne de désobéissance avec la collaboration d'autres radios communautaires. »

Extrait du procès-verbal du forum ouvert de Radio Bush, mars 1992, *Proposition touchant le début immédiat de la radiodiffusion* :

« Au sein du débat touchant le début immédiat de la diffusion, deux tendances principales s'affirment. La première : "Nous sommes sur le point d'obtenir des licences, alors pourquoi courir le risque d'une amende, de l'emprisonnement et de la saisie du matériel à cette étape des négociations ?" L'autre : "C'est ce que nous disons depuis des années. Les gens qui n'ont pas l'électricité n'arrêtent pas de lutter parce qu'il y a des négociations..."

« Il est certain que nous devons nous préparer à une "campagne d'ouverture" complète, notamment en allant de l'avant avec les demandes de licences auprès du ministère des Affaires intérieures et de la Codesa/ICA. L'atelier de Grahamstown pourrait contribuer à une campagne nationale. Si nous épuisons toutes les avenues

pour obtenir les autorisations juridiques avant de prendre l'antenne, nous pourrions démontrer que nous avons été traités injustement par les autorités. Nous aurons ainsi le soutien populaire et pourrions alors envisager la possibilité de commencer à diffuser pour provoquer les autorités. Entre-temps toutefois, il faut poursuivre nos efforts pour permettre à la communauté d'avoir accès à de petits émetteurs économiques.»

Extrait de la conférence *Jabulani !* sur la liberté des ondes. *The Future of Radio in South Africa* (L'avenir de la radio en Afrique du Sud), par Don Pinnock :

« En conclusion, j'affirme ceci : la radio constitue la meilleure façon de faire entendre la voix de toute l'Afrique du Sud, étouffée pendant si longtemps par l'apartheid. C'est une façon de commencer à forger ce que Albie Sachs appelle une "culture arc-en-ciel"⁵ : la musique marabi et Mozart partageant les ondes avec T. S. Eliot et Mzwakhe Mbuli, Tolstoï et Todd Matshikize sur la même fréquence, bref, l'abolition des secteurs ethniques.

« Nous commençons à peine à explorer la beauté de nos nombreuses cultures grâce au microphone. Nous devons aller de l'avant dès maintenant ! »

Edric :

« Il y a bien des choses que la Caset n'a pas faites, qu'elle n'aurait pas dû faire ou qu'elle aurait dû faire différemment. Le potentiel des audiocassettes est loin d'avoir été exploité à fond : j'espère que d'autres personnes reprendront le flambeau. Notre objectif a toujours été de mettre les ondes à la portée du peuple. Au moment où ces lignes seront lues, nous aurons probablement pris l'antenne. La Caset a mis sur pied un studio de radiodiffusion et toute une infrastructure administrative. En collaboration avec les gens de Bush Radio, nous avons lancé un processus démocratique, dynamique et intéressant, un processus réel de développement, avec ses défauts et ses qualités. »

5. L'ancien archevêque Desmond Tutu est le premier à avoir employé l'expression « culture arc-en-ciel » : une culture de toutes les couleurs.

La collection « Ateliers du développement »

Cette collection est publiée à l'initiative de la Fondation pour le progrès de l'homme avec la collaboration du Groupe de recherche et d'échanges technologiques.

Le développement n'est pas qu'une belle idée. C'est un chantier de longue haleine où s'activent des hommes et des groupes qui font des essais et des erreurs, connaissent alternativement le succès et l'échec. Beaucoup d'entre eux s'y épuisent faute de tirer les leçons de leur action, de connaître le meilleur de l'expérience des autres, de participer à la construction d'une mémoire collective sur les démarches de progrès. C'est pourquoi chaque titre de la collection part d'expériences très concrètes, d'histoires, de témoignages, non pour vérifier des thèses préconstruites, mais pour alimenter un débat sur des thèmes comme l'organisation paysanne, l'innovation technique, le crédit, la coopération Nord-Sud, le dialogue des cultures, l'échange des savoirs, la communication...

La collection fait une large place aux expériences situées dans le tiers monde, mais elle s'intéresse aussi de près aux innovations sociales des pays du Nord où le développement n'est pas un thème de moindre actualité.

Dans la même collection :

Clare Oxby et ACORD, *Peuples pasteurs en crise : les réponses des organisations non gouvernementales en Afrique*. Préface de Jean-Pierre Olivier de Sardan.

Michel Sauquet, *Le voisin sait bien des choses. Communication et participation en milieu rural : leçons du cas brésilien*. Préface de Bertrand Hervieu.

Marie-Stéphane Maradeix, *Les ONG américaines en Afrique. Activités et perspectives de 30 organisations non gouvernementales*. Préface de Jean-Marie Hatton.

AFIP et Christophe Roman, *Agriculture : le système français. Origine et fonctions des organisations professionnelles en France*. Préface de Henri Rouillé d'Orfeuil.

Jean-Paul Vigier, *Finances et solidarité, votre épargne pour le développement des pays du Sud et de l'Est*. Préface de René Lenoir.

Claude Marchant, *Nord-Sud : de l'aide au contrat*. Préface de Jean Lacouture.

Philippe Lavigne Delville, *La rizière et la valise : irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal*.

Nancy Thede et Alain Ambrosi (sous la direction de), *Petits écrans et démocratie : vidéo légère et télévision alternative au service du développement*.

Thomas Schnee et Dominique Godfard, *Sociétés en éclats – Quand les exclus contribuent au changement : récits de chercheurs*. Préface de Louis-Vincent Thomas.

Leïla Wolf, *La démocratie au quotidien, histoire d'un mouvement de quartier au Brésil*. Préface de Madeleine Rebérioux.

par



Achevé d'imprimer,
avec les films fournis,
en mai 1993
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal mai 1993

N° d'imprimeur : 6321

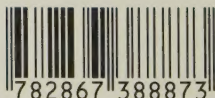
N° d'éditeur : 1004

Dans le Grand Nord canadien, les Indiens de la nation Nishnawbe Aski brisent l'isolement de leurs villages grâce au réseau radiophonique Wawatay, « aurores boréales »... Des paysans burkinabé ou zairois ne partent plus aux champs sans leur poste... À Moscou, une radio récalcitrante a fait la nique, en août 91, aux putschistes de l'ancien ordre stalinien. Au Salvador, les guerrilleros du FMLN ont donné à leur radio un nom sonnante comme un cri de guerre (« Venceremos ») et en ont fait un redoutable outil insurrectionnel contre la dictature...

Autant de témoignages de par le monde, d'une multitude d'expériences radiophoniques participatives, populaires, communautaires ou indépendantes.

En marge des pratiques des radios publiques ou commerciales, conventionnelles ou « à sensation », les radios participatives explorent un autre territoire : elles accompagnent les paysans d'Afrique ou d'Asie dans leurs expériences de développement et soutiennent les peuples de Haïti ou d'Afrique du Sud dans leur quête de démocratie. Dans des contextes politiques, sociaux ou culturels très divers, elles concourent à la pluralité de l'information et des opinions, tout en faisant contrepoids à l'uniformisation médiacratique et à ce que Umberto Eco a appelé « la marmelade radiophonique ».

Réalisés avec le concours du réseau radiophonique mondial AMARC, les récits qui composent La passion radio sont le reflet de 23 expériences originales et participatives, pour la diversité culturelle, le développement économique local et le droit à l'information.



936 403.9

120 F